

Revue de politique économique

La Vie économique

12-2014 87^e année CHF 15.90

Série

La région lémanique: une économie au rayonnement international

Éclairage

Les formations et leurs chances sur le marché de l'emploi

Dossier

Le pilotage axé sur les résultats du service public de l'emploi

Thème du mois

Les chaînes de valeur mondiales et la Suisse



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO



**Descendez avec Joseph,
13 ans. Dans la mine.
A votre place de travail.
50 mètres sous terre.**

Ensemble, mettons les enfants des mines d'or
en sécurité. **Maintenant sur www.tdh.ch/donner**



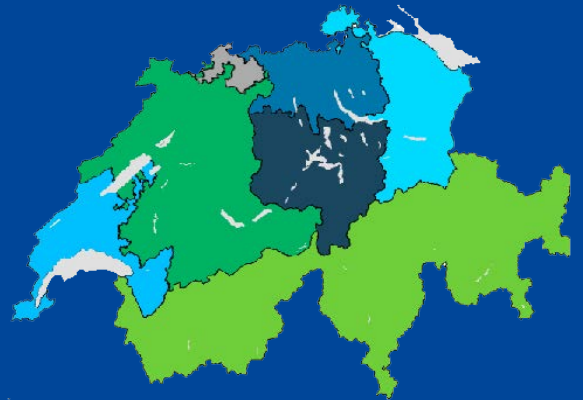
Terre des hommes

Aide à l'enfance.

tdh.ch

**„CH-Plus“: analyses et prévisions
pour l'économie suisse**

**NOUVEAU «CH-Plus»
clair, concis et en français
situation actuelle & prévision**



Les informations essentielles sur la conjoncture de la Suisse, de la Romandie et de leurs principaux secteurs économiques en un seul coup d'œil.

Cette publication trimestrielle suit en continu les indicateurs économiques centraux et fournit des prévisions trimestrielles. Les prévisions reposent sur les modèles corrélés de BAK Basel Economics pour le monde, la Suisse, les secteurs et les régions.

Sommaire

Thème du mois

- 3 Éditorial
Eric Scheidegger
- 4 Les nombreuses facettes de la Suisse dans les chaînes de valeur mondiales
Edith Bernhard et Christian Busch
- 9 La Suisse dans les chaînes de valeur mondiales: des données améliorées apportent de nouvelles connaissances
Carsten Nathani et Pino Hellmüller
- 13 Comment la Suisse profite-t-elle des chaînes de valeur mondiales?
Damaris Bertschmann, Martin Peter et Rolf Iten
- 16 Effets de change sur l'économie suisse d'exportation et intégration dans les chaînes de valeur mondiales
Dario Fauceglia et Andrea Lassmann
- 18 L'internalisation des flux de biens et de services internationaux dans les multinationales suisses
Spyros Arvanitis, Thomas Bolli et Tobias Stucki
- 20 Plus la Suisse s'intègre dans l'économie mondiale, plus les exigences professionnelles sont élevées
Michael Lobsiger et Michael Morlok
- 24 La spécialité de la Suisse: produire en masse dans les domaines intensifs en recherche
Johann Weiss et Michael Böhmer
- 27 Comment les entreprises s'intègrent-elles dans les chaînes de valeur mondiales?
Stephen Gelb et Michèle Glauser

Série

- 32 Agenda de politique économique
- 34 Bassin lémanique: un centre économique international face à un environnement en mutation
Larissa Müller

Éclairage

- 38 La contribution suisse à l'élargissement dans un environnement transformé: état des lieux et perspectives
Hugo Bruggmann und Ulrich Stürzinger
- 43 Inclusion financière et stabilité financière: des enjeux similaires?
Gildas Monnerie
- 47 Des perspectives d'emploi inégales pour les filières de formation
Alexander Salvisberg et Stefan Sacchi

Dossier

- 51 Pilotage du service public de l'emploi par les résultats: la Confédération et les cantons collaborent
Oliver Schärli
- 53 Le pilotage du service public de l'emploi sera développé et optimisé
Simon Röthlisberger et Samuel Kost
- 58 L'assurance-chômage et l'aide sociale doivent coopérer dans leurs champs respectifs
Mira Schär
- 61 Réinsérer rapidement et durablement les demandeurs d'emploi en faisant appel à des solutions locales
Bruno Sauter
- 62 Saint-Gall salue le nouvel accord axé sur les résultats
Peter Kuratli
- 63 Pour Fribourg, les spécificités latines ne sont pas suffisamment prises en compte
Charles de Reyff

Les chiffres-clés de l'économie

- 65 Sélection de tableaux statistiques

Thème du mois du prochain numéro:

Existe-t-il un avenir sans croissance?



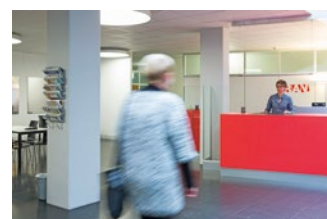
3–30 Quelle est la part de ce qui est suisse et de ce qui revient au savoir-faire mondial dans une innovation suisse? Une série d'études du Secrétariat d'État à l'économie s'intéresse à la place de notre pays dans les chaînes de valeur mondiales. L'analyse repose sur une base de données spécialement développée pour l'occasion, car les statistiques commerciales traditionnelles ne reflètent pas suffisamment la division internationale du travail. Les études dessinent une image de l'économie suisse d'exportation riche en facettes.



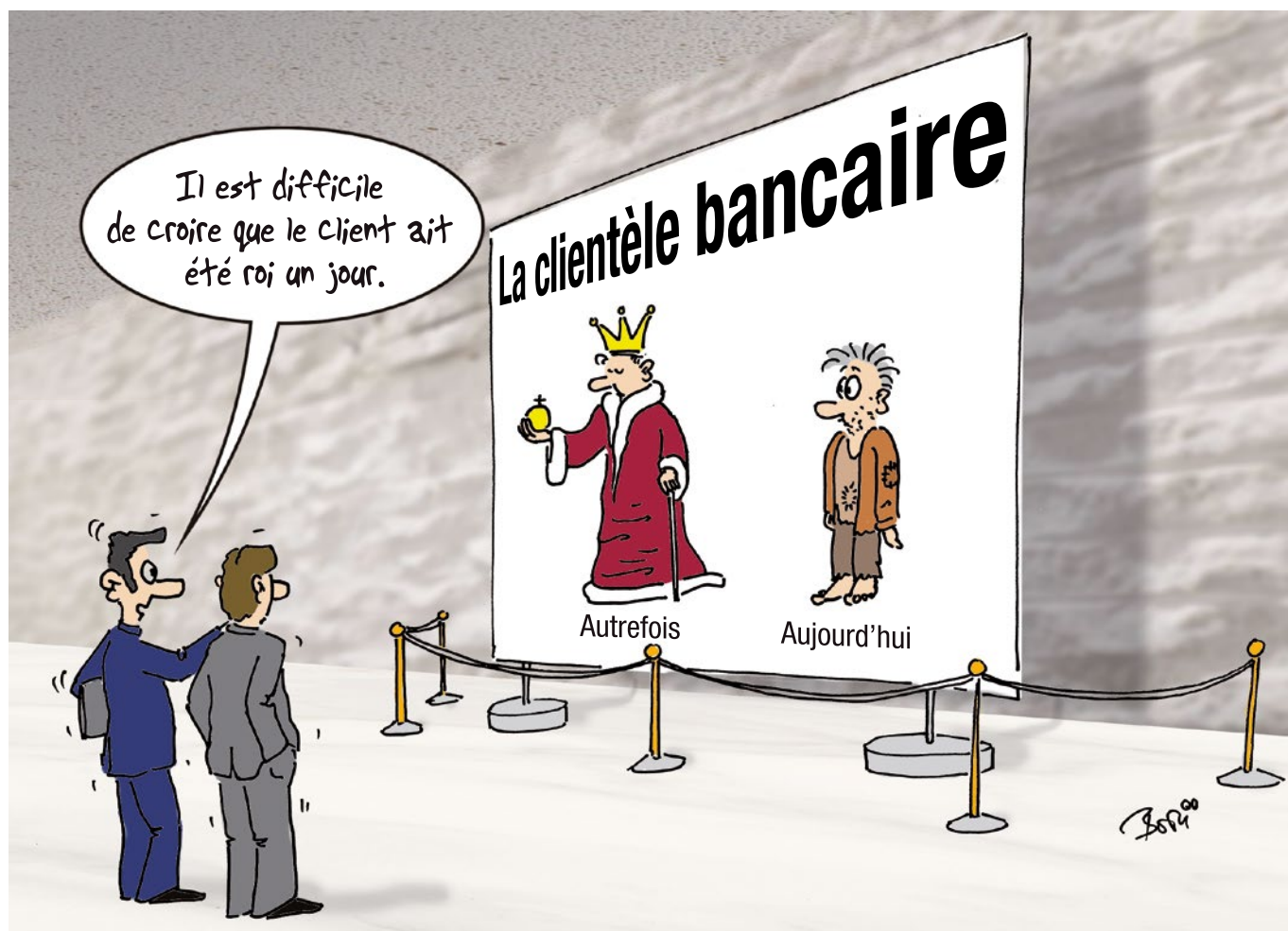
34–37 La région lémanique se compose des cantons de Genève et de Vaud. Ses activités associent des branches à forte croissance. L'aire métropolitaine Genève-Lausanne est un centre de services et financier. Elle accueille également le siège d'organisations internationales. À tous ces titres, elle jouit d'un rayonnement mondial. L'arc jurassien est un centre horloger. Certaines de ces branches devront s'adapter à de nouvelles conditions-cadres.



47–50 Tous les enseignements professionnels n'offrent pas les mêmes perspectives en termes de carrière. Une étude systématique montre que les métiers techniques de même que ceux de la santé et du social présentent de bonnes perspectives d'emploi. C'est moins le cas dans la vente et les services aux personnes. Les professions administratives s'accompagnent d'un besoin particulièrement élevé de formation continue.



51–63 Le pilotage du service public de l'emploi procède d'accords axés sur les résultats signés entre la Confédération et les cantons. En janvier 2015, une nouvelle convention entrera en vigueur. Le système actuel a fait ses preuves et s'élargira dans certains domaines. Plusieurs questions ont été discutées comme celle qui consisterait à prendre en compte la différence de mentalité entre latins et alémaniques dans les indicateurs permettant d'évaluer les performances.



Impressum

Publication

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR,
Secrétariat d'État à l'économie SECO

Rédaction

Cheffes de la rédaction: Susanne Blank, Nicole Tesar
Rédaction: Simon Dällenbach, Käthi Gfeller,
Christian Maillard, Jane-Lise Schneeberger

Comité de rédaction

Eric Scheidegger (président), Antje Baertschi,
Susanne Blank, Simon Dällenbach, Eric Jakob,
Evelyn Kobelt, Peter Moser, Markus Tanner,
Nicole Tesar

Chef du secteur Publications: Markus Tanner

Holzikofenweg 36, 3003 Berne
téléphone +41 (0)58 462 29 39
fax +41 (0)58 462 27 40
courriel: redaction@lavieeconomique.ch
Internet: www.lavieeconomique.ch

Mise en page

Marlen von Weissenfluh

Couverture

Atelier graphique Hannes Saxer, Berne

Dessin du mois

Stephan Bornick, ton & grafik design, Berne

Abonnements/Service aux lecteurs

téléphone +41 (0)58 462 29 39
fax +41 (0)58 462 27 40
courriel: redaction@lavieeconomique.ch

Prix de l'abonnement

Suisse Fr. 149.-, étranger Fr. 169.-,
étudiants Fr. 74.50,
Vente au numéro Fr. 15.90 (TVA comprise)

Parution dix fois par an en français et en allemand
(sous le titre *Die Volkswirtschaft*), 87^e année, avec
suppléments périodiques.

Impression

Somedia Production
Kasernenstrasse 1
7007 Chur

Le teneur des articles reflète l'opinion de leurs
auteurs et ne correspond pas nécessairement
à celle de la rédaction.

Reproduction autorisée avec l'accord de la
rédaction et indication de la source; remise
de justificatifs souhaitée.

ISSN 1011-386X

Éditorial

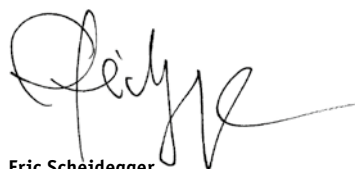
Quand les chaînes créent de la valeur ajoutée

Depuis la création de l'État fédéral au XIX^e siècle, la Suisse est une nation commerçante et ouverte sur le monde. Comme l'industrialisation ne pouvait se réaliser que grâce à des matières premières étrangères, l'économie d'exportation avait déjà découvert à l'époque l'avantage des acquisitions transfrontalières. À la veille de la Première Guerre mondiale, la part du commerce extérieur dans le produit intérieur brut de la Suisse était plus élevée qu'en l'an 2000. Aujourd'hui, les experts discutent de nouveau d'un ancien phénomène, autrement dit des chaînes de valeur mondiales et de leur importance pour la prospérité économique.

Pourtant, il serait faux de croire que les travaux de recherche lancés par l'OCDE et l'OMC portent sur des questions obsolètes. Bien entendu, on sait depuis des décennies que les processus de production des entreprises internationales sont scindés en de nombreuses petites étapes, réparties à travers le monde. Du fait que les statistiques ne reflétaient pas cette évolution de manière appropriée jusqu'à présent, il devenait toujours plus difficile de comprendre véritablement l'ampleur de la mondialisation dans le domaine de la production. Qu'y a-t-il vraiment de suisse dans une souris d'ordinateur de Logitech vendue au client final? Combien d'éléments «made worldwide» entrent dans la fabrication d'un produit innovant par une firme suisse de technologie médicale? Quelles activités créatrices de valeur ajoutée se déroulent-elles en Suisse parce que les conditions d'implantation y sont particulièrement avantageuses?

L'imbrication de notre économie dans les chaînes mondiales de recherche, d'acquisition, de production et de distribution fait émerger une précieuse valeur ajoutée. C'est pourquoi l'accès à des marchés ouverts en Europe et dans le monde est vital pour les entreprises exportatrices. Inversement et conformément à la stratégie de la Confédération, la politique économique extérieure doit faciliter l'entrée de biens et de prestations (intermédiaires) étrangers sur notre marché intérieur. C'est là une condition essentielle pour que les exportateurs puissent s'adapter à un environnement difficile – marqué, par exemple, par une forte volatilité des taux de change – en important des intrants.

Deux principes importants de la politique économique sont confirmés. Premièrement, les réflexes mercantilistes contre l'internationalisation de l'économie sont faux. «Exporter plus et importer moins» ne constitue pas une stratégie, mais un autogoal. Deuxièmement, il ne faut pas mettre sur le même plan l'externalisation d'activités à l'étranger par des entreprises et l'érosion de notre base industrielle. C'est justement grâce aux chaînes de valeur transfrontalières que les exportateurs peuvent rester compétitifs.



Eric Scheidegger
 Chef de la Direction de la politique économique,
 Secrétariat d'État à l'économie SECO



Les nombreuses facettes de la Suisse dans les chaînes de valeur mondiales

La production de biens et de services toujours plus nombreux s'est fragmentée à un rythme rapide et a traversé les frontières. Cela a entraîné la formation de chaînes de valeur mondiales (CVM), qui remet en cause le regard que l'on peut avoir sur le commerce international et ses formes d'intégration. Une série d'études du Secrétariat d'État à l'économie (Seco) a pour objectif de définir la position de la Suisse dans ces chaînes. Ces travaux montrent que son économie d'exportation est beaucoup plus diverse qu'on ne le supposait jusqu'à présent, qu'il s'agisse des branches impliquées, des technologies ou des activités.



Avant d'arriver aux clients finaux, un produit a souvent déjà franchi plusieurs frontières nationales sous la forme d'intrants importés.

Photo: Keystone



Edith Bernhard
Secteur Croissance et politique de la concurrence, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne



Christian Busch
Secteur Croissance et politique de la concurrence, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne

Les relations économiques bilatérales entre les pays jouent souvent un rôle important dans les débats que suscitent actuellement la concurrence internationale et les déséquilibres du commerce mondial. Ainsi, l'excédent de la balance commerciale allemande par rapport aux pays du sud de l'Europe est perçu comme l'un des problèmes structurels qui affectent la zone euro. De même, l'excédent de la Chine vis-à-vis des États-Unis est jugé problématique pour la compétitivité de l'industrie étatsunienne.

Les statistiques traditionnelles du commerce extérieur se prêtent toutefois de moins en moins à l'analyse de telles questions. Cela provient de la fragmentation croissante des CVM: la production de biens, mais aussi de services, est scindée en étapes toujours plus courtes, qui se répartissent sur différents pays et producteurs. Dès lors, les échanges d'intrants constituent une part croissante du volume commercial mondial.

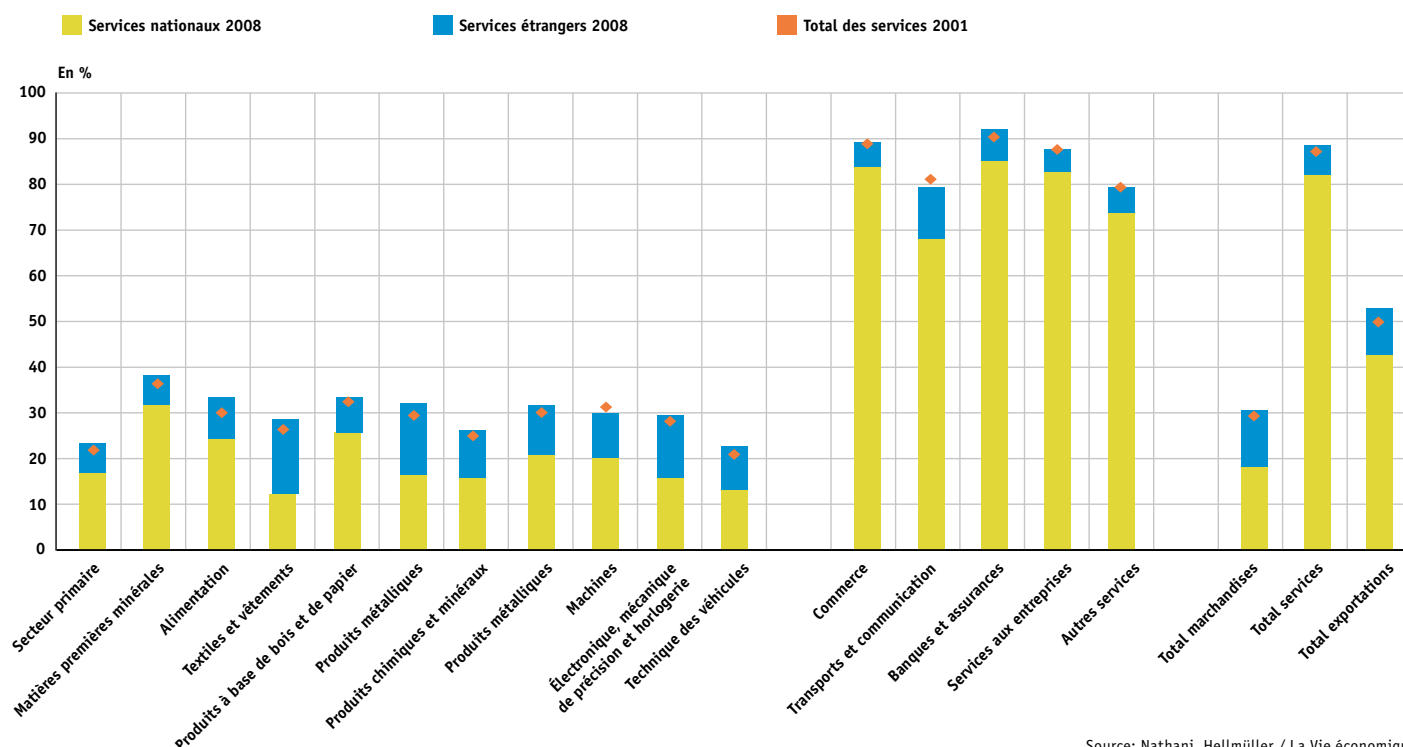
Les chiffres bruts ne vont pas assez loin

Étant donné que les statistiques du commerce extérieur se basent sur une analyse des *flux bruts* (voir encadré 1), il est toujours plus difficile de déterminer où est générée la valeur ajoutée. Autrement dit, pour séparer dans les produits échangés l'apport du pays exportateur de ce qui revient aux activités et aux valeurs ajoutées importées d'autres pays sous forme d'intrants, les flux commerciaux doivent être représentés dans des tableaux internationaux d'entrées-sorties (TES, voir encadré 2).

C'est la raison pour laquelle de nouveaux indicateurs et bases de données ont été créés ces dernières années. Ils doivent permettre de mieux saisir les CVM¹. Jusqu'ici, la Suisse était insuffisamment représentée dans ces bases de données. Cela provient notamment du fait que les TES qui la concernaient n'indiquent pas quelles branches utilisent des biens importés et à

Graphique 1

Contenu en valeur ajoutée des exportations brutes suisses, par groupes de marchandises, 2008



Source: Nathani, Hellmüller / La Vie économique

quelle fin (intrant, consommation finale, investissement ou exportation).

Sept études mandatées par le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) permettent de combler ces lacunes et de positionner précisément la Suisse dans les CVM. Elles sont brièvement résumées ci-dessous².

Des données améliorées apportent de nouvelles connaissances

Le projet de recherche de Rütter Sococo se consacre aux bases statistiques dont la Suisse a besoin. D'une part, il a modélisé l'utilisation des importations; d'autre part, il a intégré les TES qui la concerne dans un TES multinational. Ces compléments ont permis d'entreprendre une série d'analyses du commerce extérieur suisse, qui n'étaient pas possibles jusqu'à présent. Voici quelques-unes des premières conclusions que l'on peut en tirer³:

1. *Sous-estimation de l'importance des importations dans les exportations.* Au sein des CVM, l'importation de biens intermédiaires destinés aux exportations ne cesse de croître. Parallèlement, la part de la valeur ajoutée indigène dans les exportations diminue. Il est, cependant, frappant de constater que cette part reste très élevée en Suisse et qu'elle a peu reculé au cours des dernières années, en comparaison avec d'autres pays. Cela

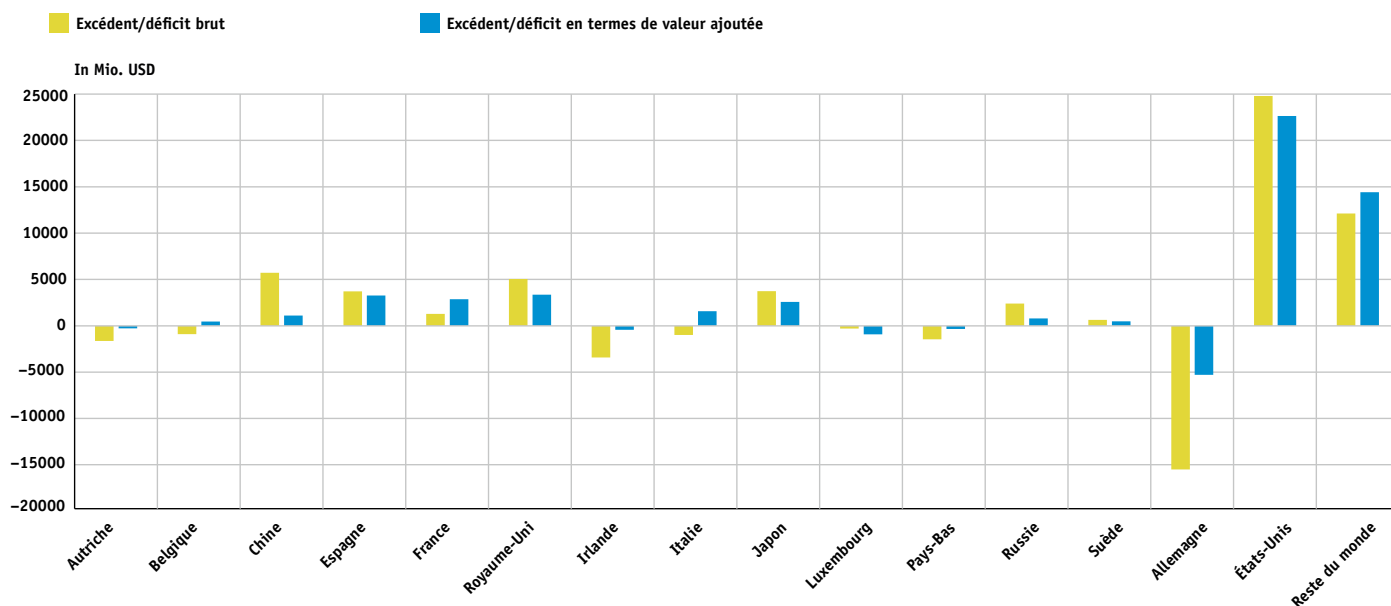
tient principalement au poids important des branches exportatrices de services. Le secteur industriel, lui, a continué d'augmenter ses importations d'intrants étrangers⁴.

2. *Sous-estimation de l'importance des services dans les exportations.* Les marchandises représentent environ 60% des exportations suisses. Leur fabrication nécessite, toutefois, une part croissante d'intrants issus du secteur tertiaire suisse ou étranger. La moitié environ de la valeur ajoutée contenue dans les exportations est «effectivement» générée par des activités de services. Même dans l'industrie des machines, cette proportion s'élève encore à 30%. Certes, les exportations brutes provenant de Suisse se concentrent essentiellement sur quelques branches. En termes de valeur ajoutée, on constate toutefois qu'elles sont beaucoup plus nombreuses à contribuer aux exportations (voir graphique 1).

3. *Nouvelle interprétation des balances commerciales bilatérales.* Comme mentionné plus haut, le comptage multiple implicite des intrants dans les échanges fausse les balances commerciales bilatérales. Si l'on soustrait des exportations les intrants achetés dans des pays tiers, ces balances ne présentent plus, en termes de valeur ajoutée, que le solde de la valeur qui a effectivement été ajoutée aux marchandises

Graphique 2

Contenu en valeur ajoutée des exportations brutes suisses, par groupes de marchandises, 2008



Source: Nathani, Hellmüller / La Vie économique

et aux services dans un pays. Cela modifie également la statistique pour la Suisse (voir *graphique 2*).

Outre l'élaboration de meilleures bases de données, les projets de recherche apportent des réponses à une série d'autres questions.

Les CVM atténuent l'impact de l'appréciation du franc

Les CVM ont compliqué les rapports conjoncturels (voir *encadré 1*). Pour la Suisse, la question la plus fondamentale en ce domaine est certainement l'influence que peut avoir le franc fort sur les exportations. Théoriquement, les intrants importés atténuent les effets des variations de change sur les exportations (*couverture naturelle*): l'appréciation d'une monnaie entraîne certes un renchérissement des exportations, mais, en même temps, elle fait baisser le coût des importations. L'hypothèse de la couverture naturelle a été étudiée pour les exportations de marchandises suisses de manière empirique par la Haute école zurichoise des sciences appliquées (ZHAW), à Winterthur, le Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'EPF Zurich ainsi que par les universités de Saint-Gall et de Berne. Pour les entreprises, l'intégration renforcée dans les CVM constitue – comme on s'y attendait – une garantie naturelle contre les fluctuations des taux de change. Cela explique en partie pourquoi les exportations suisses

n'ont pas eu autant à souffrir de l'appréciation du franc, ces dernières années. Cet avantage est aussi assombri par le fait que les entreprises qui ont dû renoncer à exporter en raison de la surévaluation du franc ne pourront revenir sur les marchés étrangers que si une dévaluation notable intervient. Ainsi, des variations temporaires du taux de change peuvent influencer à long terme la structure d'exportation d'entreprises existantes ou nouvelles.

L'importance des importations d'intrants pour la compétitivité

L'importation d'intrants n'est pas seulement avantageuse lors de fluctuations monétaires. Souvent, elle fait baisser les coûts de production, car les consommations intermédiaires en provenance de l'étranger sont meilleur marché. L'analyse du bureau Infrast confirme ce phénomène. Elle montre que l'intégration de la Suisse dans les CVM a rendu sa production plus compétitive, ce qui bénéficie à ses exportations. Cette étude révèle, cependant, que la croissance des importations d'intrants par l'industrie suisse s'est ralentie au cours de la décennie écoulée. Étant donné que le volume des services échangés ne cesse, lui, de s'accroître, la pression de la concurrence internationale augmente dans le pays, même dans les branches jusque-là plutôt orientées vers le marché intérieur. L'efficacité de la production intérieure tend, dès lors, à s'accroître. Cela peut augmenter

1 Ces bases de données sont, par exemple, le système inter-pays des entrées-sorties (ICIO) de l'OCDE ou la World Input-Output Database (WIOD) développée par différents instituts universitaires et de recherche européens.

2 Les différentes études sont présentées en détail par leurs auteurs dans les articles qui suivent. Elles sont parues dans la série «Strukturberichterstattung» du Secrétariat d'État à l'économie. On peut les télécharger sur Internet, à l'adresse: www.seco.admin.ch > rubriques «Documentation» > «Publications et formulaires» > «Séries de publications» > «Strukturberichterstattung».

3 Les nouveaux enseignements mentionnés ici se basent sur un TES retravaillé par Rütter Sococo. Ils recoupent largement les résultats obtenus avec d'autres bases de données. Voir OCDE, *Interconnected Economies Benefiting from Global Value Chains*, Publications de l'OCDE, 2013. D'autres résultats basés sur les nouveaux TES sont mentionnés dans les articles suivants.

4 Voir l'article de Carsten Nathani et Pino Hellmüller, à la suite de celui-ci.

Encadré 1

La complexité croissante du contexte conjoncturel

Les statistiques actuelles du commerce extérieur se basent sur les *flux bruts*. Avec cette méthode, la valeur de tous les composants et intrants contenus dans un produit est enregistrée à chaque fois que celui-ci franchit une frontière. En effet, la valeur globale d'une exportation (y compris sa valeur ajoutée importée) est toujours imputée au pays exportateur. En raison de ce comptage multiple implicite, les variations des flux commerciaux sont toujours plus importantes. Contrairement aux statistiques du commerce extérieur, les comptes nationaux – et donc également le produit intérieur brut (PIB) – se basent sur une *analyse de la valeur ajoutée*.

Le contexte conjoncturel international est devenu globalement plus complexe à mesure que le maillage des flux commerciaux s'est accentué. D'un côté, la progression de la division internationale du travail accélère et renforce la propagation des fluctuations conjoncturelles, en raison des liens commerciaux qui unissent les économies. En cas de forte intégration internationale, il se peut aussi que de petites fluctuations de la demande soient amplifiées par les chaînes de valeur ajoutée, comme c'est le cas pour les biens d'équipement.

D'un autre côté, les perturbations commerciales ont un impact réduit sur la conjoncture intérieure: les variations (du commerce) en chiffres bruts ont moins de poids si l'on mesure uniquement la valeur ajoutée, donc le PIB. En outre, le commerce est toujours davantage marqué par l'échange d'intrants et de biens d'investissement, dont la part dans la production économique globale s'amoindrit.

Remarque: voir à ce propos Alessandria G., Kaboski J. P. et Midrigan V., «US Trade and Inventory Dynamics», *American Economic Review*, vol. 101 (3), 2011, pp. 303-307; Escaith H., Lindenberg N. et Miroudot S., «Global Value Chains and the Crisis: Reshaping International Trade Elasticity», dans Cattaneo O., Gereffi G. et Staritz C. (éd.), *Global Value Chains in a Post Crisis World*, La Banque mondiale, Washington D.C., 2010; Altomonte C., Di Mauro F., Ottaviano G., Rungi A. et Vicard V., *Global Value Chains during the Great Trade Collapse: A Bullwhip Effect?*, ECB Working Paper Series, 2012; Freund C., «The Trade Response to Global Downturns», VoxEU.org, novembre 2009; Francois J. et Woerz J. (2009), «Follow the Bouncing Ball – Trade and the Great Recession Redux», VoxEU.org, novembre 2009. En ce qui concerne l'influence des CVM sur le contexte conjoncturel international, voir les explications possibles données par Feenstra R., «The International Trade and Investment Program», *NBER Reporter* 2011, Issue 2.

l'attrait des biens indigènes par rapport aux importations et améliorer la compétitivité de l'économie suisse.

Les investissements directs à l'étranger accroissent la productivité des entreprises

La manière d'acquérir des intrants à l'étranger est également importante pour la compétitivité et la productivité des entreprises. Le KOF a analysé les prestations que des multinationales achètent ou vendent à l'étranger. Ces flux de biens et de services peuvent impliquer d'autres firmes ou la multinationale elle-même, par le biais d'investissements directs dans une filiale étrangère (principe dit de l'internalisation). Ce dernier cas est surtout intéressant lorsque la prestation acquise exige une coordination étroite ou que des droits de propriété intellectuelle sont en jeu. Les entreprises qui se décident pour l'internalisation l'associent à un accroissement de la productivité du travail dans leur filiale. Selon les résultats du KOF, cette mesure s'accompagne toutefois – du moins à court terme – d'une réduction des investissements et de l'emploi en Suisse.

Une intégration renforcée dans les CVM n'aurait-elle donc pas tendance à faire disparaître des emplois en Suisse? D'après les analyses d'Infras, ce n'est clairement pas le cas: les modélisations montrent que les emplois perdus à la suite d'une plus grande ouverture sont relativement peu nombreux comparés à ceux qui ont été créés en Suisse au cours des dernières années. Comme notre industrie peut se procurer à l'étranger des intrants bon marché, sa valeur ajoutée était en 2008 de 8,5% supérieure à ce qu'elle serait si ces biens avaient dû être achetés en Suisse, soit à des prix plus élevés. Pour l'ensemble de l'économie, le gain est de 2,5%. Ces résultats illustrent les potentiels économiques que recèle la spécialisation internationale pour la valeur ajoutée, donc pour la création et le maintien d'emplois.

Le niveau d'exigences a augmenté

Outre l'impact sur le nombre d'emplois, il est également intéressant de se demander comment la mondialisation influence le niveau de qualification professionnelle et dans quelle mesure on pourra continuer d'exécuter des travaux simples en Suisse. B,S,S. a examiné cette question. Ses analyses montrent que les activités exercées se sont globalement diversifiées au sein des branches fortement intégrées dans les CVM. Toutefois, l'emploi a connu une forte hausse au niveau de la phase de conception,

en particulier dans la recherche et le développement (R&D). Ces branches ont enregistré une diminution de leurs activités manufacturières proprement dites (par exemple, la fabrication et la transformation de produits). Cela dit, la baisse a été encore plus marquée dans les branches qui ne sont pas internationalisées. Si l'on considère les activités, on constate que la part des tâches les plus exigeantes a nettement augmenté entre 1996 et 2008 dans les branches qui sont fortement intégrées dans les échanges internationaux. La métallurgie et la fabrication de produits métalliques en constitue un exemple: durant cette même période, les emplois demandant le niveau le plus élevé de qualifications se sont accrus de 9 points de pourcentage.

Se spécialiser internationalement dans les technologies de la recherche

Les résultats de l'analyse de B,S,S. montrent que la vision traditionnelle du commerce extérieur, fondée sur les branches, ne peut pas refléter la diversité et l'évolution des activités liées aux exportations. La spécialisation internationale ne se limite pas aux produits et aux activités. Elle concerne aussi l'intensité en recherche et en savoir, ainsi que les technologies utilisées.

L'étude de Prognos confirme l'importance cruciale de la R&D pour les exportations industrielles suisses: l'industrie pharmaceutique ainsi que les technologies médicales de mesure et de commande, qui sont des branches à haute intensité de recherche, ont doublé leur quote-part dans les exportations suisses entre 1995 et 2012, la portant à presque 50%. Leur progression comporte toutefois un élément surprenant: à l'intérieur de ces branches, ce sont surtout les produits à faible intensité de savoir que la Suisse exporte en grandes quantités. Celle-ci se montre, en outre, particulièrement compétitive dans les technologies fortement tributaires de la recherche. Elle affiche un surplus dans ce domaine. Il se confirme donc que le commerce extérieur suisse en matière de technologies est nettement plus diversifié sur le plan des activités et des technologies que ne le laisse supposer un examen au niveau des branches.

Les filières internationales sont importantes pour un petit pays

Une recherche macroéconomique implique toujours certaines abstractions. Quand on la complète par des études de cas, cela permet de mieux comprendre la manière dont les entreprises s'intègrent dans

Tableaux entrées-sorties

Un tableau des entrées-sorties (TES) montre quels biens et services sont utilisés sous la forme d'intrants (entrées), et dans quelles quantités, pour produire d'autres biens et services (sorties). En combinant TES et statistique commerciale, il est possible de calculer quelle est la part d'intrants – ou de biens intermédiaires – d'origine indigène ou étrangère.

Si des produits intermédiaires sont importés d'un pays A, par exemple, il faut savoir quelle part de valeur ajoutée vient du pays A lui-même et quelle part provient de pays tiers B, C et D. À leur tour, les pays B, C et D utilisent pour leurs exportations des intrants qu'ils ont soit fabriqués eux-mêmes, soit importés. C'est pourquoi le tableau entrées-sorties et la statistique du commerce extérieur suisse ne sont pas suffisants pour analyser les chaînes de valeur mondiales: il faut aussi avoir les données de tous les partenaires commerciaux de la Suisse (du moins les plus importants), celles des partenaires commerciaux de ces derniers, etc. Alors que les statistiques du commerce extérieur existent depuis longtemps sous une forme harmonisée, on ne dispose que de depuis récemment de TES harmonisés pour un nombre suffisant de pays.

les CVM. Celle réalisée par le World Trade Institute de l'université de Berne a analysé les filières mises sur pied par la firme américano-suisse Logitech pour produire ses souris d'ordinateur. Cette société est particulièrement intéressante, car elle a réussi à s'affirmer sur un marché extrêmement compétitif et évolutif en aménageant de manière cohérente des chaînes de production internationales. Le siège principal de l'entreprise en Suisse se limite à quelques activités de haut niveau scientifique, en raison de l'importance des salaires versés. Pourquoi n'existe-t-il pas davantage d'emplois de ce type en Suisse? L'exiguïté du marché helvétique est l'un des nombreux facteurs d'explication. Selon l'auteur, elle limite l'émergence d'écosystèmes entrepreneuriaux, comprenant des fournisseurs et des clients, dont une industrie spécialisée dans la haute technologie a besoin pour se développer. Pour des firmes implantées sur un petit marché comme la Suisse, il est donc d'autant plus important de pouvoir s'intégrer dans les réseaux des CVM. Ceux-ci facilitent les échanges transfrontaliers de main-d'œuvre, de capitaux, de technologie et de savoir.

L'économie suisse est plus diversifiée qu'on ne le supposait jusqu'à présent

En raison de la «nouvelle mondialisation» qui s'opère dans le cadre des CVM, la concurrence internationale s'est complexifiée. Elle ne vise plus seulement les produits, mais s'exerce également de plus en plus au niveau des activités et du capital immatériel (p. ex. la R&D, le design et le marketing). C'est pourquoi l'examen du commerce extérieur au niveau des biens et des branches s'avère insuffisant. Dans cette vision traditionnelle, l'économie suisse d'exportation est dominée par un petit nombre de branches. Les études commandées par le Seco présentent une image plus nuancée: les exportations suisses sont beaucoup plus diversifiées si l'on considère les branches qui contribuent à leur valeur ajoutée, les technologies engagées et les activités déployées. Cette diversification est peut-être justement l'une des principales raisons pour lesquelles la Suisse a pu traverser par le passé des années de crise sans en souffrir autant que d'autres pays. ■

**Les collaborateurs ne sont pas les seuls à souffrir des absences au travail.**

Toute entreprise souffre aussi des absences et des arrêts de travail de ses collaborateurs. Cette situation coûte cher, elle entraîne des heures supplémentaires et du stress. Bien souvent, elle empêche aussi de respecter les délais et génère un mécontentement des clients. Or, cela pourrait être évité, car de nombreux arrêts de travail sont faciles à prévenir, y compris par les collaborateurs eux-mêmes. Nos informations et instruments de prévention vous aident, sans grande difficulté, à améliorer la sécurité et la protection de la santé au poste de travail. Et grâce à notre concours, visiter notre site est doublement intéressant: www.prevention-au-bureau.ch



La Suisse dans les chaînes de valeur mondiales: des données améliorées apportent de nouvelles connaissances

Devant l'importance croissante des chaînes de valeur mondiales (CVM), des bases de données et des indicateurs spécifiques ont été créés au niveau international pour analyser ce phénomène de façon adéquate. Les lacunes statistiques font que la Suisse n'y figure pas suffisamment. Sur mandat du Secrétariat d'État à l'économie (Seco), un projet de recherche a élaboré de nouvelles données qui permettent de mieux étudier l'intégration du pays dans les CVM. Les résultats éclairent l'importance que celle-ci revêt pour la valeur ajoutée et l'emploi en Suisse.



La part qu'occupe la valeur ajoutée indigène dans ses exportations classe la Suisse dans le peloton de tête des membres de l'OCDE. Cela vaut tout particulièrement pour le secteur des services.

Photo: Keystone

En raison de la mondialisation et de la diversification des CVM, les statistiques classiques du commerce extérieur sont de moins en moins à même de montrer effectivement à quel endroit se crée la valeur ajoutée liée à ces échanges. Elles s'avèrent également toujours moins appropriées pour saisir correctement l'interdépendance économique entre les pays. On a donc élaboré, ces dernières années, au niveau international des bases de données qui ont pris la forme de tableaux entrées-sorties

multinationaux et d'indicateurs permettant de mieux comprendre les CVM. Malheureusement, la Suisse n'était pas du tout intégrée dans ces bases de données, ou alors seulement de manière insuffisante. C'est pourquoi un projet de recherche, commandé par le Seco, a estimé des tableaux entrées-sorties «élargis» pour les années 2001 et 2008, ce qui a permis de relier la Suisse aux bases de données internationales existantes (voir encadré 1). Ces nouveaux éléments ont permis d'étudier son intégration dans les CVM.

Exportations suisses: quelle quantité de valeur ajoutée est créée en Suisse?

L'intégration d'un pays dans des CVM signifie notamment que ses biens d'exportation incluent un pourcentage non négligeable d'intrants importés, autrement dit qu'une partie de la valeur ajoutée contenue dans les exportations est générée à l'étranger. En disséquant les composantes de la



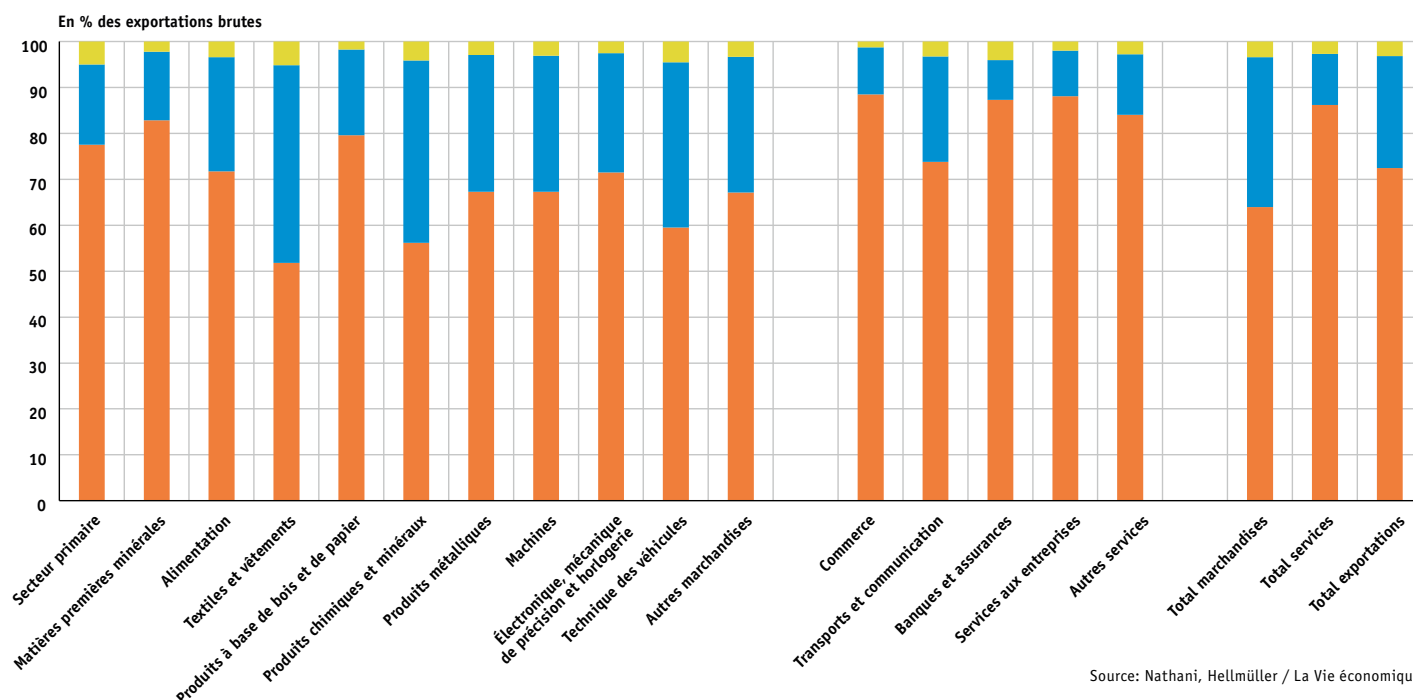
Carsten Nathani
Membre de la direction,
Rütter Soceco, Rüschlikon



Pino Hellmüller
Collaborateur scientifique,
Rütter Soceco,
Rüschlikon

Graphique 1

Contenu en valeur ajoutée des exportations brutes suisses, par groupes de marchandises, 2008



valeur ajoutée des exportations suisses pour l'année 2008, on constate que la part indigène se monte à 72%. Cette proportion est nettement plus élevée pour les exportations de services (environ 86%) que pour celles de marchandises (64%). Il existe par ailleurs des écarts importants entre les différents groupes de biens (voir *graphique 1*).

Une intégration croissante dans les CVM se remarquerait à la part décroissante de la valeur ajoutée indigène. Pour la Suisse, on observe depuis 2001 une légère diminution d'environ un point de pourcentage. Concernant les exportations de marchandises, la baisse dépasse deux points. Cela montre que l'augmentation des exportations de services a contribué à stabiliser le contenu des exportations brutes en valeur ajoutée indigène.

En comparaison internationale, deux particularités sont à relever. La part de la valeur indigène dans les exportations suisses est relativement élevée et elle n'a que légèrement diminué depuis 2001. Notre pays se classe en 2008 dans le peloton de tête des membres de l'OCDE. Il devance largement d'autres petits pays d'Europe occidentale, tels que l'Autriche, la Belgique et le Danemark: cette proportion y oscille entre 47 et 60% et elle a perdu de 5 à 8 points de pourcentage depuis 2001. Même en pratiquant un commerce extérieur intensif, la Suisse peut donc maintenir un degré relativement élevé de valeur ajoutée.

Quelle part de valeur ajoutée indigène est-elle exportée?

Le concept d'échanges en valeur ajoutée (ÉVA) correspond à la notion «d'exportation de valeur ajoutée» d'un pays A vers un pays B. Il mesure l'ensemble de la valeur ajoutée brute créée dans le pays A pour répondre à la demande finale du pays B, en passant directement ou non par des pays

Encadré 1

Base de données et méthodologie

Pour réaliser les analyses présentées dans cet article, nous avons intégré les tableaux entrées-sorties (TES) suisses de 2001 et de 2008 dans un modèle multinational d'entrées-sorties. À cette fin, il a fallu aménager et compléter substantiellement les TES suisses existants: ces derniers ont été adaptés aux données de référence des Comptes nationaux, qui étaient actuelles au début du projet (soit avant la révision de 2014). L'étape suivante a consisté à séparer les biens importés et indigènes dans le TES. Pour les importations de marchandises, nous avons principalement utilisé la base de données de l'OCDE sur les échanges bilatéraux par industrie et catégorie d'utilisation finale (BTDiX). En raison du manque de données disponibles, les importations touristiques et celles de services ont été attribuées de manière proportionnelle. Enfin, nous avons intégré le TES suisse dans la base de données mondiale des entrées-sorties (World Input-Output Database, WIOD). Celle-ci relie les tableaux entrées-sorties de quarante pays au niveau des branches (au nombre de 35), afin de refléter les interactions économiques supranationales sur une période relativement longue. Au moyen des données BTDiX et d'autres sources, on a classé les importations et les exportations de la Suisse par branches entre les

pays d'origine et de destination. En outre, le TES suisse a été complété, à l'instar de la WIOD, par des données sur le nombre et la qualification des employés dans les différentes branches. Les données utilisées proviennent principalement de deux sources: l'Enquête suisse sur la structure des salaires et l'Enquête suisse sur la population active, publiées par l'OFS.

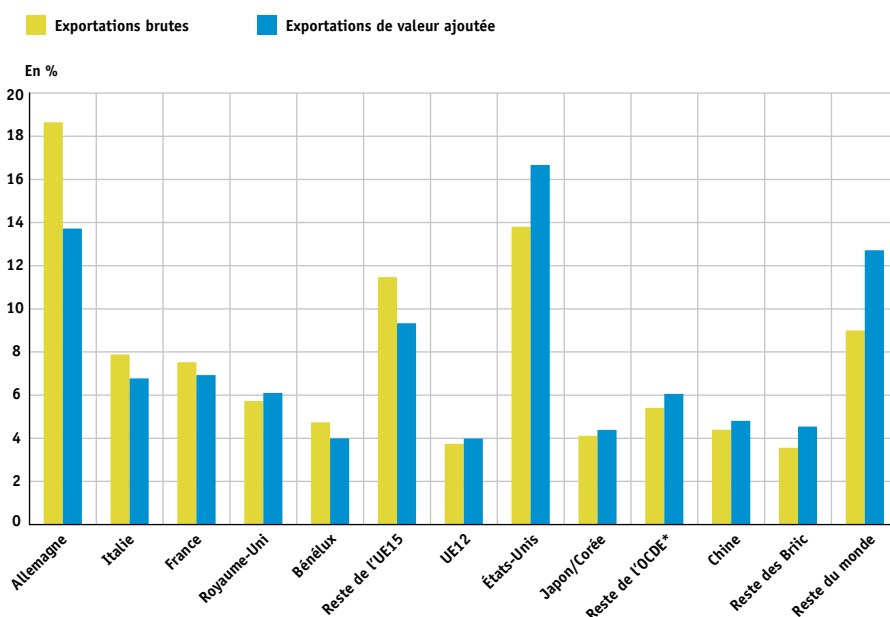
En interprétant les résultats, il faut garder à l'esprit que le TES de la Suisse, en raison des lacunes affectant certaines statistiques de base, comporte de plus grandes incertitudes que ceux de la plupart des autres pays de l'OCDE. Les données relatives au commerce de services sont moins fiables. Par conséquent, les résultats présentés ici n'ont qu'une valeur indicative.

Délimitation des régions citées:

- UE15: pays d'Europe de l'Ouest membres de l'UE.
- UE12: pays d'Europe de l'Est membres de l'UE (sans la Croatie).
- OCDE*: sélection de pays membres de l'OCDE (Australie, Japon, Canada, Mexique, Corée du Sud, Turquie, États-Unis) et Taiwan.
- Briic: Brésil, Russie, Inde, Indonésie, Chine.
- RdM: reste du monde.

Graphique 2

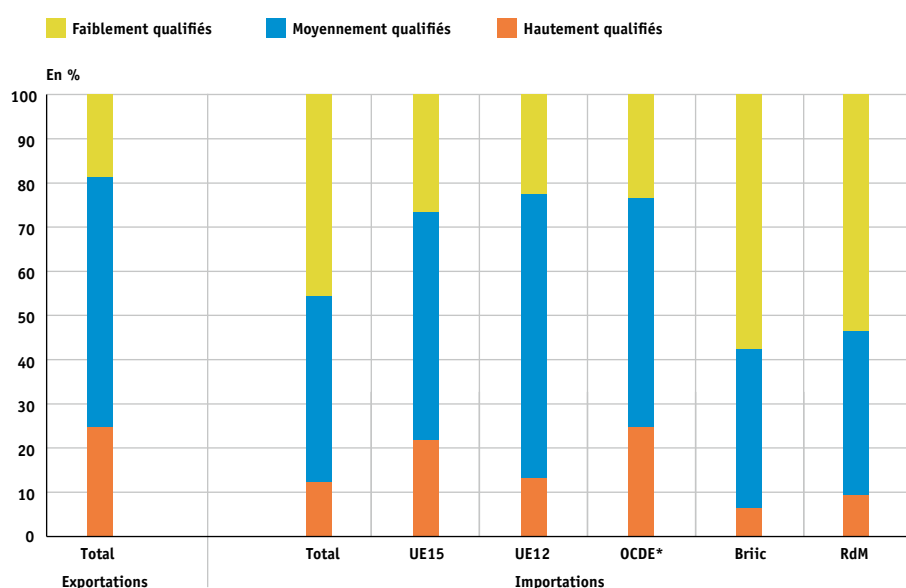
Part de quelques partenaires commerciaux dans les exportations brutes et dans celles de valeur ajoutée, 2008



Source: Nathani, Hellmüller / La Vie économique

Graphique 3

Structure des qualifications des employés liés aux exportations et aux importations de valeur ajoutée, 2008



Source: Nathani, Hellmüller / La Vie économique

d'un pays (effet d'entraînement en aval). Cette méthode rend également visibles les branches qui exportent peu elles-mêmes, mais qui ajoutent de la valeur aux exportations d'autres branches.

À un niveau supérieur, on peut d'abord déterminer l'endroit où la valeur ajoutée de la Suisse fait l'objet d'une demande. Pour 2008, le résultat est le suivant: 62% de cette valeur ajoutée répondait à la demande finale intérieure et 38% partait à l'étranger. Il est intéressant de relever que la demande finale intérieure de marchandises n'est à l'origine que de 6% de toute la valeur ajoutée, alors que celle de services en justifie 56%. Dans la demande finale étrangère, les marchandises représentent 20% de la valeur ajoutée totale, soit un peu plus que les services (18%). L'importance de la demande finale étrangère de valeur ajoutée suisse a nettement augmenté depuis 2001, passant de 31 à 38%.

Au niveau des branches, il est intéressant de comparer les exportations suisses de valeur ajoutée avec les exportations brutes. Ces dernières se concentrent sur une poignée d'activités, comme l'industrie pharmaceutique et chimique, la construction de machines, l'électrotechnique et l'horlogerie. En termes de valeur ajoutée, on constate qu'une multitude de branches participent aux chaînes liées à la fabrication de biens d'exportation. Cela s'applique en particulier au secteur tertiaire, dans lequel les exportations de valeur ajoutée dépassent même les exportations brutes. La raison en est que les chaînes de valeur destinées à la production de marchandises ont également besoin d'une grande quantité de services.

Considéré dans la perspective de la valeur ajoutée, le commerce extérieur fournit également des indications sur l'importance des partenaires commerciaux pour la valeur ajoutée suisse. Le graphique 2 met en parallèle les parts de quelques pays et régions du monde dans les exportations de valeur ajoutée avec leurs parts dans les exportations brutes. Il montre clairement que l'Allemagne et les autres pays de l'UE15, en particulier, contribuent davantage aux exportations brutes suisses qu'à celles de valeur ajoutée. Pour les États-Unis, les BRIC et le reste du monde, en revanche, la participation aux exportations de valeur ajoutée est plus élevée. La Suisse dépend donc plus, économiquement, des pays extra-européens que ne le laisse penser la statistique du commerce extérieur. L'analyse des canaux qui la relient à ses partenaires commerciaux montre que ces régions du monde absorbent une partie plus importante de la valeur ajoutée suisse que l'UE15.

1 Les indications relatives au nombre d'employés en Suisse et à l'étranger se basent sur le volume de travail converti en équivalents plein temps. Un emploi à plein temps équivaut à 1930 heures de travail en Suisse en 2008 (source: OFS, statistique sur le volume du travail).

Encadré 2

Comparaison avec les indicateurs ÉVA de l'OCDE

Les indicateurs mesurés ici diffèrent partiellement de ceux que l'OCDE a calculés dans ses travaux sur les échanges en valeur ajoutée de la Suisse et qui sont publiés dans sa base de données ÉVA. Au niveau agrégé, les différences sont plutôt minces. La Suisse est un peu plus faiblement intégrée dans les chaînes de production mondiales d'après les nouvelles données que d'après celles de l'OCDE. Ainsi, le contenu des exportations en valeur ajoutée indigène est légèrement plus élevé si l'on se base sur les nouveaux résultats que sur les chiffres de l'OCDE et le degré de valeur ajoutée importée est plus faible. Au niveau des branches ou des pays, les écarts sont parfois plus importants.

Les différences proviennent pour l'essentiel de trois facteurs. Premièrement, le tableau entrées-sorties (TES) suisse utilisé par l'OCDE ne tient pas compte de la révision des Comptes nationaux, effectuée en 2012. Deuxièmement, il ne contient pas une matrice séparée pour les importations, qui refléterait l'utilisation de biens importés en Suisse. L'OCDE a estimé ces flux en s'appuyant largement sur ce que l'on appelle l'hypothèse de la proportionnalité. Or, cette méthode ne renseigne que partiellement sur l'intégration spécifique de la Suisse dans les chaînes de valeur mondiales. Troisièmement, le projet présenté ici a utilisé la base de données mondiale des entrées-sorties (WIOD), mise sur pied récemment, pour élaborer le tableau multinational des entrées-sorties. L'OCDE, elle, travaille avec son propre tableau qui n'est pas accessible au public et ne comporte aucune donnée sur l'emploi et la qualification.

Encadré 3

Bibliographie

- OCDE, *Mapping global value chains*, 2012, Paris.
- Dietzenbacher E. et al., «The construction of world input-output tables in the WIOD project», *Economic Systems Research*, vol. 25, 1, 2013, pp. 71–98.
- Timmer M. et al., «Slicing up global value chains», *Journal of Economic Perspectives*, 2, 2014, pp. 99–118

Emploi et qualifications dans les chaînes de valeur mondiales

Comme pour le contenu en valeur ajoutée, on peut mesurer le «contenu en emploi» des exportations suisses. Un nombre substantiel de travailleurs étrangers sont actifs dans les chaînes de valeur destinées à la fabrication de produits d'exportation suisses. Environ 2,5 millions de personnes¹ sont nécessaires, à travers le monde, pour produire ces biens. Près de la moitié sont employées en Suisse, l'autre moitié à l'étranger. Environ 15% des emplois induits par ces exportations se trouvent dans l'UE, 4% dans l'OCDE (y compris Taiwan), 23% dans les Briic (en particulier la Chine et l'Inde) et 9% dans le reste du monde. Étant donné que la Suisse affiche une productivité du travail très élevée en comparaison internationale, le contenu de ses exportations en emploi indigène est sensiblement plus faible que leur contenu en valeur ajoutée indigène. À l'inverse et pour cette même raison, le contenu en emploi est plus élevé dans les Briic et dans le reste du monde.

Poussons un peu plus loin l'examen de l'emploi et intéressons-nous aux structures de qualification, qui sont également liées au commerce de valeur ajoutée. Environ 1,2 million de personnes travaillent en Suisse dans les CVM qui fabriquent des biens répondant à la demande finale étrangère. D'un autre côté, au moins 3,1 millions d'employés participent à l'étranger – dont 2,1 millions dans les Briic et dans le reste du monde – à la production de biens destinés à la demande finale en Suisse. Il y a donc 1,9 million de personnes de plus qui travaillent à l'étranger pour satisfaire la demande finale suisse que d'employés engagés en Suisse pour répondre à la demande finale étrangère. Parmi ces derniers, 25% sont hautement qualifiés, 56% moyennement et 19% faiblement (voir *graphique 3*). Cela correspond à peu près à la structure moyenne des qualifications de la population active suisse. Quant à la structure de qualification des employés à l'étranger, elle se présente ainsi en moyenne: 12% des employés sont hautement qualifiés, 42% moyennement et 46% faiblement. Les exportations suisses de valeur ajoutée sont donc produites avec un degré de qualification nettement supérieur à celui des importations. Le *graphique 3* montre également la structure des qualifications des employés étrangers dans les différentes régions du monde. Au sein de l'UE15 et dans les pays de l'OCDE, la proportion des employés hautement qualifiés est comparable à celle de la Suisse, tandis que la part des personnes peu qualifiées y est plus

élevée. Dans l'UE12, la proportion de la main-d'œuvre hautement qualifiée est plus petite et celle des collaborateurs moyennement qualifiés est plus grande. Par contre, les importations de valeur ajoutée en provenance des Briic et du reste du monde sont produites par beaucoup plus de personnes faiblement qualifiées et moins de travailleurs moyennement ou hautement qualifiés.

Des exportations suisses fortement intégrées à l'économie mondiale

Notre étude montre que la Suisse est fortement intégrée dans le commerce international, mais que ses exportations sont produites avec une part relativement élevée de valeur ajoutée indigène. Ces biens sont, toutefois, produits, dans une large mesure, par des travailleurs étrangers. En analysant le commerce extérieur en termes de valeur ajoutée, on constate que la Suisse entretient des relations étroites et directes avec l'UE, mais qu'une partie de la valeur ajoutée contenue dans ses exportations passe à travers l'UE pour atteindre d'autres régions du monde. L'économie suisse dépend donc plus des débouchés extra-européens que les statistiques du commerce extérieur ne le laissent penser. Par ailleurs, la production des exportations suisses de valeur ajoutée exige en moyenne des qualifications nettement supérieures à celle des importations de valeur ajoutée à l'étranger. Pour ce qui est de la dimension temporelle, on ne peut comparer pour l'instant que les années 2001 et 2008. Il sera possible d'avancer des affirmations à long terme quand on disposera de tableaux entrées-sorties actuels pour la Suisse.

Comment la Suisse profite-t-elle des chaînes de valeur mondiales?

Le nouveau tableau entrées-sorties pour la Suisse inclut une matrice des importations. Cet élargissement permet d'approfondir l'impact de notre commerce extérieur. Le présent article aborde trois thèmes actuels relevant de la politique économique: le nouvel indicateur des fluctuations du taux de change, les effets de l'intégration croissante de la Suisse dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) et l'importance du marché intérieur pour l'économie d'exportation. On s'aperçoit que les indices utilisés jusqu'ici peuvent surestimer l'impact des variations monétaires sur l'économie d'exportation. L'intensification du commerce international de services peut générer des gains d'efficacité substantiels dans les secteurs tournés jusqu'à présent vers le marché indigène.

La mondialisation croissante a nettement renforcé l'interdépendance commerciale entre les pays au cours des 25 dernières années. Elle revêt une importance particulière pour les économies petites et ouvertes, comme la Suisse, car les exportations représentent une large partie de leurs activités économiques et ont une grande influence sur l'évolution conjoncturelle. Lorsque la valeur externe du franc augmente, nos exportations renchérissent. C'est pourquoi la valeur externe réelle du franc pondérée par les exportations – calculée par la Banque nationale suisse (BNS) – constitue un indicateur essentiel pour suivre l'évolution de la compétitivité-prix de nos exportations. En même temps, un franc qui s'apprécie fait baisser le prix des intrants nécessaires à la production en Suisse de biens d'exportation.

De nouvelles méthodes pour mesurer les fluctuations du taux de change

Pour cette raison, il est intéressant de pondérer la valeur externe réelle du franc par la proportion des exportations suisses dans la valeur ajoutée, plutôt que par leur chiffre d'affaires total. Cette opération doit tenir compte du fait que les importations d'intrants ne sont pas soumises aux mêmes fluctuations de taux de change que la production indigène¹.

Le graphique 1 compare la pondération usuelle par le chiffre d'affaires des exportations à la pondération modifiée, qui se base sur la valeur ajoutée contenue dans ces dernières, selon la zone monétaire. L'appréciation du nouvel indice de taux de change, pondéré par le contenu des exportations en valeur ajoutée, a été entre 2007 et 2011 de 30% inférieure à la valeur externe du franc,

pondérée comme d'habitude par le chiffre d'affaires des exportations. Cela est dû à la couverture naturelle des risques de change par l'importation d'intrants ou «natural hedging».

Le franc s'est fortement apprécié au cours des dernières années. L'impact de cette revalorisation sur la croissance économique et sur les exportations s'est toutefois avéré plus faible que ce que l'on craignait². Cela pourrait provenir de la couverture naturelle par les importations d'intrants destinés à la production de biens suisses d'exportation.

Importation d'intrants et compétitivité de la Suisse

Avec la mondialisation des chaînes de valeur, l'importation d'intrants destinés à la production de biens et de services en Suisse a pris de l'ampleur. D'ailleurs, ses avantages ne se limitent pas aux fluctuations monétaires. Elle permet souvent aux entreprises de réduire leurs coûts de production, car les intrants achetés à l'étranger coûtent moins cher.

L'évaluation des nouvelles données montre qu'entre 2001 et 2008, la valeur des intrants importés en Suisse n'a subi étonnamment que des changements mineurs. En outre, les différences de prix entre la Suisse et l'étranger étaient déjà relativement faibles en 2001 pour les biens faisant l'objet d'échanges soutenus au niveau international. L'intensification des importations d'intrants destinés à la production suisse a donc eu des effets minimes sur la valeur ajoutée indigène et sur l'emploi, que l'on peut chiffrer grâce aux données désormais disponibles pour les années 2001 et 2008.

Les effets de la mondialisation sur les importations d'intrants se font beaucoup moins sentir dans le secteur primaire et les services que dans l'industrie. En 2008, les intrants importés représentaient environ 20% de la valeur de la production brute dans l'industrie, contre 10% dans le secteur primaire et 5% dans le tertiaire. Cependant, le commerce international des services a fortement augmenté entre 2001 et 2008. Si ce secteur n'importait que 1,8% de ses intrants en 2001, la proportion atteignait déjà 5,3% en 2008. Parallèlement, la part des services dans les



Damaris Bertschmann
Économiste, conseillère scientifique, INFRAS, Zurich



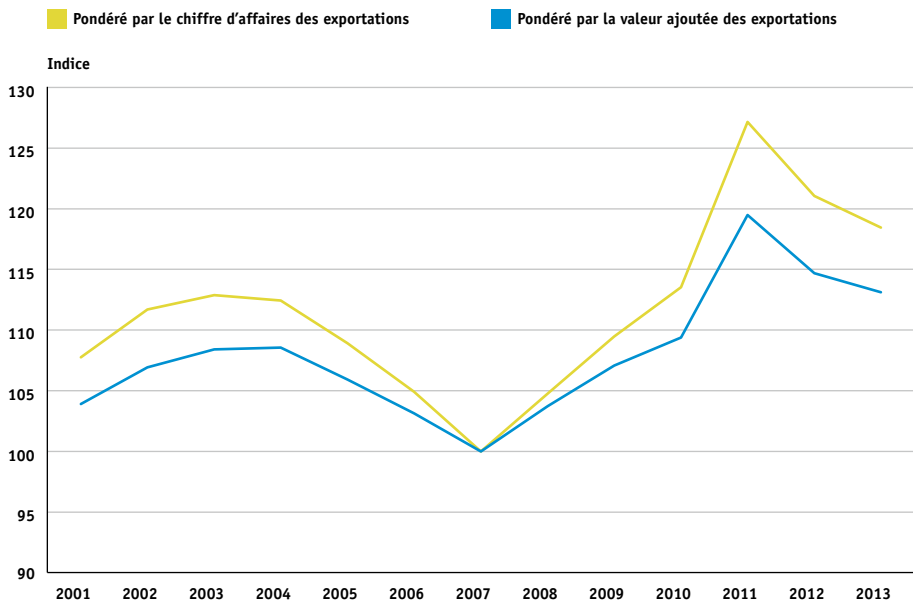
Martin Peter
Économiste, chef de secteur, associé, INFRAS, Zurich



Rolf Iten
Économiste, directeur, INFRAS, Zurich

Graphique 1

Indice réel du cours de change, pondéré par les exportations



Source: Bertschmann, Iten, Peter / La Vie économique

exportations est passée de 32% en 2001 à 36% en 2008. Après la mondialisation des marchés de produits, celle des prestations semble s'être amorcée au tournant du siècle.

Dans l'industrie, il est fort probable que la plupart des bénéfices de la mondialisation se soient déployés avant 2000. On ne dispose d'aucune donnée en Suisse sur l'évolution des importations d'intrants par branches avant cette année-là. Si, toutefois, l'on applique les données concernant d'autres économies petites et ouvertes au cas de la Suisse entre 1995 et 2001, la croissance des importations d'intrants rapportée au produit intérieur brut a été de 6 points de pourcentage dans l'industrie. On suppose que si les CVM ne s'étaient pas intensifiées, tous les intrants qui provenaient encore de Suisse en 1995 et qui sont importés en 2008 continueraient d'être achetés en Suisse et aux prix suisses en 2008. Étant donné que ces derniers sont supérieurs aux prix européens, les coûts de production et les prix de vente s'en trouveraient majorés. La demande, elle, diminuerait.

Des gains considérables de valeur ajoutée grâce à la mondialisation

Cette analyse a débouché sur le résultat suivant: l'accroissement des importations d'intrants et, par conséquent, de la compétitivité de l'industrie a eu pour effet d'augmenter de 1,7% la valeur ajoutée de ce secteur et de 0,5% celle de l'ensemble de l'économie entre 1995 et 2008.

En Europe, d'autres économies petites et ouvertes avaient déjà mondialisé les chaînes de valeur ajoutée de leur industrie en 1995. Les importations d'intrants constituaient presque 20% de la valeur de la production industrielle brute à l'époque. En 2005, la proportion se situait autour de 25%. Reportés à la Suisse, ces chiffres signifieraient qu'environ 80% de la mondialisation de notre industrie s'est produite avant 1995. Par extrapolation, on peut estimer que la mondialisation, à elle seule, a augmenté de 8,5% la valeur ajoutée de l'industrie suisse et de 2,5% celle de la Suisse. Cela ne tient pas compte des effets dynamiques qui, en renforçant la concurrence, génèrent des gains d'efficacité à l'intérieur du pays. Il s'agit donc d'une estimation basse.

Un marché intérieur plus efficient influence les échanges

Les différences de prix par rapport à l'étranger sont beaucoup plus importantes dans les secteurs traditionnellement tournés vers le marché indigène que dans ceux axés sur les exportations. En 2008, les prix des marchandises en Suisse se situaient 10% au-dessus de la moyenne de l'UE15; s'agissant des services – plus fortement orientés vers l'intérieur que la production de biens –, les prix suisses étaient d'environ 35% supérieurs à ceux de l'UE15. Une étude réalisée par Infrast en 2003³ est parvenue à la conclusion qu'environ 45% des écarts de prix observés s'expliquent par un manque de concurrence – en particulier sur le marché intérieur. Lorsque la mondialisation des services s'intensifie, la pression augmente également sur les secteurs traditionnellement tournés vers le marché intérieur, qui subissent davantage la concurrence internationale. Au moyen d'un modèle entrées-sorties, nous avons simulé ce qui se passerait si cette différence de prix était éliminée. On peut escompter les effets suivants:

1. Les secteurs intérieurs gagnent en efficacité. Cela signifie qu'ils réduisent soit leur demande d'intrants, soit leur valeur ajoutée nominale (bénéfices, coûts du travail, coûts du capital). Ainsi, la valeur ajoutée nominale diminue dans ces secteurs ou dans les branches qui leur livrent des intrants. Étant donné que ce phénomène s'accompagne d'une baisse des prix, la valeur ajoutée réelle reste toutefois constante. Parallèlement, le besoin de main-d'œuvre se rétrécit dans les secteurs intérieurs et dans les branches qui leur fournissent des intrants. Les travailleurs qui conservent leur emploi

- obtiennent une hausse de salaire réelle.
2. La baisse des prix des produits indigènes a deux autres effets positifs. D'une part, nos exportations sont plus compétitives, les intrants coûtant moins cher, et la demande de biens suisses augmente sur le marché international. D'autre part, des marchandises indigènes se substituent aux importations, car il devient moins intéressant d'acquérir à l'étranger des biens que le secteur intérieur produit également.
 3. Selon nos calculs, la demande de travail est globalement plus faible après ces réactions qu'avant les gains d'efficacité dans les secteurs intérieurs. Si des employés se retrouvent au chômage, ils seront les perdants de cette augmentation de l'efficacité dans les secteurs intérieurs; les gagnants en seront les personnes qui garderont leur emploi et verront leur salaire réel augmenter. Les mutations structurelles aidant, il est toutefois probable que le marché du travail réintègrera au fil du temps une bonne partie de cette main-d'œuvre et qu'il l'utilisera de manière plus productive que par le passé. Cela signifie qu'un secteur intérieur plus efficace accroît le potentiel du PIB suisse, tout en améliorant la compétitivité internationale de l'industrie d'exportation et de l'économie intérieure.

Sur le plan quantitatif, la simulation se présente ainsi:

1. L'augmentation de l'efficacité dans les secteurs intérieurs réduit d'environ 250 000 collaborateurs à plein temps leur besoin en personnel ainsi que dans les branches qui leur fournissent des intrants. Cela correspond à environ 7% de leur main-d'œuvre en 2008. En contrepartie, le salaire réel des employés augmente de 4,5%, les prix des biens indigènes étant plus avantageux. La valeur ajoutée réelle reste constante, car ces travailleurs peuvent produire la même quantité de marchandises qu'auparavant.
2. La demande croissante d'exportations et la substitution de biens importés par une production indigène font croître de 1% la valeur ajoutée réelle. Elles augmentent en outre de 50 000 le nombre de postes à plein temps nécessaires.
3. Il reste donc un solde net de 200 000 postes à plein temps supprimés. Si tous ces travailleurs trouvaient un nouvel emploi, le surcroît d'efficacité du secteur intérieur se traduirait par une hausse d'environ 4,5% de la valeur ajoutée suisse. Même si un cinquième d'entre eux seulement redevenaient productifs, cela aurait déjà

des effets légèrement positifs en termes de valeur ajoutée. Or, depuis le tournant du siècle, le nombre de personnes actives s'est accru en Suisse d'environ 55 000 par an. Un changement structurel correspondant à ces ordres de grandeur ne devrait donc prendre que quelques années.

Une économie suisse plus compétitive

Nos analyses montrent que l'intégration de la Suisse dans les CVM a rendu la production nationale beaucoup plus compétitive. Ce phénomène passe par plusieurs canaux: les CVM atténuent l'impact des fluctuations du taux de change sur le prix des exportations, ce qui réduit le risque monétaire encouru par les branches exportatrices. Les modifications des taux de change ont dès lors moins d'impact sur la conjoncture. L'économie suisse d'exportation profite des prix bas des intrants à l'étranger. Elle peut ainsi offrir ses produits à des prix plus avantageux sur le marché international. Cela a des effets positifs sur le volume et la valeur des exportations. Étant donné qu'outre les marchandises, on échange aussi de plus en plus de services, la pression croissante de la concurrence internationale s'exerce aussi sur des branches jusqu'ici plutôt tournées vers le marché intérieur. S'ils sont produits de manière plus efficace, les biens indigènes gagnent en attrait par rapport aux importations et l'économie suisse améliore sa compétitivité globale. ■

1 L'exemple suivant illustre cet indice modifié du taux de change: si 10% des exportations suisses partent vers la France, et que leur valeur ajoutée est à 70% suisse et à 30% étatsunienne, le taux de change réel entre la Suisse et la France n'est utilisé que pour en pondérer 7%, au lieu de 10%. Les 3% restants dépendent du taux de change réel entre la France et les États-Unis.

2 Voir par exemple Stalder P. et C. Schmidt, «Les effets de la crise de l'euro sur la croissance et le potentiel de production suisses», *La Vie économique*, 1/2-2013, pp. 11-15.

3 Iten R., Peter M., Vettori A. et Menegale S., «Hohe Preise in der Schweiz – Ursachen und Wirkungen», étude effectuée sur mandat du Seco, *Rapport sur les structures économiques* n°19, Berne, 2003.

Effets de change sur l'économie suisse d'exportation et intégration dans les chaînes de valeur mondiales

La force du franc fait craindre que les exportations diminuent et que les entreprises suisses qui vendent à l'étranger subissent des pertes. Du point de vue économique, l'appréciation même temporaire d'une monnaie peut entraver durablement les exportations, en écartant certaines entreprises du marché. Une intégration étroite dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) est susceptible d'atténuer les effets néfastes d'une réévaluation, dans la mesure où elle réduit simultanément le prix des intrants étrangers.



Dario Fauceglia
Professeur d'économie,
Haute école zurichoïse
des sciences appliquées
(ZHAW), Winterthur



Andrea Lassmann
Postdoctorante, chaire
d'économie appliquée:
internationalisation
et innovation, KOF, EPF
Zurich

Pour une économie petite et ouverte, comme la nôtre, la participation aux CVM est primordiale. En comparaison avec les autres pays de l'OCDE, le degré d'intégration¹ de la Suisse se situe à peu près dans la moyenne. La part de valeur ajoutée étrangère dans nos exportations (*participation en amont*) s'élevait à environ 28% en 2009². Dans les secteurs importants pour la Suisse, comme l'industrie chimique, celle des machines et l'électronique, la valeur ajoutée étrangère dans les exportations dépassait même nettement les 30%, ce qui place notre pays dans la partie relativement haute du classement international. Étant donné que le cours du franc affiche une tendance durable à la hausse et que son taux de change se maintient à un niveau élevé depuis le début de la récente crise économique, une question se pose: le lien négatif entre revalorisation monétaire et exportations s'atténue-t-il avec l'intégration progressive dans les CVM? En théorie, on peut partir de l'idée qu'une appréciation du franc a moins d'effets néfastes sur les marges bénéficiaires et sur la demande dans les branches où la proportion d'intrants importés est élevée: un franc fort devrait faire baisser le prix de ces derniers et réduire la nécessité d'augmenter ceux des exportations. Cela aurait pour conséquence d'accroître la capacité de résistance de la demande en matière d'exportation face aux fluctuations des taux de change. Ce mécanisme s'appelle la couverture naturelle («natural hedging»).

Deux bases de données complémentaires

Dans l'étude que nous avons réalisée sur mandat du Secrétariat d'État à l'économie (Seco)³, nous avons examiné les questions suivantes:

- dans quelle mesure les fluctuations des taux de change influencent-elles les exportations (*marge intensive*) et la probabilité qu'une entreprise exporte vraiment ou qu'un produit soit exporté (*marge extensive*)?
- cela dépend-il de l'intégration dans des CVM?
- existe-t-il un risque que des variations de change temporaires puissent avoir des répercussions permanentes sur les exportations (hystérèse des exportations⁴)?

Pour répondre à ces questions, nous avons effectué une analyse de régression au moyen de deux bases de données complémentaires. D'une part, notre étude s'est appuyée sur des statistiques annuelles de l'Administration fédérale des douanes concernant les produits, qui couvrent la période allant de 2004 à 2013. D'autre part, nous avons utilisé des données relatives aux entreprises, recueillies par le KOF auprès de son panel d'innovation; celles-là étaient disponibles pour sept périodes réparties entre 1996 et 2013.

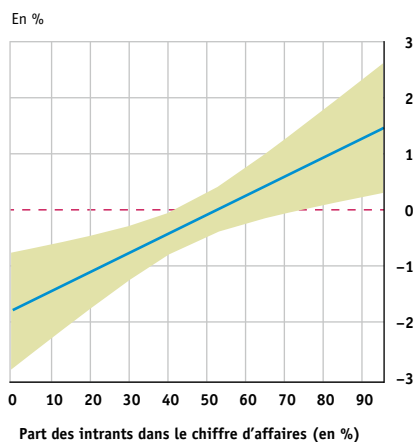
Une intégration accrue atténue l'effet de change négatif

Les résultats obtenus à l'aide de ces deux bases de données sont d'une qualité identique. Les désavantages qu'une revalorisation du franc fait peser sur les exportations s'atténuent au fur et à mesure que la part d'intrants importés augmente. Avec les données sur les produits, on a estimé cet impact à environ -0,7. Cela signifie qu'une appréciation de 10% du franc réduit les exportations d'environ 7%. La probabilité qu'un produit soit exporté diminue également, perdant approximativement entre 0,75 et 1 point de pourcentage. Nous avons ensuite étudié l'influence des intrants importés sur l'effet de change global, lequel tient compte de la couverture naturelle. Il en ressort que si le taux de change pondéré par les intrants importés augmente de 10%, la probabilité d'exporter gagne un peu plus d'un point de pourcentage, ce qui compense l'effet de change direct défavorable⁵. Néanmoins, notre étude n'a pas pu démontrer que le taux de change pondéré par les importations aurait un effet compensatoire sur les exportations⁶. Dans d'autres calculs, nous avons utilisé le rapport entre les intrants importés provenant d'un pays d'exportation et les importations globales, afin d'estimer la couverture naturelle des risques de change à l'intérieur d'une branche. Cette donnée intègre donc la couverture naturelle caractéristique d'un pays d'exportation spécifique. Combinée aux informations sur les destinations des exportations par type de produits, elle se prêtait donc particulièrement bien à la quantification de l'ensemble de la

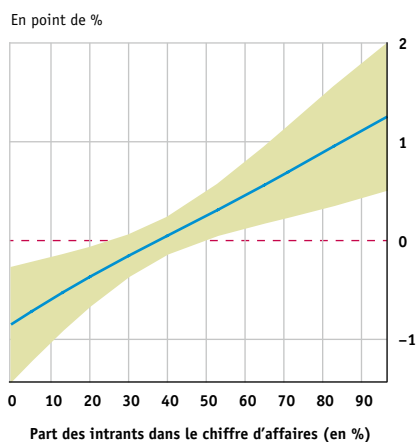
Graphique 1

Effet en pourcentage d'une appréciation de 1% du franc sur les exportations, en fonction de la part des intrants

Effet de change direct sur le volume d'exportation



Effet de change marginal sur le régime d'exportation



Remarque: élasticité directe du taux de change par rapport au volume d'exportation (modèle à effets fixes) et effet de change marginal (en points de pourcentage) sur le régime d'exportation (modèle Probit), mesuré aux valeurs extrêmes et aux centiles de la part des intrants dans le chiffre d'affaires. L'intervalle de confiance est de 90% (en vert). Exemple: une augmentation de 1% du taux de change, mesurée à la médiane de la part des intrants dans le chiffre d'affaires (40%) se traduit par une baisse de 9,43% du volume des exportations.

Source: Fauceglia, Lassmann / La Vie économique

Ainsi, une hausse de 1% du taux de change réduit de 0,76% le volume des exportations pour une entreprise dont la part d'intrants s'élève à 30%. En revanche, elle l'accroît de 0,62% si cette part atteint 70%. Étant donné que la proportion d'intrants comprend ceux d'origine indigène, on ne peut toutefois interpréter ces résultats que de manière approximative. La partie droite du graphique présente le même schéma qualitatif pour la probabilité d'exportation. Cependant, c'est le régime d'exportation qui est le déterminant principal de cette probabilité dans la période d'observation précédente. On en déduit que les coûts d'entrée sur le marché peuvent être considérables. Les entreprises qui ont cessé d'exporter en raison de l'appréciation du franc auraient donc besoin d'une forte dépréciation pour exporter de nouveau en réalisant des bénéfices. Il est donc possible que des fluctuations temporaires des taux de change aient des répercussions permanentes sur la structure d'exportation de la Suisse.

L'imbrication internationale protège des appréciations monétaires

Les résultats obtenus avec les deux bases de données révèlent que la couverture naturelle est largement utilisée pour réduire les risques de change. Cela vaut aussi bien pour les exportations que pour la probabilité d'exporter. Un examen de l'intégration dans les CVM permet de tirer des conclusions sommaires sur l'exposition des différentes branches. Selon l'OCDE, les grands secteurs d'exportation, comme la chimie ou l'industrie des machines, affichent une proportion élevée de valeur ajoutée étrangère dans leurs exportations (chimie: 42%; industrie des machines: 33%). Ils devraient donc être les premiers à amortir la récente appréciation du franc. En revanche, le secteur alimentaire et l'industrie du papier (24%) sont plus exposés. Globalement, nos résultats montrent que les entreprises et les branches fortement intégrées internationalement par le biais de leurs intrants subissent moins que d'autres les effets néfastes d'une appréciation du franc.

couverture naturelle. Selon ces estimations, les dommages que l'appréciation monétaire pourrait faire subir aux exportations et à la probabilité d'exporter se réduisent sensiblement lorsque la part d'intrants acquis dans le pays d'exportation augmente. L'une des explications est que la revalorisation de la monnaie rend meilleur marché les intrants provenant de la même zone monétaire que le pays de destination des exportations.

La couverture naturelle s'impose aux entreprises comme une évidence

L'analyse menée sur la base d'un échantillon de firmes industrielles donne des résultats comparables sur le plan qualitatif. Elle a tenu compte non seulement de la demande étrangère, mais également de déterminants propres aux entreprises, tels que leur taille et leur productivité. On a calculé ainsi qu'une hausse de 1% du taux de change fait baisser le volume des exportations de 0,3%. Si l'on prend en compte le degré d'intégration internationale de l'entreprise – défini approximativement par la part globale des intrants dans son chiffre d'affaires –, il apparaît que cet effet s'amenuise à mesure que la proportion d'intrants augmente. Le graphique 1 illustre l'influence du taux de change sur les exportations, selon la répartition de la part des intrants. Comme le montre la partie gauche du graphique, cet effet est même positif à partir d'un certain niveau et en grande partie significatif⁷.

- 1 Le degré d'intégration dans les CVM se mesure à la somme des taux de participation en amont et en aval. Le *taux de participation en amont* désigne la part de valeur ajoutée étrangère dans les exportations nationales. À l'inverse, le *taux de participation en aval* représente la part de valeur ajoutée nationale incorporée dans les exportations étrangères.
- 2 Il faut ajouter à cela une part aux exportations de 23%, que des fournisseurs suisses transmettent à des exportateurs étrangers (*participation en aval*). Source: base de données OCDE/OMC sur les échanges en valeur ajoutée (ÉVA), mai 2013.
- 3 Fauceglia Dario, Lassmann Andrea, Shingal Anirudh et Wermelinger Martin, *Backward Participation in Global Value Chains and Exchange Rate Driven Adjustments of Swiss Exports*.
- 4 L'hystérèse des exportations implique que des non-exportateurs ont du mal à s'implanter sur un marché d'exportation, même s'ils ont la même productivité et la même qualité de produit que des exportateurs. Cela s'explique habituellement par les coûts substantiels d'entrée sur le marché, qui privilégient les exportateurs déjà établis.
- 5 En l'occurrence, il s'agit d'un indice de taux de change (réel) multilatéral et sectoriel, qui tient compte de l'évolution du franc par rapport aux monnaies des pays d'origine des intrants. Cet indice accorde plus de poids aux monnaies de pays qui affichent une proportion élevée d'intrants.
- 6 Dans ce calcul, nous avons utilisé une procédure de test et d'estimation en deux étapes (*Heckman-Two-Step-Estimator*), afin de corriger le problème de sélection des exportations. L'application de cette méthode de régression aux données des entreprises montre également que l'influence du taux de change sur le volume des exportations n'est pas significative. Voir Heckman James J., *Econometrica*, vol. 47, n° 1, 1979, pp. 153–161.
- 7 Intervalle de confiance de 90%.

L'internalisation des flux de biens et de services internationaux dans les multinationales suisses

Lesquelles de leurs activités à l'étranger les multinationales suisses internalisent-elles ou, autrement dit, exécutent-elles elles-mêmes? Quels facteurs influent sur le taux d'internalisation des entreprises à l'étranger? Et quel est l'impact de ces décisions sur le siège en Suisse?

Notre étude montre que ce sont surtout les prestations acquises par les filiales à l'étranger qui exercent une influence sur la productivité, les investissements, l'emploi et la structure des effectifs de la société mère.

Les multinationales peuvent *délocaliser* certaines de leurs activités à l'étranger soit en les externalisant soit en les internalisant. Si, dans le premier cas, des travaux sont confiés à des entreprises étrangères *externes*, nous sommes en présence, dans le second cas, d'achats internationaux de prestations au sein de la structure du groupe, qui prennent la forme d'investissements directs à l'étranger.

Les analyses bibliographiques, comme celles de Morschett *et al.* (2010) et d'Engel et Procher (2013), montrent qu'il existe d'abondantes études sur les activités et les investissements à l'étranger. Cependant, la plupart d'entre elles s'intéressent plus aux facteurs de délocalisation ou aux effets que cela provoque sur les activités de la maison mère dans le pays d'origine et sur l'environnement économique dans le pays cible. Peu d'études portent généralement sur l'internalisation des activités réalisées à l'étranger ou sur son intensité. Il n'en existe aucune sur la Suisse à ce sujet. C'est pour combler cette lacune que nous avons analysé les déterminants et les conséquences de l'internalisation des *flux de biens et de services* sur les activités de la société mère en Suisse¹. Notre étude se fonde sur les données recueillies auprès d'entreprises multinationales helvétiques². Pour déterminer le degré d'internalisation des flux, nous calculons la proportion de flux internes dans l'ensemble des flux entrants. Cet indicateur mesure ainsi l'importance des flux issus de l'internalisation internationale par rapport à la totalité de ceux provenant de l'étranger.

Caractéristiques des flux internes

Les données montrent que, pour les multinationales suisses, les flux entrants sont moins importants que ceux qui sortent. Ces entreprises se procurent auprès de leurs filiales étrangères principalement des biens intermédiaires et des produits finis, mais nettement moins de services informatiques et de savoir-faire (voir *graphique 1*). Elles leur livrent tant des produits finis que du savoir-faire et des services informatiques. Dès lors, le degré de technicité des flux entrants est nettement inférieur à celui des flux sortants. Ce modèle est le reflet des avantages comparatifs de l'économie suisse, dont les atouts sont le capital humain et les connaissances technologiques (brevets, concepts de produits, ingénierie avancée).

En outre, l'industrie et les services présentent des différences substantielles. Il faut savoir que le degré d'internalisation des flux entrants est approximativement le même dans les secteurs secondaire et tertiaire. Les branches qui, dans ces deux secteurs, présentent un haut degré de technicité (entreprises industrielles de pointe et sociétés de service à savoir ajouté) misent, toutefois, plus sur l'internalisation que les branches classiques, moins avancées. Les entreprises industrielles internalisent, en revanche, nettement plus leurs flux sortants que les sociétés de services. Cependant, le degré de technicité de la branche n'est pas ici un critère différenciateur.

Déterminants de l'internalisation

La deuxième partie de l'étude examine les facteurs qui influent sur l'internalisation, ou le degré d'internalisation, des flux bidirectionnels de biens et services dans les entreprises multinationales. L'analyse économétrique montre que les sociétés dont les activités occasionnent des frais de coordination élevés pour garantir l'harmonisation et le pilotage des processus impliquant une répartition des tâches ont tendance à internaliser les flux sortants. La raison en est que l'internalisation accroît l'efficacité de la communication, ce qui diminue les coûts de coordination. Autre résultat de l'étude: l'absence de propriété intellectuelle et de



Spyros Arvanitis
Directeur du secteur de recherche Économie de l'innovation, Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'EPF Zurich



Thomas Bolli
Collaborateur scientifique, Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'EPF Zurich

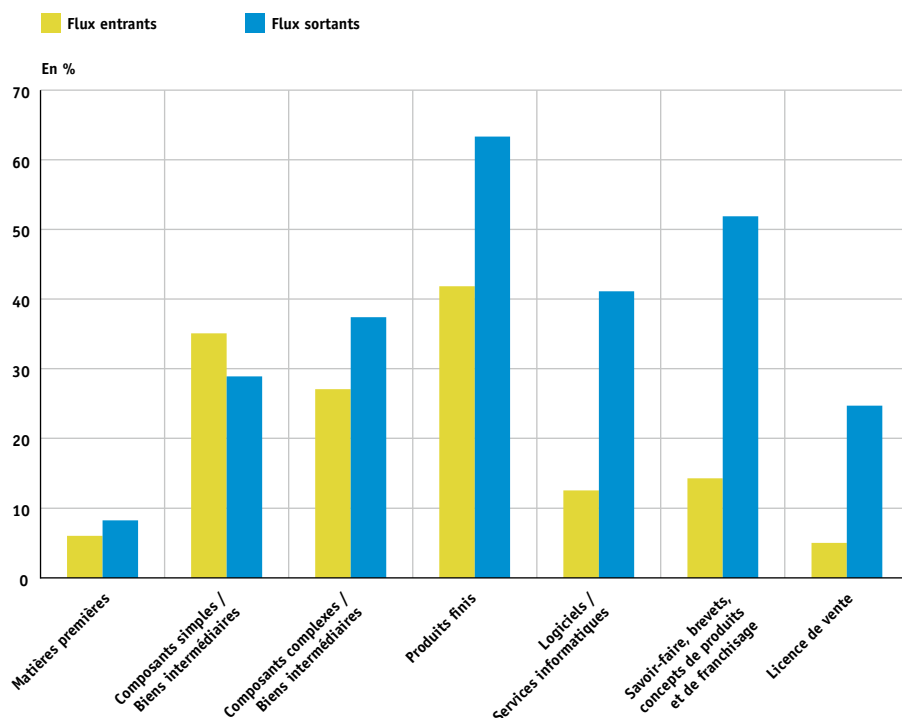


Tobias Stucki
Collaborateur scientifique, Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'EPF Zurich

Graphique 1

Interdépendance des flux par catégorie de biens et de services

Proportion d'entreprises qui, pour chaque catégorie de biens et de services, internalisent les achats ou les ventes, en % des réponses



Source: Arvanitis, Bolli, Stucki (2014) / La Vie économique

Encadré 1

Avantages et inconvénients de l'internalisation par rapport à l'externalisation

Les trois principaux avantages de l'internalisation sont les suivants: faire bénéficier aisément la filiale des compétences de la société mère, protéger plus facilement le savoir-faire interne et abaisser les coûts de coordination. Quant à ses inconvénients, ils sont à rechercher dans les coûts fixes élevés occasionnés par la création des filiales et dans la difficulté accrue à identifier et à exploiter les circonstances locales.

Encadré 2

Bibliographie

- Arvanitis S., Bolli T. et Stucki T., *Die Determinanten und Auswirkungen von Intra-betrieblichen Leistungsverflechtungen von Schweizer multinationalen Unternehmen*, xxx, 2014.
- Engel D. et Procher V., «Home Firm Performance After Foreign Investments and Divestitures», *The World Economy*, 36, avril 2013, pp. 1478–1493.
- Morschett D., Schramm-Klein H. et Swoboda B., «Decades of Research on Market Entry Modes: What Do We Really Know About External Antecedents of Entry Mode Choice?», *Journal of International Management*, 16, 2010, pp. 60–77.

sécurité juridique favorise l'achat interne de prestations, car cette politique protège mieux l'actif de grande valeur que constitue le savoir-faire propre à l'entreprise.

Impact sur la société mère

Le troisième volet de l'étude consiste en une analyse économétrique de l'influence qu'exerce l'internalisation des activités à l'étranger sur divers indicateurs concernant l'activité des entreprises suisses. Il s'agit notamment du chiffre d'affaires, de la productivité, de l'investissement en capital, de l'emploi et de la structure des effectifs ventilés par niveau de qualification. L'idée est de vérifier l'hypothèse selon laquelle l'internalisation des activités à l'étranger augmente la flexibilité lors de l'affectation des ressources et contribue à la rationalisation des activités au sein de la maison mère.

Cette hypothèse est vraie pour le degré d'internalisation des flux entrants. Concrètement, une telle mesure accroît la productivité du travail, et, selon les résultats de l'étude, abaisse le niveau d'investissement et d'emploi. Il s'agit, toutefois, là d'effets à court terme qui peuvent être compensés, à moyen terme, par des gains de productivité. L'internalisation des flux entrants exerce aussi une influence sur le niveau de

qualification du personnel, qui se déplace vers le haut (employés au bénéfice d'une formation tertiaire).

L'étude montre, toutefois, que l'internalisation des flux sortants a peu d'influence sur les activités de l'entreprise en Suisse. L'une des raisons pourrait en être que les filiales étrangères qui se fournissent en Suisse réalisent au premier chef des activités de distribution et n'interviennent guère dans la production.

1 Arvanitis et al. (2014).

2 Au printemps 2010, le KOF de l'EPF Zurich a réalisé une enquête représentative auprès des multinationales suisses, à laquelle ont répondu plus de 1900 entreprises. Ce sondage a permis non seulement de recueillir des variables fondamentales telles que l'emploi et le chiffre d'affaires, mais aussi de mettre en évidence l'existence et les caractéristiques des activités internationales (région destinataire, type d'activités, etc.).

Plus la Suisse s'intègre dans l'économie mondiale, plus les exigences professionnelles sont élevées

Grâce à de nouvelles données de l'OCDE sur l'intégration de l'économie suisse dans les chaînes de valeur mondiales (CVM), on peut évaluer les traces que laissent ces dernières sur le marché du travail dans notre pays. Une analyse montre que la participation à ces filières renforce la tendance générale à un accroissement des exigences professionnelles. Une meilleure intégration internationale favorise également la création d'emplois au début de la chaîne de valeur, en particulier dans la recherche et le développement.



Des chercheurs travaillent sur un projet pilote de technologie solaire à hétérojonction au Centre suisse d'électronique et de microtechnique CSEM à Hauterive, canton de Neuchâtel.

Photo: Keystone

Jusqu'ici, aucune étude quantitative n'avait été consacrée à l'intégration de la Suisse dans les CVM et à l'impact de ce phénomène sur le marché du travail. Cela tient au fait qu'il n'existait pratiquement pas de données standardisées relatives à ces chaînes de valeur, qui se caractérisent par des échanges de produits ou de prestations intermédiaires. Mandatée par le Secrétariat d'État à l'économie (Seco), la société B,S,S. Volkswirtschaftliche Beratung a mené une étude sur la question. Elle a pu s'appuyer sur de nouvelles données, publiées pour la première fois en 2013 par l'Organisation de

coopération et de développement économiques (OCDE). Ces statistiques sur ce que l'on appelle les «échanges en valeur ajoutée» (ÉVA) reflètent l'évolution de 18 branches entre 1995 et 2009¹.

Les données de l'OCDE permettent de quantifier le nouveau phénomène et de le relier aux indicateurs du marché de l'emploi. L'étude a examiné concrètement si ce dernier réagissait différemment suivant que les branches participent intensément aux CVM ou non. Au moyen de régressions qui maintiennent les autres facteurs d'influence à un niveau constant, on a également cherché à savoir s'il existe un lien entre l'évolution de cette participation et celle du marché de l'emploi.



Michael Lobsiger
B,S,S. Volkswirtschaftliche Beratung



Michael Morlok
B,S,S. Volkswirtschaftliche Beratung

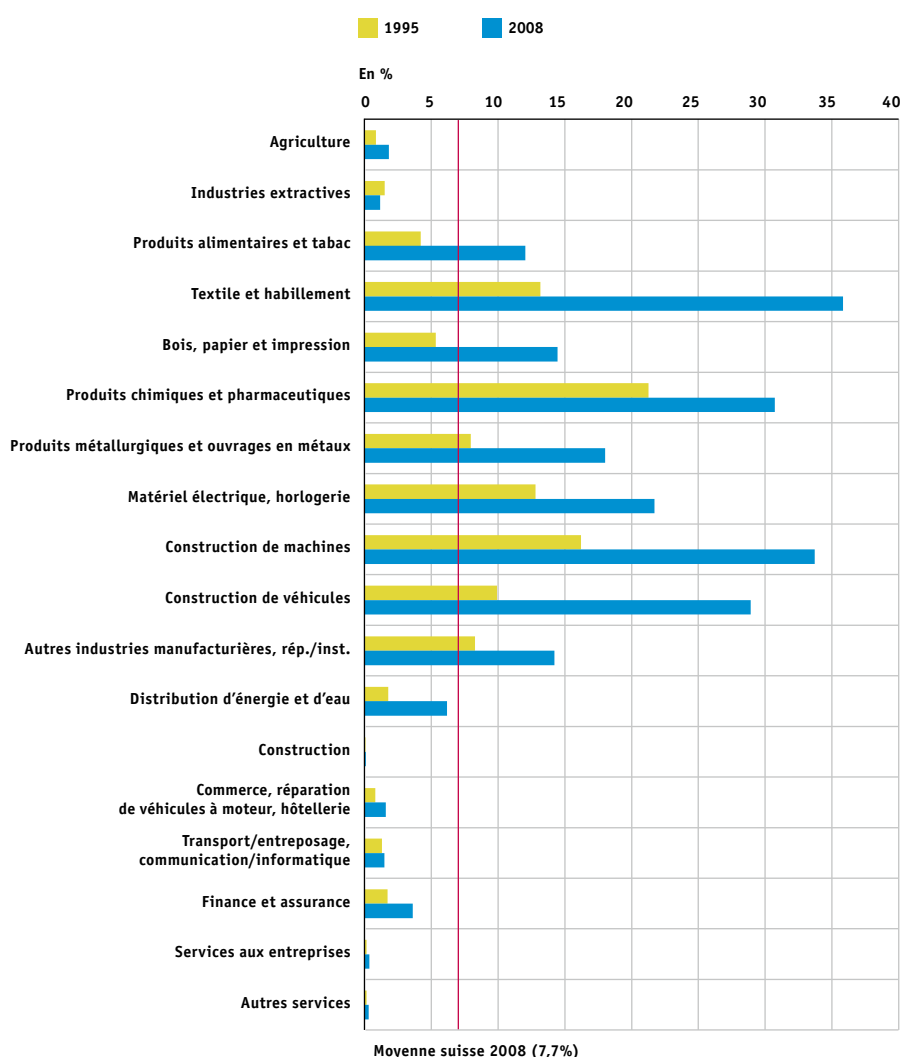
Quatre indicateurs de l'intégration dans les flux commerciaux

L'étude a utilisé les quatre indicateurs suivants pour mesurer l'intégration dans les flux commerciaux:

- part des exportations: proportion de la production brute exportée par branche;

Graphique 1

Participation des branches en amont, 1995 et 2008



Source: base de données ÉVA (OCDE) / La Vie économique

- part des importations: proportion de la production brute importée par branche;
- participation en amont: valeur ajoutée provenant de l'étranger et réexportée par la Suisse, par rapport à la production brute;
- participation en aval: valeur ajoutée suisse qui entre dans les exportations d'autres pays, par rapport à la production brute.

Tandis que les deux premiers indicateurs sont traditionnellement utilisés pour mesurer l'intégration dans les flux commerciaux, les deux derniers reflètent les échanges de produits et de prestations intermédiaires, dont l'importance ne cesse de croître. Afin de saisir l'importance de cette nouvelle forme d'intégration internationale pour le marché de l'emploi, il convient de mettre en relation les exportations en amont et en aval avec la production brute d'une branche².

Ces quatre indicateurs sont corrélés positivement: les branches qui exportent

beaucoup importent également beaucoup. De même, les nouveaux paramètres (participation en amont et en aval) vont de pair avec les indicateurs traditionnels. Deux facteurs l'expliquent. Premièrement, il est fréquent que les branches exportatrices importent et exportent également des produits intermédiaires. Deuxièmement, la participation d'une branche en amont et en aval, comme nous la mesurons (à savoir en tant que proportion de la production brute), est fortement liée à la part de ses exportations: plus celle-ci est importante, plus la valeur de la participation est élevée.

L'intégration a quasiment doublé

Dans presque toutes les branches, la part des exportations et des importations ainsi que la participation en amont et en aval ont fortement augmenté au fil des années (voir graphiques 1 et 2 pour les valeurs de la participation en amont et en aval). Globalement, l'intégration dans les CVM a presque doublé durant la période d'observation, qui va de 1995 à 2008. Les branches se trouvant au début de la chaîne (par exemple les industries extractives ou la finance) affichent une participation importante en aval et faible en amont. Elles produisent des biens et des services qui sont ensuite transformés dans d'autres pays, puis reprennent le chemin de l'exportation. Très peu de produits intermédiaires (importés) entrent dans leur production. Pour les branches positionnées en bout de chaîne (par exemple l'alimentation ou l'horlogerie), c'est le contraire. Il existe cependant de nombreuses activités qui ne se situent pas clairement à une extrémité et pour lesquels les deux types de participation peuvent être faibles ou élevées.

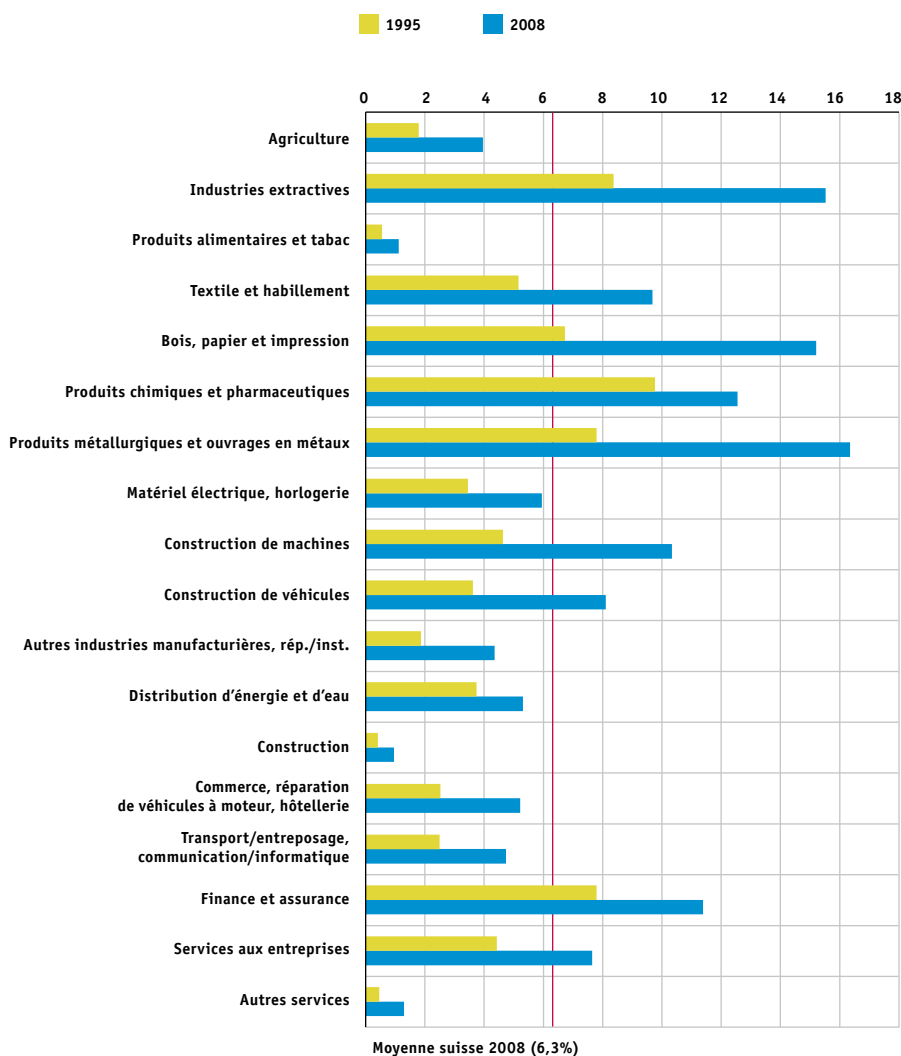
L'analyse visait à déterminer les conséquences que pouvaient avoir l'intégration dans les flux commerciaux internationaux sur le marché suisse de l'emploi. Nous en résumons ci-après les principaux résultats³. Il convient de noter que toutes les évaluations se réfèrent aux activités dans les secteurs secondaire et tertiaire (industrie et services) ainsi qu'aux emplois dans le secteur privé. Outre les données ÉVA de l'OCDE, nous avons utilisé pour cette analyse l'Enquête suisse sur la structure des salaires (ESS), l'Enquête suisse sur la population active (Espa) et les Comptes nationaux de l'Office fédéral de la statistique.

Influence sur la spécialisation par activités

La courbe du sourire nous a servi de cadre conceptuel: son message essentiel est que les

Graphique 2

Participation des branches en aval, 1995 et 2008



Source: base de données ÉVA (OCDE) / La Vie économique

économies modernes se concentrent sur les activités situées au début de la chaîne (p. ex. la recherche et le développement) et à la fin (p. ex. le marketing), là où l'on peut générer la plus grande valeur ajoutée. Afin d'examiner la situation en Suisse, nous avons réparti les activités en trois phases: conception, fabrication et commercialisation. Selon la courbe du sourire, il faudrait s'attendre à voir les phases de conception et de commercialisation se renforcer, et celle de la fabrication s'affaiblir. Voici ce que montre l'évaluation:

1. Les activités de la *phase de conception* ont augmenté plus fortement dans les branches dont l'intégration est intensive que dans les autres. La hausse du nombre d'emplois dans la recherche et le développement, en particulier, est beaucoup plus marquée dans les branches fortement intégrées que dans celles qui ne le sont pas (voir *graphique 3*).

2. Les activités de la phase de fabrication ont diminué dans les branches qui sont fortement intégrées dans le commerce et la division internationale du travail. Toutefois, celles qui ne présentent pas un degré de participation aussi poussé ont perdu encore plus d'emplois dans cette phase.

3. L'analyse de la phase de *commercialisation* a donné des résultats différents selon l'activité et la profession considérées. Les métiers de la publicité et du marketing sont les seuls pour lesquels on enregistre une croissance plus importante dans les branches fortement intégrées que dans celles dont l'intégration n'est pas intensive.

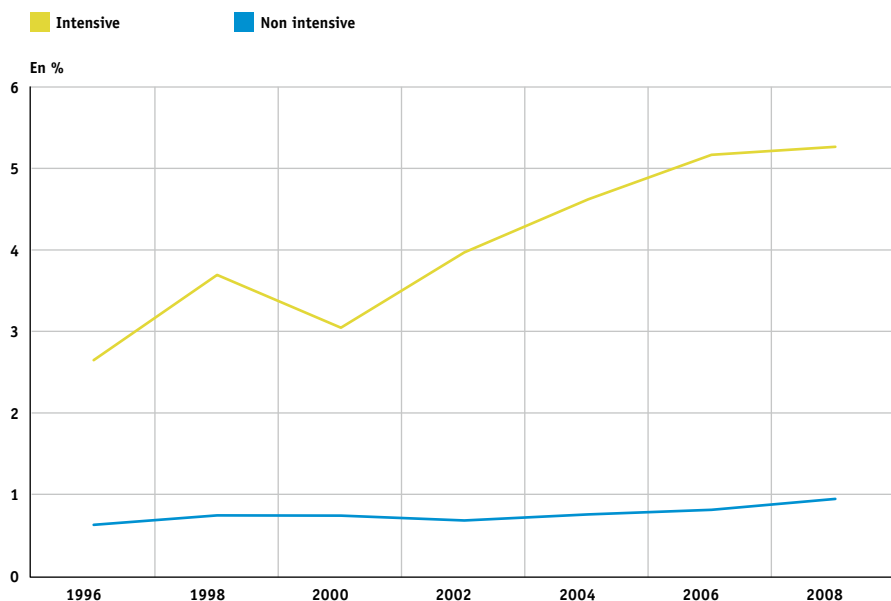
Comme le montrent ces résultats, les activités de la phase de fabrication ne se sont pas déplacées sensiblement vers la fin de la courbe du sourire; on observe toutefois un renforcement de celles déployées au début de chaîne. Pour l'interprétation, il convient de noter que la période d'observation (1996–2008) ignore d'éventuelles phases précédentes de rationalisation. On peut imaginer que, sous la pression du marché, les branches intégrées dans les CVM avaient pris auparavant de telles mesures. Cela se traduit par une diminution moindre des activités de la phase de fabrication durant la période d'observation.

Influence sur les structures de qualification

Pour déterminer l'influence de l'intégration dans les chaînes de valeur sur les emplois en Suisse, nous avons évalué des données concernant les qualifications requises et la formation des collaborateurs. L'ESS distingue quatre niveaux, qui vont des «travaux les plus exigeants et difficiles» aux «activités simples et répétitives». Dans l'ESS, les formations sont prises en compte de manière détaillée; nous les avons regroupées en trois groupes: degré secondaire I, degré secondaire II et degré tertiaire. Lors de l'évaluation, nous avons comparé des branches fortement intégrées dans les chaînes de valeur avec d'autres qui ne le sont pas (*comparaison transversale*). Dans les premières, les qualifications requises sont plus élevées (en termes de conditions et de formation) que dans les secondes. Par ailleurs, nous avons observé comment la participation aux chaînes de valeur et les structures de qualification se modifient avec le temps au sein d'une même branche (*analyse longitudinale*). Une meilleure intégration dans la division internationale du travail devrait se

Graphique 3

Quote-part des personnes employées dans la recherche et le développement, participation en amont



Remarque: intensive/non intensive se réfère à l'intégration des branches dans la division internationale du travail.

Source: ESS (1996-2008, OFS); base de données ÉVA (OCDE) / La Vie économique

traduire par un renforcement des activités hautement qualifiées.

Les *comparaisons transversales* ne permettent aucune conclusion probante, ni sur les conditions exigées ni sur les formations. Entre les branches fortement et faiblement intégrées, la structure de qualification ne présente en effet que des différences minimes. Seule exception: les branches qui sont très imbriquées dans la division internationale du travail, au sens de la participation en aval. Les qualifications élevées y sont plus fréquentes. Ces résultats sont toutefois largement marqués par les secteurs de la finance, de l'assurance et des services aux entreprises, qui présentent des niveaux de qualifications très élevés et dont la participation en aval des chaînes de valeur est intensive.

Les *analyses longitudinales*, en revanche, montrent que l'intégration tend à durcir la demande de profils de haut niveau. La part des activités les plus exigeantes et les plus difficiles, en particulier, a augmenté en même temps que l'imbrication dans les chaînes de valeur. À l'inverse, la main-d'œuvre dotée d'une moindre qualification est moins sollicitée avec l'intégration. Les effets sont notables: la branche des produits métallurgiques et des ouvrages en métaux, par exemple, est celle qui a enregistré la plus forte croissance de sa participation en aval (+8,6 points de pourcentage) entre 1995 et 2008. Selon notre évaluation, l'intégration renforcée d'une branche dans les CVM

augmente de 9 points de pourcentage la proportion d'emplois hautement qualifiés (toutes choses étant égales par ailleurs)⁴.

Sur le plan de la formation, la demande de collaborateurs ayant achevé le degré secondaire II augmente avec la participation à la division internationale du travail. Toutefois, ce constat se limite à la partie en amont (pour les autres indicateurs, les résultats ne sont pas statistiquement significatifs).

Conclusion: accélération d'une tendance générale

Dans l'ensemble, les évaluations montrent que l'intégration dans les flux commerciaux a fortement augmenté, aussi bien si l'on considère les indicateurs traditionnels (exportations et importations) que les nouveaux (participation en amont et en aval). Cette imbrication va de pair avec une demande accrue de qualifications élevées (selon une interprétation prudente des données encore rudimentaires sur les chaînes de valeur). Elle renforce également les activités de la phase de conception, situées au début de la chaîne. Ces évolutions ne se heurtent pas aux tendances générales qui sous-tendent le marché de l'emploi suisse; elles concernent également les branches qui ne sont pas fortement intégrées dans les chaînes de valeur et les flux commerciaux. La tendance générale devrait donc s'accélérer avec l'intégration internationale. ■

1 Les données de 2009 doivent être considérées avec une certaine prudence, car la crise économique a durement frappé les CVM. Elles n'ont pas été utilisées dans l'analyse. La période d'observation s'entend donc jusqu'en 2008.

2 L'OCDE met en relation les exportations en amont et en aval avec celles d'une branche ou de l'ensemble de l'économie. Les indicateurs ainsi définis se prêtent à la représentation des flux commerciaux. Dans l'analyse de questions relatives au marché du travail, il est toutefois essentiel de montrer quelle est l'importance des exportations pour une branche. Sinon, une branche qui exporte très peu de marchandises, pour la plupart importées (participation en amont), pourrait par exemple être classée parmi les mieux intégrées dans les flux commerciaux. Cela ne refléterait pas correctement le degré de cette intégration pour son marché de l'emploi.

3 Le rapport *Der Einfluss internationaler Wertschöpfungsketten auf berufliche Tätigkeiten und Qualifikationen in der Schweiz*, fournit d'autres résultats, y compris concernant les effets sur les salaires et les flux migratoires. Il est disponible à l'adresse www.seco.admin.ch, rubriques «Documentation» > «Publications et formulaires» > «Séries de publications» > «Strukturberichterstattung».

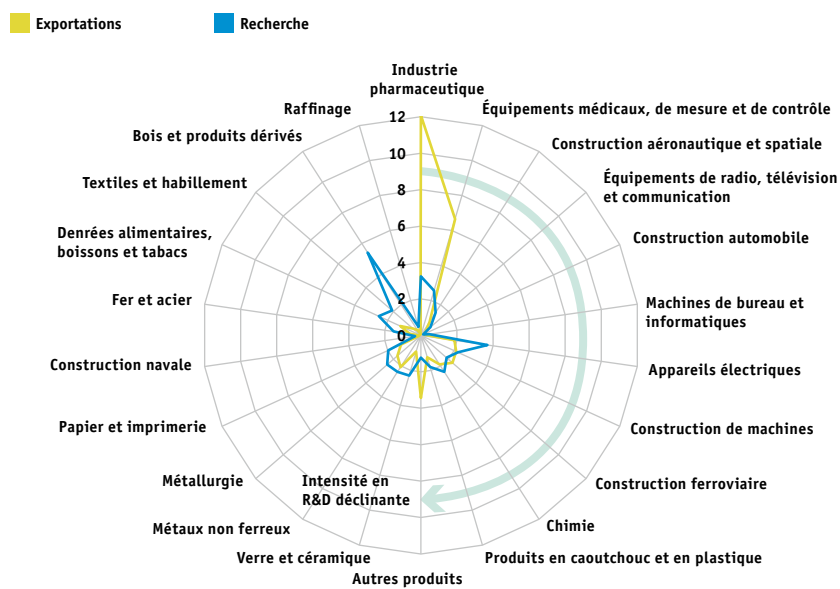
4 Pour trois indicateurs (part des importations, participation en aval et en amont), seuls certains coefficients sont significatifs. Cela peut indiquer que l'effet est faible ou que la dispersion des valeurs est importante. En ce qui concerne la part des exportations, aucun des effets estimés n'est significatif (les signaux sont toutefois les mêmes que pour les autres indicateurs).

La spécialité de la Suisse: produire en masse dans les domaines intensifs en recherche

La Suisse est étroitement intégrée aux chaînes de valeur mondiales (CVM). Une étude a cherché à savoir jusqu'à quel point cela était synonyme de spécialisation dans les technologies et les produits industriels demandant une recherche particulièrement intensive. On constate que, depuis 1995, la Suisse se spécialise de plus en plus dans ce type de domaine. Les activités les plus exigeantes en la matière réussissent particulièrement bien à satisfaire une production de masse standardisée.

Graphique 1

Quote-part suisse dans les exportations et la recherche mondiales, par branche, 2012



Source: Prognos (modèle de commerce mondial) 2014 / La Vie économique

L'ascension économique des pays émergents a nettement renforcé la concurrence internationale depuis les années nonante, remettant en question la domination des économies développées. Jusqu'ici, le rattrapage se remarque principalement dans la participation croissante de ces régions à la production et au commerce mondial. La montée en puissance des pays émergents dans la recherche est très dynamique depuis plusieurs années, mais les dépenses consenties représentent peu à l'échelle du monde.

L'intensité de recherche dans l'industrie suisse

Les économies faiblement développées se spécialisent souvent, dans une première étape, dans la fabrication de biens à forte intensité de main-d'œuvre, dont la production est relativement simple. La Suisse, en tant que petite économie ouverte sur le monde, est fortement intégrée aux CVM. Les salaires élevés qui y sont versés l'obligeraient donc à se spécialiser dans les produits exigeants. En d'autres termes, elle se confinerait de plus en plus dans les domaines qui demandent beaucoup de recherche et de connaissances.

Pour vérifier cette thèse, Prognos s'est d'abord penché sur les échanges en valeur ajoutée (ÉVA). Ces données, publiées par l'OCDE, répertorient la valeur ajoutée brute des biens exportés de chaque pays suivant la branche à laquelle ils appartiennent¹. Nous les avons recoupées avec des informations sur les dépenses de recherche – autrement dit son intensité – dans chacune des branches (pour l'estimation des dépenses



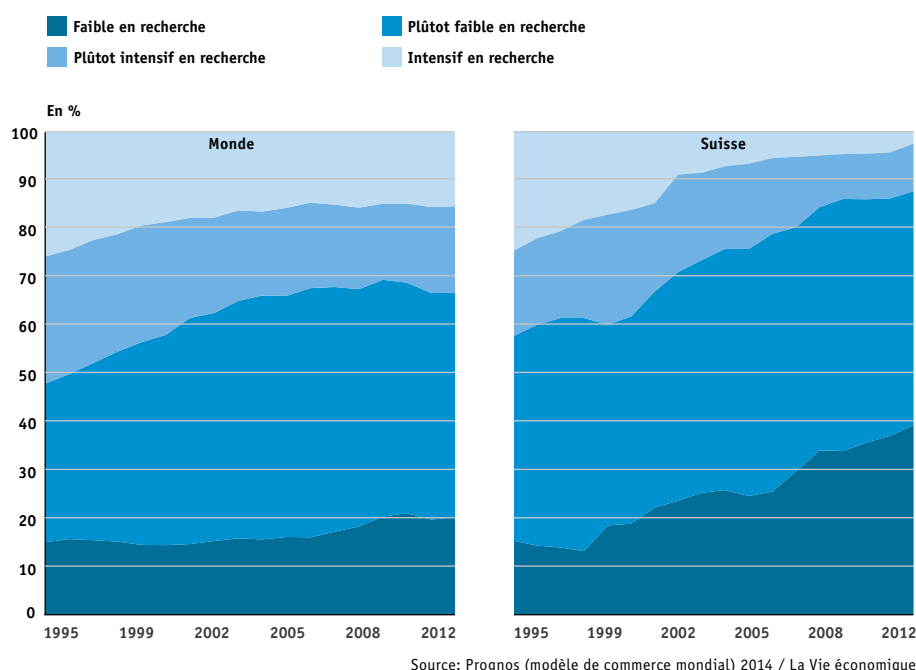
Michael Böhmer
Prognos AG



Johann Weiss
Prognos AG

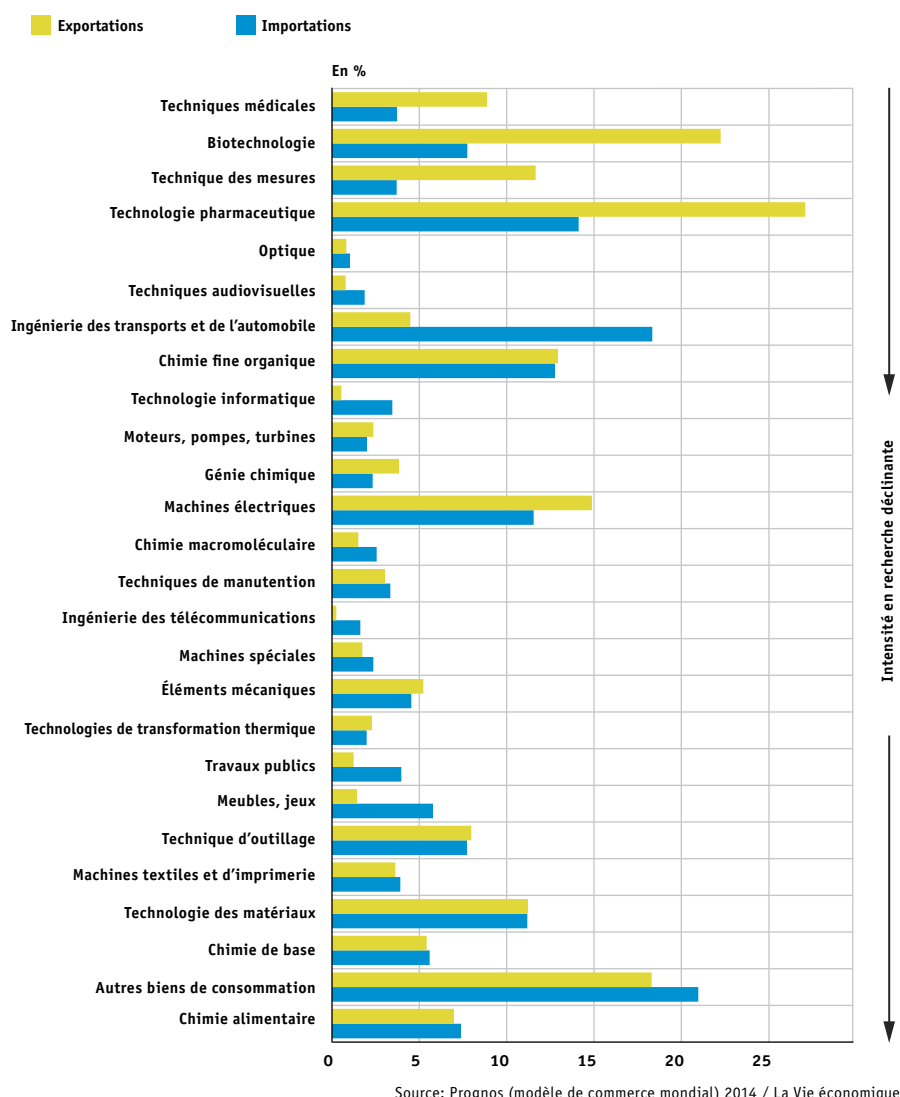
Graphique 2

Structure de production dans l'industrie pharmaceutique, par catégorie de recherche, 1995-2012



Graphique 3

Importations et exportations suisses, 2012



suisses de recherche, voir *encadré 1*). Les ÉVA effectués dans les branches intensives en recherche montrent que la Suisse est fortement représentée en ce domaine. Son taux de croissance y est même légèrement supérieur à la moyenne.

Une analyse approfondie de l'intensité de recherche qui se baserait sur les données fortement agrégées des ÉVA ne serait, en outre, guère possible. Les activités économiques considérées regroupent souvent plusieurs branches au sein desquelles l'intensité de recherche diffère fortement. L'étude se base, dès lors, sur le modèle du commerce mondial fortement désagrégé de Prognos AG (voir *encadré 1*).

La Suisse a vu son industrie pharmaceutique ainsi que les équipements médicaux, de mesure et de contrôle se développer de façon particulièrement dynamique à partir de 1995. Près de la moitié des exportations et plus du tiers de la production industrielle reviennent à ces deux branches, alors qu'en 1995, les chiffres n'étaient que de 23 et 17%. La Suisse participait également à hauteur de 12 et 7% aux échanges mondiaux pour l'une et l'autre branche: ces taux dépassent largement leur valeur moyenne qui atteint à peine 2% (voir *graphique 1*). La Suisse est encore mieux placée en ce qui concerne sa place dans la recherche mondiale. Néanmoins, ce sont là aussi surtout les branches fortement exportatrices qui détiennent des quotes-parts élevées.

Les branches les plus importantes mènent les recherches les plus intensives

Deux branches fortement intensives en recherche ont ainsi pris une importance nettement grandissante en Suisse. L'industrie pharmaceutique ainsi que les équipements médicaux, de mesure et de contrôle sont même celles qui déploient le plus d'activités en la matière (pourcentage mondial des dépenses de recherche comparé à celui de la valeur de production). La spécialisation sur des domaines intensifs en recherche apparaît également dans la moyenne des branches. Celles qui présentaient un tel caractère ont plus que quadruplé leurs exportations entre 1995 et 2012, alors que les autres ont seulement accru les leurs de 90%.²

Les branches vivant de la recherche peuvent fabriquer en masse

La Suisse s'est ainsi spécialisée dans les branches intensives en recherche. Leurs structures de production diffèrent, toutefois, fortement. On peut, par analyse,

- 1 Les statistiques commerciales ordinaires contiennent la valeur de production des exportations. La valeur ajoutée – donc la partie de la production effectivement créée dans le pays – n'apparaît pas.
- 2 On considère comme intensives en recherche les branches dont la part à la recherche mondiale excède celle de la production, la période de référence allant de 1995 à 2012.
- 3 Il faut remarquer que la répartition en groupes de produits répond à des critères propres aux branches. Par exemple, l'intensité de recherche dans l'industrie pharmaceutique est globalement très élevée. Les produits moyennement gourmands en savoir de cette branche le sont donc plus que d'autres très intensifs dans une branche où la recherche joue un rôle peu important, comme la métallurgie. Les catégories de produits «peu demandeurs en recherche» présentent en tout cas une intensité qui les place en dessous de la moyenne formée par toutes les branches.

Encadré 1

Estimation des dépenses de recherche consenties dans les branches économiques suisses

Dans le modèle de commerce mondial développé par Prognos AG, la base méthodologique de recherche comprend l'évolution des échanges, de la production et des dépenses de recherche dans les branches économiques de 42 pays industriels et émergents depuis 1995.

La base de données pour l'analyse structurelle (Stan) de l'OCDE fournit des informations comparables internationalement sur les dépenses de recherche consenties au niveau des branches dans les principales économies avancées. En ce qui concerne la Suisse (comme pour les pays émergents), les données disponibles sont moins nombreuses. L'Office fédéral de la statistique (OFS) recense certes des données sur l'évolution des dépenses de recherche en Suisse dans différentes activités économiques. La classification par branches n'est, toutefois, pas compatible avec les définitions de l'OCDE et elle ne concerne qu'un très petit nombre d'activités. On ne peut donc qu'estimer l'évolution des dépenses de recherche dans les branches économiques suisses.

La Classification internationale des brevets (CIB) permet de connaître le nombre de brevets délivrés annuellement dans les différentes branches pour chaque pays. Comme ces données suivent les prescriptions du traité de coopération en matière de brevets (PCT), elles sont comparables internationalement. L'évolution des brevets accordés (et donc l'activité de recherche) dans les pays où des données sur les dépenses de recherche existent permet d'estimer ces mêmes dépenses par branche dans les pays où il n'existe pas de données Stan.

On peut ainsi cerner les montants et l'intensité que les branches consacrent à la recherche; ceci vaut tout particulièrement pour les plus importants pays émergents. Prognos comble, dès lors, une lacune statistique: jusqu'ici, il n'existait pas de données à ce niveau de détail, qui permettent des comparaisons internationales.

déterminer les groupes de produits qui ont généré un nombre important de brevets dans le monde entre 1995 et 2012. Il est, dès lors, possible de classer les activités économiques en fonction de leur intensité de recherche. Il en ressort que, dans l'industrie pharmaceutique, les produits qui ont pris une réelle importance sont ceux qui ont demandé peu ou pas de recherche (voir *graphique 2*). Dans les équipements médicaux, de mesure et de contrôle, la part des biens faiblement intensifs en recherche, rapportée à la production de toutes les branches en Suisse, est même plus élevée que la moyenne mondiale. La Suisse est donc, dans ces deux branches, également très compétitive pour les produits à faible intensité de recherche. On peut dire qu'elle dispose d'une capacité de fabrication de masse dans les branches vivant de la recherche.

Pour que son étude soit complète, Prognos a examiné onze branches où la recherche joue un grand rôle dans les processus de production. On voit de nouveau que la Suisse est surreprésentée en ce qui concerne la production de biens intensifs en recherche dans quasiment chacune d'entre elles, outre les deux branches traitées plus haut³. Ce résultat indique que l'industrie pharmaceutique ainsi que les équipements médicaux, de mesure et de contrôle se sont développés de manière particulièrement dynamique, car ils ont mieux réussi que la plupart des autres branches à tenir compte de la production de masse standardisée.

Les technologies intensives en recherche stimulent les exportations

Il est également essentiel pour l'enquête d'analyser l'importance de chaque technologie pour le site de production suisse. Alors que le pays s'est fortement spécialisé au niveau des branches, il présente un visage plus large au niveau technologique. On voit d'abord que la Suisse connaît, en ce domaine, une forte dynamique en accord avec le marché, qui sert de support technologique aux branches les plus importantes de son économie.

Un simple coup d'œil sur notre commerce extérieur suffit pour comprendre que ce pays est plus particulièrement compétitif dans les technologies intensives en recherche. C'est, en effet, le plus souvent dans celles qui demandent peu de recherche que le solde est équilibré ou négatif. Les technologies les plus intensives en recherche s'accompagnent généralement d'un net excédent d'exportation (voir *graphique 2*). Par conséquent, ce sont les technologies intensives en recherche qui présentent, parmi

les 32 retenues, la plus grande dynamique de croissance. Alors que les seize domaines technologiques les moins présents dans la recherche doubleraient leurs exportations, les autres les quadruplaient entre 1995 et 2012. Le processus de spécialisation n'a donc pas touché seulement les branches, mais aussi les technologies qui se sont de plus en plus orientées sur les domaines à forte intensité de recherche.

En résumé, l'étude montre que, depuis 1995, la Suisse s'est de plus en plus spécialisée sur les branches et les domaines technologiques intensifs en recherche. L'analyse des structures de production spécifiques aux branches montre, par ailleurs, que notre pays peut également être compétitif dans la production standardisée de masse effectuée dans les branches les plus intensives en recherche. Les résultats indiquent que les entreprises industrielles des économies avancées sont obligées de progresser à de hauts niveaux dans la recherche en raison de la montée des pays émergents devenus les «ateliers du monde». Cependant, elles peuvent aussi avoir du succès en dehors de la production de biens fortement intensifs en recherche. ■

Comment les entreprises s'intègrent-elles dans les chaînes de valeur mondiales?

Dans quelle proportion un bien suisse est-il réellement fabriqué dans ce pays? Autre question: dans quelle mesure des entreprises suisses contribuent-elles, en tant que fournisseurs, à la fabrication de produits étrangers? Une enquête a mis en évidence de grandes différences entre les branches: la production d'une souris d'ordinateur par le fabricant suisse Logitech se déroule en majeure partie à l'étranger; en matière de technologie médicale, en revanche, toutes les étapes des chaînes de valeur ont pu jusqu'à présent rester en Suisse.



Le Daniel Borel Innovation Center a été fondé en 2010 sur le campus de l'EPFL. Il abrite une partie de la R&D de Logitech. La valeur ajoutée d'une souris d'ordinateur se crée, toutefois, principalement à l'étranger.

Photo: Keystone

En raison des chaînes de valeur mondiales (CVM), les éléments de fabrication d'un produit proviennent souvent de pays différents; c'est également le cas des activités et services nécessaires à sa commercialisation.

Les i-produits d'Apple constituent l'exemple le plus connu en la matière. Au début, l'iPod a été étiqueté «Made in China». Or, des chercheurs ont montré que la valeur ajoutée chinoise ne représentait que 4 USD du prix de vente d'un appareil aux États-Unis, soit 300 USD. La valeur ajoutée chinoise correspondait à la phase d'assemblage, où des travailleurs à bas salaires utilisaient des pièces détachées

importées de cinq pays différents, principalement asiatiques, qui contribuaient pour plus de 40% au prix de détail¹. Les revendeurs et les distributeurs étasuniens perçoivent 25% du prix de vente, tandis qu'Apple s'en approprie 27% sous forme de marge brute, pour avoir conçu l'appareil, bâti la marque et coordonné le processus global de fabrication. Après ces travaux, Apple a changé l'étiquette de son produit, qui est devenue «Designed in California, assembled in China» («conçu en Californie, assemblé en Chine»).

Le World Trade Institute (WTI) de l'université de Berne a été mandaté par le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) pour mener à bien un projet de recherche. Il s'agissait d'analyser comment les entreprises suisses organisent leurs propres CVM et participent à celles d'autres firmes. L'institut a passé en revue toutes les étapes de la CVM, depuis la conception, le design et la recherche et développement (R&D) jusqu'au marketing, la distribution et la vente finale, en passant par la production des pièces nécessaires et l'assemblage.



Stephen Gelb
World Trade Institute,
université de Berne



Michèle Glauser
World Trade Institute,
université de Berne

Une souris vaudoise «Made in China»

Une partie de l'étude se concentre sur les CVM de produits isolés. Il s'agit, dans le cas précis, de deux souris commercialisées par Logitech. Cette entreprise est le premier fabricant mondial de périphériques d'ordinateurs; elle a débuté ses activités en 1981 dans le canton de Vaud et possède deux sièges, l'un à Lausanne et l'autre en Californie. Avec le plein accord de Logitech, nous avons étudié deux souris: la M185, un appareil de base doté d'une technologie standard, et la MX Performance, au design raffiné et pourvue d'un capteur laser évolué.

La CVM des souris est très dispersée internationalement, puisqu'elle implique neuf ou dix pays. L'étiquette «Made in China» est, toutefois, beaucoup plus exacte dans le cas de Logitech que d'Apple, car ce territoire représente 60% des coûts de production (valeur sortie usine) de chaque souris. Comme pour tous les appareils électroniques, les composants sont produits dans six ou sept pays différents par des indépendants. Logitech préfère les acheter plutôt que de les fabriquer. Cela lui évite les coûts élevés de réaménagement de la production, en raison des fréquents ajustements apportés à sa souris. Cette dernière renferme plusieurs éléments d'origine chinoise, contrairement à des appareils plus complexes, comme les lecteurs de musique portatifs et les téléphones mobiles. Ainsi, les différents composants de ces appareils peuvent provenir de Corée, du Japon, de Taiwan, d'Europe et des États-Unis, mais pas de Chine. En outre, comme le prix des souris est bien plus faible que celui de ces produits, les coûts d'assemblage sont, en pourcentage de la valeur totale, bien plus élevés. Logitech doit garantir une disponibilité continue de ses produits, en raison du fait qu'une grande partie de ses souris (même si c'est moins vrai, depuis peu) vont directement à des fabricants d'ordinateurs qui les ajoutent à leurs propres appareils. Logitech assemble ainsi ses souris dans son usine de Suzhou, en Chine, contrairement à des entreprises comme Apple, qui externalisent ce travail en le déléguant à des sociétés indépendantes sises dans ce pays.

Quelle est la part suisse?

Les souris sont l'un des produits les plus vendus chez Logitech. Comme le siège de l'entreprise se trouve en Suisse, cela signifie que ce pays reçoit nettement plus – en termes de valeur ajoutée, ce qui inclut le bénéfice net – que ce que lui permettrait d'espérer les 4% de personnes qui travaillent pour l'entreprise (sur un total de 7000 salariés). La Suisse

apporte, toutefois, très peu matériellement à la souris. Seul un composant – un microprocesseur détecteur pour la M185 – est produit sur son territoire, dans l'usine de semi-conducteurs de Swatch, à Neuchâtel. La R&D en ingénierie électronique et les stratégies en marketing se déroulent dans les bureaux de Logitech, qu'héberge le campus de l'EPFL. Les autres activités de R&D – ingénierie mécanique, logiciels et design industriel – ont lieu en Irlande, aux États-Unis, à Taiwan et ailleurs en Asie.

La Suisse souffre de désavantages évidents en termes de coûts dans les segments de la CVM qui font appel à de la main-d'œuvre peu qualifiée, comme pour le montage. Pourquoi n'est-elle pas plus sollicitée dans les maillons en amont comme le développement du produit, la R&D ou la production de composants électroniques. Après tout, elle en a largement les capacités dans des branches telles que l'horlogerie ou le matériel et les logiciels industriels électroniques)?

Dans l'électronique de divertissement, la compétitivité des leaders du marché au nom prestigieux, comme Logitech, dépend de leur capacité «perpétuelle» d'innovation, de leur aptitude à introduire de nouveaux types de produits ou de fonctions, encourageant le consommateur à remplacer son matériel. Le cycle de l'innovation est court: une nouvelle souris peut mettre 18 mois à atteindre le stade de la production et les ajustements auxquels doivent se prêter les modèles existants sont encore plus fréquents.

Un contexte sectoriel difficile en Suisse

Les managers de Logitech que nous avons interrogés ont fait ressortir l'importance des coûts salariaux en Suisse. Plus fondamentalement, ils s'en sont pris à l'absence d'un «écosystème» commercial² favorable au développement de l'électronique de divertissement dans ce pays. Une des caractéristiques d'un tel système est la taille: une demande suffisamment importante conduit à la création d'un «agglomérat» d'entreprises indépendantes, auxquelles les firmes leaders peuvent s'adresser soit pour externaliser des activités très qualifiées soit pour compléter celles produites en interne. Un tel système abaisse les coûts générés par ces activités, en réduisant le poids des salaires et les coûts (et le temps) de recherche. Logitech seul, avec son chiffre d'affaires annuel de 2 milliards d'USD, n'est pas assez important pour susciter une telle agglomération d'entreprises prêtes à satisfaire sa demande.

Autre caractéristique de cet écosystème, peut-être encore plus importante:

La Suisse reste, dans le domaine des technologies médicales, un site de production au sens propre du terme.



Photo: Keystone

l'adaptation des différents éléments les uns aux autres. Les relations entre les grandes entreprises et leurs fournisseurs en biens et services – en-dehors, peut-être, des activités de base, comme l'assemblage, qui demandent une main-d'œuvre nombreuse et peu qualifiée – se pratiquent généralement à long terme; il s'agit, en effet, d'un investissement dans lequel les deux protagonistes ont fait l'effort de s'adapter aux besoins de l'autre. Les fournisseurs développent des capacités *spécifiques* propres à satisfaire les exigences de leurs clients. Il est évidemment possible de changer de fournisseurs ou d'en trouver de nouveaux, mais cela entraîne des délais et des frais, de même qu'un certain nombre de risques. De tels changements peuvent coûter très cher lorsque le cycle d'innovation est court, comme dans l'électronique de divertissement.

La différence entre des *capacités génériques* et *spécifiques* apparaît lorsque le fournisseur fabrique, par exemple, des logiciels pour les systèmes de communication à large échelle ou évolue dans le domaine du design industriel. Il n'est pas d'emblée apte à s'insérer dans la CVM en créant des périphériques informatiques ou d'autres produits électroniques. Quoi qu'il en soit, les capacités génériques se doivent d'être là si l'on veut développer des capacités spécifiques et donc un écosystème commercial.

L'écosystème commercial possède une troisième caractéristique: *la très large palette d'entreprises nécessaires* à l'accomplissement de toutes les fonctions. L'électronique de divertissement est un mélange complexe de matériel pur, de logiciels et de design industriel. Le développement du

produit demande de réunir des sociétés qui disposent du savoir-faire correspondant et sont capables d'interagir. En effet, il ne s'agit pas seulement de fabriquer un bien unique, mais d'assurer un flux continu de nouveaux produits possédant des caractéristiques inédites.

La branche de la technologie médicale et ses longs cycles d'innovation

La branche suisse des matériels médicaux constitue le deuxième centre d'intérêt de la recherche du WTI. Sa réussite montre comment se forme un écosystème commercial. Elle met en lumière l'importance que revêt le processus d'innovation dans les coûts d'adaptation des grandes entreprises et de leurs fournisseurs, donc dans le choix des sites où s'implanteront les activités de la CVM. Dans la technologie médicale (un terme qui recouvre les implants et les machines destinées aux diagnostics et aux traitements), les cycles d'innovation sont longs. Cela provient en partie de normes extrêmement rigoureuses, demandant une documentation étendue et des tests, afin que le bien produit corresponde aux besoins de l'utilisateur et aux exigences de la réglementation. Le cycle s'adapte donc aux caractéristiques de cette dernière, à celles du marché et aux aspirations du consommateur.

Selon les managers des sociétés suisses d'ingénierie médicale que nous avons interrogés, les cycles d'innovation pouvaient durer cinq ans dans les années nonante pour certains produits. Ils se sont allongés – ils ont même doublé – avec la réglementation.

1 Linden Greg, Kraemer Kenneth et Dedrick Jason, «Who captures Value in a Global innovation network? The case of Apple's iPod», *Communications of the ACM*, mars 2009, vol. 52 (3).

2 L'expression désigne tous les acteurs concernés ainsi que leurs interactions dans une chaîne de valeur. Elle peut, par exemple, représenter l'ensemble des entreprises (leaders du marché, fournisseurs, concurrents), les clients et les modèles d'affaires.

Le coût et la durée de l'innovation signifient également que la propriété intellectuelle a une place importante dans le choix des fournisseurs et de la localisation. Même au début de la chaîne, les développeurs de produits et leur R&D ou les fournisseurs de services en ingénierie sont «liés» les uns aux autres et tout changement est impossible. À l'inverse de l'électronique de divertissement, l'allongement du cycle d'innovation a permis à la technologie médicale d'adapter les capacités génériques que d'autres industries – particulièrement dans l'horlogerie et le domaine des transports – pouvaient mettre à sa disposition.

Les personnes interrogées ont cité les capacités de l'horlogerie dans l'ingénierie de précision menée à une échelle miniature. Celles-ci ont pu s'étendre aux dispositifs médicaux implantables, tels que le remplacement d'articulations ou les prothèses auditives. Les stimulateurs cardiaques et les pompes destinées à l'administration de médicaments sont de minuscules machines qui doivent fonctionner avec un faible coefficient de frottement, afin de minimiser les pertes d'énergie et de prolonger la durée de vie des piles.

Un fabricant de composants pour les pompes à médicaments

Prenons un exemple susceptible d'éclairer la façon dont les liens se forment dans une CVM typique de la technologie médicale. Une petite société d'ingénierie établie dans le Jura fabrique des composants mécaniques essentiels à une pompe destinée à l'administration de médicaments. Cet appareil avait été développé par une multinationale étasunienne. Les premiers contacts entre le développeur et le fabricant jurassien se sont faits à travers une société de conception technique suisse, qui avait dessiné l'appareil. Les deux entreprises suisses se sont donc impliquées directement dans le design et le développement du prototype. La firme propriétaire – qui est aussi leader du marché – a finalement décidé d'assembler le produit aux États-Unis plutôt qu'en Suisse. La société jurassienne a toutefois continué de fabriquer les composants, lesquels sont ensuite expédiés au fabricant.

Dans le domaine de la technologie médicale, la Suisse héberge des entreprises leaders jouant le rôle de développeurs de produits au sein des CVM. Elle abrite également des fournisseurs avec des capacités en R&D, en services d'ingénierie et de conception technique, et en fabrication de composants. Nombre de ces producteurs leaders dans leur domaine au niveau international

ont soit acheté une société suisse reconnue pour ses produits, soit implanté une partie significative de leurs activités mondiales sur notre territoire pour profiter des compétences que celui-ci leur offre dans leur secteur d'activité.

Rester indépendant lorsqu'on est leader dans un produit en Suisse n'est pas évident. Une des raisons qui le leur permet est que les multinationales leaders du secteur n'ont pas encore décidé d'abaisser leurs coûts en délocalisant une partie de leur production en Asie ou dans d'autres régions où les salaires sont bas. Elles craignent principalement d'être imitées et que la qualité du produit s'en ressente. L'Asie ne produit que pour le marché local. La Suisse demeure, dès lors, un lieu de production – composants et assemblage – dans le secteur médical. Les petites sociétés doivent, toutefois, faire face à la pression croissante des coûts et de la compétitivité des autres sites. Elles sont donc obligées de réduire leur gamme de production ou de trouver des alliances avant d'être absorbées par des entreprises plus importantes.

La politique d'implantation exige des approches créatives

L'étude du WTI sur les sociétés suisses et leurs CVM souligne les interactions complexes qui existent entre «produit» et «emplacement» dans notre monde. Elle indique aussi comment ces interactions sont façonnées par les spécificités de l'innovation dans les différentes branches. Le débat politique et les interventions publiques commencent seulement à dépasser le stade du retour instinctif au protectionnisme; il est urgent maintenant d'imaginer de nouvelles approches afin de fixer les activités économiques à un territoire. Les pouvoirs publics, qu'ils soient nationaux ou régionaux, sont fortement sollicités à ce niveau, puisqu'ils doivent soutenir la création de capacités génériques. Cela passe par des investissements dans le système éducatif, par une politique migratoire appropriée et par une aide au développement des entreprises. ■



La pauvreté des personnes âgées est invisible.

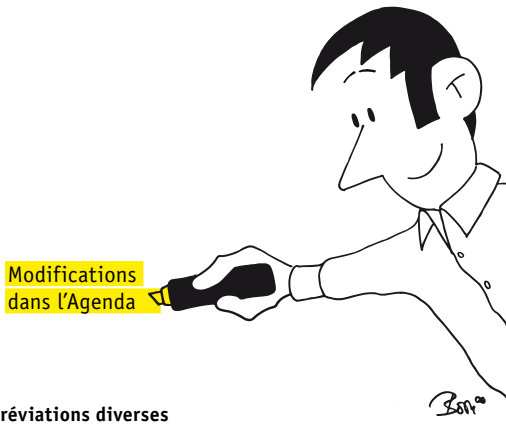
Nous les aidons. Aidez-les, vous aussi. Compte postal postal 87-500301-3



Agenda de politique économique

État au 16 novembre 2014

Dossiers	Début de la consultation, message	1 ^{er} Conseil Commission, plénum	2 ^e Conseil Commission, plénum	Règlement des divergences, vote final aux Chambres fédérales	Référendum
Deuxième étape de l'ouverture du marché de l'électricité www.ofen.admin.ch	Début de la consultation: 08/10/2014				
Stratégie énergétique 2050 www.ofen.admin.ch <i>La Vie économique</i> 11/2012, p. 3ss	Début de la consultation: 28/09/2012 Message: 04/09/2013	Commission: CEATE-N: délibération achevée (28/10/2014)			
Troisième réforme de l'imposition des entreprises www.dff.admin.ch <i>La Vie économique</i> 11/2014, p. 3ss	Début de la consultation: 22/09/2014				
Révision totale de la loi fédérale sur l'approvisionnement économique du pays (LAP) www.defr.admin.ch	Début de la consultation: 20/02/2013	Commission: CPS-E: délibération en cours			
Réforme de la prévoyance vieillesse 2020 www.dfi.admin.ch <i>La Vie économique</i> LVE 09/2013, p. 3ss	Début de la consultation: 20/11/2013				
Loi sur la mise en œuvre des recommandations du Gafi www.sfi.admin.ch <i>La Vie économique</i> 01-02/2014, p. 48ss	Début de la consultation: 04/09/2013 Message: 13/12/2013	Commission: CAJ-E: délibération achevée (19/02/2014) Plénum: CE: délibération achevée (11/04/2014)	Commission: CAJ-N: délibération achevée (27/05/2014) Plénum: CN: délibération achevée (19/06/2014)	Règlement des divergences achevé (14/11/2014)	
Loi sur l'infrastructure des marchés financiers www.sfi.admin.ch	Début de la consultation: 13/12/2013 Message: 03/09/2014	Commission: CER-N: délibération en cours			
Révision de la loi sur la protection de l'environnement www.ofev.admin.ch	Début de la consultation: 27/06/2013 Message: 12/02/2014	Commission: CEATE-N: délibération achevée (04/11/2014)			
Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération www.odm.admin.ch	Début de la consultation: 26/02/2013				



- Abréviations diverses**
- CAJ Commission des affaires juridiques
 - CE ou E Conseil des États
 - CEATE Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie
 - CER Commission de l'économie et des redevances
 - CF Conseil fédéral
 - CdF Commission des finances
 - CN ou N Conseil national
 - CPE Commission de politique extérieure
 - CPS Commission de la politique de sécurité
 - CSEC Commission de la science, de l'éducation et de la culture
 - CSSS Commission de la sécurité sociale et de la santé publique
 - CTT Commission des transports et télécommunications

Décisions des commissions
(du 20 octobre au 16 novembre 2014)

21/10
Loi sur l'infrastructure des marchés financiers: la CER-N examine la nouvelle loi. Celle-ci vise à adapter la réglementation à l'évolution des marchés et aux directives internationales. Elle regroupe, pour des raisons de cohérence, les dispositions qui sont actuellement disséminées dans différentes lois fédérales. Pour la commission, cette révision renforce durablement la stabilité et la compétitivité de notre place financière et garantit l'accès au marché pour l'infrastructure suisse des marchés financiers. La CER-N est en outre favorable à une amélioration de la protection

des investisseurs. En conséquence, la commission décide, à l'unanimité, d'entrer en matière sur le projet. Elle entamera la discussion par article à sa prochaine séance.

27-28/10
Stratégie énergétique 2050: par 14 voix contre 9 et 2 abstentions, la CEATE-N approuve le premier volet de la Stratégie énergétique 2050 lors du vote sur l'ensemble. La commission précise, en outre, le concept d'exploitation à long terme pour les centrales nucléaires. Elle propose que toutes les centrales aient la possibilité de déposer un concept, qui peut être renouvelé, d'exploitation à long terme pour une durée supplémentaire de dix ans. Par 19 voix contre 0 et 6 abstentions, la commission propose d'introduire dans le pro-

jet la possibilité de bénéficier d'allègements fiscaux pour les investissements qui permettent des économies d'énergie ou visent la protection de l'environnement. Elle propose, enfin, par 13 voix contre 9 et 2 abstentions, d'habiliter le Conseil fédéral à prélever une taxe sur le CO₂ pour l'électricité provenant d'une production à forte émission de CO₂. Une minorité s'oppose à cette disposition.

3/11
Révision totale de la loi fédérale sur l'approvisionnement économique du pays: la CPS-E propose à l'unanimité d'entrer en matière sur le message. En vue de la discussion par article, la CPS-E confie différents mandats au DFER. Elle poursuivra ses délibérations en février 2015.

4/11
Révision de la loi sur la protection de l'environnement: la CEATE-E achève l'examen de la loi sur la protection de l'environnement, qui fait office de contre-projet indirect à l'initiative populaire «Économie verte». La commission propose plusieurs modifications au projet initial du Conseil fédéral.

14/11
Loi sur la mise en œuvre des recommandations du Gafi: la CAJ-N termine l'examen des divergences. En ce qui concerne le système de communication de soupçons (art. 9a, 10, 10a et 23 al. 5 LBA), elle se rallie par 18 voix contre 6 aux décisions du CE.

Bassin lémanique: un centre économique international face à un environnement en mutation

Le Bassin lémanique comprend les cantons de Genève et de Vaud. Il s'étend du Léman au lac de Neuchâtel. Il héberge 15% de la population suisse sur 8,5% du territoire national: c'est donc la région la plus densément peuplée du pays. Les rives du lac Léman abritent une zone métropolitaine avec Genève, Lausanne et Montreux. Le nord-est de la région est plutôt rural, alors que la vallée de Joux, dans le Jura vaudois, s'est spécialisée dans l'industrie horlogère. Le Bassin lémanique profite d'une structure sectorielle équilibrée qui fait la part belle aux activités à forte croissance. Certaines branches devront, toutefois, affronter des mutations fondamentales dans les années à venir.



Le Bassin lémanique peut remercier le Cern qui contribue, parmi d'autres, à l'excellente réputation de la région dans le domaine de la recherche.

Photo: Keystone

Le Bassin lémanique, c'est 17% du PIB national pour 15% de la population active. Cela démontre la forte productivité de l'économie régionale. Son PIB par habitant se situe, dès lors, au-dessus de celui du pays. Il en va de même de son indice de performance (114 points). Ce dernier surpasse aussi nettement la moyenne de l'Europe occidentale (voir *graphique 1*).

Cette performance comprend également une composante historique. Depuis le début des années 2000, tant le dynamisme du PIB régional que celui de son revenu ont dépassé la moyenne suisse. C'est toutefois le contraire depuis quelques années, en

raison de la forte poussée démographique. Le Bassin lémanique est une zone d'immigration internationale: depuis l'an 2000, le solde migratoire avec l'étranger s'est accru tous les ans de 14,5%, ce qui est nettement plus que dans l'ensemble du pays (12%)¹. Cela se traduit par une croissance relativement faible du PIB par habitant (voir *graphique 2*).

Compétitivité internationale

Comparé à d'autres régions étrangères, le Bassin lémanique s'en tire très bien. Certes, ses performances n'égaleront pas celles des grands centres financiers comme Bruxelles, Londres ou Paris. Inversement, toutes les régions où l'activité commerciale occupe une place importante – Düsseldorf, Basse-Autriche ou Hollande-Septentrionale – ne lui arrivent pas à la cheville.

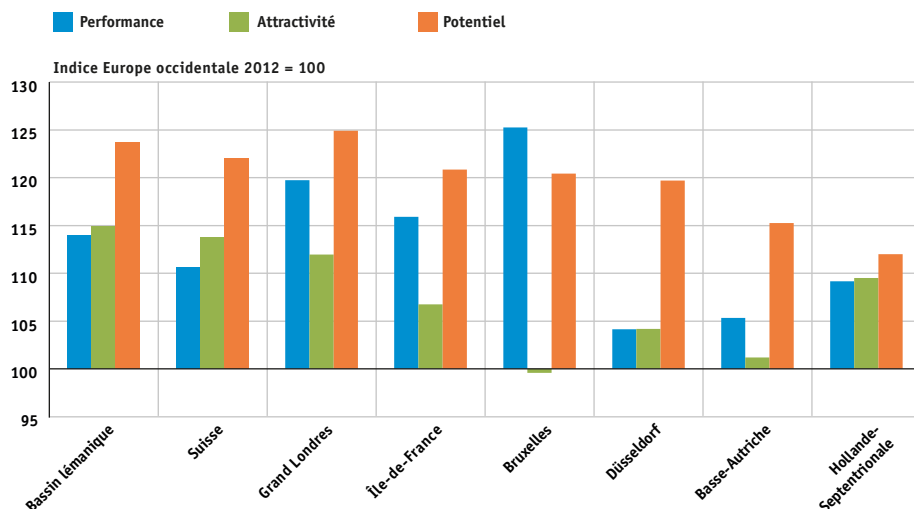
L'indice d'attractivité mesure l'attrait d'une région pour les entreprises et la main-d'œuvre hautement qualifiée. Le Bassin lémanique se détache nettement sur ce point.



Larissa Müller
BAK Basel Economics

Graphique 1

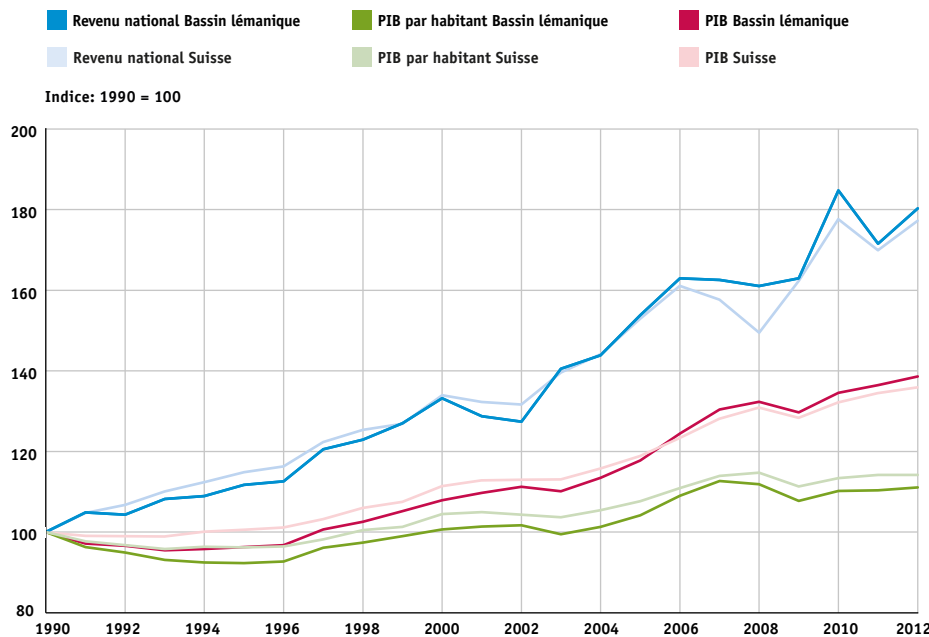
Compétitivité du Bassin lémanique, mesurée à celles de la Suisse entière et d'autres régions européennes, 2012



Source: BAK Basel Economics / La Vie économique

Graphique 2

Évolution économique du Bassin lémanique, 1990–2012



Source: BAK Basel Economics / La Vie économique

Ses atouts sont principalement sa qualité de vie et son pôle de recherche. Ce dernier doit, entre autres, sa notoriété à l'EPFL et aux nombreux projets régionaux auxquels cet établissement associe son nom, comme le «Human Brain Project» ou le «Campus Biotech». Le Cern contribue également à l'excellente réputation de la région dans le domaine de la recherche. Le Bassin lémanique bénéficie, par ailleurs, comme dans le reste du pays, d'une fiscalité et d'une réglementation du marché extrêmement favorables. Il occupe une place de choix vis-à-vis des autres grands centres européens (Bruxelles, Londres et Paris) aux yeux des multinationales et des organisations internationales. La région dispose donc de conditions-cadres exceptionnelles et d'une bonne base sur laquelle asseoir sa future croissance économique.

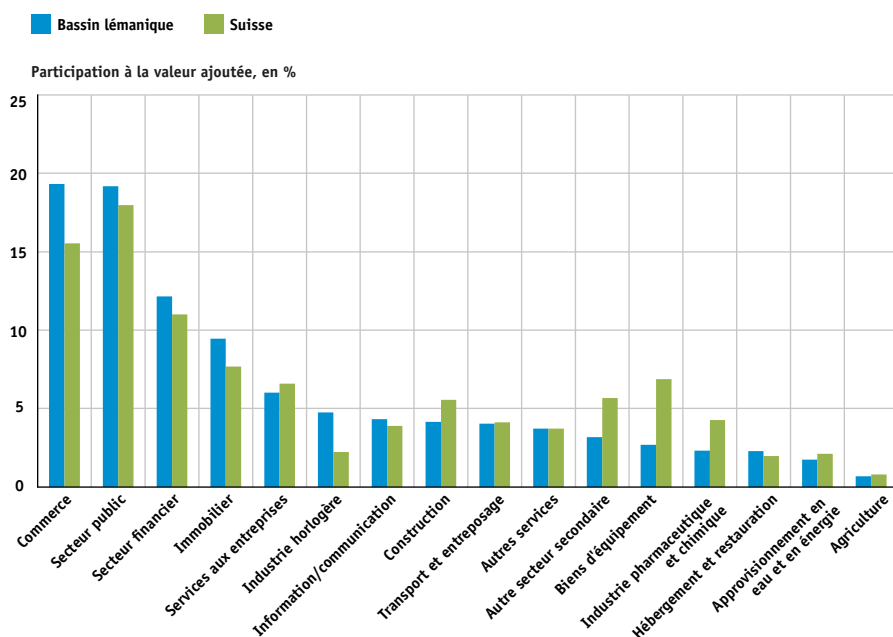
L'indice de potentiel structurel, qui exprime les possibilités de développement économique d'une région à travers sa structure sectorielle et sa productivité, avantage également le Bassin lémanique. Avec 124 points, ce dernier dépasse la moyenne suisse et, plus encore, celle de l'Europe occidentale (100). La force du Bassin lémanique réside dans sa diversification économique, la priorité étant accordée aux industries de pointe et aux services fortement productifs. Parmi toutes les régions de référence, seul Londres peut se vanter de faire mieux, un privilège essentiellement dû à l'importance de son secteur financier.

Une diversification synonyme de forte croissance

La structure économique de la région frappe par sa forte orientation commerciale et financière. Les détaillants côtoient les grossistes – particulièrement dans les matières premières –, lesquels jouent un rôle essentiel dans l'économie régionale. Ils ont eux-mêmes besoin du secteur financier pour leurs transactions, ce dernier étant également actif dans la gestion de fortune, un domaine important. Un pôle des matières premières s'est ainsi constitué au fil des ans: il s'est renforcé en intégrant des sociétés de premier plan spécialisées dans le contrôle des marchandises et la certification. Commerce et finance représentent à eux seuls un tiers de la valeur ajoutée régionale. La place importante occupée par l'immobilier dans l'économie du Bassin lémanique s'explique par la forte densité de la population, l'attrait du lac Léman et sa réputation internationale. La branche des TIC génère près de 5% de la valeur ajoutée régionale et joue, à ce titre, un rôle important. La

Graphique 3

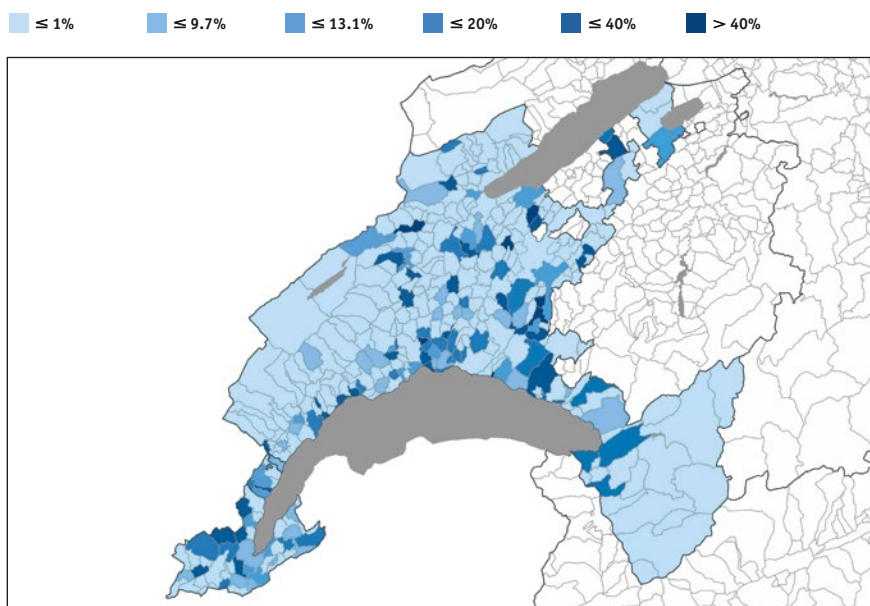
Structure sectorielle du Bassin lémanique, 2013



Source: BAK Basel Economics / La Vie économique

Graphique 4

Part de la valeur ajoutée du commerce en gros dans les communes du Bassin lémanique, 2013



Source: BAK Basel Economics / La Vie économique

région s'est également spécialisée dans la production horlogère, qui trouve un débouché naturel sur la côte lémanique, là où le tourisme de luxe s'exerce. Il ne faut pas non plus sous-estimer les services liés aux entreprises – qui prospèrent grâce aux multinationales ayant implanté leurs sièges dans la région –, la production de biens d'équipement et la chimie-pharmacie. Même si ces branches ne dépassent pas la moyenne suisse, elles sont toutes très productives et contribuent significativement à la valeur ajoutée régionale (voir *graphique 3*). La description ne serait pas complète sans la «Genève Internationale». Celle-ci ne figure pas dans les statistiques officielles, mais elle emploie quelque 27 000 personnes et produit, par sa présence, un surcroît considérable de demande, qui se répercute sur la valeur ajoutée de la région².

Au centre du commerce en gros

Le commerce en gros (sans la vente au détail) génère 13% de la valeur ajoutée régionale, alors que la moyenne suisse est à peine de 9,5%. Le *graphique 4* montre qu'il se concentre sur le lac Léman, dans les communes autour de Genève, Rolle, Morges, Lausanne et Montreux. Cette carte recoupe celle du secteur financier. Cette combinaison aboutit à la formation de véritables plaques tournantes du commerce international des matières premières. Le commerce en gros est d'un apport non négligeable pour l'axe Orbe – Yverdon-les-Bains, la Broye et le couloir ferroviaire qui descend depuis Moudon. Si cette branche représente une part importante de l'économie pour des communes particulières, sa valeur absolue est plutôt faible dans les régions considérées.

Un bassin transfrontalier

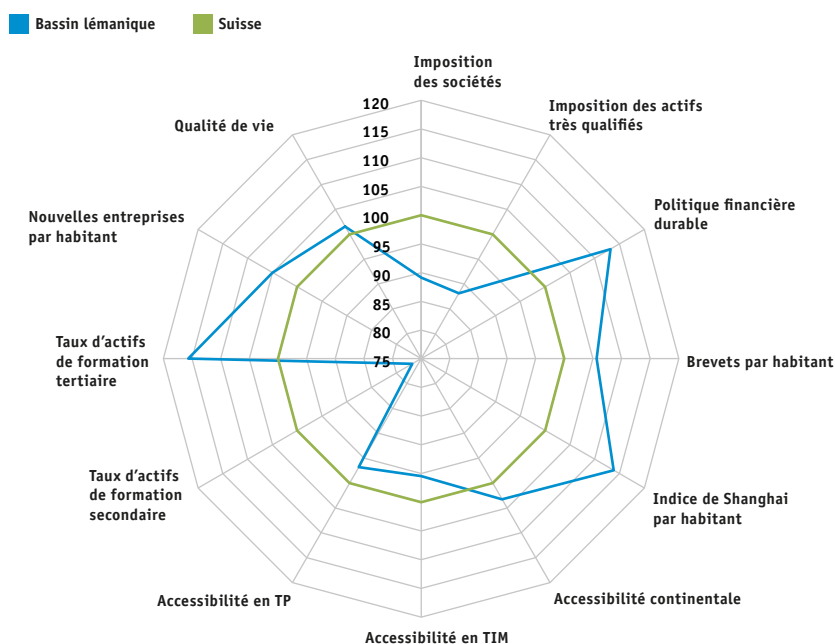
L'espace lémanique ne se limite pas aux cantons de Genève et de Vaud. Il s'étend bien au-delà de la frontière. L'an dernier, 12% des travailleurs actifs occupés dans la région traversaient quotidiennement la frontière. Leur nombre a plus que doublé depuis 2000, puisqu'ils ne représentaient alors que 6% des actifs. Cette augmentation est d'autant plus étonnante que c'est déjà à l'immigration étrangère que l'on doit l'exceptionnelle croissance démographique de la région. Ces éléments éclairent la forte progression de sa population active. Celle-ci a été de 2,1% par an entre 2000 et 2013, soit un point de plus que la moyenne suisse (1,2%). L'initiative dite «contre l'immigration de masse» a mis en relief la question

1 Office fédéral de la statistique.

2 Office cantonal de la statistique de Genève.

3 Le fort endettement actuel côtoie les excédents budgétaires structurels de la période de référence.

Graphique 5

Bassin lémanique: qualité des facteurs comparatifs

Source: BAK Basel Economics / La Vie économique

des frontaliers dans certaines branches. Ces derniers constituent ainsi un cinquième des salariés dans l'électronique, l'optique et l'horlogerie, 15% dans le commerce en gros et 8% dans le secteur financier.

Qualité de vie et force de l'innovation

Le graphique 5 compare les facteurs spécifiques à l'économie lémanique avec la moyenne suisse (fixée à 100). Malgré quelques exceptions, le bilan est positif. La qualité de vie – composée de facteurs économiques, sociétaux et écologiques – situe la région à la deuxième place, après Zurich/Argovie. Le Bassin lémanique obtient, par contre, la meilleure note pour sa politique financière durable³. Sa spécialisation dans les branches très productives le place favorablement en matière d'innovation et de qualité des universités – avec une mention spéciale pour l'EPFL. Il faut également saluer le dynamisme qui caractérise la fondation d'entreprises. La place d'honneur qui revient au taux de travailleurs disposant d'un diplôme universitaire ou délivré par une haute école spécialisée éclaire, en partie, le classement peu satisfaisant qui concerne les actifs possédant une formation secondaire. Un rééquilibrage entre ces deux catégories pourrait se révéler un avantage, car la formation professionnelle suisse est d'une grande importance, tout spécialement pour les branches techniques et

industrielles. Celles-ci pèsent, cependant, bien peu dans un Bassin lémanique où les services jouent le plus grand rôle.

L'imposition des sociétés et des actifs très qualifiés est moins intéressante que dans l'ensemble de la Suisse, sauf pour les quelques multinationales qui profitent de statuts spéciaux. Le moindre attrait du système fiscal lémanique devrait perdre de son importance. La troisième réforme de l'imposition des entreprises, actuellement en discussion, devrait faire disparaître ces exceptions et renforcer les atouts dont dispose la région dans le domaine fiscal.

L'accessibilité du Bassin lémanique semble plutôt contrastée. L'aéroport de Genève-Cointrin le relie sans problème à l'Europe et au monde. En ce qui concerne la Suisse même, la situation (mesurée au niveau des communes) n'atteint pas la moyenne nationale, qu'il s'agisse des transports publics (TP) ou du trafic individuel motorisé (TIM). L'explication pourrait résider dans le fait que la région se trouve à l'extrémité occidentale du pays et que les liaisons rapides vers les autres centres économiques suisses sont en nombre insuffisant.

Un avenir assombri par divers problèmes

La diversité de l'économie régionale et l'accent mis sur des branches qui ont connu une forte croissance ces dernières années – comme le commerce, le secteur financier, l'industrie horlogère, les TIC et la chimie-pharmacie – expliquent la vitalité du Bassin lémanique. La capacité d'innovation de la région ainsi que les conditions-cadres offertes renforcent sa compétitivité aux niveaux national et international. Il faudra, toutefois, se préparer à résoudre certains problèmes. On se demande, depuis quelque temps, s'il ne faudrait pas réglementer plus strictement le secteur financier et le commerce des matières premières: les cadres de référence devraient donc évoluer. L'initiative contre l'immigration de masse pose également problème aux branches qui sont confrontées à un manque de main-d'œuvre ou qui dépendent des frontaliers. Quant à la troisième réforme de l'imposition des entreprises, il est difficile de savoir si la région a raison d'en redouter les effets sur les sièges de multinationales qui ont choisi de s'y implanter en grand nombre.

Encadré 1

Indication

La méthodologie employée pour établir la famille d'indices BAK a été détaillée dans l'article d'introduction de la série, paru dans *La Vie économique* du mois de mai dernier.

La contribution suisse à l'élargissement dans un environnement transformé: état des lieux et perspectives

Huit ans après que le peuple et les cantons ont accepté la loi fédérale sur la coopération avec les États d'Europe de l'Est, la contribution à l'élargissement est un volet déterminant de la politique européenne suisse. Au total, quelque 300 projets sont en cours de réalisation. Après le milliard de francs consacré aux États membres de l'UE10, le crédit-cadre de 257 millions de francs octroyé par le Parlement en faveur de la Bulgarie et de la Roumanie a pu être entièrement engagé dans des projets prioritaires jusqu'à fin novembre. Le 11 décembre, le Parlement délibérera sur le crédit-cadre de 45 millions de francs pour la Croatie, qui a adhéré à l'UE le 1^{er} juillet 2013. De tous les changements qui ont affecté la contribution à l'élargissement, c'est jusqu'ici l'appréciation du franc qui a eu les répercussions directes les plus fortes.



Dans le cadre du projet PME en Roumanie, une entreprise a pu acquérir une machine qui découpe automatique-ment des produits publicitaires en 3D grâce à des technologies modernes.

Photo: DDC/SECO

Malgré une situation économique et politique parfois difficile dans les pays partenaires, la mise en œuvre de la contribution à l'élargissement suit globalement son cours. À ce jour, seul un des 210 projets lancés dans les États membres de l'UE10¹ ne pourra pas être réalisé². Tous les autres devraient être terminés d'ici à l'été 2017 au plus tard. Dans la grande majorité des cas, les objectifs initiaux seront selon toute vraisemblance atteints, voire

dépassés. Cependant, des facteurs difficilement contrôlables ont souvent ralenti la mise en œuvre des projets. Citons, parmi ceux-ci, des réorganisations, la mutation de personnes clés et la baisse d'effectifs dans les unités administratives responsables de la contribution à l'élargissement (p. ex. en Hongrie et en Pologne), ainsi que des procédures d'appel d'offres laborieuses et des recours. Il est en outre fréquent que les rapports sur l'avancement des projets ne soient pas transmis dans les délais, si bien que la Suisse rembourse souvent avec beaucoup de retard les dépenses avancées par les pays partenaires. Le *graphique 1* montre la répartition de la contribution à l'élargissement par pays partenaire ainsi que l'état des versements.



Hugo Bruggmann
Responsable du secteur Contribution à l'élargissement / Cohésion, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne



Ulrich Stürzinger
Responsable de la division Nouveaux États membres de l'UE, Direction du développement et de la coopération DDC, Berne

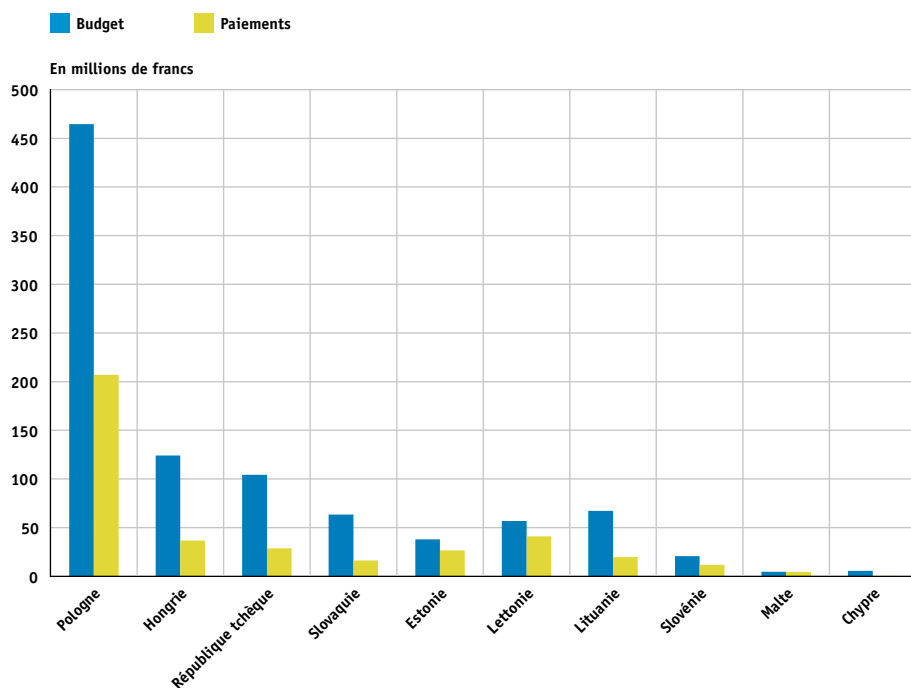
L'appréciation du franc, un défi opérationnel

La crise financière de 2007/2008 a donné lieu à une forte appréciation du franc suisse face aux monnaies des pays partenaires

Graphique 1

Répartition géographique de la contribution et état des paiements

État: novembre 2014

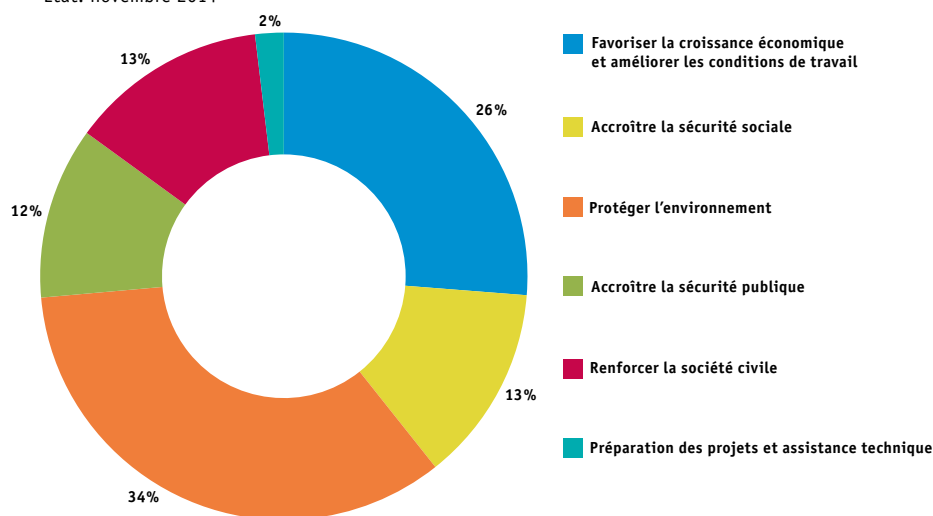


Source: DDC, SECO / La Vie économique

Graphique 2

Répartition de la contribution destinée à la Bulgarie et à la Roumanie selon les objectifs visés

État: novembre 2014



Source: DDC, SECO / La Vie économique

(euro, zloty, couronne tchèque, etc.), qui n'a été stoppée qu'après l'instauration par la Banque nationale suisse, en septembre 2011, d'un taux plancher de 1,20 franc par rapport à l'euro. Grâce à l'appréciation du franc, les projets qui avaient déjà été approuvés ont vu leur budget dans la monnaie locale augmenter de manière significative par rapport aux attentes initiales. Ainsi, si le milliard de francs attribué à l'UE10 correspondait à 605 millions d'euros au moment de son acceptation par

le Parlement le 14 juin 2007, il équivalait à 829 millions d'euros à fin septembre 2014. La hausse de 30 à 40% du cours du franc dans tous les pays partenaires a permis, d'une part, de financer plus de projets dans l'UE10 avant la fin de la période d'engagement fixée le 14 juin 2012 et, d'autre part, d'étendre des projets déjà en cours³.

Comme le montre l'exemple du projet *Énergies renouvelables pour la région de Primorska*, au sud-ouest de la Slovénie, les effets de levier du programme de coopération se sont renforcés avec l'appréciation du franc: le projet prévoyait à l'origine d'équiper une paroi antibruit de panneaux solaires sur près de 650 mètres le long de l'autoroute H4 et d'installer un système de chauffage à biomasse dans douze bâtiments publics. Aujourd'hui, les panneaux solaires fournissent l'électricité pour une grande partie de l'éclairage public de la ville de Sempeter pri Gorici et le système de chauffage est en place dans 29 bâtiments officiels de la région. Les partenaires du projet ont notamment décidé d'investir les fonds supplémentaires dont ils disposaient grâce à l'appréciation du franc dans l'isolation thermique des mêmes douze bâtiments, afin de réduire durablement leurs besoins énergétiques. Cet imprévu a permis d'étendre la portée du projet et d'économiser considérablement sur les coûts d'énergie.

Les fonds économisés grâce aux variations des taux de change ont permis d'étendre les projets les plus avancés de façon judicieuse et conforme aux objectifs. Quant aux autres, ils seront encore adaptés d'ici fin 2015 environ. Le concept de la contribution s'est montré suffisamment souple face à ce défi inattendu. L'évaluation des nombreuses propositions d'adaptation, les modifications des conventions de projet et la vérification des nouveaux appels d'offres ont toutefois augmenté considérablement les besoins en personnel du côté suisse, ce qui a dû être compensée à l'interne. Pour réduire les coûts, il a notamment été décidé que la direction des bureaux de la contribution à l'élargissement à Riga, Bratislava, Budapest et Prague ne serait plus assurée par un chef suisse basé sur place, mais par un responsable de programme de la Direction du développement et de la coopération (DDC) ou du Secrétariat d'État à l'économie (Seco) depuis Berne. De plus, le recours à des experts techniques pour contrôler la documentation du projet, les appels d'offres et la mise en œuvre sur place sont davantage réservés aux projets à risque.

Tous les fonds en faveur de la Bulgarie et de la Roumanie sont engagés

À la fin de la période d'engagement de cinq ans pour les projets prévus en Bulgarie et en Roumanie, le 7 décembre 2014, l'intégralité de la contribution, soit 257 millions de francs (76 millions pour la Bulgarie, 181 millions pour la Roumanie) a été affectée. Comme c'était déjà le cas pour le programme de coopération avec l'UE10, les 28 projets et les treize fonds thématiques (y compris de nombreux projets individuels) s'inscrivent tous dans l'un des cinq objectifs prioritaires destinés à réduire les disparités économiques et sociales (voir *graphique 2*). La plus grande partie des fonds sont attribués à des projets de protection de l'environnement (34%) ou de promotion de la croissance économique et d'amélioration des conditions de travail (26%). Environ

13% d'entre eux sont affectés à des projets visant à améliorer la sécurité sociale et un autre 13% va au renforcement de la société civile. Le reste se partage entre le renforcement de la sécurité publique (12%) et la fourniture d'un soutien technique aux pays partenaires pour la préparation et la mise en œuvre des projets (2%). Comme pour l'UE10, la décision finale de valider ou non les projets pour la Bulgarie et la Roumanie revient à la Suisse. Au cours du processus de validation, cette dernière a parfois consenti de gros efforts pour améliorer la qualité des projets en collaboration avec les partenaires.

Un portefeuille de projets diversifié

Bien que la contribution à l'élargissement se concentre sur les objectifs précités, les besoins spécifiques des pays partenaires ont donné lieu à un portefeuille de projets diversifié, comme en témoignent les exemples suivants.

Exemples de projets en Roumanie

1. *Efficacité énergétique et énergies renouvelables.* La Suisse soutient l'introduction en Roumanie du concept des cités de l'énergie, développé en Suisse, à hauteur de 40 millions de francs. Ce mode de gestion, assorti d'un label, a fait ses preuves pour les communes qui souhaitent mettre en œuvre une politique énergétique durable. L'association suisse Cité de l'énergie partage son expérience et ses connaissances spécialisées, tout en aidant à mettre en place une association roumaine du même type. La mise au point d'un programme d'action énergétique permet également à la Suisse de participer à des projets d'infrastructures touchant à ce domaine. Il s'agit notamment d'augmenter l'efficacité des systèmes de chauffage à distance, de mettre en place un éclairage public à base de LED, de procéder à la rénovation énergétique d'écoles, de promouvoir la mobilité électrique et d'acquérir des bus électriques. La Suisse participe, en outre, à un fonds visant à diffuser dans l'ensemble du pays le concept des Cités de l'énergie et à promouvoir les activités liées à l'énergie dans les régions défavorisées du pays.
2. *Crédits d'investissement dans des PME.* Faute de pouvoir présenter suffisamment de garanties, bon nombre de PME roumaines peinent à obtenir un crédit auprès des banques commerciales. C'est la raison pour laquelle la Suisse participe à un fonds de crédits à hauteur de

Encadré 1

Garantie de l'utilisation correcte des fonds dans le cadre de la contribution à l'élargissement

L'utilisation correcte des fonds est un critère de réussite déterminant dans tous les pays partenaires. La Suisse y veille par plusieurs mesures: un suivi proche du processus de sélection des projets dans les pays partenaires, la vérification des appels d'offres et de l'adjudication des mandats et la supervision de la mise en œuvre des projets. Le mode de paiement garantit aussi une certaine sécurité: les États partenaires préfinancent les projets. En cas de soupçon d'irrégularités, la Suisse peut suspendre ses paiements.

Des projets soigneusement choisis

Les services nationaux de coordination des pays partenaires sont responsables du choix des projets. Une entité indépendante, dans laquelle figurent entre autres les services nationaux de coordination, les ministères concernés et les ONG, contrôlent les critères et les procédures de sélection. La Suisse peut participer aux rencontres à titre d'observatrice.

La Suisse prend les décisions concernant le financement des projets. Les risques relatifs aux abus et à la corruption font partie intégrante de l'examen du projet.

Adjudication des mandats

L'adjudication de contrats de livraison ou de services est régie par le droit de l'OMC et celui de l'UE, ainsi que par le droit national. Le service national de coordination doit confirmer par écrit le respect des règles en vigueur et l'indépendance de toutes les personnes concernées pour chaque appel d'offres public. Le dossier d'appel d'offres contient par ailleurs une clause d'intégrité, par laquelle tous les participants s'engagent à avoir un comportement correct (exclusion des pratiques corrompues). La Suisse a accès à tous les dossiers liés aux adjudications. Elle peut en outre consulter les dossiers d'appel d'offres avant leur publication et participer au comité d'évaluation en qualité d'observatrice, lorsque ceux-ci dépassent 500 000 francs.

Rapports et audits réguliers

L'institution chargée de mettre en œuvre le projet («executing agency») a la responsabilité de contrôler la fourniture des prestations. Elle rend compte à la Suisse au moins tous les six mois de l'avancement du projet et des prestations facturées. Les services nationaux de coordination vérifient et confirment à la Suisse que les demandes de remboursement sont correctes. La Suisse a accès à tous les documents pertinents.

Chaque projet est soumis, au plus tard lors de sa clôture, à un audit financier par un organisme certifié. La Suisse est informée de tous les audits réalisés et reçoit des résumés comprenant conclusions et recommandations.

Un encadrement rigoureux sur place

La DDC et le Seco ont mis sur pied des bureaux pour superviser les projets à Varsovie, Riga, Budapest, Prague, Bratislava, Bucarest et Sofia. Les collaborateurs de ces bureaux connaissent la situation locale et disposent de contacts directs.

La Suisse confie par ailleurs des mandats à des experts externes. Forts de leurs connaissances spécifiques, ces derniers contrôlent les études de faisabilité et les dossiers d'appel d'offres. Lors des visites consacrées aux projets, ils vérifient en outre les prestations fournies.

Suspension des versements en cas de soupçon

Les contributions sont généralement avancées par le pays partenaire. C'est seulement une fois que la Suisse a reçu les demandes de remboursement, vérifiées et confirmées par les services nationaux de coordination, et après les avoir elle-même examinées, qu'elle avalise les versements. En cas de soupçon d'irrégularités, la Suisse peut suspendre les paiements et exiger le remboursement des contributions indûment obtenues.



Grâce à la bourse Sciex, la doctorante Pavlina Sasheva, 33 ans, a mené des recherches pendant une année à l'université de Zurich sur la production de substances thérapeutiques par les plantes.

Photo: DDC/SECO

24,5 millions de francs. Les PME actives dans l'industrie de transformation, le tourisme, la santé ou les technologies propres peuvent obtenir un crédit assorti de garanties, plafonné à 100 000 francs. Le but est de renforcer la compétitivité des PME grâce aux crédits d'investissement et ainsi de créer des emplois.

3. *Promotion de la sécurité publique dans les communes rurales.* La Suisse contribue à améliorer le travail de la police dans 97 communes rurales, à renforcer la confiance que la population lui porte et à baisser le taux de criminalité. Pour cela, elle encourage une police de proximité se concentrant sur la prévention et la résolution des problèmes. Elle met l'accent sur la compréhension entre la police et les groupes de population défavorisés, comme les Roms. La contribution suisse s'élève environ à 2 millions de francs.
4. *Amélioration de l'éducation et des soins médicaux pour les Roms.* Aujourd'hui, entre 10 et 12 millions de Roms vivent en Europe, dont près d'un million en Roumanie. Leurs conditions de vie sont généralement moins bonnes que celles du reste de la population. La Suisse contribue à ce que les enfants roms soient placés dans des structures spécialement conçues pour favoriser leur intégration dans le système scolaire ordinaire. Par ailleurs, l'accès de la population rom à l'aide sociale et aux soins médicaux ainsi que la prévention en matière de santé sont améliorés. La

Suisse soutient trois projets de ce type à hauteur d'environ 10 millions de francs.

Exemples de projets en Bulgarie

1. *Amélioration du système de transport public à Sofia.* La société de transport public bâloise Basler Verkehrs-Betriebe (BVB) doit livrer 28 de ses anciens trams à Sofia, afin d'améliorer l'efficacité d'un système de transport public désuet, de réduire les embouteillages ainsi que les émissions de gaz à effet de serre et de proposer une meilleure desserte à la population. La Suisse soutient par ailleurs la réalisation d'une étude visant à optimiser la liaison entre les réseaux de tram et de métro de Sofia. La contribution suisse s'élève à 2,55 millions de francs.
2. *Marchés publics.* Dans bon nombre de pays, les institutions publiques comptent parmi les principaux maîtres d'ouvrage en raison du grand volume d'acquisitions qu'elles effectuent. La Suisse soutient la Bulgarie à hauteur de 0,5 million de francs pour introduire et appliquer une stratégie durable en matière d'acquisitions, basée sur les recommandations de l'UE à ses pays membres. Outre les critères économiques, la procédure d'acquisition doit davantage tenir compte des aspects écologiques et sociaux de la durabilité. Par ailleurs, une structure claire en matière de marchés publics permet de réduire les risques de corruption.
3. *Promotion d'un système de formation professionnelle dual.* Pour rester compétitives et atteindre leurs objectifs, les entreprises et les institutions publiques sont tributaires d'une main-d'œuvre qualifiée. Se reposant sur l'expérience de l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle, la Suisse promeut le système de formation professionnelle dual en Bulgarie afin qu'il soit mieux adapté au marché du travail. Des spécialistes suisses forment, entre autres, des enseignants bulgares ainsi que des responsables d'apprentis. La contribution suisse s'élève à 3 millions de francs.
4. *Soins ambulatoires.* Le but du projet est d'améliorer la qualité de vie des personnes âgées souffrant de maladies chroniques et de handicaps dans toute la Bulgarie. À cette fin, l'offre de soins et de suivi médical à domicile doit être institutionnalisée. Le projet tient également compte des besoins spécifiques de la communauté rom et d'autres minorités. Il vise la mise en place d'un système de soins médicaux et sociaux à domicile, inspiré du modèle suisse et garantissant

Encadré 2

Contribution à l'élargissement en faveur de la Croatie

Compte tenu de la somme modeste (45 millions de francs) et de la courte durée d'engagement – à peine plus de deux ans – due à l'expiration de la LF sur la coopération avec les États d'Europe de l'Est en mai 2017, la DDC et le Seco vont concentrer le programme de coopération avec la Croatie sur quelques thèmes et projets. Lors de la négociation de l'accord-cadre bilatéral, début 2015, la Suisse insistera pour qu'une part significative des fonds soient alloués à des régions structurellement faibles ou endommagées par la guerre, afin de renforcer la cohésion interne en Croatie. Dans ces régions, on peut par exemple imaginer des investissements dans l'approvisionnement en eau ou dans le traitement des eaux usées. Le montant restant sera attribué à des programmes qui visent à renforcer les relations bilatérales entre la Suisse et la Croatie (p. ex. dans le cadre de la recherche ou de partenariats institutionnels) et à soutenir la société civile.



Environ 4500 tonnes de produits phytosanitaires toxiques sont encore stockés en Bulgarie. Ces substances seront éliminées et le pays pourra rénover les vieux entrepôts pour 19,9 millions de francs.

Photo: DDC/SECO

Encadré 3

Remarque sur la publication

SECO et DDC, *Bilan intermédiaire au terme de la période d'engagement en faveur de la Bulgarie et de la Roumanie 2009–2014*, Internet: www.contribution-elargissement.admin.ch, rubriques «La contribution suisse» > «Publications».

La publication propose une vue d'ensemble de la première phase de la contribution à l'élargissement en faveur de la Bulgarie et la Roumanie. Elle dresse le bilan d'un programme dont le but est d'atténuer les disparités économiques et sociales au sein de l'Union européenne élargie.

- 1 Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Slovaquie, Malte, Chypre.
- 2 La ville tchèque de Pardubice a retiré en septembre 2014 un projet de transports pourtant accepté, car la conclusion du projet avant l'été 2017 ne pouvait plus être garantie en raison d'adaptations inattendues et de longues procédures de réaffectation.
- 3 Puisque la Suisse s'est engagée à verser une somme en francs, elle ne s'expose pas au risque de change. Si sa monnaie s'était dépréciée dans les mêmes proportions et à la même période par rapport à celles des États partenaires, la Suisse n'aurait pas dû mettre plus de fonds sur la table. En revanche, les États partenaires auraient dû choisir soit d'augmenter en conséquence leur contribution au financement de 15% minimum, soit de renoncer à réaliser certains projets.
- 4 Le Contrôle fédéral des finances (CDF) a réalisé trois audits sur la contribution à l'élargissement (en 2009 au Seco, en 2012 sur la contribution suisse en Roumanie et en 2013 sur la contribution suisse en République tchèque). Parce que divers pays ont pris du retard dans la mise en œuvre du programme, le CDF a plus particulièrement examiné certains domaines à risque liés à sa conception. Il conclut que le système actuel est dans l'ensemble assez transparent et propre à atteindre les objectifs fixés. De plus, le CDF conduit actuellement un examen de l'économie, dans lequel des modalités spécifiques de la réalisation sont examinées de plus près. Le rapport paraîtra au deuxième trimestre 2015.

une aide aux personnes âgées sur le long terme. Quatre centres urbains de soins à domicile sont déjà en fonction. Il s'agit maintenant d'adapter le cadre légal pour permettre d'étendre ce modèle à l'ensemble du pays. La Suisse contribue au projet à hauteur de 2,5 millions de francs.

Les projets en Bulgarie et en Roumanie doivent être menés à terme d'ici la fin de l'année 2019. Il s'agit à présent de signer rapidement les conventions relatives aux derniers projets acceptés, pour que les institutions partenaires puissent lancer au plus vite les appels d'offres pour l'équipement et les services nécessaires. Par ailleurs, il faut veiller au respect du calendrier et à la bonne mise en œuvre des projets, ainsi qu'à la bonne utilisation des ressources (voir *encadré 1*).

Poursuite de la contribution à l'élargissement?

Après l'aval du Conseil des États, le Conseil national délibérera le 11 décembre 2014 sur la contribution à l'élargissement pour la Croatie, qui s'élèvera à 45 millions de francs (voir *encadré 2*). En cas d'acceptation, la Croatie sera sur un pied d'égalité avec les douze États membres ayant rejoint l'UE depuis 2004.

Pour l'UE, le renforcement de la cohésion économique et sociale reste un objectif prioritaire. Celui-ci a pris encore davantage d'importance du fait de l'acceptation de nouveaux États membres et de la crise économique et financière, dont les effets se font

encore ressentir. Preuve en est que, malgré une situation budgétaire tendue, l'UE a décidé d'investir 353 milliards d'euros pour la cohésion pendant la période 2014–2020. Les pays de l'UE13 (UE10 + Bulgarie/Roumanie + Croatie) en reçoivent 55%, soit 194 milliards. L'union continuera donc de consacrer un tiers environ de son budget aux efforts de cohésion au cours des années à venir.

Par année d'engagement, la contribution suisse à l'élargissement représente 0,75% des moyens que l'UE met à disposition de l'UE13. Elle représente les deux tiers (65,9%) de l'aide que la Norvège apporte à ces mêmes pays, au titre des accords bilatéraux et des mécanismes de financement de l'AELE/EEE. À ce jour, la contribution suisse se fait sous la forme d'un engagement unique sur cinq ans, tandis que l'UE et les États membres de l'AELE/EEE (Norvège, Liechtenstein et Islande) ont tous renouvelé leur participation sans transition quand la période d'engagement a touché à sa fin.

Dès la fin de l'année 2010, l'UE a fait part à la Suisse de son espoir de voir la contribution renouvelée. À la suite de l'acceptation de l'initiative «Contre l'immigration de masse» le 9 février dernier, le Conseil fédéral a souligné qu'il souhaite maintenir et développer les relations étroites et cruciales de la Suisse avec l'UE et ses États membres. La décision de renouveler ou non la contribution devra être prise à la lumière de l'évolution des relations avec l'UE. Les expériences passées et les besoins des pays partenaires pèseront également dans la balance.

Afin de renforcer le contrôle externe de la contribution à l'élargissement et d'apprécier de manière indépendante les expériences acquises, le Seco et la DDC commanderont en 2015 une évaluation externe. Celle-ci rendra non seulement compte du travail réalisé, mais proposera aussi des pistes, en complément des recommandations du Contrôle fédéral des finances⁴, pour améliorer l'orientation stratégique et la mise en œuvre en cas de renouvellement de la contribution à l'élargissement. ■

Inclusion financière et stabilité financière: des enjeux similaires?

La Suisse participe cette année aux travaux du G20 sur «l'inclusion financière». Cette notion recouvre un train de mesures permettant à l'ensemble de la population d'accéder aux services financiers de base. Le but est d'élargir les perspectives de développement économique tout en réduisant l'économie informelle et la vulnérabilité aux chocs. Depuis la crise financière de 2008, ce thème a connu un regain d'actualité au niveau international. Le présent article montre que l'inclusion financière n'est pas seulement liée au développement, mais qu'elle est aussi un facteur de stabilité du système financier international. Les efforts entrepris dans ce domaine peuvent donc profiter indirectement à l'économie suisse.



L'inclusion financière doit permettre aux populations jusqu'alors exclues de surmonter les imperfections spécifiques au marché bancaire. En illustration: la banque Bicis à Dakar, Sénégal.

Photo: Keystone

Les instances internationales partent du constat que plus de 2,5 milliards d'adultes n'ont actuellement pas de compte bancaire. L'accès aux services financiers ne va pas de soi, non seulement dans les pays en développement ou émergents, mais aussi dans les régions développées. Aux États-Unis, une étude a montré que 7,7% des adultes ne bénéficient pas de services bancaires et que 18% ne les utilisent quasiment pas¹. Cette

exclusion peut être soit volontaire (facteurs culturels ou religieux, absence de nécessité), soit involontaire (ressources insuffisantes, discrimination, éloignement géographique, imperfections des marchés bancaires). La proportion d'individus et d'entreprises utilisant les services financiers varie considérablement d'un pays à l'autre.

La théorie économique a établi – quoique tardivement – l'existence d'imperfections spécifiques au marché bancaire, conduisant à l'exclusion financière d'une partie de la population. C'est en opposition à ce dernier terme que le néologisme «inclusion financière» a été inventé. La régulation du secteur financier l'a, par la suite, pris en compte aux côtés des politiques liées à la stabilité financière, à l'intégrité et à la protection du consommateur. Ces quatre facteurs sont censés constituer un «cercle vertueux». L'inclusion financière regroupe elle-même plusieurs dimensions:

- l'accès élargi aux services financiers (pour les individus et les entreprises);
- l'éducation, la responsabilisation, la culture financière;



Gildas Monnerie
Économiste, Division des affaires multilatérales, Institutions financières internationales, Secrétariat d'État aux questions financières internationales SFI

- la prévention contre les risques financiers;
- la démocratisation des moyens de paiement par les nouvelles technologies, notamment la promotion de la «finance numérique et mobile»;
- la facilitation et la réduction du coût des transferts internationaux;
- la lutte contre les disparités sexuelles et sociales sur le plan financier;
- la lutte contre l'économie informelle et les voies de financement illégales.

La crise de 2008 a révélé un «fossé» entre la demande et l'offre de services financiers

La crise de 2008 a incité le G20 à prendre des mesures pour améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande de services financiers. Il crée, lors de son sommet de Séoul en 2010, le *Global Partnership for Financial Inclusion (GPFI)* afin de coordonner les travaux internationaux en matière d'inclusion financière. Ce partenariat est ouvert à tous les pays et organisations internationales sans exclusivité. Les Pays-Bas, autre pays extérieur au G20, y contribuent activement, notamment financièrement; la reine Maxima, ambassadrice spéciale des Nations Unies pour la microfinance, étant la présidente d'honneur du GPFI. Notons également, parmi les membres de cet organisme, l'Alliance pour l'inclusion financière (AIF), le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP), l'OCDE et le Groupe de la Banque mondiale (GBM).

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a été chargé de la protection des consommateurs. Le *Réseau international sur l'éducation financière (Infe)*, créé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), est l'organisme le plus actif dans la tâche qui lui a été confiée. Plus de 150 institutions du secteur public, provenant de 77 pays, en font partie à l'heure actuelle. Plus de cinquante États se sont engagés à mettre en place une stratégie nationale dont l'objectif est d'améliorer l'inclusion financière. Pour sa part, le GBM gère le *Trust Fund on Financial Literacy and Education*, soutenu par la Fédération de Russie à hauteur de 15 milliards d'USD.

L'inclusion financière figurera parmi les priorités du G20 en 2015. La Turquie, qui assurera la présidence du groupe, entend focaliser les travaux du GPFI sur les pays à faible revenu et sur le secteur privé. Le Fonds monétaire international (FMI), le GBM et le Parlement européen ont en outre engagé des travaux dans ce domaine². Cet engagement international pour l'inclusion financière s'inscrit dans le cadre d'un

nouvel effort politique pour encourager les réformes structurelles. En effet, les marges de manœuvre des politiques budgétaires et monétaires étant de plus en plus étroites, les risques de «stagnation durable» et de diminution du potentiel de croissance des économies avancées sont réels. Dans ce contexte, il est urgent de réformer les économies par des actions politiques structurelles, autrement dit ciblées sur l'emploi, l'innovation, l'investissement dans les infrastructures, etc. Les politiques de croissance dite «inclusive» en font partie.

Récemment, l'attention s'est polarisée sur le développement de nouvelles technologies financières en faveur des populations vulnérables. Le GBM a notamment annoncé la mise en place d'une nouvelle initiative visant l'ensemble des adultes en âge de travailler. Ceux-ci doivent pouvoir accéder, d'ici 2020, à tous les services financiers, grâce aux innovations technologiques, telles que le porte-monnaie mobile et le portefeuille électronique, et aux opportunités offertes par le Web 2.0, y compris la «finance participative». Parallèlement, l'objectif est de promouvoir des outils fonctionnels permettant aux utilisateurs de gérer leur budget de façon saine et rationnelle. On vise, par ailleurs, à alléger les coûts des transactions financières en faisant appel à la technologie. Si les monnaies virtuelles (par exemple, le bitcoin) offrent un potentiel important pour éliminer le coût des transferts internationaux, les risques liés à leur utilisation rendent leur développement incertain. Les régulateurs étudient, en outre, le lien entre les modes de financement numériques et la lutte contre les activités illégales (grâce à une possible automatisation de la surveillance des transactions suspectes).

Un enjeu indirect pour la Suisse

En Suisse, l'inclusion financière ne semble pas être un problème interne prioritaire. L'accès aux services financiers est quasi universel. Avec plus de quatre-vingts agences bancaires et plus de 170 distributeurs pour 1000 km², les Suisses détiennent en moyenne plus de trois comptes bancaires; le montant total des dépôts est supérieur à 177% du PIB³. De plus, la place financière suisse semblerait relativement mieux préparée à affronter l'ère numérique que beaucoup d'autres⁴. Ses banques commencent à s'intéresser à de nouveaux modèles de «finance participative» dont le but est d'améliorer l'accessibilité des services financiers. Ceux-ci prennent la forme de plateformes électroniques destinées à présenter les portefeuilles, obtenir des conseils

d'investissement, entrer en contact avec un conseiller à la clientèle ou accéder à des formations en ligne («e-learning»)⁵.

Certes, l'endettement excessif au niveau individuel constitue une source de préoccupation croissante, en particulier concernant les jeunes, comme le signale le récent rapport de la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse⁶. Cela étant, la culture de l'épargne reste traditionnelle en Suisse et y est plus développée que dans les pays anglosaxons, du fait notamment qu'une grande partie du système de prévoyance est obligatoire. Les efforts consentis jusqu'à présent pour promouvoir l'éducation financière en Suisse sont, dès lors, relativement modestes. La décentralisation du système éducatif suisse rend, en outre, très compliquée toute stratégie nationale en la matière.

En revanche, l'inclusion financière constitue une composante importante de la stratégie suisse de coopération au développement. À cet égard, il a été démontré que les taux de réduction de la pauvreté et des inégalités de revenus sont fortement corrélés au degré de «pénétration» des services financiers⁷. En outre, l'impact des fonds transférés par les migrants (ou remises) sur le développement fait l'objet d'un intérêt croissant⁸. Les travaux en cours se concentrent sur la façon dont ces envois d'argent peuvent servir à des projets d'investissements durables dans les pays émergents et en développement (par exemple: octroi de crédits à l'investissement garantis par les transferts de fonds privés).

Le Secrétariat d'État à l'Économie (Seco) contribue depuis plusieurs années, à la fois financièrement et intellectuellement, au programme d'assistance technique du GBM sur la protection des consommateurs et l'éducation financière. Le financement de la Suisse s'élève à 7,6 millions d'USD, soit 60% du budget total du programme. En outre, le Seco entend contribuer au programme «remittances & payments» du GBM, en faveur de sept pays d'Europe de l'Est et d'Asie⁹, à hauteur de 4,7 millions d'USD.

Pour sa part, le Secrétariat d'État aux questions financières internationales (SFI) représente la Suisse au G20 dans le cadre du GPFI. Du point de vue diplomatique, la Suisse accède ainsi à une «antichambre» du G20. Le partenariat exerce, en effet, une influence notable sur le groupe de travail du G20 chargé du développement. Il représente donc une occasion pour la Confédération de se faire entendre, comme lors de la consultation menée à propos du programme d'action présenté par les États-Unis pour réduire les coûts des transferts de fonds internationaux. Il y va de l'intérêt

de la Suisse, en tant que troisième pays d'origine de ces fonds (en volume)¹⁰, après la Russie et l'Arabie saoudite. Le Département fédéral des affaires étrangères soutient également l'Union postale universelle dans ses efforts pour promouvoir le développement des comptes postaux parmi les plus démunis.

Inclusion et stabilité financières sont liées

Au-delà des aspects liés au développement international, l'inclusion financière représente un enjeu économique pour la Suisse. Ainsi, l'inclusion et la stabilité financières peuvent être considérées comme deux aspects complémentaires et positivement corrélés des politiques visant à prévenir les crises¹¹.

Pour le *secteur financier*, l'inclusion financière facilite le processus d'intermédiation entre l'épargne et l'investissement tout en modifiant la composition du système financier. Les banques, en s'élargissant ainsi à de nouveaux agents économiques et en diversifiant leurs actifs, réduisent aussi leurs risques. En outre, les épargnants et les emprunteurs à faible revenu ont un comportement financier plus constant et plus fiable en période de crise. Leur dépôt constitue donc une source précieuse de liquidités qui permet aux banques d'assurer leur rôle dans la chaîne de crédits en période de crise systémique.

Du point de vue des *politiques publiques*, l'inclusion financière renforce l'efficacité de la politique monétaire. Dans le secteur financier informel, les canaux de transmission de la politique monétaire sont inefficients, car les agents prennent des décisions indépendamment des actions de la banque centrale. L'inclusion peut contribuer à combattre la criminalité financière en restreignant l'économie informelle. En revanche, elle ne doit pas servir de prétexte pour assouplir la réglementation contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. L'élargissement de l'offre de services financiers contribue également au développement de solutions innovantes; il permet de réduire le coût des transactions et d'accélérer la transmission de l'information. Enfin, l'inclusion financière influe positivement sur les ménages et les petites entreprises: moindre dépendance des agents aux coûts de l'économie informelle, amélioration des conditions d'accès aux prêts immobiliers, transactions financières facilitées pour le remboursement des prêts et la réception des aides gouvernementales.

L'inclusion financière n'est donc pas seulement un enjeu du développement, mais

1 On dit qu'ils sont «sous-bancarisés» («underbanked»).

2 Le document le plus complet sur ce thème a été publié par la Banque mondiale, *Global Financial Development Report 2014: Financial Inclusion*, Washington, 2014 (Internet: www.banquemondiale.org, rubriques «recherche» > introduire le titre. Citons également: FMI, *Assessing Countries' Financial Inclusion Standing – A New Composite Index*, IMF Working Paper, février 2014 et Parlement européen, *The impact of Remittances on Developing Countries*, Bruxelles, 2014.

3 FMI, *Financial Access Survey*.

4 «Banking in a Digital World», étude AT Kearney (octobre 2013): Internet: www.atkearney.fr, rubriques «recherche» > introduire le titre.

5 Par exemple <http://swissfinanciestartups.com>. Ce site a été fondé par trois jeunes pousses helvétiques opérant dans le domaine financier. Son but est de promouvoir les échanges entre jeunes sociétés spécialisées et de mettre en contact celles qui proposent des innovations numériques avec les institutions financières établies.

6 Communiqué du CFEJ du 3 novembre 2014 (Internet: www.ekkj.admin.ch, rubriques «Actualité». Voir également l'article de Caroline Henchoz et Boris Wernli, «L'endettement des jeunes est-il supérieur à celui des adultes?», *La Vie économique*, 1/2-2012.

7 Rapport de la Banque mondiale, voir note 2, Étude Demirgüç-Kunt et Klapper, *Measuring Financial Inclusion*, 2012.

8 Parlement européen (2014).

9 Albanie, Azerbaïdjan, Kosovo, République de Kirghizstan, Macédoine, Serbie, Ukraine.

10 La BNS montre néanmoins dans son étude *Remittance Outflow from Switzerland* que plus de 80% des transferts provenant de Suisse sont en réalité versés aux pays frontaliers. Une réduction des coûts des transactions n'aurait, dans son cas, qu'un impact limité sur le développement des pays destinataires.

11 Voir le discours prononcé le 4 novembre 2011 par H R Khan, vice-gouverneur de la Banque central indienne «Financial inclusion and financial stability: are they two sides of the same coin?». Internet: www.bis.org/review/r111229f.pdf.

12 IMF Financial Access Survey: <http://data.imf.org/?sk=E5DCAB7E-A5CA-4892-A6EA-598B5463A34C>.

13 FMI, *Assessing Countries' Financial Inclusion Standing – A New Composite Index*, février 2014.

14 «Empowerment Through Financial Inclusion», 26 juin 2014: www.imf.org/external/np/speeches/2014/062614a.htm.

15 Michael Manz, «Rôle et évolution internationale de l'éducation financière», *La Vie économique*, 6-2011.

aussi un facteur de stabilité du système financier. Les efforts que la Suisse entreprend dans ce domaine peuvent indirectement bénéficier à sa propre économie. Ce n'est pas par hasard que le FMI s'est récemment intéressé au sujet et commence à mieux prendre en considération les politiques en matière d'inclusion financière dans ses travaux. Il a notamment mis à jour en 2009 la première et unique base de données statistique internationale sur l'offre de services financiers¹², ce qui lui a permis d'entamer cette année de nouvelles analyses pour mieux évaluer le niveau d'inclusion financière par pays¹³. En outre, la question d'une meilleure surveillance par le FMI des politiques en matière d'inclusion financière est posée. Le lien pouvant exister entre cette dernière et la stabilité financière a d'ailleurs été souligné par la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, lors du Forum international sur l'inclusion financière, en juin dernier à Mexico¹⁴.

Cela étant, il faut se garder de toute interprétation excessive, voire simpliste. Si l'inclusion financière a des effets positifs, son extension peut éventuellement avoir des effets indésirables, comme l'octroi incontrôlé de petits crédits «non performants». On ne

sait, en outre, pas si et dans quelle mesure une meilleure culture financière influence l'appétence au risque de certains individus¹⁵. La thèse selon laquelle l'insuffisance des connaissances en matière financière serait à l'origine de la dernière crise financière mondiale demeure une explication partielle. De plus amples recherches sont donc nécessaires pour démontrer le degré réel de la corrélation entre l'inclusion financière et la stabilité macroéconomique d'un pays. ■

Pour une
Suisse
sans
pauvreté.

 **secours d'hiver**
Suisse

www.secours-d-hiver.ch
CCP 80-8995-1



Des perspectives d'emploi inégales pour les filières de formation

Réussir durablement sur le marché de l'emploi dépend beaucoup du métier que l'on a appris. Les personnes au bénéfice d'une formation professionnelle initiale sont généralement bien mieux loties que la main-d'œuvre non qualifiée. Pour autant, tous les apprentissages n'offrent pas les mêmes chances de succès. Pour la première fois, une nouvelle étude du Moniteur suisse du marché de l'emploi livre à ce sujet des chiffres intéressants. Elle distingue les domaines professionnels en fonction de leurs perspectives, ainsi que de la volatilité et de la forte hétérogénéité de la conjoncture.



Dans les services et la vente, les perspectives professionnelles sont inférieures à la moyenne. Mais il serait faux de déduire de cette comparaison qu'elles sont mauvaises dans l'absolu.

Photo: Keystone

On peut utiliser diverses variables pour comparer les chances des travailleurs qualifiés sur le marché du travail, le critère le plus important étant le risque de se retrouver au chômage. Les autres indicateurs de succès durable sont la qualité de la situation professionnelle, les possibilités de revenus, les perspectives de mobilité, les efforts de formation continue ou le nombre d'offres d'emplois dans le métier considéré.

Dans le présent résumé du rapport établi par le Moniteur du marché de l'emploi (voir

encadré 1), nous nous focalisons sur les *différences* entre groupes professionnels. Il s'agit de déterminer les chances, hiérarchisées par rapport à une moyenne, des personnes actives de 26 ans à 54 ans ayant suivi une formation professionnelle initiale. Le *graphique 1* montre que ces dix dernières années ont connu une très grande inégalité des perspectives d'emploi selon les professions apprises. Les valeurs négatives signalent les défauts et les valeurs positives les avantages qui excèdent la moyenne de tous les groupes professionnels¹.

Des perspectives incertaines dans les métiers des services et de la vente

Tous les indicateurs situent clairement dans la zone *inférieure* les métiers des services aux personnes (tels que cuisinier, coiffeur ou spécialiste en restauration) ainsi que les professions de la vente (logisticien ou gestionnaire du commerce de détail). Les valeurs les plus basses sont celles qui concernent la sécurité de l'emploi et les



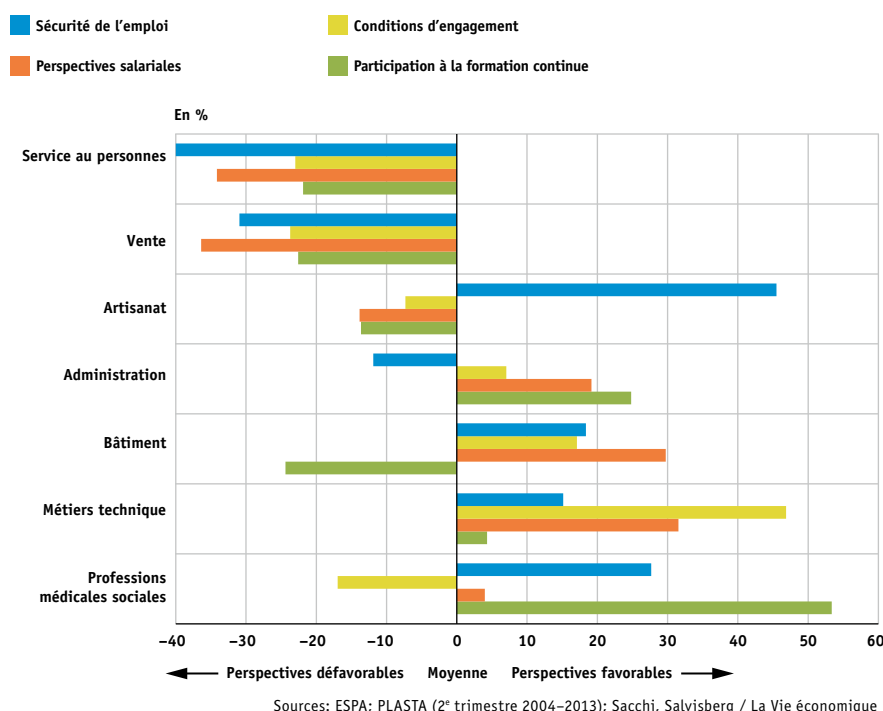
Alexander Salvisberg
Moniteur suisse du marché de l'emploi, Institut sociologique de l'université de Zurich



Stefan Sacchi
Moniteur suisse du marché de l'emploi, Institut sociologique de l'université de Zurich

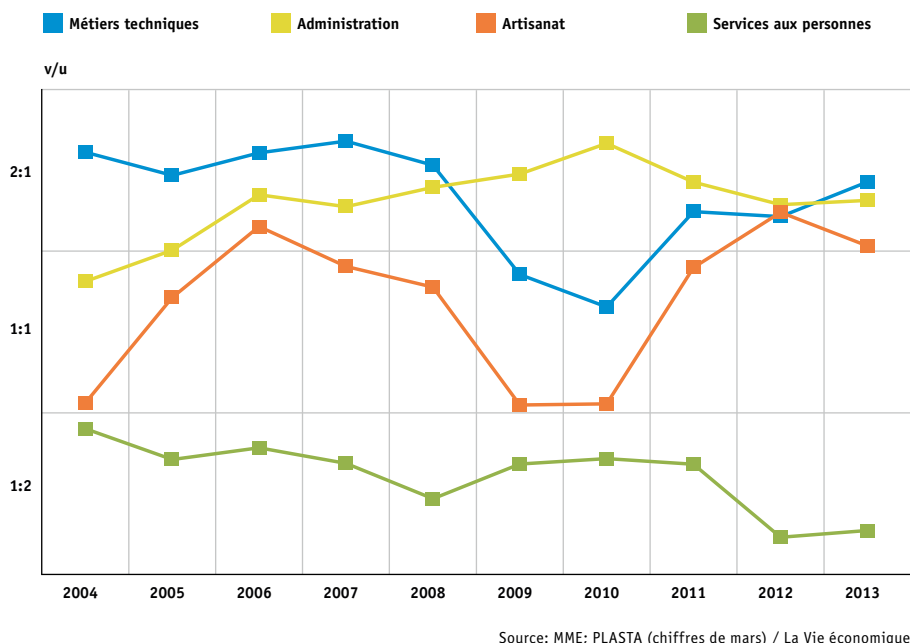
Graphique 1

Comparaison des perspectives sur le marché de l'emploi de divers groupes de professions



Graphique 2

Rapport entre l'offre et la demande par domaine professionnel, 2004-2013



espérances salariales. Ce dernier point est lié au fait que l'on trouve dans les deux groupes une proportion assez importante de bas salaires (environ 23%). Le risque de tomber sur un emploi précaire est aussi nettement élevé. De plus, les activités de formation continue, si importantes pour la pérennité des emplois, sont relativement rares dans ces domaines. Il est indéniable

que les faiblesses enregistrées à ces divers titres ont un effet *cumulatif*. Pour autant, l'image peu attrayante qui ressort de cette comparaison transversale ne permet pas de conclure, *dans l'absolu*, que les perspectives professionnelles sont calamiteuses dans les métiers des services et de la vente. Sur les dix dernières années en moyenne, le taux de chômage de ces secteurs est certes nettement supérieur à ce qu'il est ailleurs, mais avec respectivement 4,2% et 3,3%, il reste limité. Cela témoigne, en définitive, d'un marché de l'emploi favorable aux professionnels qualifiés en Suisse.

Des conditions intéressantes dans les métiers techniques et sociaux

Contrairement aux perspectives des groupes professionnels les plus désavantagés, la situation des autres catégories est moins uniforme. Les métiers du bâtiment (p. ex. maçon, menuisier ou dessinateur), les métiers techniques (p. ex. installateur électronique, polymécanicien ou mécatronicien d'automobiles), ainsi que ceux de la santé et du social (p. ex. assistante en soins et santé ou assistante médicale) affichent tous un degré de sécurité d'emploi *supérieur à la moyenne*. Dans les secteurs techniques et du bâtiment, les conditions d'emploi sont par ailleurs rarement précaires et les perspectives salariales très bonnes, comme l'indique la proportion de bas salaires inférieure à 7%, que l'on observe dans chacun d'eux.

Dans les professions médicales et sociales à dominante féminine, en revanche, les conditions précaires sont beaucoup plus fréquentes, bien que, le plus souvent, choisies librement². De même, les niveaux de salaires, contrairement à ceux des métiers techniques et du bâtiment, ne dépassent pas sensiblement la moyenne (on dénombre environ 13% de bas salaires). Par contre, la participation à la formation continue y est de loin la plus soutenue, ce qui ne peut qu'améliorer les possibilités de carrière individuelles. Ce n'est pas le cas dans les métiers techniques, où les efforts de formation continue ne semblent pas dépasser la moyenne; de toutes les catégories professionnelles, le bâtiment est même celle où le perfectionnement atteint son niveau le plus bas.

Polarisation au sein des professions administratives

Les professions artisanales traditionnelles (p. ex. menuisier, boulanger ou boucher-charcutier) et administratives (surtout dans la vente) occupent la zone médiane de notre «classement». On note néanmoins de forts

contrastes en ce qui concerne l'accès au marché du travail. Si l'artisanat offre une remarquable sécurité de l'emploi, les conditions d'embauche, les perspectives salariales et les possibilités en matière de formation continue y sont faibles; elles sont, toutefois, nettement meilleures que dans la vente et les services aux personnes. Pour les métiers de bureaux, on est frappé par le niveau de sécurité de l'emploi, qui est relativement faible, contrastant avec de bonnes perspectives salariales et une participation nettement plus forte à la formation continue. D'où une certaine polarisation, au sein de ce champ professionnel, entre les travailleurs qui ont des postes très attrayants et ceux qui souffrent d'un taux de chômage supérieur à la moyenne.

Déséquilibres sur le marché de l'emploi

Comment les qualifications professionnelles demandées par les entreprises ont-elles évolué par rapport aux formations suivies par les travailleurs depuis 2004? Pour répondre à cette question, nous examinons les liens qui unissent l'offre et la demande dans les diverses catégories professionnelles (voir *graphique 2*). L'indicateur retenu est le rapport entre le poids respectif des diverses catégories dans les offres d'emploi (v) et leur participation au chômage (u)³. Quand la proportion de postes vacants dans une catégorie dépasse celle des chômeurs, le rapport est supérieur à 1:1. Dans les cas inverses, on passe en dessous de cette ligne d'équilibre.

Pour les métiers des *services aux personnes*, nous observons des perspectives d'emploi inférieures à la moyenne. Cela s'explique surtout par une offre excédentaire de main-d'œuvre. Le rapport v/u est entièrement inférieur à 1:1; chaque année, la part des chômeurs dépasse au moins du double celle des postes vacants. La tendance généralement négative que présente ce rapport sur la décennie est l'indice d'un problème de plus en plus sérieux.

Dans les *métiers techniques*, les professionnels qualifiés ont en revanche de très bonnes possibilités d'emploi. C'est aussi lié au fait que, dans ce domaine, l'offre est presque partout nettement excédentaire. Pour ces activités, le personnel qualifié est très recherché. Les candidats se voient dès lors offrir des postes attrayants. Le recul conjoncturel de 2009/2010 n'a apporté qu'une détente passagère et de faible ampleur.

Des métiers de l'artisanat sensibles à la conjoncture

Les *métiers de l'artisanat* présentent, ces dix dernières années, des valeurs légèrement

inférieures à la moyenne, sauf pour le chômage (voir *graphique 1*). L'évolution depuis 2004 du rapport entre l'offre et la demande, telle qu'elle ressort du *graphique 2*, révèle de grandes fluctuations en fonction de la situation conjoncturelle: dans les périodes fastes, le rapport est plus ou moins équilibré et lors des crises, il penche fortement du côté du chômage. Les possibilités de l'artisanat en termes d'emploi, généralement dans la moyenne, doivent donc être relativisées en raison de leur sensibilité particulière à la conjoncture. Le fait que le rapport v/u, en dépit d'un taux de chômage généralement très faible, reste sous la ligne d'équilibre pendant presque toutes ces années est l'indice d'un marché de l'emploi peu dynamique, où seul un nombre de postes relativement faible a été proposé.

Un besoin de formation continue élevé dans les professions administratives

La situation des professions administratives est particulièrement intéressante. La relation entre l'offre et la demande y indique un net excédent de postes vacants. Le fait que, malgré cela, le taux de chômage soit supérieur à la moyenne dans cette catégorie de métiers (voir *graphique 1*) signale, indépendamment du fort besoin de personnel dans ce domaine, une inadéquation fréquente entre les qualifications des professionnels au chômage et les profils demandés par les employeurs. Le taux élevé de participants à la formation continue, observé ici, trahit donc un besoin. Autrement dit, pour profiter des conditions attrayantes offertes par le marché de l'emploi, il faut disposer de qualifications allant au-delà de la formation professionnelle initiale.

Pénurie d'un côté, offre excédentaire de l'autre

En résumé, il ressort de notre enquête que, sur les dix dernières années, les perspectives du marché de l'emploi ont été supérieures à la moyenne pour les professions techniques et du bâtiment, comme pour celles de la santé et du social. Selon les employeurs, ces catégories de métiers souffrent d'un manque plus ou moins aigu de travailleurs qualifiés, voire d'une pénurie ici ou là. Les perspectives des professionnels qualifiés dans les secteurs des services aux personnes et de la vente, qui se caractérisent par une offre de travail généralement excédentaire, sont inférieures à la moyenne. Les métiers traditionnels de l'artisanat présentent des chances moyennes. Ici, l'offre d'emplois est particulièrement sensible aux fluctuations

Encadré 1

Informations concernant le rapport

Le rapport complet *Perspectives du marché du travail 2013 pour les professionnels qualifiés dans différentes professions* peut être consulté sur le site Internet du Sefri sous: www.sbf.admin.ch. > «Documentation» > «Publications» > «Formation professionnelle» > «La formation professionnelle initiale». Il contient des analyses détaillées des divers indicateurs et des données méthodologiques. Outre les évaluations évoquées plus haut, le rapport examine les différences entre les jeunes professionnels qualifiés entrant sur le marché du travail et les travailleurs expérimentés.

Les catégories de professions retenues reprennent la classification du Baromètre des places d'apprentissage. Pour les évaluations basées sur l'enquête suisse sur la population active (Espa), les données relatives au deuxième trimestre des années 2004 à 2013 ont été agrégées. Le résultat permet d'estimer une moyenne à long terme sur l'ensemble du cycle conjoncturel. Les chiffres de l'Espa fournissent aussi des estimations démographiques en ce qui concerne les taux de chômage, tandis que, pour le nombre de chômeurs, nous nous appuyons sur la statistique officielle (Plasta). Pour l'appréciation des perspectives salariales, nous utilisons les données de l'Espa relatives aux années 2010 à 2012. Il est ainsi possible de garantir, pour sept des dix catégories professionnelles observées, une base de données suffisante du point de vue statistique. Les données de l'Espa recensées pour les métiers des secteurs impression et design, agriculture et informatique étant insuffisantes, ces métiers ne sont pas étudiés par le rapport.

conjoncturelles. Les faibles perspectives en termes de revenu et de formation continue soulèvent la question de l'attrait durable des formations dans ce secteur. Dans le domaine des professions administratives, le bilan est contrasté. La qualité de la demande présente un intérêt particulier. La formation commerciale apparaît comme un excellent tremplin pour la suite de la carrière, mais elle n'offre à elle seule que des possibilités limitées sur le marché de l'emploi.

Niveau de formation, concurrence ou structure de l'entreprise?

En ce qui concerne l'interprétation des résultats, il convient de préciser qu'une ventilation plus fine des analyses d'un point de vue temporel aussi bien qu'en fonction des catégories professionnelles, dont le découpage est très grossier, est limitée du fait des données disponibles à ce jour. Or, il serait particulièrement intéressant de disposer d'*analyses détaillées* dans les domaines où des indices permettent de soupçonner une détérioration de la situation (notamment dans les professions des services) ou une polarisation interne (professions administratives, mais aussi de la santé et du social). Malgré ces restrictions, nous souhaitons mener une réflexion sur les raisons susceptibles d'expliquer les écarts observés entre les diverses catégories de métiers. Signalons à ce propos quelques points susceptibles d'intéresser la recherche.

Premièrement, certaines professions moins exigeantes en ce qui concerne la formation offrent des perspectives inférieures à la moyenne sur le marché du travail. D'une part, cela peut tenir au fait que le niveau des *exigences scolaires* dans plusieurs disciplines tend à se situer en deçà des attentes élevées du monde du travail actuel. Les possibilités de développement des personnes qui se trouvent dans ce cas sont donc limitées et l'on peut se demander si la grande capacité d'intégration du système de formation professionnelle n'est pas en train de s'éroder pour les jeunes qui ne possèdent qu'un bagage scolaire réduit. D'autre part, les domaines d'activités faiblement exigeants sont plus exposés à la concurrence des travailleurs non qualifiés. Il est certes clairement attesté, notamment par le Baromètre des jeunes arrivant sur le marché du travail après une formation professionnelle initiale⁴, que les personnes sans formation post-obligatoire ont généralement des possibilités d'emploi nettement moins bonnes que les professionnels qualifiés. Par contre, on ne dispose guère d'informations sur la situation prévalant dans les divers domaines d'activités. Dans ce contexte, on pourrait, par

exemple, chercher à déterminer dans quelle mesure le titulaire d'un certificat fédéral de capacité (CFC) de spécialiste en restauration jouit à long terme de meilleures perspectives professionnelles qu'un actif non qualifié.

Deuxièmement, l'analyse des rapports entre l'offre et la demande met en évidence un lien entre les déséquilibres du marché du travail et les perspectives professionnelles. Ainsi, une offre excédentaire permanente d'actifs qualifiés dans un domaine professionnel spécifique, observée même en période de haute conjoncture, indiquerait un «rendement» trop important du système de formation professionnelle. *L'exacerbation de la concurrence* qui en résulte pour les postes existants assombrit les perspectives du marché du travail pour ces actifs par rapport à celles des diplômés d'une filière professionnelle où la demande d'emplois est excédentaire. Une analyse empirique est nécessaire pour déterminer l'importance effective des conséquences d'une demande excédentaire émanant d'actifs au bénéfice d'une formation identique, par rapport à la concurrence exercée par les titulaires d'autres formations.

Troisièmement, on sait aussi que les conditions du marché de l'emploi varient en général fortement d'une entreprise à l'autre – sa branche, sa taille et sa région d'implantation jouent un rôle –, sans qu'il soit toujours possible d'identifier dans le détail l'origine de ces différences. Indépendamment des deux explications évoquées ci-dessus, on peut dès lors admettre que les perspectives offertes par certaines professions dépendent de *différences d'ordre structurel*. Il serait donc intéressant d'examiner l'influence que la structure de l'entreprise exerce sur les possibilités offertes aux diverses professions.

Comment les travailleurs réagissent-ils?

Une autre piste de réflexion consiste à centrer la question sur la dynamique de développement et à s'interroger sur les *réactions* possibles des professionnels qualifiés à une situation du marché du travail jugée insatisfaisante. La formation continue et le changement de profession peuvent en pareil cas offrir de nouvelles chances. Connaître la fréquence de ces réactions et les domaines concernés peut non seulement fournir des indications quant au caractère durable de certaines qualifications, mais aussi montrer où et pour qui le système de formation professionnelle est perméable. Dans notre monde du travail en rapide évolution, on constate en effet que les questions liées à la réorientation professionnelle prennent de plus en plus d'importance. ■

1 L'indicateur de la sécurité de l'emploi est défini à partir du taux de chômage (enregistré selon Plasta), avec indice négatif, et les conditions d'engagement le sont d'après la proportion des conditions de travail précaires dans la catégorie professionnelle considérée (ce qui concerne surtout les occupations à temps partiel marginales et de durée limitée). Les perspectives de gains, le salaire médian et la proportion de bas salaires (inférieurs à deux tiers du salaire médian de l'effectif total des personnes occupées) entrent dans la formation de l'indicateur des perspectives de gains. La participation à la formation continue regroupe la proportion de personnel qualifié qui suit une formation continue ou une formation au niveau tertiaire.

2 Dans ces métiers, toutefois, le sous-emploi (les actifs à temps partiel qui voudraient travailler davantage) est nettement supérieur à la moyenne.

3 Les chiffres des postes vacants reposent sur les données du Moniteur suisse du marché de l'emploi (MME) et les chiffres des chômeurs enregistrés (de 18 à 54 ans avec une formation professionnelle initiale) sont tirés de la statistique officielle (Plasta).

4 Voir Sacchi Stefan et Salvisberg Alexander, «L'évolution du marché du travail pour les jeunes entrant dans la vie active», *La Vie économique*, 4-2011, pp. 31-34.

Pilotage du service public de l'emploi par les résultats: la Confédération et les cantons collaborent

En Suisse, le service public de l'emploi a pour objectif le placement rapide et durable des demandeurs d'emploi sur le marché du travail. Depuis l'an 2000, la Confédération dirige l'exécution cantonale de ce service à l'aide d'accords de prestations axés sur les résultats. En 2006, leur durée est passée à quatre ans. Un nouvel accord entrera en vigueur en janvier prochain. Tout comme l'ancien système, il mettra l'accent sur les résultats. Cet accord devra, toutefois, refléter si possible tous les buts stratégiques du service public de l'emploi.

Dans les années quatre-vingt, les critères d'efficacité et d'efficacités ont pris de plus en plus d'importance au sein des administrations européennes. Cela a particulièrement été le cas de la nouvelle gestion publique, qui privilégiait les résultats. L'effort a principalement consisté à renforcer l'orientation sur le marché et la concurrence, à introduire un pilotage orienté sur les objectifs et les résultats, à donner plus d'autonomie aux unités administratives et à axer davantage les tâches sur la clientèle et le citoyen. La Suisse a, elle aussi, repris les grands axes de la nouvelle gestion publique. Dans le domaine du service public de l'emploi, le pilotage par les résultats s'est largement inspiré de ces efforts de réforme.

Ce n'est pas par hasard que la Suisse a donné une nouvelle orientation au service public de l'emploi dans les années nonante. La flambée du chômage rendait alors évidente la nécessité d'entreprendre des réformes. L'objectif était de professionnaliser le service public de l'emploi et d'axer son fonctionnement sur l'efficacité et les résultats. Les offices régionaux de placement (ORP) nouvellement créés se substituèrent aux quelque 3000 offices communaux du travail. Leurs tâches consistaient à conseiller, contrôler et soutenir les chômeurs lors de la recherche d'emploi; les ORP devaient entretenir des contacts avec les employeurs et surveiller le marché régional de l'emploi. On a, par ailleurs, renforcé la politique active du marché du travail en développant considérablement l'offre en matière de programmes d'emploi, de cours de qualification et de mesures relatives au marché du travail (MMT). Le financement du service public de l'emploi et des MMT fut intégralement pris en charge par l'assurance-chômage (AC).

Du mandat de prestations au pilotage axé sur les résultats

Depuis lors, les objectifs du service public de l'emploi concordent avec la loi sur l'assurance chômage (LACI) qui entend favoriser une réinsertion rapide et durable des demandeurs d'emploi sur le marché du travail. Dans un premier temps, les organes d'exécution ont été pilotés, entre 1997 et

1999, selon la logique des entrées et des sorties par le biais d'un mandat de prestations. Ce dernier comportait notamment des directives par rapport aux entretiens de conseil, à l'assignation et au placement des demandeurs d'emploi, au nombre de collaborateurs ainsi qu'au cadre technique et financier. En outre, durant cette période, la loi prévoyait un nombre de places minimum dans les MMT (25 000 par an). Cette forme de pilotage des ressources et des activités a permis de développer le nouveau service public de l'emploi. Suite à l'évaluation de la première phase, la logique de pilotage a changé et s'est orientée vers les résultats. Ainsi, depuis début 2000, la Confédération dirige les organes d'exécution du service public de l'emploi au moyen d'accords de prestations axés sur les résultats, conformément à l'art. 92, al. 7, LACI et à l'art. 122c de l'ordonnance sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (OACI). Depuis 2006, ces accords portent à chaque fois sur une durée de quatre ans.

Le premier accord axé sur les résultats (2000–2002) mettait encore beaucoup l'accent sur la concurrence et la compétitivité entre les cantons. Cette pression s'est atténuée avec le deuxième accord (2003–2005), en particulier avec la suppression du système de bonus-malus. On a parallèlement favorisé la collaboration intercantonale en mettant sur pied des échanges d'expériences institutionnalisés.

Quatre indicateurs déterminants

Depuis l'an 2000, l'accord repose principalement sur quatre indicateurs de résultats pondérés, eux-mêmes dérivés de quatre objectifs:

- réinsérer rapidement;
- éviter le chômage de longue durée;
- éviter les arrivées en fin de droits;
- éviter les réinscriptions.

Afin de comparer les résultats des ORP sur l'ensemble de la Suisse, ces quatre indicateurs font l'objet d'une correction dite exogène pour chaque ORP et chaque canton. Cela permet d'épurer les données des facteurs exogènes spécifiques à chaque

Oliver Schärli
Chef du domaine Marché du travail/AC, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne



La création des offices régionaux de placement et les accords axés sur les résultats ont amélioré les prestations du service public de l'emploi.

Foto: Keystone

région. Les valeurs sont ensuite indexées à l'aide de la moyenne suisse. En dessous de 100, le résultat est inférieur à la moyenne; en dessus, il est supérieur. Ce modèle économétrique simple permet de comparer équitablement les résultats des différents cantons. À cela s'ajoutent des indicateurs opérationnels destinés à la conduite des ORP et à la logistique des mesures de marché du travail (LMMT) ainsi qu'une appréciation particulière de la situation. Ce dernier instrument vise surtout à améliorer constamment les cantons ou les ORP dont les résultats sont inférieurs à la moyenne. Un comité de pilotage, composé de représentants du Secrétariat d'État à l'économie (Seco) et de chefs d'office des cantons, analyse les résultats et propose, si nécessaire, des mesures pour optimiser l'accord.

Un instrument éprouvé susceptible d'optimisation

La création des ORP et en particulier l'introduction d'accords axés sur les résultats ont permis d'accroître les performances du service public de l'emploi. Il a été démontré que l'efficacité de l'ensemble du système a progressé d'environ 20% depuis 1998¹. Le maintien du pilotage par les résultats ne faisait donc aucun doute. À l'origine, l'accord actuel aurait dû expirer fin 2013. Le Seco et le comité de pilotage ont pris de bonne heure la décision de repousser l'échéance d'un an pour davantage faire coïncider cet outil avec ses objectifs.

Les lignes qui suivent sont consacrées au résultat de ces travaux. En bref, le système conserve ses quatre indicateurs de résultats ainsi que leur pondération. Les trois premiers indicateurs ont cependant progressé au niveau de leurs spécifications techniques. Le quatrième a été adapté afin d'améliorer les conclusions relatives à la durabilité de la réinsertion des demandeurs d'emploi. La mesure du placement des non-bénéficiaires de prestations² fait actuellement l'objet d'un projet pilote, ce groupe de personnes ayant aussi droit aux prestations des ORP. Enfin, la correction des facteurs exogènes a été affinée et précisée une nouvelle fois.

La demande des cantons romands et du Tessin pour une variable liée à la mentalité a donné lieu à des discussions. Cette requête a été formulée sur la base d'une étude montrant que Romands et Tessinois ont un rapport à l'État et au travail différent des Alémaniques et que l'écart est statistiquement mesurable³. Cela pourrait se traduire par un recours plus rapide aux aides de l'État de la part des demandeurs d'emploi de Suisse latine et une période de chômage plus longue. Une variable de mentalité supprimerait ces disparités «culturelles» dans la mesure des résultats. Après un examen approfondi, le comité de pilotage s'est toutefois prononcé contre l'introduction d'une telle variable. D'une part, des différences culturelles de ce type – pour autant que l'on puisse en démontrer la réalité – seraient au moins partiellement endogènes. D'autre part, cette correction n'aurait pas fait l'unanimité au sein des cantons.

Le nouvel accord qui entrera en vigueur dès janvier 2015 se base sur un modèle économétrique optimisé ainsi que sur des instruments de pilotage et des indicateurs éprouvés. La Confédération et les cantons peuvent ainsi poursuivre leur précieuse collaboration grâce à cette nouvelle mouture de l'accord axé sur les résultats. ■

1 Sheldon G., *Évolution de la performance du service public de l'emploi en Suisse de 1998 à 2007*, étude mandatée par le Secrétariat d'État à l'économie, Centre de recherche Économie du marché du travail et de l'industrie, université de Bâle, 2008.

2 Les demandeurs d'emploi non bénéficiaires de prestations sont les personnes inscrites auprès d'un ORP sans disposer d'un délai-cadre d'indemnisation donnant droit à l'indemnité journalière ou celles qui sont arrivées en fin de droits durant le délai-cadre ouvert.

3 Brügger B., Lalive d'Épinay R. et Zweimüller J., *Les disparités régionales dans le chômage: Frontières culturelles et territoriales*, étude mandatée par le Secrétariat d'État à l'économie, 2007.

Le pilotage du service public de l'emploi sera développé et optimisé

Un examen complet a montré que le système de pilotage du service public de l'emploi, axé sur les résultats, était globalement apte à assurer une application efficace et efficiente de la loi sur l'assurance-chômage. Il devra, toutefois, subir quelques modifications durant la prochaine période d'accord qui courra de 2015 à 2018. En premier lieu, les possibilités de réinsertion durable des personnes touchant des indemnités de chômage étaient jusqu'à présent évaluées au bout de quatre mois; ce sera douze désormais. Le pilotage par les résultats s'étendra, par ailleurs, à la loi sur le service de l'emploi (LSE) dans le cadre d'un projet pilote. Le système concernera donc également les demandeurs d'emploi non bénéficiaires d'indemnités, qui ont également droit aux prestations des offices régionaux de placement (ORP).



Le modèle axé sur les résultats offre l'avantage de pouvoir accorder aux cantons une marge de manœuvre maximale pour l'exécution de leur mandat.

Photo: beco Berner Wirtschaft

L'exécution du service public de l'emploi incombe aux ORP, aux services de la logistique des mesures du marché du travail (LMMT) ainsi qu'aux autorités cantonales (ACT). Elle est pilotée, depuis 2000, par un accord de prestations axé sur les résultats entre le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)

et les directions cantonales de l'économie publique¹.

Afin de vérifier si le système de pilotage favorise une action efficace et économique des organes cantonaux d'exécution, le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) a lancé en novembre 2012 un projet d'optimisation et de développement de l'accord axé sur les résultats ORP/LMMT/ACT. L'équipe responsable a examiné, en étroite collaboration avec les autorités cantonales chargées du marché du travail, si l'accord précédent prenait en considération tous les objectifs stratégiques du service public de l'emploi. Elle a également étudié les différents instruments de l'accord sur le pilotage des organes cantonaux d'exécution, pour s'assurer qu'ils étaient ciblés et appropriés. En complément, la Commission de surveillance de l'assurance-chômage (AC) a passé commande d'une étude dont l'objet était d'évaluer l'efficacité du système de pilotage actuel².



Simon Röthlisberger
Chef suppléant du secteur Pilotage et principes fondamentaux, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne



Samuel Kost
Collaborateur scientifique, secteur Pilotage et principes fondamentaux, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne

Le pilotage axé sur les résultats et l'étalonnage sont confirmés

Les résultats de cette évaluation ainsi que l'appréciation du Seco et des autorités cantonales du marché du travail ont amené à la conclusion que le *principe d'un pilotage axé sur les résultats* doit être conservé. Par rapport à un pilotage orienté sur les ressources, le modèle axé sur les résultats offre l'avantage de pouvoir accorder aux cantons une marge de manœuvre maximale pour l'exécution de leur mandat, tel que défini par la loi. On garantit ainsi que les autorités cantonales du marché du travail peuvent adapter leur service public de l'emploi de façon optimale aux besoins régionaux.

L'objectif supérieur de la loi sur l'assurance-chômage (LACI) et de la LSE consiste à créer et à préserver un marché du travail équilibré, afin de maintenir le chômage à son niveau le plus bas. On peut, dès lors, formuler pour le service public de l'emploi les *objectifs stratégiques* suivants:

- réinsertion rapide et durable de demandeurs d'emploi ayant droit à l'indemnité, conformément à la LACI;
- réinsertion de demandeurs d'emploi n'ayant pas droit à l'indemnité, conformément à la LSE;
- prévention du chômage.

Avec ces quelques objectifs clairs, le pilotage axé sur les résultats garantit que le système d'exécution se concentre sur les principaux buts de la politique déployée en matière d'emploi. Par ailleurs, le fait que le pilotage axé sur les résultats soit très majoritairement souhaité sur le plan politique et que son *acceptation par les organes d'exécution* soit très élevée³ crée une bonne base pour que les autorités cantonales poursuivent effectivement les objectifs fixés et orientent leurs actions d'exécution dans cette direction.

Le nouvel accord maintient également l'*étalonnage («benchmark») relatif des résultats* des cantons et des ORP. En rendant les objectifs stratégiques du service public de l'emploi opérationnels au moyen d'indicateurs de résultats et en les comparant annuellement, corrigés des facteurs contextuels régionaux, on peut continuer de mesurer objectivement l'efficacité des organes cantonaux d'exécution. L'étalonnage des indicateurs de résultats cantonaux, publié chaque année, crée ainsi une certaine concurrence et incite les organes d'exécution à s'améliorer constamment. Pour rendre hommage aux efforts des cantons qui se sont le plus améliorés par rapport aux années antérieures, la communication

des résultats inclura désormais expressément ces taux d'évolution⁴.

Éléments du nouvel accord

Le *graphique 1* offre un aperçu du pilotage par les résultats ORP/LMMT/ACt et des différents instruments utilisés. Le cœur du système réside dans la mesure des résultats. La réalisation des objectifs stratégiques susmentionnés est déterminée à l'aide de six indicateurs. Les principaux changements du nouvel accord concernent la manière dont on mesure la durabilité de la réinsertion des personnes touchant des indemnités journalières ainsi que le groupe cible des demandeurs d'emploi qui n'ont pas (encore) droit aux prestations de l'assurance-chômage. Auparavant, les indicateurs de résultats étaient uniquement calculés pour les bénéficiaires d'indemnités journalières. Désormais, l'efficacité du service public de l'emploi doit également tenir compte de la réinsertion des non-bénéficiaires de prestations dans le cadre d'un projet pilote. Les paragraphes suivants abordent plus en détail les nouveautés dans les domaines de la LACI et de la LSE.

Mesure des résultats LACI

Dans le domaine de la LACI, les quatre objectifs recherchés en matière de résultats sont mesurés avec des indicateurs qui sont ensuite agrégés dans un indice global (voir *tableau 1*). Pour le nouvel accord, les spécifications des indicateurs de résultats 1 à 3 ont été légèrement adaptées. Les modifications sont principalement d'ordre techniques, liées, d'une part, à la quatrième révision de la LACI et, d'autre part, à une meilleure prise en compte des gains intermédiaires⁵ dans la mesure des résultats.

En revanche, l'indicateur de résultats 4 a été revu et bénéficie désormais d'une plus longue «mémoire». Au lieu de mesurer les réinscriptions des bénéficiaires d'indemnités journalières après quatre mois, on calcule maintenant le nombre de bénéficiaires qui se sont réinscrits à l'ORP dans un délai de douze mois. Des doutes existaient quant à la capacité de l'indicateur d'exprimer des conclusions valides sur la réinsertion durable à mesurer. Des analyses approfondies ont montré que l'ancienne version ne représentait la durabilité des réinsertions que de manière imprécise, car elle dépendait de la manière dont les organes d'exécution utilisaient l'instrument des gains intermédiaires. On la jugeait, par ailleurs, difficile à interpréter, et le modèle de correction des influences exogènes ne produisait que des valeurs explicatives très faibles (environ

Encadré 1

Différences régionales de mentalité

Les cantons latins demandent l'introduction d'une variable corrective correspondant aux différences régionales de mentalité. Leur raisonnement s'appuie sur deux études^a qui montrent que la frontière linguistique marque des différences dans la durée du chômage. Ces écarts ont été par la suite interprétés comme résultant de disparités culturelles^b. Dans le cadre des travaux d'optimisation du nouvel accord, la prise en compte technique de variables représentant les différences culturelles entre la Suisse latine et la Suisse alémanique a été analysée dans le modèle économétrique. Il en ressort qu'une variable entrerait en ligne de compte et correspondrait aux résultats obtenus, lors de la votation du 3 mars 2002, par l'initiative populaire «pour une durée du travail réduite».

Une variable «mentalité» pose, cependant, une question de fond: les différences qu'elle impliquerait devraient-elles être plutôt considérées comme exogènes ou endogènes? Jusqu'à présent, cette question n'a reçu aucune réponse. La littérature dont nous disposons atteste d'un lien entre les différences régionales (exprimées au niveau de la langue) de la durée du chômage et de la mentalité. En revanche, aucune étude ne s'est encore penchée sur un éventuel lien de cause à effet entre des différences régionales de mentalité et des différences dans la politique du marché de l'emploi. De la même manière, on ne peut exclure que le lien révélé par une analyse de corrélation entre une cause et son effet ne vaille également dans le sens contraire. Ces questions restant ouvertes, et la LACI et la LSE étant des lois nationales dont la mesure est la même pour toutes les régions de Suisse, il n'est pas possible pour le Seco de tenir compte d'une variable basée sur les comportements en matière de vote.

a. Flückiger et al., *Analyse des différences régionales de chômage*, 2007; Brügger, Lalive et Zweimüller, *Les disparités régionales dans le chômage: frontières culturelles et territoriales*, 2006; *La Vie économique* 7/8-2007, dossier, pp. 53-62.

b. Brügger, Lalive und Zweimüller, *Does Culture Affect Unemployment? Evidence from the Röstigraben*, 2009.

Tableau 1

Objectifs et indicateurs de résultats suivant la loi sur l'assurance-chômage et leurs pondérations

Groupe cible	Résultat escompté	Que mesure-t-on?	Pondération
Bénéficiaires de prestations de la LACI	Réinsertion rapide	Indicateur de résultats 1: quelle est la durée moyenne d'indemnisation des bénéficiaires?	50%
	Éviter le chômage de longue durée	Indicateur de résultats 2: quelle part des bénéficiaires d'indemnités journalières est entrée en chômage de longue durée?	20%
	Éviter les arrivées en fin de droits	Indicateur de résultats 3: quelle part des bénéficiaires d'indemnités journalières est arrivée en fin de droits?	20%
	Éviter les réinscriptions	Indicateur de résultats 4: quelle part des désinscriptions aboutit à des réinscriptions?	10%
	Réinsertion rapide et durable	Indice général des bénéficiaires de prestations LACI	100%

Source: SECO / La Vie économique

Tableau 2

Objectifs et indicateurs de résultats suivant la loi sur le service de l'emploi et leurs pondérations

Groupes cibles	Résultat escompté	Que mesure-t-on?
Non bénéficiaires de prestations ayant droit	Éviter le versement d'indemnités journalières	Indicateur de résultats 5: quelle part des demandeurs d'emploi ayant droit aux prestations peut être intégrée sur le marché du travail avant de toucher ses premières indemnités journalières?
Non bénéficiaires de prestations sans droit	Intégration sur le marché du travail	Indicateur de résultats 6: quelle part des demandeurs d'emploi n'ayant pas droit aux prestations peut être intégrée sur le marché du travail ?

Source: SECO / La Vie économique

30% contre quelque 70% pour les indicateurs 1 à 3). Les calculs tests ont montré que l'allongement de la durée à un an améliorerait nettement la valeur explicative du modèle de correction.

Le projet d'optimisation de l'accord ORP/LMMT/ACT a conduit à tester de nombreuses spécifications du modèle pour corriger les influences exogènes. L'ensemble de variables suivant s'est révélé le plus approprié:

- *facteur de la saisonnalité*: proportion de nouveaux bénéficiaires de prestations relevant des branches de la construction et de l'hôtellerie dans l'ensemble des nouvelles entrées de l'ORP;
- *facteur des frontaliers*: proportion de frontaliers dans la population résidente en âge d'exercer une activité lucrative (15 à 64 ans) dans la région de l'ORP;
- *facteur de la nationalité*: proportion de nouveaux bénéficiaires de prestations suisses dans l'ensemble des nouvelles entrées de l'ORP;
- *facteur de l'état du marché du travail*: proportion de nouveaux bénéficiaires de prestations dans la population résidente en âge d'exercer une activité lucrative (15 à 64 ans) dans la région de l'ORP.

Désormais, le facteur de la saisonnalité est mesuré selon deux variables. La séparation entre construction et hôtellerie tient mieux compte des différentes structures saisonnières des ORP.

Le facteur d'agglomération utilisé auparavant sera abandonné, car il n'est plus pertinent depuis longtemps. On renonce également à introduire un facteur dont le but aurait été de corriger les différences de mentalité entre régions, bien que celui-ci soit demandé par les cantons latins (voir encadré 1).

Un nouveau champ d'activité pour la LSE

Dans le cadre du projet visant à améliorer la collaboration entre les ORP et les services d'aide sociale, on a notamment tenté de savoir s'il était possible de mesurer des résultats concernant les non-bénéficiaires de prestations. La réponse a été positive sous certaines conditions et avec des restrictions.

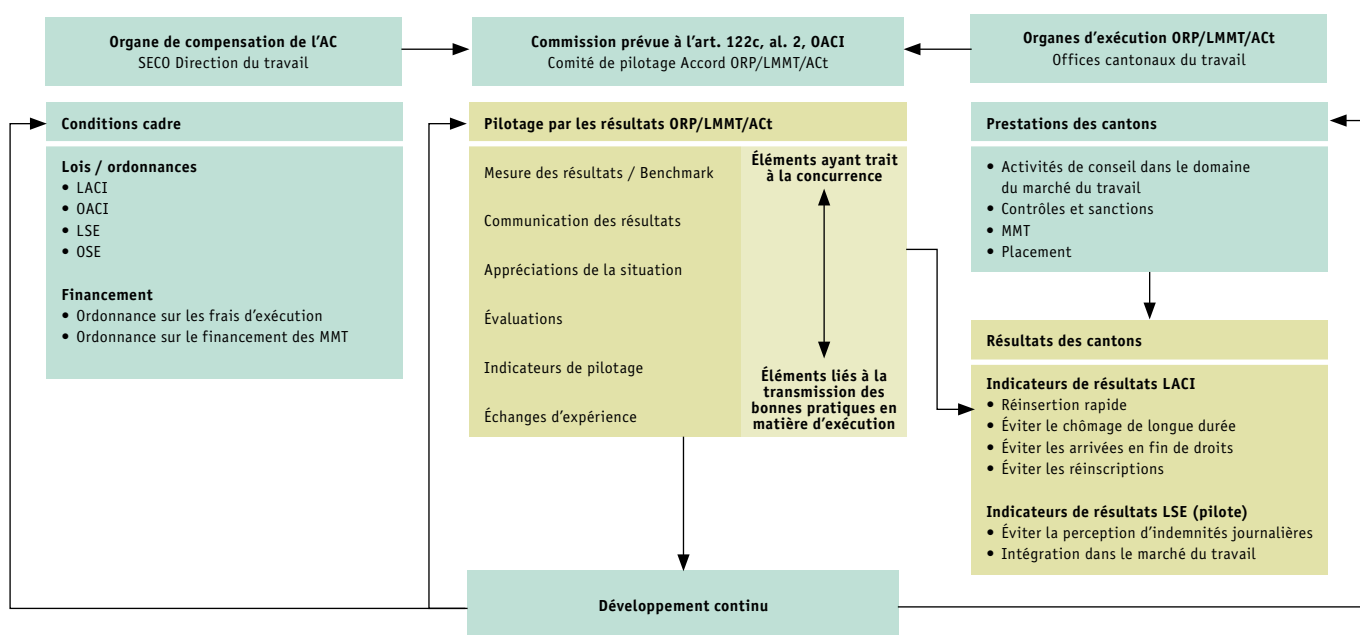
On qualifie de non-bénéficiaires de prestations les demandeurs d'emploi inscrits auprès d'un ORP qui ne disposent pas d'un délai-cadre donnant droit à la perception d'indemnités ou qui sont arrivés en fin de droit pendant ce délai-cadre (voir graphique 2). Deux sous-groupes de non-bénéficiaires doivent être considérés séparément en raison de leur proximité ou, au contraire, de leur distance par rapport au marché de l'emploi. Le premier représente les personnes qui ne sont pas encore au chômage (et n'ont donc pas encore ouvert de délai-cadre). Le second se compose de demandeurs d'emploi qui n'ont pas été pleinement intégrés au marché du travail depuis un certain temps (et n'affichent donc pas la période de cotisation requise). La prise en compte du droit à l'indemnité permet ainsi de différencier les cas préventifs (non-bénéficiaires ayant droit à l'indemnité) et les non-bénéficiaires éloignés du marché du travail sans droit à l'indemnité (voir graphique 3).

Deux indicateurs de non-perception des prestations ont été définis à partir de ces bases conceptuelles (voir tableau 2). L'indicateur de résultats 5 mesure la réalisation des objectifs pour les non-bénéficiaires ayant droit à l'indemnité et l'indicateur 6 pour les non-bénéficiaires sans droit à l'indemnité. Les objectifs sont les suivants:

1. Pour les *non-bénéficiaires ayant droit à l'indemnité*: il s'agit de les empêcher d'entrer au chômage et d'ouvrir un délai-cadre⁶. Ce but est atteint par une insertion rapide sur le marché du travail. Par conséquent, le numérateur de l'indicateur recense les désinscriptions suivies

Graphique 1

Survol du pilotage par les résultats et des instruments utilisés par le service public de l'emploi



Source: SECO / La Vie économique

de prise d'emploi. En comptant les ouvertures de délais-cadres réellement effectuées dans le dénominateur de l'indicateur et les désinscriptions enregistrées comme réussies dans le numérateur, on peut interpréter l'indicateur comme la proportion d'ouverture de délais-cadres évitée par l'insertion dans la vie active. L'indicateur des non-bénéficiaires de prestations ayant droit à l'indemnité peut donc être désigné comme un *indicateur de prévention*.

2. Pour les *non-bénéficiaires de prestations sans droit à l'indemnité*: l'objectif consiste à les insérer dans le marché du travail. Par conséquent, le numérateur compte le nombre de désinscriptions de non-bénéficiaires sans droit à l'indemnité suivies de prise d'emploi. En ce qui concerne le dénominateur, différentes possibilités ont été testées, mais aucune décision définitive n'a encore été prise. La relative hétérogénéité du sous-groupe des non-bénéficiaires sans droit à l'indemnité complique l'attribution d'une dénomination simplificatrice à cet indicateur. Il n'est par exemple pas admissible de le désigner comme celui des «fin de droits» pour simplifier. Cependant, tous les non-bénéficiaires de prestations ont en commun le fait qu'ils ne peuvent justifier du nombre de mois de cotisations nécessaire pour l'ouverture d'un délai-cadre. On peut, par conséquent,

l'interpréter comme un *indicateur pour non-bénéficiaires de prestations éloignés du marché du travail*.

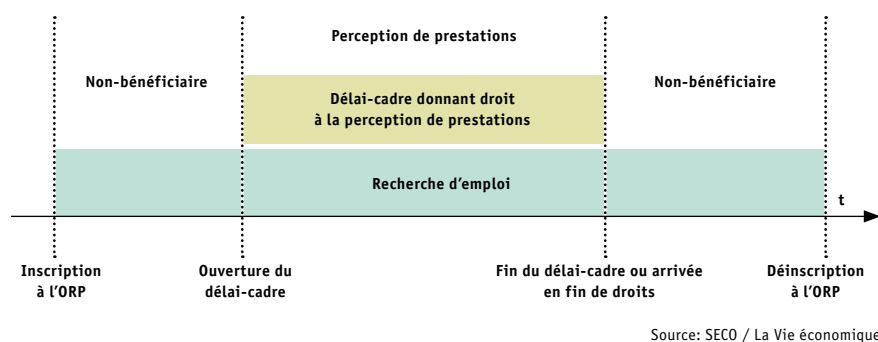
En ce qui concerne la mesure des résultats pour les non-bénéficiaires, il est à noter que les indicateurs reposent en partie sur des indications du Système d'information en matière de placement et de statistique du marché du travail (Plasta) et sur des statistiques de l'AVS⁷. Par conséquent, les informations enregistrées dans Plasta doivent correspondre à des standards de qualité élevés. En outre, l'utilisation de données de l'AVS implique que les indicateurs pour les non-bénéficiaires de prestations connaissent un décalage temporel important.

Pour la mesure des résultats LSE comme dans le cas de la LACI, l'élaboration d'un étalonnage suppose une correction des facteurs exogènes. Celle-ci peut suivre la même méthodologie. Les facteurs exogènes pertinents doivent être identifiés dans le cadre du projet pilote. À la différence de la mesure des résultats LACI, les indicateurs 5 et 6 ne sont pour l'instant pas agrégés en un indice global.

Il convient en outre de surveiller, pendant le projet pilote, d'éventuels signes de changement dans le comportement des organes cantonaux d'exécution, liés à des incitations dommageables⁸. À la fin de la période d'accord 2015–2018, il conviendra

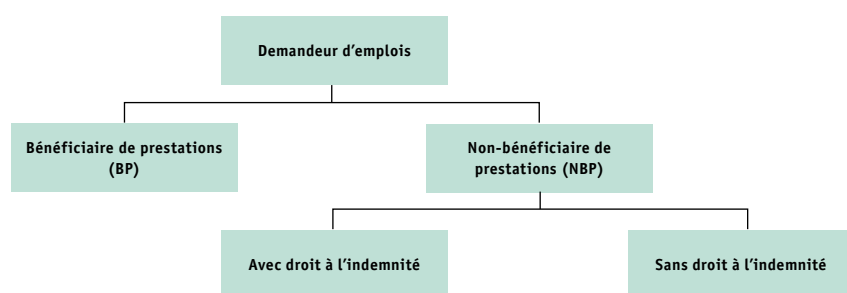
Graphique 2

Phases bénéficiaires et non bénéficiaires dans l'assurance-chômage



Graphique 3

Demandeurs d'emploi et sous-groupes



de décider si la mesure des résultats doit être définitivement introduite pour les non-bénéficiaires de prestations.

Autres instruments du pilotage par les résultats

Afin d'aplanir l'aspect de la concurrence entre les cantons, l'accord contient également depuis 2003 des éléments facilitant l'exécution dans les opérations courantes et encourageant l'apprentissage mutuel, les échanges et la transmission de bonnes pratiques d'exécution. Ces instruments ont été constamment optimisés au cours des dernières années et adaptés à l'évolution des exigences. Les instruments suivants servent à faire évoluer en continu le service public de l'emploi vers une organisation «en formation»:

1. *Analyses de situation*: le Seco effectue une analyse de situation avec les cantons affichant des résultats nettement inférieurs à la moyenne ou en rapide dégradation, dans l'optique d'une amélioration durable des résultats. Les cantons peuvent aussi lui demander la réalisation d'une telle analyse.
2. *Évaluations*: le Seco effectue des évaluations quantitatives et qualitatives (p. ex.

analyses de processus) ciblées, afin de vérifier l'efficacité et l'efficacité des organes d'exécution, d'améliorer la transparence du marché du travail et d'identifier des bonnes pratiques d'exécution.

3. *Chiffres-clés de gestion*: le Seco propose des informations actualisées pour la gestion et le pilotage des organes d'exécution cantonaux (indicateurs de performance ORP/LMMT, aides à l'interprétation pour les conseillers en personnel, gestion de la qualité des données, enquêtes auprès des clients, etc.).
4. *Échange d'expériences*: le Seco et les cantons encouragent les échanges d'expériences entre les organes d'exécution, et donc la transparence et la transmission de bonnes pratiques d'exécution.

Résultats de la consultation auprès des cantons

Le projet d'accord présenté ici a été soumis cet été aux directions cantonales de l'économie publique pour consultation. Les cantons saluent globalement le modèle de pilotage axé sur les résultats et souhaiteraient le poursuivre en grande partie selon le nouveau projet. L'extension de l'accord au groupe cible des non-bénéficiaires de prestations, d'abord dans une phase pilote, est expressément approuvée par l'ensemble des cantons. En revanche, certains d'entre eux expriment des critiques concernant divers points de l'accord, notamment le calcul des indicateurs de résultats et la correction des influences exogènes. Cependant, aucune demande de modification majoritaire n'a été soumise. On peut donc supposer que l'accord sera signé par tous les cantons et pourra donc entrer en vigueur comme prévu le 1^{er} janvier 2015.

1 Voir l'article d'Oliver Schärli, p. 51 de ce numéro.
 2 Kaltenborn Bruno et Kaps Petra, *Steuerung der öffentlichen Arbeitsvermittlung in der Schweiz*, 2013. Internet: www.seco.admin.ch, rubriques «Documentation» > «Publications et formulaires» > «Séries de publications» > «Travail».
 3 Kaltenborn et Kaps (2013), p. 6
 4 La recommandation de Kaltenborn et Kaps visant à remplacer l'ancien étalonnage des résultats annuels par un autre reproduisant leurs taux d'évolution est jugée inefficace pour atteindre les objectifs. Un tel étalonnage avantagerait les cantons ayant auparavant enregistré des résultats nettement inférieurs à la moyenne. Afin de ne pas rendre la mesure de ces derniers excessivement complexe, il a été décidé de renoncer également à la présentation d'un nouvel étalonnage des taux d'évolution parallèlement au système existant.
 5 Conformément à l'art. 24 LACI, est réputé intermédiaire tout gain que le chômeur retire d'une activité salariée ou indépendante durant une période de contrôle.
 6 Cela correspond à l'objectif de prévention figurant à l'art. 1a, al. 2, LACI: «Elle vise à prévenir le chômage imminent (...)».
 7 En revanche, la mesure des résultats LACI repose sur les données du Système de paiement des caisses de chômage et de l'assurance-chômage (Sipac), qui ne peuvent être influencées par les conseillers ORP.
 8 La mesure des résultats de la prévention du chômage pourrait inciter les cantons à se montrer plus actifs dans les cas qui étaient auparavant traités avec succès sans intervention étatique (conseil accru aux demandeurs d'emploi occupant un poste et faciles à placer).

L'assurance-chômage et l'aide sociale doivent coopérer dans leurs champs respectifs

Le service public de l'emploi et l'aide sociale poursuivent un but commun: intégrer autant que possible leurs clients au marché du travail. Chacun a ses forces et ses faiblesses. C'est la raison pour laquelle une coopération est judicieuse dans certains cas. Pour qu'elle soit efficace, il faut qu'elle se fasse à travers des groupes de travail. Quelques cantons ont déjà des projets en cours. D'autres disposent d'institutions permanentes qui doivent être évaluées au niveau de leur efficacité et de leur efficience.



L'échange de prestations entre les offices régionaux de placement et les services sociaux sert surtout à optimiser le processus d'intégration des chômeurs de longue durée.

Photo: Keystone

L'assurance-chômage (AC) et l'aide sociale sont deux systèmes différents aux objectifs bien distincts: la première assure une compensation convenable du manque à gagner en cas de perte de gain, combat le chômage existant grâce à une réintégration rapide et durable et prévient le chômage imminent (art. 1 LACI). L'aide sociale garantit l'existence aux personnes dans le besoin, favorise leur indépendance économique et personnelle et assure leur intégration sociale et professionnelle (normes Csias 2005)¹. Ces

deux systèmes ont cependant un objectif commun: l'intégration des demandeurs d'emploi sur le marché du travail.

Définir les nécessaires conditions-cadres

Les offices régionaux de placement (ORP) et les services sociaux ont aujourd'hui une structure de clientèle qui les oblige à proposer des consultations en matière sociale et liées à l'insertion sur le marché.

Une étude mandatée par le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) s'est intéressée aux potentiels et aux obstacles que pouvait présenter la collaboration entre l'assurance-chômage et l'aide sociale lors de l'intégration sur le marché du travail². Elle parvient notamment à la conclusion que chacune des deux institutions présente un avantage comparatif et qu'il faut encourager l'échange de prestations entre les ORP et les services sociaux.

C'est dans ce contexte que le Seco mène depuis 2010 un projet visant à améliorer la



Mira Schär
Secteur Pilotage et principes fondamentaux, Secrétariat d'État à l'économie SECO

Encadré 1

Le projet «Pôle Insertion+» dans le canton de Fribourg

Concept

Il s'agit d'un pôle de compétence spécifique permettant aux ORP de déléguer à des spécialistes les situations dont le placement nécessite la prise en charge conjointe de problématiques sociales. Les services sociaux régionaux auront par là l'occasion de confier la conduite du processus d'insertion professionnelle à une équipe d'intervention dotée de compétences multiples.

Les situations sont suivies en tandem. La structure propose un train de mesures s'étalant sur neuf mois, soit une fois et demie le temps moyen ordinaire de retour à l'emploi d'un chômeur suivi par un ORP. Ce laps de temps est ajustable, mais la durée d'intervention est déterminée. Autrement dit, au terme de cette période, dans le cas où la personne n'aurait pas été intégrée au marché du travail, elle serait réorientée – avec des recommandations et des conseils du pôle de compétence.

Objectif

Le pôle de compétence vise l'insertion sur le marché du travail des demandeurs d'emploi en fin de droit ou sans droit aux prestations de l'assurance-chômage, bénéficiant ou ayant bénéficié de l'aide sociale dans les douze mois qui précèdent et dont l'employabilité est estimée suffisante.

Groupe cible

Les personnes qui répondent aux critères cumulatifs suivants sont suivies par la structure Pôle Insertion+ :

- les demandeurs d'emploi sans droit à l'AC ou en fin de droit;
- ceux qui bénéficient ou ont bénéficié de prestations matérielles de l'aide sociale dans les douze mois qui précèdent la prise en charge par la structure;
- ceux dont la motivation est attestée par une demande de prise en charge (accord de collaboration) signée, assortie d'un consentement à la communication des données personnelles;
- ceux qui s'engagent à respecter le contrat de placement, y compris la poursuite des recherches d'emploi tout au long de la durée de la prise en charge;
- ceux qui sont adressés à la structure conjointement par les ORP et les services sociaux régionaux concernés.

collaboration entre l'AC et l'aide sociale. Il a consigné dans un cadre conceptuel les objectifs qui, de son point de vue, doivent être remplis pour y arriver et a décrit les conditions nécessaires. Il s'est pour cela concentré sur trois objectifs: l'intégration rapide et durable des demandeurs d'emploi sur le marché du travail primaire, l'utilisation cohérente des avantages comparatifs des deux institutions ainsi que le pilotage ciblé et transparent des activités de consultation et de placement pour tous les demandeurs d'emploi employables dans les ORP. En outre, le Seco testera avec les cantons des modèles de coopération concrets qui mettront l'accent sur l'échange de prestations entre ORP et services sociaux et sur une stratégie commune spécifique aux groupes cibles.

Une définition commune du concept d'employabilité

Une étroite collaboration entre le service public de l'emploi et les services sociaux présuppose que le potentiel d'intégration des personnes suivies fasse l'unanimité. Ceci implique une enquête conjointe des institutions concernées sur l'employabilité ou sur la situation sociale des demandeurs d'emploi, qui doit être rendue opérationnelle grâce à une liste de critères communs. Il a donc fallu définir un groupe cible commun pour l'aide sociale et l'AC, permettant un suivi axé sur les objectifs et les besoins: d'une part, les bénéficiaires de l'aide sociale aptes à s'intégrer sur le marché du travail, d'autre part, les allocataires d'indemnités de chômage présentant un risque élevé de chômage de longue durée. Quel que soit le système dont les clients sont issus, les deux institutions leur apportent leurs compétences clés. Cet échange de prestations doit avoir lieu dès que le client a pu être affecté à un groupe cible.

Un groupe de travail interdisciplinaire (appelé «Employabilité») s'est consacré à cette mission. Il a défini un ensemble de caractéristiques permettant de déterminer l'employabilité. Ce groupe avait pour objectif d'établir une liste parfaitement étayée de facteurs d'influence potentiels (sans prétendre établir un catalogue définitif et exhaustif de caractéristiques). La liste est à la disposition des institutions partenaires sous forme d'instrument de travail depuis mai dernier³.

Le concept d'employabilité n'est en principe pas un critère d'exclusion mais de décision, puisqu'il permet de moduler les offres. Déterminer l'employabilité d'un demandeur d'emploi permet de définir

une offre adaptée à ses besoins de même que la stratégie de conseil et de réinsertion correspondante.

Exploiter les avantages comparatifs

Si l'on part du principe que les ORP possèdent un avantage comparatif en matière de placement et l'aide sociale en matière de conseil social, un échange de prestations entre les deux institutions permet d'optimiser le processus d'intégration des chômeurs de longue durée. L'aide sociale doit, d'une part, travailler en plus étroite collaboration avec les ORP dans le domaine du placement. Il peut, d'autre part, s'avérer utile que les conseillers des ORP tentent de coopérer étroitement avec les services sociaux bien avant la fin du droit aux indemnités lorsqu'un chômage de longue durée se dessine et que l'on peut prévoir qu'une aide sociale sera nécessaire.

Pour que ce principe prenne un tour concret, un autre groupe de travail interdisciplinaire («Modèle de financement des services publics de placement et de l'aide sociale») a été chargé de clarifier la question de la rémunération des prestations fournies: l'examen des demandes, le conseil et le placement, ainsi que les mesures au profit d'une personne, doivent en principe être financés par l'institution mandatée légalement pour cela ou par celle qui est chargée d'assurer l'existence de cette personne. En effet, les prestations que les institutions doivent fournir gratuitement selon leur mandat légal doivent être proposées sans contrepartie financière.

Consigner les bases de la collaboration dans une convention-cadre

À partir des résultats des deux groupes de travail susmentionnés, un troisième groupe, appelé «Convention-cadre», a pour mission de régler les conditions de la collaboration et de définir des procédures à la fois efficaces et contraignantes. Il s'appuie à cette fin sur une convention-cadre fixant des normes minimales obligatoires. Ce groupe de travail entamera ses activités début 2015 et devrait présenter ses résultats à l'automne de la même année.

La collaboration entre l'AC et les services sociaux concernés (au niveau cantonal, régional et communal) s'effectue souvent sur une base volontaire. Par principe, on ne peut que les encourager à s'engager dans cette voie et à améliorer la transparence. Cela implique également des procédures spécifiques aux groupes cibles: elles doivent être administrativement simples

Encadré 2

La collaboration entre l'AC et l'aide sociale dans le canton de Lucerne

Concept

Le projet se focalise sur un conseil axé sur les besoins des personnes, ce qui n'est possible qu'avec une définition claire des groupes-cibles et de leur employabilité. L'AC et l'aide sociale interviennent dans le cadre de leurs compétences clés respectives. Il faut améliorer le lien entre les deux institutions en leur permettant d'échanger des prestations dès que l'appartenance à un groupe-cible a été déterminée.

Objectif

Il s'agit d'atténuer les problèmes financiers et de statut des personnes employables, lorsqu'elles passent de l'assurance-chômage à l'aide sociale. L'objectif est d'obtenir que les deux systèmes se focalisent et soient immédiatement responsables de leurs groupes-cibles respectifs de manière durable et illimitée.

Groupe-cible

Les ORP se concentrent sur le conseil, le suivi et le placement d'assurés et de demandeurs d'emploi employables, qui disposent de toutes les compétences de base supplémentaires ou qui peuvent les acquérir en cas de lacunes.

Les ORP délèguent à l'aide sociale le conseil social pour les assurés et les demandeurs d'emploi employables, qui manquent de compétences de base, mais dont les lacunes sont susceptibles d'être traitées.

L'aide sociale se concentre sur le conseil et le suivi d'assurés et de demandeurs d'emploi aptes au placement dont les lacunes en compétences de base sont susceptibles d'être traitées et sur les demandeurs d'emploi inaptes au placement.

L'aide sociale délègue aux ORP le conseil, le suivi et le placement de demandeurs d'emploi employables, qui disposent de toutes les compétences de base supplémentaires ou qui peuvent les acquérir en cas de lacunes.

et efficaces, et permettre de réinsérer les demandeurs d'emploi rapidement et durablement.

Une convention-cadre offre une base contractuelle et donc contraignante à la collaboration. Celle-ci passe par des processus indépendants des institutions, avec des interlocuteurs ou des services clairement définis. En outre, cette convention-cadre doit permettre de définir les interfaces et de réduire les freins à la collaboration. Enfin, elle doit assurer une démarche commune et coordonnée en faveur d'une intégration globale dans le milieu professionnel, réduire le paiement des indemnités journalières et exploiter les potentiels du marché du travail.

Évaluer les meilleures formes de collaboration

Des coopérations ou des institutions régissent et animent déjà la collaboration entre l'AC et les services sociaux dans de nombreux cantons. Plusieurs de ces expériences feront l'objet d'un suivi étroit et d'une évaluation dans le cadre du projet du Seco. En se basant sur les résultats obtenus, il s'agira d'étudier les formes de coopération existantes sous plusieurs aspects: processus, financement, efficacité, atteinte des objectifs et utilisation des ressources. Les conclusions de ces évaluations seront intégrées au projet global et permettront de développer de bonnes pratiques.

L'évaluation ou la comparaison des différents modèles de coopération devrait permettre d'aboutir à des conclusions valides sur leurs forces et leurs faiblesses, leur pertinence, leur efficacité et leur durabilité, ainsi que sur leurs effets. L'objectif consiste ici globalement à déterminer si une collaboration plus intensive et optimisée entre l'AC

et l'aide sociale permet une intégration plus rapide et durable de tous les demandeurs d'emploi employables sur le marché primaire du travail, si cela permet des économies à long terme dans les systèmes concernés et quel modèle de coopération est le plus efficace et dans quelles conditions.

Cette approche axée sur les bonnes pratiques, importante pour l'ensemble du projet, permet de tirer des conclusions empiriques sur les stratégies d'intégration optimales d'un point de vue économique global.

Encadré 3

Le projet «Coaching pour chômeurs en fin de droit» du canton de Zurich

Concept

L'expérience montre que 20 à 30% des assurés inscrits dans les ORP ne retrouvent pas d'emploi lorsqu'ils arrivent en fin de droit. Tôt ou tard, un tiers de ces personnes posent une demande de soutien économique à l'aide sociale. Cet appui est conditionné par une franchise sur la fortune. Cela signifie que la personne en fin de droit ne peut en général pas être assistée par l'aide sociale immédiatement après la fin de son droit aux indemnités. Elle doit tout d'abord utiliser ses économies jusqu'à ce que celles-ci passent en dessous d'un plancher donné. Pendant cette phase transitoire, les personnes concernées ne sont en principe rattachées à aucun système, ce qui implique des risques: exclusion sociale, perte de repères, absence de structure d'accueil de jour, atteintes à la santé, etc.

Objectif

Le projet vise à optimiser la collaboration entre les ORP et l'aide sociale, dans la perspective d'une intégration professionnelle des personnes risquant d'arriver en fin de droit ou ayant déjà atteint ce stade. Il veut utiliser davantage les prestations des ORP pour les personnes en fin de droit dans un esprit de conseil en matière d'emploi et de placement. Il faut préserver ou renforcer les ressources de ces personnes ou en trouver grâce à une aide personnalisée et à des offres des ORP. Cette démarche atténuera préventivement les effets secondaires néfastes (structure d'accueil de jour, santé, finances, etc.) pour les personnes arrivant en fin de droit.

Groupe-cible

Les personnes en fin de droit, qui ne bénéficient en général pas immédiatement de l'aide sociale.

- Häfeli Ch. (éd.), *Prinzipien der Sozialhilfe*, Lucerne, 2008. M. Häfeli souligne que l'intégration professionnelle et sociale, telle qu'elle est énoncée dans les normes Csias 2005, n'est ni protégée par la Constitution, ni ancrée dans la plupart des lois cantonales en matière d'aide sociale.
- Lindenmeyer et Walker, *Arbeitslosenversicherung und Sozialhilfe: Zusammenarbeit bei der Arbeitsvermittlung*, 2010, KDC-CDC Consultants. Internet: www.seco.admin.ch, rubriques «Documentation» > «Publications et formulaires» > «Séries de publications» > «Travail».
- Voir le rapport du groupe de travail «Employabilité», consultable sur le site www.cii.ch

Réinsérer rapidement et durablement les demandeurs d'emploi en faisant appel à des solutions locales

L'exécution de la loi sur l'assurance-chômage (LACI) est pilotée par un accord de prestations axé sur les résultats, conclu entre la Confédération et les cantons. Son but est de réintégrer rapidement et durablement les demandeurs d'emploi sur le marché du travail. Pour les cantons, ce type de pilotage a fait ses preuves. Il permet, en effet, d'adapter les structures aux spécificités régionales et favorise leur optimisation à travers la concurrence.

L'action de l'État devrait s'orienter vers des prestations et des résultats mesurables, et déléguer de manière appropriée les tâches, les compétences et les responsabilités aux unités administratives. Ces objectifs de la gestion axée sur les résultats ont été mis en œuvre en l'an 2000 avec l'accord de prestations conclu entre la Confédération et les cantons, permettant l'exécution de la LACI. Pour les cantons, cet accord a fait ses preuves pour trois raisons.

Premièrement, *en leur donnant la liberté d'aménager l'exécution*. Les cantons diffèrent les uns des autres. Les grands ne fonctionnent pas de la même manière que les petits. Les régions urbaines n'ont pas la même structure économique que les zones rurales. Certaines branches manquent de main-d'œuvre, tandis que d'autres sont sujettes à des fluctuations saisonnières. Ces différences reflètent le marché de l'emploi local. Entre les directions cantonales de l'économie et les offices du travail, les informations convergent: la promotion de l'économie et les contacts avec les employeurs entretenus par les offices régionaux de placement (ORP) leur permettent de connaître les besoins de l'économie. La surveillance du marché du travail procure des informations précieuses sur les salaires et les conditions d'emploi, tandis que les contacts personnels avec les personnes inscrites dans les ORP leur permettent de connaître l'offre de main-d'œuvre et son potentiel. Ils peuvent ainsi optimiser les structures du service public de l'emploi et les adapter aux besoins des demandeurs d'emploi et des entreprises, ce qui va dans le sens d'une réintégration rapide et durable sur le marché du travail. Les cantons peuvent en mesurer l'étendue en faisant appel à des données objectives, sous forme d'indicateurs d'impact. Ce pilotage, qui combine accord de prestations axé sur les résultats et enveloppe budgétaire globale, garantit une utilisation efficace et efficiente des deniers publics et des ressources cantonales.

Deuxièmement, *en permettant d'échanger et de se référer à des faits*. Grâce aux indicateurs d'impact, les cantons disposent de données objectives pour leurs activités d'exécution. En comparant ces dernières, on peut optimiser continuellement l'organisation du processus et on s'ouvre aux innovations. Les cantons apprennent les uns des autres. Ainsi,

ils entretiennent des contacts privilégiés au sein de l'Association des offices suisses du travail (AOST) et avec le Secrétariat d'État à l'économie (Seco). Ces instances leur permettent de présenter leurs réussites et incitent d'autres cantons à les imiter.

Troisièmement, *en faisant éclore un instrument de gestion*. La mesure des impacts aboutit à des résultats qui servent à positionner les cantons, mais aussi les différents ORP à l'intérieur de ceux-ci. Les autorités cantonales choisissent leurs références («benchmark»); dans de nombreux cas, le déplacement d'un indicateur d'impact est plus significatif qu'une valeur absolue. Ce «baromètre» n'est pas seulement essentiel pour mesurer la réussite d'une innovation, il constitue un véritable instrument de gestion. Les responsables appliquent les objectifs de l'accord de prestations à chacun des conseillers ORP et exploitent régulièrement les données recueillies. La façon dont ces données peuvent être utilisées par le management doit être le thème d'une nouvelle formation continue proposée par l'AOST. Il faut, en outre, renforcer la compréhension des responsables d'ORP vis-à-vis des rapports qu'entretiennent les activités de pilotage et les résultats en termes d'impact.

Examen permanent et optimisation de l'accord

L'accord présent résulte d'une collaboration étroite et constructive entre la Confédération et les cantons. Il doit être continuellement adapté et optimisé à la lumière de l'expérience ainsi que des études et évaluations scientifiques. Il a ainsi été décidé dernièrement d'introduire deux nouveaux indicateurs à titre expérimental pour les non-bénéficiaires de prestations. Ceux-ci doivent représenter et mesurer l'activité des ORP dans l'exécution de la loi sur le service de l'emploi (LSE). Cela montre que l'accord de prestations est un instrument de gestion souple, qui peut encore évoluer en fonction des défis à venir. Il exige une étroite collaboration entre le Seco et les offices cantonaux de l'emploi, chaque partenaire étant conscient de son rôle et de sa fonction en ce qui concerne le partage des tâches, les responsabilités et les compétences.



Bruno Sauter
Président de l'Association des offices suisses du travail AOST, chef de l'Office de l'économie et du travail du canton de Zurich

Saint-Gall salue le nouvel accord axé sur les résultats

Le pilotage par les résultats du service public de l'emploi, en vigueur depuis 2000, est un système qui a fondamentalement fait ses preuves. Hormis les modifications apportées aux quatre indicateurs existants, deux nouveaux indicateurs seront introduits. Ils concernent les non-bénéficiaires de prestations avec ou sans droit à l'indemnité. Le canton de Saint-Gall soutient la majorité de ces innovations, même si c'est avec certaines réserves.

Le service public de l'emploi est soumis depuis 2000 à un système de pilotage axé sur les résultats. Le principe essentiel consiste à assurer un fonctionnement efficace et économique des autorités suisses chargées du marché de l'emploi. On applique à cette fin un modèle de calculs économétriques. Un indice de correction permet de prendre en compte correctement la structure fédéraliste du pays. Les autorités chargées du marché de l'emploi sont proches des employeurs comme des employés; elles peuvent ainsi construire la structure la mieux adaptée à la mise en œuvre de la loi sur l'assurance-chômage (LACI) dans leurs cantons respectifs. Elles peuvent également réagir de façon adéquate à l'évolution économique.

Une «mémoire» plus longue sert la durabilité

En 2012, le Seco a lancé un projet visant à vérifier si les différents instruments de pilotage sont appropriés et produisent l'effet escompté. Ces travaux ont notamment conduit à repenser le quatrième indicateur d'impact. Des doutes existaient en effet sur sa capacité à mesurer de manière suffisamment précise la durabilité de la réinsertion des chômeurs. Au lieu de calculer les réinscriptions après quatre mois, comme jusqu'à présent, on a étendu la «mémoire» à douze mois. La durabilité joue ainsi un rôle plus important. On obtient également une image plus équilibrée de la situation, car les gains intermédiaires ou les facteurs saisonniers sont surévalués lorsque la mémoire est plus courte.

Le canton de Saint-Gall approuve en principe le renouvellement partiel des quatre indicateurs. Nous aurions toutefois souhaité que le modèle économétrique fasse l'objet d'un examen plus approfondi. Ainsi, il aurait été mieux compris et mieux accepté par les collaborateurs des offices régionaux de placement (ORP).

d'emploi qui se sont inscrits auprès d'un ORP, mais qui n'ont pas ou pas encore droit aux indemnités de l'assurance-chômage.

Le canton de Saint-Gall a fait de bonnes expériences dans le conseil aux non-bénéficiaires de prestations ayant droit à l'indemnité. Le but suprême est d'éviter qu'ils ne s'inscrivent au chômage. Cet indicateur est donc préventif. Il incite en outre les collaborateurs des ORP à lancer des actions efficaces dans un domaine qui implique des coûts. Nous soutenons donc son introduction. Lors de licenciements collectifs, on a constaté que les contacts avec les employeurs sont un facteur de confiance déterminant. Ainsi, le travail de placement peut commencer immédiatement après la procédure de consultation. De notre point de vue, il n'y a pas lieu de craindre que cela incite à multiplier les prestations des ORP dans des cas qui pourraient être résolus sans l'intervention des pouvoirs publics. Le marché fonctionne là aussi. Si les autorités chargées du marché de l'emploi et les entreprises entretiennent des contacts étroits, les collaborateurs ont beaucoup plus de chances d'être réembauchés rapidement pendant le délai de résiliation de leur contrat.

L'indicateur d'impact pour les non-bénéficiaires sans droit à l'indemnité reflète leur éloignement du marché de l'emploi. En effet, les personnes constituant ce groupe ont en commun le fait qu'elles n'ont pas cotisé pendant un nombre de mois suffisant pour obtenir l'ouverture d'un délai-cadre d'indemnisation. Le nouvel indicateur contribuera à uniformiser la pratique pour les prestations fournies par les ORP. La collaboration entre ces offices et l'aide sociale n'en sera que plus efficace, car son but est que tous travaillent pour le même objectif: l'intégration sur le marché du travail. En l'occurrence, il serait souhaitable que le Seco édicte des directives claires à l'intention de ce groupe. ■



Peter Kuratli
Directeur de l'Office de l'économie et du travail, canton de Saint-Gall

Une meilleure recension des demandeurs d'emploi

La principale innovation est la création de deux nouveaux indicateurs d'impact permettant d'évaluer les «non-bénéficiaires de prestations». Ce terme désigne les demandeurs

Pour Fribourg, les spécificités latines ne sont pas suffisamment prises en compte

Latins et Alémaniques partagent des valeurs communes.

Celles-ci se retrouvent dans la conduite des services de l'emploi, son modèle économétrique étant presque unanimement salué par les cantons. Toutefois, la barrière de röstli se retrouve dans la différence de mentalité entre les deux principales régions linguistiques du pays. Une situation qui fâche les cantons latins. Depuis quatorze ans, les différents services publics actifs dans le domaine de l'assurance-chômage sont pilotés en fonction de leurs objectifs, à l'aide de quatre indicateurs. La mission est la même pour tous: appliquer les dispositions de la LACI, pour que les demandeurs d'emploi soient réinsérés rapidement et durablement sur le marché du travail. Alors pourquoi ne pas tenir suffisamment compte des facteurs qui désavantagent les cantons latins? Fribourg, qui travaille avec les Romands et les Alémaniques, livre son point de vue.

La première remarque que l'on peut tirer du système d'évaluation est son efficacité. Toutes les études démontrent que la gestion des services publics est une réussite. Il convient toutefois de relever que c'est la rapidité de réinsertion qui est valorisée.

La seconde remarque tient en une question: le service public peut-il s'améliorer? La réponse est affirmative. Depuis l'an 2000, date de l'introduction des indicateurs, les offices régionaux de placement se sont modifiés. Tous les cantons ont revu leur prise en charge des demandeurs d'emploi en suivant deux lignes directrices: assurer l'égalité de traitement et déceler les points faibles dans le processus. Il s'agit d'un travail de précision, car seule l'égalité de traitement, autrement dit la certitude que tous les conseillers en personnel travaillent de la même manière, peut amener des améliorations. Corollaire de ce processus: les exigences pour atteindre la moyenne suisse augmentent chaque année.

La troisième remarque découle logiquement des deux premières: ces indicateurs introduisent une compétition entre les cantons. Il n'est pas si éloigné le temps où le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) publiait le classement des cantons du «meilleur» au «moins bon», provoquant maints remous médiatiques et la noire colère des cantons les moins bien notés. Souvent, ceux-ci ne comprenaient pas les causes de leur déconfiture. Il n'est pas si loin non plus le temps où le Seco récompensait financièrement les «bons» cantons tout en les menaçant d'une amende en cas de baisse de rendement, vieux réflexe d'une *nouvelle gestion publique* obsolète. Notons que le Seco n'est toujours pas en mesure d'expliquer de manière probante les causes des résultats. Aujourd'hui, il

publie régulièrement des études sur les indicateurs et envoie un classement aux cantons, à titre indicatif. Nous supposons que tous les responsables des services de l'emploi se comparent à la moyenne et à leurs collègues de fortune et d'infortune.

Parfaire le système

À partir du 1^{er} janvier 2015, deux nouveaux indicateurs vont compléter les outils à disposition. Il n'est que justice de prendre aussi en compte les personnes qui s'inscrivent au chômage, mais qui ne bénéficient pas encore d'indemnités. Ce critère répond parfaitement à la LACI qui veut que la mission de l'ORP soit également la prévention du chômage. Il est également légitime d'inclure dans l'évaluation les chômeurs en fin de droit. Ces derniers doivent bénéficier des prestations des ORP, même s'ils ne touchent plus d'indemnités.

Parfait, le système? Non, mais perfectible! Le sujet qui fâche les cantons latins est le refus de prendre en compte la différence de mentalité qui existe entre eux et la Suisse alémanique. Fribourg illustre à merveille cette différence: le taux de chômage est moindre dans la partie germanophone. On peut y trouver maintes explications, mais l'une d'entre elles tient à la réticence des Alémaniques à bénéficier de l'aide de l'État pour retrouver un emploi. Pour le Seco, il est exclu de tenir compte de ce critère, même dans les facteurs exogènes qui sont censés corriger des situations sur lesquels les cantons n'ont pas prise. Les services de l'emploi latins relèvent depuis des années que les facteurs exogènes ne prennent pas en considération les divergences que suscite le rapport à l'État entre Latins et Alémaniques. En substance, le fait que les premiers aient de plus grandes attentes vis-à-vis des aides étatiques tend à rendre plus difficile et plus long le travail de suivi, de motivation et de contrôle effectué par les ORP. La loi fédérale étant la même pour tous, soit une personne a droit aux prestations de l'assurance-chômage, soit elle n'y a pas droit. L'égalité de traitement passe par ce droit et pas par la volonté ou non de bénéficier des prestations.



Charles de Reyff
Chef du service public
de l'emploi du canton
de Fribourg

Sommaire

66	A	Survol international
69	B	Données économiques suisses
69	B 1	Comptabilité nationale
72	B 2	Production
73	B 3	Économie extérieure
73	B 4	Marchés monétaire et financier, marché des changes
80	B 5	Prix
82	B 6	Finances publiques
85	B 7	Population
87	B 8	Marché du travail
92	B 9	Durée du travail
93	B 10	Salaires
94	B 11	Assurances sociales
97	B 12	Formation
100	B 13	Recherche et développement
101	B 14	Structure des établissements et des entreprises
103	B 15	Commerce de détail, consommation
104	B 16	Tourisme
108	B 17	Cantons
108		Index
108		Liste des abréviations

Informations statistiques complémentaires

- En ce qui concerne la statistique du chômage, voir les publications mensuelles du SECO sur la situation sur le marché du travail; commande: tél. 031/322 28 64, info@seco.admin.ch
Voir aussi la brochure annuelle *Le chômage en Suisse* (commande: tél. 032/713 60 60, order@bfs.admin.ch).
- En ce qui concerne la statistique sur les marchés monétaires et financiers ainsi que le marché des changes, voir aussi les Bulletins mensuels de statistiques économiques et les Bulletins trimestriels de la Banque nationale suisse; commande: 044/631 32 84, publications@snb.ch.
- Les jours de publication des nouveaux résultats statistiques suisses sont annoncés un trimestre à l'avance dans le *Dissemination Standards Bulletin Board* du Fonds monétaire international, qui peut être consulté à l'adresse Internet <http://dsbb.imf.org>.

Explications

- Les chiffres sont mis à jour au fur et à mesure. Les données révisées ne sont pas signalées spécifiquement en tant que telles.
- Les chiffres provisoires, les estimations et les prévisions sont en revanche mentionnés dans des notes ad hoc en bas de tableaux.
- Valeurs arrondies: dans le cas de nombres relatifs (pourcentages, moyennes, valeurs par tête, etc.), chacune des valeurs figurant dans un tableau donné est en général arrondie. Dès lors, leur somme n'est pas forcément égale à 100% ou au total mentionné.

Légende des signes:

- La donnée correspondante n'existe pas (donnée absolument nulle).
- 0 0,0 Valeur inférieure à la moitié de la plus petite unité exprimée.
- () En vertu de la protection des données, les chiffres ne peuvent être mentionnés.
- ... Donnée non disponible, inconcevable ou non publiée pour des raisons statistiques.

A Survol international

A 1 Produit intérieur brut

		Valeur nominale en milliards	Variation réelle en % par rapport à la période précédente								
		2013	2010	2011	2012	2013	2/2013	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014
Suisse	CHF	592 ¹⁾	3.0	1.8	1.0	2.0	0.6	0.5	0.1	0.5	0.0
Allemagne	EUR	2738	4.0	3.6	0.4	0.1	0.8	0.3	0.4	0.7	-0.2
France	EUR	2060	1.7	2.1	0.3	0.3	0.7	-0.1	0.2	0.0	0.0
Italie	EUR	1560	1.7	0.4	-2.4	-1.9	-0.3	-0.1	0.1	-0.1	-0.2
Grande-Bretagne	GBP	1613	1.7	1.1	0.3	1.7	0.7	0.8	0.7	0.8	0.8
Zone euro	EUR	9577	2.0	1.6	-0.7	-0.4	0.3	0.1	0.3	0.2	0.0
États-Unis	USD	16800 ²⁾	2.5	1.6	2.3	2.2	0.4	1.1	0.9	-0.5	1.0
Japon	JPY	478368 ²⁾	4.7	-0.5	1.5	1.5	0.8	0.4	-0.1	1.5	-1.8
OCDE	USD	47205 ²⁾	3.0	1.9	1.3	1.4	0.5	0.7	0.5	0.2	0.4

1) 2012, chiffres provisoires.

2) Estimé.

Source: OFS, SECO, OCDE

A 2 Indicateurs composites avancés

Corrigé des amplitudes

	Oct. 2013	Nov. 2013	Déc. 2013	Janv. 2014	Févr. 2014	Mars 2014	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Sept. 2014
Suisse	100.4	100.5	100.4	100.4	100.3	100.1	100.0	99.9	99.8	99.7	99.6	99.6
Allemagne	100.8	100.9	101.0	101.1	101.1	101.0	100.8	100.7	100.4	100.1	99.8	99.6
France	99.9	100.0	100.1	100.2	100.2	100.2	100.2	100.2	100.2	100.2	100.3	100.3
Italie	100.2	100.4	100.6	100.7	100.9	101.1	101.2	101.3	101.3	101.3	101.3	101.3
Grande-Bretagne	100.9	101.0	101.0	101.0	101.0	101.0	101.0	101.0	101.0	100.9	100.7	100.5
Zone euro	100.4	100.5	100.7	100.8	100.9	100.9	100.9	100.9	100.9	100.8	100.7	100.7
États-Unis	100.4	100.4	100.4	100.3	100.3	100.3	100.4	100.4	100.4	100.4	100.4	100.4
Japon	101.3	101.4	101.4	101.4	101.2	101.0	100.7	100.4	100.1	99.9	99.7	99.6
OCDE	100.4	100.5	100.5	100.5	100.5	100.5	100.5	100.4	100.4	100.4	100.4	100.4
Brésil	99.2	99.2	99.2	99.1	99.1	99.0	99.0	99.0	99.0	99.1	99.2	99.2
Chine	99.9	99.8	99.6	99.5	99.2	99.1	98.9	98.9	98.8	98.8	98.9	99.1
Inde	98.2	98.2	98.2	98.2	98.3	98.4	98.5	98.6	98.7	98.8	99.0	99.1
Fédération de Russie	99.3	99.4	99.5	99.6	99.7	99.9	100.1	100.3	100.4	100.5	100.6	100.5

Source: OCDE

A 3 Volume du commerce international

	Exportations				Importations			
	En milliards de dollars US	Variation annuelle en %			En milliards de dollars US	Variation annuelle en %		
	2013	2008-2013	2012	2013	2013	2008-2013	2012	2013
Biens								
Monde	18784	16.5	0.6	2.5	18874	14.2	1.0	1.7
Amérique du Nord ¹⁾	2417	18.8	4.0	1.9	3198	10.0	3.3	0.2
CACM ²⁾	37	26.5	6.6	-0.5	63	15.6	5.9	2.0
Brésil	242	22.3	-5.3	-0.2	250	37.3	-1.5	7.4
Europe	6636	2.6	-3.5	4.1	6595	-4.0	-4.9	1.2
UE27	...	...	-3.9	...	...	...	-5.0	...
Fédération de Russie	523	11.0	1.4	-1.1	344	18.0	3.8	2.6
Afrique	600	6.9	4.9	-4.3	628	31.0	8.8	3.9
Moyen-Orient	1332	30.1	4.8	3.4	770	28.5	8.5	6.8
Asie	6285	33.0	2.3	2.8	6336	38.5	4.4	2.0
Chine	2210	54.4	7.9	7.8	1950	72.2	4.3	7.3
Inde	312	60.4	-1.1	6.5	466	45.1	8.5	-4.8
Services³⁾								
Monde	4624	20.3	4.7	6.4	4341	19.9	6.2	5.7
Amérique du Nord ¹⁾	761	27.4	6.0	7.4	561	17.2	4.1	4.4
CACM ²⁾	11	38.8	13.8	6.4	8	14.2	-1.3	4.1
Brésil	37	30.0	4.0	-1.7	84	88.2	6.3	7.4
Europe	2174	10.1	3.1	7.4	1780	4.9	4.7	6.0
UE27	1971	10.6	3.2	8.4	1649	4.0	5.0	6.1
Fédération de Russie	66	29.7	7.5	12.4	123	67.7	13.5	20.9
Afrique	91	6.9	5.4	1.0	161	12.7	8.4	-0.6
Moyen-Orient	128	33.7	12.5	2.9	240	30.9	5.8	8.0
Asie	1212	35.3	5.7	4.6	1229	38.7	7.7	4.6
Chine	207	41.4	4.4	9.0	329	108.3	18.8	17.1
Inde	153	42.9	-0.5	3.4	127	44.3	-3.8	1.3

1) Avec le Mexique.

2) Central American Common Market.

3) Sans secteur publique.

Source: OMC

A 4 Balance des opérations courantes

	En % du PIB						En milliards de dollars US					
	2010	2011	2012	2013	2014 ¹⁾	2015 ¹⁾	2010	2011	2012	2013	2014 ¹⁾	2015 ¹⁾
Suisse	15.0	8.9	9.5	13.4	11.3	12.7	82.4	58.6	60.0	86.8	78.8	92.2
Allemagne	6.3	6.8	7.5	7.6	7.9	7.4	206.8	247.8	258.2	276.1	307.1	299.0
France	-1.4	-1.8	-2.2	-1.6	-1.6	-1.4	-34.9	-50.1	-56.5	-45.0	-46.8	-41.3
Italie	-3.5	-3.1	-0.5	0.6	1.2	1.3	-72.6	-67.2	-10.6	12.2	26.7	29.1
Grande-Bretagne	-2.7	-1.5	-3.8	-4.4	-3.7	-3.1	-62.0	-36.0	-94.5	-111.6	-104.6	-91.1
Zone euro	0.6	0.8	2.1	2.8	3.1	3.2	69.2	106.1	250.6	361.6	415.9	443.5
États-Unis	-3.0	-2.9	-2.7	-2.3	-2.5	-2.9	-449.5	-457.7	-440.4	-379.3	-435.8	-543.7
Japon	3.7	2.0	1.1	0.7	0.2	0.7	203.8	118.4	65.5	34.1	11.2	33.8
OCDE	-0.5	-0.6	-0.5	-0.1	0.0	0.0	-202.4	-281.3	-212.9	-27.6	-5.8	-24.7

1) Estimations et prévisions (mai 2014).

Source: OCDE

A 5 Prix à la consommation

Variation en % par rapport à l'année précédente

	2010	2011	2012	2013	Mars 2014	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet	Août 2014
Suisse	0.7	0.2	-0.7	-0.2	0.0	0.0	0.2	0.0	0.0	0.1
Allemagne	1.1	2.1	2.0	1.5	1.0	1.3	0.9	1.0	0.8	0.8
France	1.5	2.1	2.0	0.9	0.6	0.7	0.7	0.5	0.5	0.4
Italie	1.5	2.8	3.0	1.2	0.4	0.6	0.5	0.3	0.1	-0.1
Grande-Bretagne	3.3	4.5	2.8	2.6	1.7	1.7	1.5	1.9	1.6	1.5
UE	2.1	3.1	2.6	1.5	0.6	0.8	0.6	0.7	0.6	0.5
États-Unis	1.6	3.2	2.1	1.5	1.6	2.0	2.2	2.1	2.1	1.7
Japon	-0.7	-0.3	0.0	0.4	1.6	3.4	3.7	3.6	3.4	3.3
OCDE	1.9	2.9	2.2	1.6	1.5	2.0	2.1	2.1	2.0	1.8

Source: OFS, BNS

A 6 Taux d'intérêt

En %

	2011	2012	2013	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Sept. 2014
Taux d'intérêt à court terme									
Suisse ¹⁾	0.12	0.07	0.02	0.02	0.01	0.01	0.02	0.02	0.01
Grande-Bretagne	0.89	0.84	0.49	0.53	0.55	0.55	0.55	0.55	0.55
Zone euro	1.39	0.57	0.22	0.33	0.32	0.24	0.21	0.19	0.10
États-Unis	0.30	0.28	...	0.12	0.11	0.11	0.13	0.13	0.12
Japon	0.33	0.33	0.24	0.21	0.21	0.21	0.21	0.21	0.21
Taux d'intérêt à long terme									
Suisse ¹⁾	1.47	0.65	0.95	0.86	0.77	0.71	0.62	0.53	0.59
Grande-Bretagne	3.12	1.91	2.45	2.74	2.69	2.91	2.83	2.52	2.48
Zone euro	4.31	3.05	3.01	2.61	2.55	2.28	2.16	1.99	1.85
États-Unis	2.79	1.80	2.35	2.71	2.56	2.60	2.54	2.42	2.53
Japon ¹⁾	1.10	0.84	0.69	0.61	0.57	0.54	0.53	0.49	0.50

1) Fin d'année ou fin de mois.

Source: OCDE

A 7 Taux de change

Cours des devises, marché interbancaires (cours acheteur, à 11 h)

		2010	2011	2012	2013	Mars 2014	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Sept. 2014
Cours des devises¹⁾												
CHF/USD	1 USD	1.04	0.89	0.94	0.93	0.88	0.88	0.89	0.90	0.90	0.91	0.94
CHF/GBP	1 GBP	1.61	1.42	1.49	1.45	1.46	1.48	1.50	1.51	1.53	1.52	1.53
CHF/JPY	100 JPY	1.19	1.11	1.18	0.95	0.86	0.86	0.87	0.88	0.88	0.88	0.87
CHF/EUR	1 EUR	1.38	1.23	1.21	1.23	1.22	1.22	1.22	1.22	1.22	1.21	1.21
Indices réels et nominaux du cours du franc²⁾												
Réel total	Indice	105.9	116.3	112.5	110.7	112.8	112.3	112.0	111.5	111.1	111.0	110.7
Allemagne	Indice	108.7	119.6	119.1	114.7	114.9	115.0	115.4	115.2	114.7	115.0	115.5
France	Indice	106.6	117.2	116.9	113.2	113.6	113.6	113.8	114.0	114.2	113.9	114.5
Italie	Indice	101.0	110.3	108.8	105.0	106.0	105.7	106.0	106.0	106.0	106.1	106.9
Grande-Bretagne	Indice	126.2	137.1	126.6	126.3	123.5	122.1	121.0	119.2	117.9	118.3	118.1
États-Unis	Indice	111.3	127.1	117.0	116.4	120.7	120.3	119.5	118.1	117.5	116.0	113.0
Japon	Indice	118.7	127.4	119.7	147.2	161.2	158.1	155.8	154.8	153.6	152.9	155.1
Nominal total	Indice	122.4	138.1	137.7	144.0	142.8	142.2	141.6	141.2	141.3	141.2	140.6

1) Moyennes annuelles et mensuelles.

2) Par rapport à 40 partenaires commerciaux. Pour la révision des indices du cours du franc, voir Bulletin trimestriel 3/2001 de la BNS.
Janvier 1999 = indice 100.Source: BNS
Internet: www.snb.ch

A 8 Population

	En millions							Variation en % par rapport à l'année précédente					
	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2012	2006	2007	2008	2009	2010	2012
Suisse	5.3	6.2	6.3	6.7	7.2	7.9	8.1 ¹⁾	1.5	1.1	1.4	1.1	1.1	1.1
Allemagne ²⁾	55.6	60.7	61.6	63.3	82.2	81.7	81.9	-0.1	-0.1	-0.1	-0.3	-0.2	0.2
France	45.5	50.8	53.9	56.7	59.1	63.0	63.5	0.7	0.6	0.5	0.6	0.5	0.4
Italie	50.2	53.7	56.4	56.7	57.2	60.1	59.5	0.5	0.8	0.8	0.7	0.5	-1.3
Grande-Bretagne	52.4	55.6	56.0	57.2	58.9	61.3	63.7	0.6	0.6	0.7	-0.8	0.7	3.1
UE ³⁾	280.2	303.3	317.9	348.0	465.9	493.7	502.4	1.2	0.4	0.4	0.3	0.8	1.5
États-Unis	180.7	205.1	227.7	250.0	282.2	309.1	313.9	0.9	1.0	0.9	1.0	0.7	0.7
Japon	93.3	103.7	116.8	123.6	126.9	127.1	127.5	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.3	-0.2
OCDE	640.8	715.1	780.5	1025.3	1128.4	1235.5	1252.1	0.7	0.7	0.8	0.5	1.2	0.6
Monde ⁴⁾	3019.0	3693.0	4450.0	5266.4	6124.1	6896.0	7080.1	1.2	1.2	1.2	1.2	1.0	1.1

1) 31 décembre 2013.

2) Avec les nouveaux «Bundesländer» à partir de 1990.

3) UE15 à partir de 1995, UE25 à partir du 1er mai 2004, UE27 à partir du 1er janvier 2007.

Source: OFS, OCDE, ONU

A 9 Emploi

	Actifs occupés		Variation en % par rapport à l'année précédente									
	En millions	En % ¹⁾										
	2012	2012	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012			
Suisse	4.8	79.4	2.4	2.5	2.0	0.6	0.7	2.5	1.5			
Allemagne	40.1	72.8	2.0	2.2	1.8	-0.2	-0.2	2.7	0.7			
France	26.5	63.9	1.0	1.4	0.6	-0.4	-2.0	0.3	2.7			
Italie	22.9	57.6	1.9	1.0	0.8	-1.6	-0.7	0.4	-0.3			
Grande-Bretagne	29.4	70.9	0.9	0.7	0.7	-1.7	0.3	0.4	0.9			
UE	...	...	2.0	1.9	1.0	-1.7	-0.5	0.3	...			
États-Unis	143.9	67.1	1.9	1.1	-0.5	-3.8	-0.6	0.6	2.9			
Japon	...	...	0.4	0.5	-0.4	-1.6	-0.4	-4.5	...			
OCDE	...	...	1.8	1.5	0.6	-1.8	0.1	2.9	...			

1) Actifs occupés en % de la population résidente en âge de travailler.

Source: OFS, OCDE

A 10 Chômage

	Chômeurs en milliers	Taux de chômage														
		2010	2011	2012	2013	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014	3/2014	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Sept. 2014
Suisse	136 ¹⁾	3.5	2.8	2.9	3.2	3.0	3.3	3.4	2.9	3.0	3.2	3.0	2.9	2.9	3.0	3.0
Allemagne	2314	7.1	6.0	5.5	5.3	5.3	5.2	5.1	5.1	5.0	5.1	5.1	5.1	5.1	5.0	5.0
France	2677	9.7	9.2	9.8	10.3	10.3	10.2	10.1	10.2	10.5	10.1	10.2	10.4	10.5	10.5	10.5
Italie	2744	8.4	8.4	10.7	12.2	12.3	12.5	12.6	12.5	12.6	12.5	12.6	12.4	12.6	12.5	12.6
Grande-Bretagne	2519	7.8	8.0	7.9	7.6	7.6	7.1	6.7	6.3	...	6.4	6.3	6.2	6.0	...	...
Zone euro	17882	10.2	10.1	11.3	12.0	12.0	11.9	11.7	11.6	11.5	11.6	11.6	11.5	11.5	11.5	11.5
États-Unis	12506	9.6	9.0	8.1	7.4	7.2	7.0	6.7	6.2	6.1	6.3	6.3	6.1	6.2	6.1	5.9
Japon	2850	5.1	4.6	4.4	4.0	4.0	3.9	3.6	3.6	3.6	3.6	3.5	3.7	3.8	3.5	3.6
OCDE	47276 ²⁾	8.3	7.9	7.9	7.9	7.9	7.7	7.5	7.4	7.3	7.4	7.4	7.4	7.4	7.3	7.2

1) 2013, moyenne annuelle.

2) 2011.

Source: SECO, OCDE

A 11 Dépenses intérieures brutes de R&D

En % du PIB

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Suisse	...	2.82	...	...	...	2.87	...	...	...	3.13
Allemagne	2.54	2.50	2.51	2.54	2.53	2.69	2.82	2.80	2.89	2.98
France	2.18	2.16	2.11	2.11	2.08	2.12	2.27	2.24	2.25	2.29
Italie	1.10	1.09	1.09	1.13	1.17	1.21	1.26	1.26	1.25	1.27
Grande-Bretagne	1.73	1.67	1.70	1.72	1.75	1.75	1.82	1.77	1.78	1.73
UE15	1.88	1.85	1.86	1.89	1.90	1.98	2.07	2.07	2.10	2.13
États-Unis	2.55	2.49	2.51	2.55	2.63	2.77	2.82	2.74	2.76	2.79
Japon	3.14	3.13	3.31	3.41	3.46	3.47	3.36	3.25	3.38	3.35
OCDE	2.19	2.16	2.19	2.22	2.25	2.33	2.37	2.34	2.37	2.40

Source: OCDE, OFS

B Données économiques suisses

B1 Comptabilité nationale

B 1.1 Produit intérieur brut selon son affectation, à prix courants

En millions de francs

Intitulé	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ²⁾	2012 ²⁾
Dépenses de consommation finale	309996	319799	323403	328052	335932	342510	352067	365222	379573	386189	394751	399868	405905
Ménages et ISBLSM ¹⁾	261938	268588	270621	273892	281074	286900	295720	307227	320693	324146	331823	335415	339785
Administrations publiques	48058	51211	52782	54160	54859	55610	56347	57996	58880	62042	62928	64453	66120
Formation brute de capital	100648	102940	95689	93485	97881	104747	115228	121920	125280	106950	116158	124503	124192
Formation brute de capital fixe	100434	98655	96847	94056	98339	102719	109227	117433	120762	110409	115012	120319	119000
Biens d'équipement	59867	58136	55925	52994	55052	56913	62679	70120	71653	60327	62979	65782	65838
Construction	40567	40519	40922	41062	43287	45805	46549	47313	49109	50082	52033	54537	53161
Variation des stocks	-365	-611	-1663	-1276	-1023	-408	2004	3568	3535	-5357	1704	4328	7760
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	578	4896	505	706	565	2436	3997	920	983	1898	-559	-144	-2567
Exportations	196440	197919	193334	193347	209618	227957	258188	294008	308162	279221	296349	299878	309529
Biens	143446	145810	143285	141502	153125	163358	185529	206938	216910	188369	204053	208727	212386
Services	52993	52109	50049	51844	56493	64599	72659	87069	91252	90852	92296	91151	97143
Importations	174678	177414	165640	164312	178084	196126	217447	240350	245163	217988	234593	239147	247775
Biens	150180	153096	140936	139778	148940	162967	183301	200647	205079	174887	190874	194324	196879
Services	24498	24318	24704	24533	29144	33159	34146	39703	40083	43101	43719	44823	50896
Produit intérieur brut	432405	443243	446786	450572	465348	479088	508036	540800	567852	554372	572665	585102	591851

1) Institutions sans but lucratif au service des ménages.

2) Chiffres provisoires.

Source: OFS

Infotéléphone: 032/713 66 48

Courriel: info.vgr-cn@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 1.2 Produit intérieur brut selon son affectation

Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente

Intitulé	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ²⁾	2012 ²⁾
Dépenses de consommation finale	2.2	0.2	1.3	1.4	1.4	1.3	2.0	0.6	2.0	1.4	1.1	2.5
Ménages et ISBLSM ¹⁾	2.0	0.1	1.0	1.6	1.7	1.6	2.2	1.2	1.8	1.7	1.1	2.4
Administrations publiques	3.1	0.7	2.8	0.5	0.2	-0.1	0.9	-2.5	3.3	0.2	1.2	3.2
Formation brute de capital	-0.3	-1.6	-1.0	3.0	3.5	3.7	0.4	0.2	-6.2	7.1	4.0	-3.1
Formation brute de capital fixe	-3.3	-1.0	-2.0	4.2	4.1	5.3	5.4	0.7	-8.0	4.8	4.5	-0.4
Biens d'équipement	-3.3	-3.2	-4.8	4.5	4.6	10.7	11.1	1.1	-15.5	5.8	6.1	1.7
Construction	-3.4	2.2	1.8	3.9	3.5	-1.4	-2.3	0.0	3.0	3.5	2.5	-2.9
Variation des stocks	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations	0.7	0.2	-0.9	7.9	7.7	10.1	9.9	2.9	-7.7	7.7	3.8	2.5
Biens	1.4	1.4	-0.1	7.3	5.8	11.1	8.4	2.6	-11.4	9.6	6.2	2.5
Services	-1.0	-3.2	-3.3	9.6	12.7	7.5	13.6	3.4	1.2	3.5	-1.6	2.4
Importations	1.5	-0.8	0.7	7.2	6.6	6.8	6.2	-0.3	-5.2	8.4	4.2	3.1
Biens	1.7	-1.6	1.9	5.7	5.5	7.8	5.2	-0.5	-8.0	9.7	3.6	1.6
Services	0.2	4.2	-5.8	15.8	11.9	1.7	12.0	0.6	9.0	3.0	6.8	9.4
Produit intérieur brut	1.2	0.2	0.0	2.4	2.7	3.8	3.8	2.2	-1.9	3.0	1.8	1.0

1) Institutions sans but lucratif au service des ménages.

2) Chiffres provisoires.

Source: OFS

Infotéléphone: 032/713 66 48

Courriel: info.vgr-cn@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 1.3 Compte de production par secteurs institutionnels, à prix courants

En millions de francs

P.1 Production

Code	Secteurs institutionnels	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ¹⁾
S.11	Sociétés non financières	681670	703962	718322	717586	752420	784340	836079	893469	947983	915100	943583	960229
S.12	Sociétés financières	87678	83354	84848	87272	88441	92150	100318	115702	114787	109852	106444	105616
S.121/S.122	Sociétés financières (hors S.125)	58696	54090	51820	52040	54010	59211	64282	72910	69285	64019	62217	60058
S.125	Sociétés d'assurance et fonds de pension	28982	29263	33027	35231	34432	32940	36036	42793	45502	45833	44228	45559
S.13	Administrations publiques	61982	64987	66426	68221	68974	69829	71241	73345	77967	81330	82581	84167
S.1314	Administrations de sécurité sociale	846	858	938	1020	1217	1204	1194	1236	1278	1399	1482	1536
S.15	Institutions sans but lucratif au service des ménages	11712	12411	13217	13616	14095	14139	14794	15286	16115	17027	17187	17364
D.21	Impôts sur les produits	29767	29585	28629	28895	30027	30497	31990	33071	33977	32864	34212	34945
D.31	Subventions sur les produits	-3324	-3281	-3358	-3237	-3260	-3136	-2839	-2783	-2833	-2908	-2875	-3048
Total		869484	891017	908084	912353	950697	987819	1051582	1128090	1187996	1153265	1181133	1199274

P.2 Consommation intermédiaire

Code	Secteurs institutionnels	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ¹⁾
S.11	Sociétés non financières	376091	383439	395097	398081	420226	441629	473866	509257	538552	516915	527263	534288
S.12	Sociétés financières	35788	38211	39545	36222	37419	39339	41122	48799	49684	48365	47502	45659
S.121/S.122	Sociétés financières (hors S.125)	20942	21322	19667	18403	19388	21593	23360	28164	28165	26667	26461	25229
S.125	Sociétés d'assurance et fonds de pension	14845	16889	19879	17820	18030	17747	17762	20635	21520	21698	21041	20430
S.13	Administrations publiques	20657	21293	21447	22084	22158	22201	22754	23269	25641	26964	27015	27469
S.1314	Administrations de sécurité sociale	619	611	677	733	916	904	882	948	972	1071	1105	1161
S.15	Institutions sans but lucratif au service des ménages	4543	4831	5208	5393	5546	5562	5804	5964	6267	6649	6690	6756
Total		437079	447774	461298	461781	485350	508731	543546	587289	620144	598893	608469	614172

B.1 Valeurs ajoutées brutes et produit intérieur brut

Code	Secteurs institutionnels	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ¹⁾
S.11	Sociétés non financières	305579	320522	323225	319505	332194	342711	362213	384212	409432	398186	416320	425941
S.12	Sociétés financières	51890	45143	45302	51049	51022	52811	59196	66903	65103	61487	58943	59958
S.121/S.122	Sociétés financières (hors S.125)	37754	32769	32154	33638	34621	37618	40922	44745	41121	37352	35756	34829
S.125	Sociétés d'assurance et fonds de pension	14137	12374	13149	17412	16401	15193	18274	22158	23982	24134	23187	25129
S.13	Administrations publiques	41325	43693	44979	46137	46816	47628	48486	50075	52326	54366	55566	56698
S.1314	Administrations de sécurité sociale	227	246	261	287	301	299	312	288	306	328	378	375
S.15	Institutions sans but lucratif au service des ménages	7169	7580	8008	8223	8549	8577	8990	9322	9848	10377	10497	10609
Produit intérieur brut		432405	443243	446786	450572	465348	479088	508036	540800	567852	554372	572665	585102

1) Données provisoires.

Source: OFS
 Infotéléphone: 032/713 66 48
 Courriel: info.vgr-cn@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 1.4 Principaux indicateurs des comptes nationaux

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 ¹⁾	2012 ²⁾
À prix courants													
Produit intérieur brut	5.2	2.5	0.8	0.8	3.3	3.0	6.0	6.4	5.0	-2.4	3.3	2.2	1.2
Demande intérieure	4.3	2.0	0.4	0.4	2.9	2.5	3.6	4.6	3.7	-0.7	2.7	2.0	0.9
Aux prix de l'année précédente													
Produit intérieur brut	3.7	1.2	0.2	0.0	2.4	2.7	3.8	3.8	2.2	-1.9	3.0	1.8	1.0
Demande intérieure	2.8	0.8	-0.1	0.5	2.1	2.0	2.2	2.8	0.6	-0.4	2.2	1.8	1.8
Évolution de la productivité nationale de travail en													
Emploi en équivalence plein temps	0.4	1.8	-0.4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Heures effectivement travaillées	-0.8	2.9	1.8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déficit des administrations publiques par rapport au PIB	-0.4	-0.4	-2.3	-2.0	-2.1	-1.1	0.5	1.0	2.0	0.8	0.3	0.7	...
Taux d'épargne ³⁾													
Épargne des ménages en % du revenu disponible brut ajusté de l'épargne forcée	16.0	16.6	15.4	14.2	13.6	14.3	16.0	17.5	16.9	16.6	16.5	17.8	...
Épargne forcée des ménages en % du revenu disponible brut ajusté de l'épargne forcée	8.8	8.6	8.7	8.9	7.9	8.1	8.2	8.3	8.5	8.4	8.2	8.1	...
Épargne volontaire des ménages en % du revenu disponible brut ajusté de l'épargne forcée	7.1	7.9	6.7	5.3	5.8	6.2	7.8	9.2	8.4	8.2	8.3	9.7	...
Contribution extérieure en % du PIB	5.0	4.6	6.2	6.4	6.8	6.6	8.0	9.9	11.1	11.0	10.8	10.4	10.4
Dépense de consommation finale des ménages et ISBLSM ³⁾ par habitant	36335	36868	36854	36987	37707	38247	39129	40326	41589	41550	42123	42391	...
Consommation finale effective des ménages et ISBLSM ³⁾ par habitant	39856	40527	40722	41075	41765	42465	43363	44637	45757	46020	46623	46966	...
Revenu disponible des ménages et ISBLSM ³⁾ par habitant	39425	40367	39790	39261	40219	41005	42770	44842	45784	45627	46310	47379	...
Revenu disponible ajusté des ménages et ISBLSM ³⁾ par habitant	42946	44026	43657	43349	44277	45224	47004	49154	49952	50097	50810	51954	...

1) Données provisoires.

2) L'épargne des ménages en % du revenu disponible brut représente la part du revenu disponible qui n'a pas été utilisée à des fins de consommation.

3) Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Source: OFS, Infotéléphone: 032/713 66 48
 Courriel: info.vgr-cn@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 1.5 Évolution du produit intérieur brut, approche par la dépense^{a)}Données trimestrielles (en termes réels selon le SEC95)¹⁾
aux prix de l'année précédente, valeurs chaînées

Variation en % par rapport au trimestre précédent (données corrigées des variations saisonnières)

	3/2012	4/2012	1/2013	2/2013	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014
Dépenses de consommation finale	0.7	0.8	0.6	0.5	0.3	0.6	-0.1	0.2
Ménages et ISBLSM ²⁾	0.7	0.8	0.7	0.5	0.2	0.6	0.1	0.2
Administrations publiques	0.9	0.6	0.6	0.2	0.9	0.4	-0.7	-0.3
Formation brute de capital fixe	-0.5	-0.3	-0.1	2.5	0.5	1.4	0.2	0.0
Biens d'équipement	-0.7	-0.8	-0.9	3.3	-0.4	1.0	-1.3	0.7
Construction	-0.1	0.5	0.8	1.6	1.7	1.9	1.9	-0.7
Demande intérieure finale ³⁾	0.4	0.5	0.5	0.9	0.3	0.8	0.0	0.1
Demande intérieure	1.1	-0.6	0.9	0.6	0.3	1.1	-1.3	0.0
Exportations	0.7	1.7	-0.8	1.1	0.0	0.9	2.3	0.6
Biens	0.8	1.5	-1.7	1.3	0.0	0.0	2.8	0.7
Biens sans objets de valeur ⁴⁾	1.6	-1.3	-0.7	-0.8	3.1	-1.7	2.1	0.7
Services	0.6	2.2	1.1	0.9	-0.1	2.9	1.1	0.6
Demande globale	1.0	0.3	0.3	0.8	0.2	1.0	0.0	0.2
Importations	1.6	0.0	-0.4	1.3	-0.6	3.3	-1.0	0.9
Biens	1.8	-1.0	-0.5	1.5	-0.7	2.1	-0.9	0.4
Biens sans objets de valeur ⁴⁾	0.9	-0.7	-1.2	1.5	0.2	1.2	-0.2	0.7
Services	0.7	3.8	-0.2	0.6	-0.3	7.5	-1.4	2.4
Produit intérieur brut	0.7	0.4	0.6	0.6	0.5	0.1	0.5	0.0

a) Notes voir tableau B1.8.

Source: SECO, Infotéléphone: 031/323 16 81
Courriel: ET-PIB@seco.admin.ch, Internet: www.seco.admin.ch**B 1.6 Évolution du produit intérieur brut, approche par la dépense^{a)}**Données annuelles et trimestrielles (en termes nominaux selon le SEC95)¹⁾, aux prix courants

	En millions de francs						Variation en % par rapport à la période correspondante de l'année précédente (données brutes)					
	2012 ²⁾	2013 ³⁾	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014	2012 ²⁾	2013 ³⁾	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014
Dépenses de consommation finale	405905	413368	102315	105871	103026	104256	1.5	1.8	1.8	1.8	1.1	1.0
Ménages et ISBLSM ²⁾	339785	345295	85191	88582	85921	87227	1.3	1.6	1.6	1.5	0.9	1.0
Administrations publiques	66120	68074	17125	17289	17105	17029	2.6	3.0	3.1	3.2	1.7	1.1
Formation brute de capital fixe	119000	121065	30924	31642	30042	30639	-1.1	1.7	2.4	4.2	7.4	0.3
Biens d'équipement	65838	65665	16076	17109	16281	16520	0.1	-0.3	1.0	2.4	3.5	-1.4
Construction	53161	55399	14848	14534	13761	14120	-2.5	4.2	3.9	6.4	12.4	2.5
Demande intérieure finale ³⁾	524905	534433	133239	137514	133068	134895	0.9	1.8	2.0	2.3	2.4	0.8
Demande intérieure	530097	541245	136946	138931	132870	135872	1.1	2.1	1.5	3.8	1.5	1.1
Exportations	309529	314389	76284	79969	80937	80317	3.2	1.6	1.4	0.5	3.5	0.4
Biens	212386	212748	52096	53643	54064	54041	1.8	0.2	0.0	-2.3	3.7	-1.5
Biens sans objets de valeur ⁴⁾	201191	201720	50077	51221	51465	51439	1.4	0.3	0.7	-0.1	4.4	0.6
Services	97143	101641	24187	26327	26873	26276	6.6	4.6	4.7	6.6	3.2	4.8
Demande globale	839626	855634	213229	218900	213807	216190	1.9	1.9	1.5	2.6	2.2	0.8
Importations	247775	252798	60828	67433	62714	64250	3.6	2.0	-0.2	4.6	2.4	1.5
Biens	196879	197432	47798	51053	49421	49418	1.3	0.3	-1.5	2.5	1.3	-0.8
Biens sans objets de valeur ⁴⁾	188251	188939	46056	48946	47514	47612	2.2	0.4	-0.5	2.8	2.5	0.1
Services	50896	55365	13029	16381	13293	14832	13.5	8.8	5.1	11.5	6.7	9.9
Produit intérieur brut	591851	602837	152402	151467	151093	151940	1.2	1.9	2.2	1.7	2.2	0.6

a) Notes voir tableau B1.8.

Source: SECO, Infotéléphone: 031/323 16 81
Courriel: ET-PIB@seco.admin.ch, Internet: www.seco.admin.ch**B 1.7 Évolution du produit intérieur brut, approche par la production^{a)}**Données trimestrielles (aux termes réels selon le SEC95)¹⁾
aux prix de l'année précédente, valeurs chaînées

Variation en % par rapport au trimestre précédente (données corrigées des variations saisonnières)

	3/2012	4/2012	1/2013	2/2013	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014
A1 Agriculture, sylviculture et pêche	-0.9	-0.5	0.3	0.4	0.2	-0.4	-0.1	0.2
A2 Industries extractives, industries manufacturière, production et distribution d'énergie et d'eau, gestion des déchets	0.9	-1.4	-0.1	-0.5	1.2	-1.2	0.5	0.4
A3 Construction	0.5	0.6	0.4	1.0	1.5	0.8	0.2	-0.4
A4 Commerce, réparation d'automobiles; transports et entreposage; Information et communication; hébergement et restauration	0.2	0.4	0.0	0.5	0.2	0.8	0.5	0.1
A5 Activités financières; assurances; activités immobilières, scientifiques et techniques; activités de services administratifs et de soutien	1.1	1.2	1.5	1.5	0.8	0.3	1.4	0.1
A6 Administration publique; enseignement; santé humaine et activités sociales; arts, spectacles, activités récréatives et autres activités de service; activités des ménages en tant qu'employeurs et producteurs pour usage final propre	1.1	0.8	0.7	0.7	0.0	0.6	0.0	-0.3
Impôts sur les produits	-0.5	1.7	0.5	1.3	-0.7	-1.2	-0.2	-1.2
Subventions sur les produits	0.0	0.0	-8.7	0.0	0.0	0.0	-0.6	0.0
Produit intérieur brut	0.7	0.4	0.6	0.6	0.5	0.1	0.5	0.0

a) Notes voir tableau B1.8.

Source: SECO, Infotéléphone: 031/323 16 81
Courriel: ET-PIB@seco.admin.ch, Internet: www.seco.admin.ch

B 1.8 Évolution du produit intérieur brut, approche par la productionDonnées annuelles et trimestrielles (en termes nominaux selon le SEC95)¹⁾, aux prix courants

	En millions de francs						Variation en % par rapport à la période correspondante de l'année précédente (données brutes)					
	2012 ⁵⁾	2013 ⁵⁾	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014	2012 ⁵⁾	2013 ⁵⁾	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014
A1 Agriculture, sylviculture et pêche	4096	4493	1142	1169	1137	1145	-5.7	9.7	13.0	10.9	5.8	3.5
A2 Industries extractives, industries manufacturière, production et distribution d'énergie et d'eau, gestion des déchets	119206	118909	29560	29890	29874	30057	1.2	-0.2	-0.2	-0.1	1.5	0.1
A3 Construction	30658	31751	8883	8450	6736	8270	-1.2	3.6	4.4	4.2	7.4	1.5
A4 Commerce, réparation d'automobiles; transports et entreposage; Information et communication; hébergement et restauration	145625	147022	37653	36719	37057	36948	-0.5	1.0	1.5	1.3	1.9	1.8
A5 Activités financières; assurances; activités immobilières, scientifiques et techniques; activités de services administratifs et de soutien	113562	116167	29113	29047	29459	29308	3.5	2.3	2.2	1.8	2.1	0.6
A6 Administration publique; enseignement; santé humaine et activités sociales; arts, spectacles, activités récréatives et autres activités de service; activités des ménages en tant qu'employeurs et producteurs pour usage final propre	146984	152084	38006	38412	38572	38367	2.1	3.5	3.0	3.0	2.3	1.1
Impôts sur les produits	34811	35259	8757	8492	8971	8558	-0.4	1.3	5.3	-1.1	0.8	-6.1
Subventions sur les produits	3091	2849	712	712	714	714	1.4	-7.8	-7.8	-7.8	0.2	0.2
Produit intérieur brut	591851	602837	152402	151467	151093	151940	1.2	1.9	2.2	1.7	2.2	0.6

1) Pour la désaisonnalisation, prière de consulter [www.seco.admin.ch/thèmes/situation économique/](http://www.seco.admin.ch/thèmes/situation_économique/)
PIB estimations trimestrielles/données, notes techniques, méthodes.

2) La consommation finale des ménages privés répond au concept national et tient compte également de la consommation des institutions privées sans buts lucratifs au service des ménages (ISBLSM).

3) La demande intérieure finale n'incorpore pas les variations de stocks et les importations nettes d'objets de valeur.

4) Commerce de métaux précieux, des pierres de gemmes, des objets d'art et des antiquités.

5) Résultats 2012 et 2013 de l'OFS.

Source: SECO

Infotéléphone: 031/323 16 81

Courriel: ET-PIB@seco.admin.ch

Internet: www.seco.admin.ch**B2 Production****B 2.1 Production dans l'industrie¹⁾**

Variation en % par rapport à l'année précédente

Noga 2008	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014
Production totale (activités économiques)	4.5	-0.4	5.5	0.5	0.3	0.6	3.1
B Industries extractives	-3.7	-5.0	-3.0	0.1	3.8	9.6	-3.8
C Industrie manufacturière	5.2	0.2	6.6	1.4	-0.1	2.4	3.8
CA Industries alimentaires et du tabac	7.7	-2.1	6.4	-0.3	0.9	-2.2	3.9
CB Industries du textile et de l'habillement	-1.6	-2.8	3.4	-1.3	2.5	0.4	-0.3
CC Industries du bois et du papier; imprimerie	6.7	3.7	2.7	-0.9	2.1	0.7	4.4
CD+CE Cokéfaction, raffinage et industrie chimique	-3.6	-8.3	1.0	0.3	3.5	1.1	-3.8
CF Industrie pharmaceutique	8.8	-4.8	20.6	11.4	-1.9	1.7	7.8
CG Industries du caoutchouc et du plastique	5.1	-2.1	-0.7	-0.8	-0.3	7.6	0.7
CH Fabrication de produits métalliques	2.8	1.9	3.8	-2.8	1.6	6.0	2.8
CI Fabrication de produits électroniques; horlogerie	10.3	5.7	7.0	-3.4	-1.0	1.8	7.6
CJ Fabrication d'équipements électriques	-3.4	6.4	-7.9	-0.0	-1.0	10.1	-2.1
CK Fabrication de machines	1.6	1.5	-0.6	-3.5	-5.7	2.4	0.8
CL Fabrication de matériels de transport	-8.3	19.6	2.1	5.8	1.2	2.3	3.5
CM Autres industries manufacturières; réparation et installation	3.5	-3.9	3.9	4.3	10.3	1.4	1.1
D Production et distribution d'énergie	0.3	-4.5	-1.9	-5.9	3.5	-12.7	-2.0
E Production et distribution d'eau; gestion des déchets	...	...	...	...	...	...	...
Production totale (destination)	4.5	-0.4	5.5	0.5	0.3	0.6	3.1
Biens intermédiaires	1.0	-0.5	-0.7	-1.9	0.6	4.2	-0.1
Biens d'investissement	4.0	4.0	4.8	-0.4	0.7	3.2	4.3
Biens de consommation durables	14.6	-1.5	3.4	-3.1	3.2	0.8	5.3
Biens de consommation non durables	7.4	-3.3	12.4	4.7	-0.2	0.1	5.3
Energie	0.2	-4.9	-2.4	-5.1	3.1	-12.8	-2.4

1) Corrigé des jours ouvrés. Résultats provisoires.

Source: OFS

Infotéléphone: 058/467 23 70

Courriel: info.iid@bfs.admin.chInternet: www.statistique.admin.ch

B 3 Économie extérieure

B 3.1 Commerce extérieur: vue d'ensemble¹⁾

	2010	2011	2012	2013	4/2013	1/2014	2/2014	3/2014	Août 2014	Sept. 2014	Oct. 2014	Janv.-oct. 2014
Total 1²⁾												
Exportations en millions de francs	193479.8	197907.0	200612.3	201227.0	51029.5	51293.0	51560.5	51735.5	14858.9	17522.5	19760.4	174480.0
Variation en % d'une année à l'autre												
en termes nominaux	7.2	2.3	1.4	0.3	-0.2	4.4	1.0	3.6	0.5	4.4	8.1	3.6
en termes réels	7.4	8.0	0.1	-0.5	0.8	5.3	1.0	1.8	-3.4	2.2	5.3	2.8
Indice des valeurs moyennes ³⁾	-0.2	-5.2	1.3	0.8	-0.9	-0.9	0.0	1.8	4.0	2.1	2.7	0.7
Importations en millions de francs	173990.9	174387.9	176781.1	177266.9	46200.6	44393.0	44616.2	44041.9	13473.0	15070.0	16505.2	149606.9
Variation en % d'une année à l'autre												
en termes nominaux	8.6	0.2	1.4	0.3	3.0	2.2	-0.1	1.9	4.7	3.7	3.1	1.5
en termes réels	9.4	2.4	-0.3	-1.8	-0.2	-0.2	-1.8	-0.7	2.8	0.8	0.2	-0.4
Indice des valeurs moyennes ³⁾	-0.7	-2.1	1.7	2.1	3.2	2.5	1.7	2.6	1.8	2.8	2.9	1.9
Solde de la balance commerciale	19488.9	23519.2	23831.3	23960.1	4828.9	6900.1	6944.3	7693.6	1385.9	2452.5	3255.1	24873.2
Total 2 (trafic global de marchandises)												
Exportations en millions de francs	203483.8	208202.8	211807.5	212377.9	53463.0	53955.5	54221.0	54293.4	15518.0	18220.9	20722.0	183279.3
Variation en % d'une année à l'autre												
en termes nominaux	8.6	2.3	1.7	0.3	-2.3	3.7	-1.2	4.5	1.1	4.5	8.6	3.0
Importations en millions de francs	183436.2	184539.8	185409.4	185771.9	48286.6	46214.5	46491.0	45698.5	13936.5	15578.7	17023.8	155733.1
Variation en % d'une année à l'autre												
en termes nominaux	8.5	0.6	0.5	0.2	2.7	0.7	-1.0	1.5	4.1	2.3	1.6	0.7
Solde de la balance commerciale	20047.6	23663.0	26398.1	26605.9	5176.5	7741.0	7730.1	8595.0	1581.4	2642.2	3698.2	27546.2
Exportations en % de la valeur des importations (total 2)	110.9	112.8	114.2	114.3	110.7	116.8	116.6	118.8	111.3	117.0	121.7	117.7
Termes de l'échange en % (total 1)	100.5	96.8	99.6	98.7	96.0	96.7	98.3	99.2	102.2	99.3	99.8	98.8

1) Les chiffres de l'année en cours sont provisoires et ne sont pas révisés au fur et à mesure.

2) Sans les métaux précieux, pierres de gemmes, objets d'art et antiquités.

3) Estimation des variations de prix dans le commerce extérieur.

Source: AFD/DGD

Infotéléphone: 058/462 66 54 (français).

058/462 66 06 (allemand)

Internet: www.zoll.admin.ch

B 3.2 Commerce extérieur, selon l'utilisation des marchandises (total 1)¹⁾

Groupes de marchandises	En millions de francs				En % sur le total	En millions de francs				Août 2014	Sept. 2014	Oct. 2014	Janv.-oct. 2014
	2010	2011	2012	2013		4/2013	1/2014	2/2014	3/2014				
Exportations, total	193479.8	197907.0	200612.3	201227.0	100.0	51029.5	51293.0	51560.5	51735.5	14858.9	17522.5	19760.4	174480.0
Matières premières, produits semi-finis	38239.2	37167.9	35848.2	35415.5	17.6	8592.7	8898.5	9239.5	8913.2	2479.4	3142.8	3332.8	30322.0
Produits énergétiques et connexes	5718.7	6462.5	6846.4	3249.6	1.6	752.0	826.7	743.8	776.4	265.9	260.7	310.0	2736.3
Biens d'équipement	50568.2	51660.4	48586.3	49633.8	24.7	13080.0	12155.6	12148.0	12449.4	3427.6	4395.1	4851.8	41673.9
Machines et appareils	46571.1	47136.5	43779.7	44580.7	22.2	11870.7	10992.8	10846.7	11169.8	3098.8	3893.8	4240.3	37262.9
Véhicules utilitaires	2611.8	3164.9	3520.6	3776.1	1.9	890.4	853.1	955.6	948.1	243.0	384.1	483.8	3292.4
Biens de consommation	98953.7	102616.3	109331.4	112928.1	56.1	28604.8	29412.2	29429.1	29596.5	8686.0	9723.9	11265.7	99747.8
Alimentation, boissons, tabac	7131.8	7170.1	7428.9	8022.9	4.0	2100.7	1933.3	1989.0	2081.0	614.2	748.5	815.2	6823.4
Autres biens non durables	66450.1	65786.2	69646.4	72018.2	35.8	17401.5	19870.6	18797.9	18949.8	5664.5	6055.4	6829.0	64462.8
Biens durables	25371.8	29660.0	32256.1	32887.0	16.3	9102.6	7608.3	8642.1	8565.7	2407.3	2920.1	3621.5	28461.6
Importations, total	173990.9	174387.9	176781.1	177266.9	100.0	46200.6	44393.0	44616.2	44041.9	13473.0	15070.0	16505.2	149606.9
Matières premières, produits semi-finis	42367.4	42551.2	40945.6	41265.3	23.3	10227.8	10373.8	10599.2	10470.2	3098.5	3682.5	3724.8	35092.7
Produits énergétiques et connexes	13410.6	15451.1	17445.4	14307.1	8.1	3516.7	3469.7	2885.1	2935.3	986.1	974.9	1051.6	10131.0
Biens d'équipement	41978.4	40804.5	40165.2	41785.3	23.6	11196.5	10278.0	10439.8	10416.0	2965.5	3672.6	4124.5	35204.9
Machines et appareils	32680.5	32015.6	31072.0	32628.9	18.4	8784.1	8117.2	8133.1	8229.1	2383.4	2921.9	3122.7	27543.1
Véhicules utilitaires	5552.1	4885.1	5022.8	4755.2	2.7	1300.0	1164.0	1139.0	1020.8	272.7	338.5	571.6	3896.9
Biens de consommation	76234.5	75581.1	78224.8	79909.2	45.1	21259.6	20271.5	20692.0	20220.4	6423.0	6740.0	7604.4	69178.4
Alimentation, boissons, tabac	7730.0	7441.2	7542.2	8103.1	4.6	2149.4	1994.8	2066.0	1867.4	548.5	667.9	742.5	6685.2
Autres biens non durables	37450.1	37128.1	39042.6	41460.9	23.4	11313.4	10660.2	11180.2	10615.1	3775.6	3253.2	3824.8	36398.1
Biens durables	31054.5	31011.8	31640.0	30345.2	17.1	7796.8	7616.6	7445.9	7737.9	2098.8	2819.0	3037.0	26095.1

1) Les chiffres de l'année en cours sont provisoires et ne sont pas révisés au fur et à mesure.

Sans les métaux précieux, pierres de gemmes, objets d'art et antiquités.

Source: AFD/DGD

Infotéléphone: 058/462 66 54 (français).

058/462 66 06 (allemand)

Internet: www.zoll.admin.ch

B 3.3 Commerce extérieur, par groupe de marchandises (total 1)¹⁾

Groupes de marchandises	En millions de francs				En % sur le total	En millions de francs				Août	Sept.	Oct.	Janv.-oct.
	2010	2011	2012	2013	2013	4/2013	1/2014	2/2014	3/2014	2014	2014	2014	2014
Exportations, total	193479.8	197907.0	200612.3	201227.0	100.0	51029.5	51293.0	51560.5	51735.5	14858.9	17522.5	19760.4	174480.0
Agriculture et sylviculture, pêche	8498.0	8438.7	8655.8	9203.2	4.6	2405.4	2226.4	2307.1	2387.8	699.5	854.3	926.9	7854.4
Produits énergétiques et connexes	5718.7	6462.5	6846.4	3249.6	1.6	752.0	826.7	743.8	776.4	265.9	260.7	310.0	2736.3
Textiles, habillement, chaussures	3386.1	3248.9	3113.7	3096.9	1.5	761.2	775.9	795.9	779.0	213.6	273.6	299.6	2654.3
Papier et articles en papier	2922.9	2556.3	2223.1	2140.1	1.1	533.7	523.3	502.9	484.7	142.3	172.1	185.7	1697.3
Cuir, caoutchouc, matières plastiques	4481.9	4358.5	4137.5	4335.5	2.2	1058.3	1117.1	1123.1	1110.5	303.3	391.1	400.7	3754.3
Produits chimiques	75909.4	74647.3	79012.3	80961.2	40.2	19389.5	22115.1	21060.5	21256.0	6340.6	6820.7	7629.8	72154.5
Pierre et terre	889.7	865.2	856.6	834.1	0.4	225.0	223.3	400.1	225.5	62.4	79.1	91.8	762.1
Métaux	12738.5	13033.7	11932.7	12090.5	6.0	3002.2	3103.8	3120.7	3090.5	826.3	1112.6	1202.4	10544.8
Machines	36435.0	36889.0	33307.4	33332.1	16.6	8875.7	8128.9	8067.1	8367.0	2306.8	2956.1	3126.1	27697.0
Véhicules	4013.3	4672.0	5095.0	5289.9	2.6	1297.0	1264.3	1403.1	1347.0	341.6	534.7	639.6	4704.0
Instruments de précision, montres et bijoux	36971.2	41254.0	44040.0	45319.9	22.5	12365.6	10663.7	11713.4	11548.2	3249.6	3938.5	4809.5	38775.5
Autres marchandises diverses	1515.0	1480.9	1391.8	1374.1	0.7	363.8	324.6	322.6	362.7	107.0	129.1	138.4	1145.7
Importations, total	173990.9	174387.9	176781.1	177266.9	100.0	46200.6	44393.0	44616.2	44041.9	13473.0	15070.0	16505.2	149606.9
Agriculture et sylviculture, pêche	13398.1	13319.0	13306.0	14050.5	7.9	3605.4	3541.5	3598.4	3290.5	953.8	1187.1	1275.5	11717.2
Produits énergétiques et connexes	13410.6	15451.1	17445.4	14307.1	8.1	3516.7	3469.7	2885.1	2935.3	986.1	974.9	1051.6	10131.0
Textiles, habillement, chaussures	8956.3	8879.8	8718.1	8901.5	5.0	2058.8	2454.1	1977.9	2655.5	815.7	934.6	808.2	7913.8
Papier et articles en papier	4980.7	4582.7	4333.9	4308.1	2.4	1111.7	1094.4	1014.6	1047.6	316.8	391.2	396.0	3547.4
Cuir, caoutchouc, matières plastiques	6203.2	6257.4	6193.9	6360.0	3.6	1556.7	1609.8	1648.9	1675.5	482.4	587.6	614.2	5555.5
Produits chimiques	37786.7	37434.9	39368.6	41817.6	23.6	11606.1	10531.1	11668.8	10425.4	3753.6	3097.0	3781.4	36407.0
Pierre et terre	2954.5	2915.0	2893.3	3002.1	1.7	775.0	668.9	805.6	822.1	233.5	287.1	304.1	2602.9
Métaux	14378.7	14715.5	13810.9	14115.6	8.0	3425.9	3572.8	3686.6	3648.4	1020.7	1308.1	1336.6	12252.8
Machines	31437.7	30680.1	29364.9	30273.0	17.1	8240.2	7417.5	7410.6	7499.6	2154.3	2699.1	2906.6	25184.2
Véhicules	16581.1	16837.9	17073.7	15895.8	9.0	4156.0	3977.2	4185.3	3675.5	920.6	1310.8	1632.2	13483.3
Instruments de précision, montres et bijoux	18619.9	18088.0	19022.0	18776.8	10.6	4676.2	4725.6	4415.7	4957.5	1451.0	1764.9	1848.8	16202.4
Autres marchandises diverses	5283.4	5226.5	5250.4	5458.8	3.1	1351.3	1472.0	1318.8	1408.8	384.5	527.6	550.0	4609.3

1) Les chiffres de l'année en cours sont provisoires et ne sont pas révisés au fur et à mesure.
Sans les métaux précieux, pierres de gemmes, objets d'art et antiquités.

Source: AFD/DGD
Infotéléphone: 058/462 66 54 (français), 058/462 66 06 (allemand), Internet www.zoll.admin.ch

B 3.4 Commerce extérieur par pays et par bloc économique (total 1)¹⁾

	En millions de francs				En % sur le total	En millions de francs				Août	Sept.	Oct.	Janv.-oct.
	2010	2011	2012	2013	2013	4/2013	1/2014	2/2014	3/2014	2014	2014	2014	2014
Exportations, total	193479.8	197907.0	200612.3	201227.0	100.0	51029.5	51293.0	51560.5	51735.5	14858.9	17522.5	19760.4	174480.0
Par pays:													
Allemagne	37780.0	39872.6	39891.5	37598.9	18.7	9166.9	9557.9	9552.0	9748.5	2645.8	3279.9	3666.7	32766.3
France	15144.1	14394.4	14291.2	14107.6	7.0	3635.4	3550.9	3730.4	3825.9	1203.2	1262.7	1464.3	12564.4
Italie	15546.9	15802.5	14429.6	14446.6	7.2	3427.7	3629.7	3713.8	3171.6	734.6	1215.5	1210.0	11581.6
Royaume-Uni	9077.6	8255.9	8731.5	8948.2	4.4	2351.4	2709.8	2480.1	2379.0	802.0	655.6	798.2	8395.1
Pays-Bas	5741.0	5130.6	5140.8	5335.6	2.7	1234.4	1322.8	1257.9	1190.1	358.4	394.3	516.5	4294.2
États-Unis	19478.3	19994.8	22299.7	23282.1	11.6	5856.8	6102.3	6154.2	6288.6	1845.6	2177.5	2621.0	21185.6
Japon	6426.4	6405.9	6860.3	6063.1	3.0	1518.1	1589.7	1546.0	1628.4	504.8	491.9	487.4	5249.9
Hongkong	5297.5	6316.0	6969.7	6696.2	3.3	1828.6	1592.0	1815.5	1665.7	428.6	650.7	766.2	5845.5
Singapour	2879.8	3119.2	3559.4	3619.4	1.8	928.3	800.5	795.0	814.3	227.2	286.9	286.4	2696.6
Par bloc économique:													
Pays industrialisés	145069.6	145255.1	147208.5	146598.0	72.9	36424.0	38019.9	38011.5	37839.8	10839.8	12637.9	14351.9	128316.7
UE	113268.8	112678.3	111296.6	110477.0	54.9	27406.9	28681.0	28650.2	28227.7	7993.1	9432.6	10540.8	96110.6
AELE	763.9	878.0	1065.6	978.3	0.5	226.4	225.3	221.6	259.6	62.2	89.7	93.1	846.2
Pays en transformation	11380.9	13356.6	12132.8	12971.5	6.4	3783.2	3151.2	3137.8	3559.3	1135.2	1146.5	1302.6	11158.9
Pays en développement	15885.7	16496.8	17351.2	17527.5	8.7	4552.7	4344.1	4447.9	4256.4	1179.6	1580.7	1757.5	14822.4
OPEP	6720.0	7206.7	7919.3	8119.5	4.0	2234.9	1987.1	2187.3	2008.0	567.3	750.0	890.7	7074.5
Non exportateurs de pétrole	8249.5	8437.9	8518.9	8271.6	4.1	2023.6	2129.2	2014.9	1969.0	551.7	692.9	698.2	6825.3
Pays nouvellement industr.	21143.6	22798.6	23919.8	24130.0	12.0	6269.6	5777.9	5963.3	6080.0	1704.3	2157.3	2348.3	20182.0
Importations, total	173990.9	174387.9	176781.1	177266.9	100.0	46200.6	44393.0	44616.2	44041.9	13473.0	15070.0	16505.2	149606.9
Par pays:													
Allemagne	57266.6	58490.7	54022.5	51778.0	29.2	13288.4	13028.2	12949.4	12678.5	3811.3	4378.0	4680.6	43252.6
France	15218.7	15436.0	14942.1	14549.9	8.2	3605.9	3784.4	3410.5	3828.4	1031.0	1426.2	1325.0	12319.4
Italie	18366.6	18972.9	18253.0	18277.1	10.3	4791.5	4321.4	4519.7	4197.5	993.2	1483.7	1742.4	14736.9
Royaume-Uni	6234.0	5712.9	6246.1	6133.6	3.5	1766.8	1669.2	1598.3	1305.7	385.0	423.4	707.5	5299.1
Pays-Bas	8271.7	7997.6	6304.4	5909.0	3.3	1594.2	1397.5	1301.2	1358.0	429.7	510.3	509.2	4571.6
États-Unis	8154.0	7824.7	9271.9	9817.3	5.5	2357.0	2608.1	2572.0	2713.4	834.9	852.8	984.2	8883.0
Japon	3239.4	3465.4	3828.0	3109.9	1.8	735.5	737.1	679.6	689.2	236.9	220.6	271.6	2538.6
Hongkong	1117.9	1206.5	1391.6	1399.4	0.8	367.0	391.3	444.0	374.7	107.9	147.9	171.3	1384.1
Singapour	745.5	622.6	904.7	1042.2	0.6	241.8	312.4	255.7	275.1	101.7	76.5	132.4	1012.2
Par bloc économique:													
Pays industrialisés	150537.2	151941.4	148583.9	146103.4	82.4	38447.3	36354.0	36915.7	36751.0	10793.8	12200.7	13465.0	122453.0
UE	137666.3	139287.4	134256.8	131858.8	74.4	35016.6	32761.1	33330.0	32037.0	9631.2	11013.6	12103.9	110033.8
AELE	349.6	318.2	289.0	281.9	0.2	77.9	73.0	64.3	65.8	19.0	25.4	28.3	231.6
Pays en transformation	9030.8	9395.6	11899.7	13611.4	7.7	3759.8	3437.6	3407.1	3666.1	1210.2	1295.5	1293.7	11840.8
Pays en développement	7700.9	6092.7	7312.2	8264.4	4.7	1798.6	2289.1	1722.6	2205.0	682.2	759.4	858.6	7092.7
OPEP	1951.4	1759.1	2892.7	3504.8	2.0	634.9	962.3	494.7	904.8	286.9	296.6	374.2	2739.1
Non exportateurs de pétrole	5480.9	4063.1	4105.6	4425.0	2.5	1084.7	1243.4	1154.3	1213.8	368.7	431.3	455.1	4080.3
Pays nouvellement industr.	6722.0	6958.2	8985.2	9287.7	5.2	2194.9	2312.3	2570.8	2419.9	786.9	814.5	888.0	8220.4

1) Les chiffres de l'année en cours sont provisoires et ne sont pas révisés au fur et à mesure.
Sans les métaux précieux, pierres de gemmes, objets d'art et antiquités.

Source: AFD/DGD
Infotéléphone: 058/462 66 54 (français), 058/462 66 06 (allemand), Internet www.zoll.admin.ch

B 3.5 Balance des transactions courantes¹⁾

En milliards de francs

	2013	2/2013	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014
Balance des transactions courantes, solde	85.8	28.4	23.2	18.6	14.3	14.9
Recettes	617.2	172.3	154.1	145.5	143.1	141.0
Dépenses	531.5	143.9	130.9	126.8	128.8	126.1
Marchandises et services, solde	70.0	24.7	16.5	16.8	16.7	17.0
Recettes	451.5	127.9	111.3	107.2	103.5	96.3
Dépenses	381.6	103.3	94.8	90.4	86.9	79.3
Machandises, solde	49.8	19.5	12.3	12.2	10.0	11.3
Recettes	346.4	101.5	84.5	80.2	77.1	69.6
Commerce extérieur dont	332.1	97.9	79.8	76.5	74.4	65.9
commerce extérieur, total 1 ¹⁾	201.2	51.1	49.9	51.1	51.3	51.6
or non monétaire	117.7	42.4	27.3	22.4	20.0	11.4
Compléments concernant le commerce extérieur ²⁾	-9.0	-2.2	-2.1	-2.3	-2.6	-2.3
Commerce de transit	23.4	5.8	6.8	6.1	5.3	6.0
Dépenses	296.6	82.0	72.2	68.1	67.0	58.2
Commerce extérieur dont	298.4	82.4	72.4	68.7	67.5	58.6
commerce extérieur, total 1 ¹⁾	177.6	44.7	43.2	46.3	44.4	44.6
or non monétaire	109.8	35.0	26.8	19.7	20.8	11.8
Compléments concernant le commerce extérieur ²⁾	-1.8	-0.4	-0.2	-0.6	-0.4	-0.3
Services, solde	20.1	5.1	4.2	4.7	6.6	5.7
Recettes	105.1	26.4	26.8	27.0	26.5	26.7
Dépenses	84.9	21.3	22.6	22.3	19.8	21.0
Revenus primaires, solde	33.5	7.7	10.1	6.9	2.4	6.9
Recettes	131.4	35.9	33.8	29.8	30.9	36.3
Dépenses	97.9	28.2	23.7	22.8	28.5	29.4
Revenus du travail, solde	-19.1	-4.8	-4.8	-4.8	-4.9	-4.9
Recettes	2.4	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6
Dépenses	21.5	5.4	5.4	5.4	5.5	5.5
Revenus du capitaux, solde	52.6	12.5	15.0	11.7	7.3	11.8
Recettes	129.0	35.3	33.2	29.2	30.3	35.7
Dépenses	76.4	22.8	18.2	17.4	23.0	23.9
Revenus secondaires, solde	-17.7	-4.0	-3.4	-5.1	-4.7	-9.1
Recettes	34.3	8.5	9.0	8.5	8.6	8.4
Dépenses	52.0	12.5	12.4	13.6	13.4	17.4
Transferts en capital, solde	0.7	0.0	-0.4	1.2	-9.6	0.0
Recettes	1.7	0.2	0.1	1.4	0.0	0.1
Dépenses	1.0	0.1	0.5	0.2	9.6	0.1

1) Commerce extérieur selon AFD.

2) Additions: trafic non contrôlé de marchandises, petits envois, achats de biens dans les ports et aéroports; soustractions: services de production manufacturière, marchandises en retour, ajustements CAF (coût, assurance, fret) et FAB (franco à bord) des importations.

Source: BNS

Internet: www.snb.ch

B 3.6 Investissements directs suisses à l'étranger¹⁾

	En millions de francs								Effectif du personnel à l'étranger en fin d'année			
	État en fin d'année (valeur comptable)				Exportations de capitaux ²⁾							
	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012
Total	891309	980102	1046293	1070517	28703	91194	42468	42231	2747971	2820509	2821462	2889093
UE³⁾	383484	420027	460254	457645	9736	28697	5093	10562	1267869	1280633	1126680	1126486
Allemagne	59277	57669	59070	51480	-23	7	229	157	272319	271955	283659	284525
France	32181	34327	37938	30583	-68	4338	2137	-4659	149325	142851	134784	137590
Royaume-Uni	78713	78144	55021	82659	5856	7255	-2620	28075	372881	375772	199666	193745
Autres pays européens⁴⁾	58793	59920	57327	58505	-4810	1940	256	371	143882	142969	147896	155224
Amérique du Nord	196238	209391	240634	239169	8648	23015	11669	14745	390914	397337	432031	450477
Canada	34283	31871	35730	37758	3321	-997	416	3564	51256	54524	61987	63099
États-Unis	161955	177520	204904	201411	5327	24013	11253	11182	339658	342814	370045	387378
Amérique centrale et du Sud	148215	171672	158498	181230	6250	27967	3022	13731	246312	253022	287304	296402
Brésil	15468	23422	23203	22749	154	8319	1198	1639	107191	108651	121430	126145
Centres financiers offshore ⁵⁾	114921	127972	110960	129450	4511	15754	-483.4	6366	5098	4780	4954	4806
Asie	66126	79448	88737	97476	8199	8670	16619	8780	540095	582797	657821	688589
Chine (Rép. pop.)	7476	8466	13217	14806	1202	1819	5327	1597	126864	135062	193005	200919
Hongkong	4652	4921	4983	8301	826	451	456	3307	22024	23457	25046	24966
Inde	6300	9956	8499	7480	877	1839	704	751	62516	83677	95813	99108
Japon	15356	14340	13597	13617	1945	317	2821	545	74992	71205	47528	48153
Singapour	12842	17306	19761	19744	1464	2388	2163	-308	25249	25146	28046	29648
Afrique	9900	11623	10516	9166	920	1618	1166	-1031	109116	116953	118129	117960
Océanie	15232	18446	22339	19016	-240	-714	4644	-4927	49783	46798	51602	53955

1) En 2004, extension du nombre d'entreprises participant à l'enquête. La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

2) Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

3) Depuis 2004 UE25, depuis 2007 EU27.

4) Comprend jusqu'en 2003 les États baltes, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie, la République tchèque, la Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

5) Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin; depuis 2000, y compris îles Vierges des États-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

Source: BNS

Internet: www.snb.ch

B 3.7 Investissements directs étrangers en Suisse¹⁾

En millions de francs

	État en fin d'année, valeur comptable				Importations de capitaux ²⁾			
	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012
Total	514833	580619	652342	671551	31437	36653	23613	9600
UE³⁾	433974	478643	500912	531595	78587	16641	-8209	21041
Allemagne	33586	29423	29277	29658	1311	-3368	1300	-402
France	39403	41183	35414	38819	3761	3659	-4618	2858
Pays-Bas	124334	154748	161721	165178	34381	5154	4911	12906
Autres pays européens⁴⁾	10934	9423	40299	32738	783	-1106	4644	-11021
Amérique du Nord	71015	72331	83298	87220	-36251	-1928	10844	7597
Canada	82	182	450	417	-125	-28	-48	-100
États-Unis	70933	72149	82848	86804	-36126	-1899	10891	7697
Amérique centrale et du Sud	-6033	13639	11338	11658	-10964	22122	4321	-139
Centres financiers offshore ⁵⁾	16384	22448	13098	14871	-7126	8010	-670	1518
Asie, Afrique, Océanie	4943	6583	16496	8340	-718	924	12014	-7878
Israël	1121	1290	2437	1340	21	36	1289	-1306
Japon	630	754	2431	3315	87	198	2358	416

1) En 2004, extension du nombre d'entreprises participant à l'enquête.

La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

2) Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

3) Depuis 2004 UE25, depuis 2007 EU27.

4) Comprend jusqu'en 2003 les États baltes, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie, la République tchèque, la Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris la Bulgarie et la Roumanie.

5) Îles Vierges des États-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

Source: BNS

Internet: www.snb.ch

B 3.8 Avoirs et engagements extérieurs de la Suisse

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Actifs en fin d'année	2315959	2799701	3125465	3746580	3247952	3413516	3474411	3608249	3833194	3943161
Investissements directs	519370	647804	804647	927606	948851	1100565	1208064	1285063	1323092	1369078
Investissements de portefeuille	860284	1006168	1139670	1271370	1012918	1152868	1090109	1054714	1123304	1156554
Produits dérivés	31498	32066	46244	58312	189563	127121	135726	151741	128291	104413
Autres investissements	820344	1037833	1056236	1404263	1017732	893298	788067	805338	773505	835752
Réserves monétaires	84462	75828	78668	85029	78887	139664	252446	311394	485001	477364
Passifs en fin d'année	1730308	2155405	2477658	2967516	2555337	2611334	2664327	2750427	3022110	3164385
Investissements directs	317921	332164	466622	620424	685988	756297	841799	924526	957573	946557
Investissements de portefeuille	558963	756222	899606	872614	614826	695282	709966	631064	833820	994541
Produits dérivés	34141	43156	41914	57199	193718	127677	134538	155083	126079	99779
Autres investissements	819282	1023862	1069515	1417279	1060805	1032078	978024	1039753	1104638	1123507
Avoirs nets à l'étranger	585651	644296	647807	779064	692615	802182	810084	857822	811084	778776
Investissements directs	201449	315640	338025	307182	262863	344269	366264	360537	365519	422521
Investissements de portefeuille	301321	249946	240064	398756	398092	457586	380143	423650	289485	162013
Produits dérivés	-2643	-11090	4330	1113	-4155	-556	1188	-3343	2212	4634
Autres investissements	1061	13971	-13279	-13016	-43073	-138780	-189957	-234415	-331133	-287755
Réserves monétaires	84462	75828	78668	85029	78887	139664	252446	311394	485001	477364

Source: BNS

Internet: www.snb.ch

B 3.9 Assurance suisse contre les risques à l'exportation³⁾

En millions de francs

Variation en % par rapport à l'année précédente

	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013
Nouvel engagement	3588	3321	3843	3536	1.7	-7.4	15.7	-8.0
Exposition nette, situation au 31 décembre	8696	8195	8075	8933	2.9	-5.8	-1.5	10.6
Résultat de l'entreprise	123	-55	50	0	55.7	-144.7	-191.3	-99.6
Avoirs nets résultant d'accords des rééchelonnement, situations au 31 décembre	742	681	617	537	2.3	-8.2	-9.4	-13.0

1) L'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (Serv) a succédé.

le 1^{er} janvier 2007 à la Garantie contre les risques à l'exportation (GRE).

Les chiffres publiés selon l'ancien système sont disponibles dans les revues précédentes (soit jusqu'en juillet-août 2008).

Source: SECO/Serv

Infotéléphone: 031/324 08 95

Internet: www.seco.admin.ch

B 4 Marchés monétaire et financier, marché des changes

B 4.1 Masse monétaire¹⁾

Situation à la fin de la période considérée

	En millions de francs					Variation en % par rapport à l'année précédente							
	2013	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Sept. 2014	2011	2012	2013	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Sept. 2014	
Monnaie de banque centrale	360765	363662	370152	374642	373516	52.7	106.5	26.9	6.2	-3.1	-1.5	-1.1	
Monnaie de banque centrale dessaisonnalisée	360777	364064	370747	375990	374922	52.7	106.5	26.9	6.2	-3.1	-1.5	-1.1	
Masse monétaire													
Numéraire en circulation	63134	66239	66647	65692	64022	7.6	19.6	12.1	6.7	2.1	1.7	-1.2	
Dépôts à vue	337472	334708	334582	335969	334342	9.3	10.8	8.3	1.4	-0.2	-1.7	-0.9	
Comptes de transactions ²⁾	146315	163069	165455	167952	168075	7.4	9.7	6.8	11.3	13.1	13.4	13.3	
Masse monétaire M1	546921	564016	566684	569613	566439	8.6	11.4	8.3	4.7	3.6	2.8	2.9	
Dépôts d'épargne ³⁾	300455	324323	325294	326514	326077	6.2	6.9	13.9	3.2	3.2	3.1	2.9	
Masse monétaire M2	847376	888339	891978	896127	892516	7.7	9.8	10.2	4.1	3.4	2.9	2.9	
Dépôts à terme	44489	45848	46940	48974	49477	-3.3	-16.1	0.6	3.7	6.1	12.4	13.3	
Masse monétaire M3	891865	934187	938918	945101	941993	6.9	8.0	9.7	4.1	3.6	3.3	3.4	

1) Nouvelle définition 1995, chiffres provisoires pour 2014.

2) Comptes d'épargne et de dépôts qui servent principalement au trafic des paiements.

3) Comptes d'épargne et de dépôts, sans ceux qui servent principalement au trafic des paiements, diminués des fonds de prévoyance.

Source: BNS
Internet: www.snb.ch

B 4.2 Banque nationale suisse (BNS)

Situation à la fin de la période considérée

	En millions de francs				Variation en % par rapport à l'année précédente					
	2012	2013	Juillet 2014	Août 2014	2013	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014
Total du bilan	499433.7	490382.0	517329.2	522326.7	-1.8	-1.6	-1.2	3.9	3.9	4.8
Actifs¹⁾										
Or et créances résultant d'opérations sur or	50771.5	35565.0	39089.0	522326.7	-30.0	-17.1	-16.3	4.0	-4.7	-9.3
Placements de devises	432208.9	443274.5	466618.1	471385.2	2.6	0.7	0.8	4.3	5.0	6.3
Position de réserve au FMI	2804.2	2295.4	2299.6	2235.9	-18.1	-21.8	-11.8	-11.2	-8.6	-5.9
Moyens de paiement internationaux	4249.2	4293.9	4324.9	4322.9	1.1	-1.6	-2.8	-2.3	-1.5	-1.5
Crédits d'aide monétaire	279.1	244.2	227.9	227.8	-12.5	19.7	-14.4	-16.0	-14.6	-14.6
Titres suisses	3757.1	3689.9	3777.2	3747.7	-1.8	0.2	0.4	2.9	3.0	2.9
Autres postes de l'actif	985.8	1019.1	992.5	997.4	3.4	-3.8	-1.0	4.4	3.8	4.3
Passifs¹⁾										
Billets en circulation	61801.4	65766.4	62705.2	62455.9	6.4	5.8	5.1	4.9	4.4	4.6
Engagements à vue:										
Comptes de virement de banques suisses et étrangères, engagements envers la Confédération	302780.6	339136.7	333344.2	335741.2	12.0	11.5	11.1	-3.0	-2.5	-1.9
Autres engagements à vue	66951.1	24773.7	34943.0	33093.4	-63.0	-53.9	-52.5	27.5	21.6	16.8
Autres postes du passif	63287.3	56194.7	81763.4	86465.4	-11.2	-10.3	-7.8	36.7	30.9	36.1

1) Différences dans les totaux en raison de chiffres arrondis.

Source: BNS
Internet: www.snb.chB 4.3 Crédits en Suisse – Limites et montants utilisés¹⁾

Crédits à des débiteurs domiciliés en Suisse

	En millions de francs					Variations en % par rapport				
	2011	2012	2013	Juillet 2014	Août 2014	À l'année précédente	Au mois précédent			
Créances hypothécaires (utilisation)	784400	829716	865320	883449	885954	4.3	3.8	0.3	0.4	0.3
Créances sur la clientèle (utilisation)	152746	161059	170169	172000	173310	5.7	9.2	0.7	-1.8	0.8
Total	937146	990776	1035489	1055450	1059264	4.5	4.6	0.4	0.0	0.4
Limites	1098188	1149951	1204105	1229761	1234176	4.7	4.3	0.4	-0.1	0.4
Ménages										
Créances hypothécaires (utilisation)	596043	629532	653154	665862	667721	3.8	3.5	0.3	0.3	0.3
Créances sur la clientèle (utilisation)	34323	33768	32607	33089	32746	-3.4	2.9	0.9	-0.8	-1.0
Total	630366	663300	685761	698951	700467	3.4	3.5	0.3	0.2	0.2
Limites	667543	704880	726519	743298	745389	3.1	3.7	0.5	0.2	0.3

1) Selon la statistique sur l'encours des crédits, périmètre de consolidation: comptoir.
Les créances brutes sont indiquées dans la colonne Utilisation.Source: BNS
Internet: www.snb.ch

B 4.4 Banques

Situation à la fin de la période considérée

	En millions de francs		Juillet 2014	Août 2014	En % sur sur le total Août 2014	Variations en % par rapport À l'année précédente		au mois précédent		
	2012	2013				2013	Août 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014
Bilan										
Total des bilans de 252 banques¹⁾	2857485	2932345	3015775	3043474	100.0	2.6	3.6	-0.3	1.1	0.9
Actifs de 252 banques										
Créances sur les banques										
A vue	109121	105917	90778	94182	3.1	-2.9	-11.9	-7.6	0.8	3.7
A terme	427270	391780	411231	403215	13.2	-8.3	4.9	4.8	-3.9	-1.9
Créances sur la clientèle	569609	575809	626311	626321	20.6	1.1	7.7	0.7	0.6	0.0
Créances hypothécaires	856508	893278	913811	916348	30.1	4.3	3.9	0.3	0.4	0.3
Bilans mensuels des actifs, avec ventilation selon la monnaie										
CHF	1568443	1689823	1698560	1717274	56.4	7.7	2.8	-0.6	0.3	1.1
USD	685957	674198	740266	748969	24.6	-1.7	9.4	-5.3	9.6	1.2
EUR	256394	275155	284857	273948	9.0	7.3	-1.8	7.1	-5.5	-3.8
Autres monnaies	292373	259014	257625	269053	8.8	-11.4	2.0	7.1	-7.5	4.4
Actifs en Suisse	1540448	1619167	1636569	1649740	54.2	5.1	2.9	-0.7	1.0	0.8
Actifs à l'étranger	1317037	1313178	1379206	1393734	45.8	-0.3	4.5	0.2	1.3	1.1
Crédits²⁾										
Suisse, total	1010439	1056387	1077248	1080735	35.5	4.5	4.6	0.4	0.0	0.3
Étranger, total	414907	412194	462374	461422	15.2	-0.7	7.4	0.7	1.6	-0.2
Passifs de 252 banques										
Engagements envers les banques										
A vue	136281	119834	121632	120007	3.9	-12.1	-9.9	2.1	-2.5	-1.3
A terme	362951	344552	350695	345543	11.4	-5.1	9.5	0.8	0.1	-1.5
Engagements envers la clientèle										
Sous forme d'épargne et de placements	531313	606989	631225	636007	20.9	14.2	6.2	-0.1	0.8	0.8
Autres engagements envers la clientèle										
A vue	746326	855198	857995	864334	28.4	14.6	0.0	1.2	1.2	0.7
A terme	295749	251772	250703	256793	8.4	-14.9	-7.4	-3.1	1.2	2.4
Obligations de caisse	30892	26621	25197	24969	0.8	-13.8	-10.5	-1.1	-0.8	-0.9
Prêts des centrales d'émission de lettres de gage et emprunts	361119	320775	339868	348703	11.5	-11.2	6.1	0.3	2.1	2.6
Bilans mensuels des passifs, avec ventilation selon la monnaie										
CHF	1488587	1611597	1606644	1624699	53.4	8.3	2.5	-0.5	0.0	1.1
USD	699890	718218	795166	774902	25.5	2.6	5.6	-3.8	8.2	-2.5
EUR	344724	343979	345677	352196	11.6	-0.2	4.0	1.1	-3.0	1.9
Autres monnaies	271393	226659	239049	262255	8.6	-16.5	8.2	10.7	-6.4	9.7
Passifs en Suisse	1425293	1581593	1610739	1625998	53.4	11.0	3.7	-0.9	0.5	0.9
Passifs à l'étranger	1432192	1350752	1405036	1417476	46.6	-5.7	3.5	0.3	1.8	0.9
Actifs à titre fiduciaire, total	135495	121972	119433	118752	3.9	-10.0	-9.6	0.0	-1.3	-0.6
Actifs en Suisse	4468	5540	4987	5055	0.2	24.0	-9.3	2.3	-4.8	1.4
Actifs à l'étranger	131027	116432	114446	113697	3.7	-11.1	-9.6	-0.1	-1.1	-0.7
Passifs à titre fiduciaire, total	135495	121972	119433	118752	3.9	-10.0	-9.6	0.0	-1.3	-0.6
Passifs en Suisse	25599	21992	22779	22104	0.7	-14.1	-5.2	0.7	4.0	-3.0
Passifs à l'étranger	109896	99980	96654	96648	3.2	-9.0	-10.5	-0.2	-2.4	0.0

1) Comptoirs juridiquement dépendants en Suisse, dans la Principauté de Liechtenstein et à l'étranger. Seules les banques dont la somme du bilan et les affaires fiduciaires dépassent 150 millions de francs entrent dans la statistique.

2) Créances sur la clientèle, créances hypothécaires, sans les métaux précieux, les prêts et pensions de titres.

Source: BNS
Internet: www.snb.ch

B 4.5 Taux des marchés monétaire et financier

En %

	2009	2010	2011	2012	2013	Mars 2014	Avril 2014	Mai 2014	Juin 2014	Juillet 2014	Août 2014	Sept. 2014
Taux spécial appliqué à la facilité pour resserrements de liquidités ¹⁾	0.54	0.53	0.52	0.53	0.59	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50	0.51	0.51
Placement à terme fixe, durée 3 mois ²⁾	0.09	0.07	0.06	0.04	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	...
Dépôts d'épargne ²⁾	0.46	0.37	0.33	0.25	0.20	0.17	0.17	0.17	0.17	0.16	0.16	...
Hypothèques à taux variable ²⁾	2.74	2.73	2.72	2.69	2.69	2.69	2.69	2.69	2.69	2.69	2.69	...

1) Jusqu'au 30 avril 2004: taux lombard.

2) Année (moyenne des valeurs mensuelles), fin du mois.

3) Montant minimal: 100000 francs.

Source: BNS
Internet: www.snb.ch

B 4.6 Statistique du marché des capitaux

	En millions de francs			En % sur sur le total	En millions de francs			
	2011	2012	2013		4/2013	1/2014	2/2014	3/2014
Emissions des emprunts obligataires en CHF, cotés à la Bourse suisse SWX, débiteurs suisses¹⁾	39525.5	47088.5	47166.4	100.0	10733.0	10809.1	13579.4	13540.2
Confédération	5555.5	10028.7	7365.6	15.6	682.8	2642.5	2323.1	647.4
Cantons	1590.4	4183.7	6138.6	13.0	1956.4	1061.9	236.9	2400.6
Communes	1067.7	1009.6	1528.0	3.2	675.9	351.7	527.0	553.8
Electricité, gaz, eau	1109.0	908.1	2631.1	5.6	130.3	...	100.1	1107.7
Industrie	4153.9	4575.3	3320.7	7.0	855.7	362.8	1269.5	804.2
Banques	8716.9	6763.7	7212.4	15.3	1859.8	1591.5	3159.5	2718.4
Assurances	3248.0	1584.5	1982.5	4.2	6768.0	...	202.0	853.8
Centrales de lettres de gage	12792.1	15350.2	14596.1	30.9	2946.8	3980.0	4165.0	3636.3
Autres services	1291.9	2684.8	2391.4	5.1	948.5	818.7	1313.8	817.9
Autres	-	-	-	...	...	...	282.6	...
Remboursements d'emprunts suisses	25354.7	25654.1	29798.1	63.2	3455.0	9044.4	8825.0	2002.7
Prélèvement net effectué sur le marché par les emprunts suisses	14170.8	21434.4	17368.3	36.8	7278.0	1764.6	4754.4	11537.5
Emission des actions, cotés à la Bourse suisse SWX Sociétés suisses¹⁾²⁾	10894.5	13223.6	11953.6	25.3	2699.4	448.0	5787.2	2961.2
Remboursements d'actions suisses ³⁾	51035.0	68000.7	42547.2	90.2	700.4	15421.5	43263.5	5090.6
Prélèvement net effectué sur le marché par les actions suisses	-40140.5	-54777.1	-30593.6	-64.9	1999.0	1049.9	-37476.2	-2129.4
Total levé par les émetteurs suisses (emprunts et actions), net¹⁾	-25969.7	-33342.7	-13225.3	-28.0	9277.0	2814.5	-32721.8	9408.1
Emissions des emprunts obligataires en CHF, cotés à la Bourse suisse SWX, débiteurs étrangers¹⁾	32796.8	38612.2	21003.7	44.5	6350.5	7976.9	6693.0	6331.9
Remboursements d'emprunts en CHF de débiteurs étrangers	46936.3	49597.4	44798.7	95.0	10928.4	11096.0	9456.5	8124.5
Prélèvement net effectué sur le marché par les emprunts étrangers	-14139.5	-10985.2	-23795.0	-50.4	-4578.0	-3119.1	-2763.5	-1792.6
Total levé par les émetteurs (emprunts et actions), net¹⁾	-40109.2	-44327.9	-37020.3	-78.5	4699.0	-304.6	-35485.3	7615.5

1) Selon la date de libération.

2) Augmentations de capital et nouvelles cotations.

3) Diminutions de capital, décotations, remboursement de la valeur nominale et versement de dividendes.

Source: BNS
Internet: www.snb.ch**B 4.7** Swiss Performance Indice de la Bourse suisse des valeurs mobilières

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Indice global (avec réinvestissement des dividendes)¹⁾	5022.9	5621.1	4382.9	3245.5	3961.6	4234.6	5742.4	6929.2	6925.4	4567.6	5626.4	5790.6	5343.5	6290.5	7838.0
Actions nominatives ¹⁾	6526.6	7517.9	5981.8	4364.9	5276.7	5593.6	7412.9	8995.6	9058.6	5845.1	7211.4	7494.9	6682.4	7749.0	9418.9
Actions au porteur et BP ¹⁾	4403.6	4513.9	3271.2	2583.4	3313.9	3668.7	5464.7	6452.3	6255.2	4521.4	5518.7	5427.4	5838.4	7288.8	9943.7
Banques ²⁾	...	1297.9	1183.7	955.5	1209.9	1354.7	1872.9	2340.9	1835.8	740.5	990.6	893.1	639.3	729.0	876.4
Services financiers ²⁾	...	1070.9	765.6	359.6	510.3	622.9	775.8	1057.4	1236.9	633.0	822.4	958.3	847.7	977.1	1050.1
Assurances ²⁾	...	1175.7	939.9	478.8	490.7	484.7	668.4	802.6	757.6	493.9	535.9	590.0	545.2	715.3	907.9
Alimentation et boissons ²⁾	...	1305.9	1239.3	1044.5	1135.4	1132.1	1532.3	1745.0	2151.8	1719.4	2141.7	2417.4	2472.9	2812.9	3227.4

1) 1^{er} juin 1987=1000.2) 1^{er} janvier 2000=1000.Source: BNS
Internet: www.snb.ch

B 4.8 Marché des devises et de l'or

					Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.		
Cours des devises ¹⁾ , marché interbancaire (cours acheteur, à 11 h)		2010	2011	2012	2013	2014	2014	2014	2014	2014	2014		
CHF/USD	1 USD	1.04	0.89	0.94	0.93	0.88	0.88	0.89	0.90	0.90	0.91	0.94	
CHF/GBP	1 GBP	1.61	1.42	1.49	1.45	1.46	1.48	1.50	1.51	1.53	1.52	1.53	
CHF/JPY	100 JPY	1.19	1.11	1.18	0.95	0.86	0.86	0.87	0.88	0.88	0.88	0.87	
CHF/EUR	1 EUR	1.38	1.23	1.21	1.23	1.22	1.22	1.22	1.22	1.22	1.21	1.21	
Indices réels et nominaux du cours du franc ^{1) 2)}													
Réel total	Indice	105.9	116.3	112.5	110.7	112.8	112.3	112.0	111.5	111.1	111.0	110.7	
Europe	Indice	104.4	114.1	112.6	108.9	109.4	109.1	109.2	109.0	108.8	109.1	109.5	
Zone euro	Indice	104.8	115.0	114.3	110.1	110.5	110.4	110.7	110.7	110.6	110.7	111.3	
Amérique du Nord	Indice	108.8	123.7	113.8	113.6	118.3	117.8	116.9	115.6	114.9	113.6	110.7	
Asie	Indice	115.8	125.7	116.1	121.7	128.4	126.8	125.6	124.5	123.2	122.7	121.5	
Australie	Indice	71.7	72.8	66.9	70.5	77.4	75.3	75.1	73.9	73.4	73.0	73.0	
Allemagne	Indice	108.7	119.6	119.1	114.7	114.9	115.0	115.4	115.2	114.7	115.0	115.5	
France	Indice	106.6	117.2	116.9	113.2	113.6	113.6	113.8	114.0	114.2	113.9	114.5	
Italie	Indice	101.0	110.3	108.8	105.0	106.0	105.7	106.0	106.0	106.0	106.1	106.9	
Grande-Bretagne	Indice	126.2	137.1	126.6	126.3	123.5	122.1	121.0	119.2	117.9	118.3	118.1	
États-Unis	Indice	111.3	127.1	117.0	116.4	120.7	120.3	119.5	118.1	117.5	116.0	113.0	
Japon	Indice	118.7	127.4	119.7	147.2	161.2	158.1	155.8	154.8	153.6	152.9	155.1	
Nominal total	Indice	122.4	138.1	137.7	144.0	142.8	142.2	141.6	141.2	141.3	141.2	140.6	
Cours de l'or ³⁾		CHF/kg	40881	44252	50083	41367	36651	36384	35943	37311	37606	37569	37053
	USD/Once	1229.0	1566.1	1673.6	1393.2	1285.5	1283.7	1246.9	1304.9	1288.9	1277.4	1209.4	

1) Moyennes annuelles, moyennes mensuelles.

2) Par rapport à 40 partenaires commerciaux. Indice janvier 1999 = 100.

3) Fin de mois.

Source: BNS
Internet: www.snb.ch

B 5 Prix

B 5.1 Prix à la consommation par groupe de marchandises et de services

					Taux de variation en % par rapport	
	Poids	Indice (décembre 2010 = 100)			à l'année précédente	au mois précédent
	2014	Oct. 2013	Sept. 2014	Oct. 2014	Oct. 2014	Oct. 2014
Indice total	100.000	99.1	99.1	99.1	0.0	0.0
Groupes principaux						
Alimentation et boissons non alcoolisées	10.463	98.5	100.5	99.3	0.8	-1.3
Boissons alcoolisées et tabac	1.818	103.3	104.8	104.6	1.3	-0.2
Habillement et chaussures	3.788	87.8	84.2	88.5	0.9	5.2
Logement et énergie	24.955	103.0	104.1	103.8	0.9	-0.2
Équipement ménager et entretien courant	4.533	94.9	93.7	93.9	-1.1	0.2
Santé	14.992	99.0	97.8	97.9	-1.2	0.0
Transports	11.600	96.9	96.2	96.2	-0.8	0.1
Communications	2.696	97.3	94.8	95.3	-2.1	0.5
Loisirs et culture	10.201	94.6	94.5	94.5	0.0	0.0
Enseignement	0.863	105.0	105.8	105.8	0.7	0.0
Restauration et hôtellerie	8.544	102.7	103.5	103.3	0.6	-0.2
Autres biens et services	5.547	101.1	100.5	100.0	-1.1	-0.4
Type de biens						
Marchandises	40.519	95.4	95.0	94.9	-0.5	-0.1
Marchandises non durables	24.291	100.0	100.5	99.6	-0.4	-1.0
Marchandises semi-durables	6.870	91.0	88.5	91.1	0.1	3.0
Marchandises durables	9.358	86.5	85.4	85.4	-1.3	0.0
Services	59.481	101.8	102.1	102.2	0.3	0.1
Services privés	50.063	101.8	102.3	102.4	0.6	0.1
Services publics	9.418	102.1	101.0	101.0	-1.1	0.0
Provenance des biens						
Suisse	73.256	100.9	101.4	101.3	0.3	-0.1
Étranger	26.744	94.2	93.1	93.3	-1.0	0.3
Inflation sous-jacente						
Inflation sous-jacente 1 ¹⁾	88.655	98.5	98.3	98.6	0.1	0.3
Inflation sous-jacente 2 ²⁾	68.641	97.9	98.1	98.4	0.5	0.4

1) Total sans produits frais et saisonniers, énergie et carburants.

2) Inflation sous-jacente 1 sans produits dont les prix sont

Source: OFS
Infotéléphone: 032/713 69 00
Courriel: lik@bfs.admin.ch
Internet: www.IPC.bfs.admin.ch

B 5.2 Indice des prix à la production et à l'importation, indices des prix de la construction

	Pondération en %	Indice (décembre 2010 = 100)		Variations en % par rapport		
		Sept. 2014	Oct. 2014	à l'année précédente	à déc. 2013	au mois précédent
Indice des prix de l'offre totale: total¹⁾	100.0000	97.3	97.2	-1.1	-1.0	-0.1
Ind. des prix de l'offre totale, marché int.: total²⁾	100.0000	97.4	97.1	-1.3	-1.3	-0.3
Indice des prix à la production: total	100.0000	98.1	98.1	-0.8	-0.8	0.0
Groupe de produits						
Agriculture et sylviculture	2.7293	105.2	103.3	-3.2	-2.6	-1.8
Pierres naturelles, sable et gravier, sel	0.5660	99.0	99.0	-0.7	-0.6	0.0
Arts et métiers, industrie	93.0318	97.8	97.8	-0.8	-0.8	0.1
Produits alimentaires, boissons, tabacs	10.4627	100.8	100.7	0.0	0.2	-0.1
Textiles, habillement, cuir, chaussures	1.5583	101.4	101.4	-0.3	-0.3	0.0
Produits en bois	2.6394	100.5	100.4	-0.5	-0.9	-0.2
Papier, articles en papier, imprimés	3.2538	94.2	94.2	-2.1	-2.0	0.0
Produits pétroliers	1.5501	108.5	105.4	-5.9	-6.9	-2.9
Produits chimiques et pharmaceutiques	22.5330	95.1	95.1	-1.1	-0.9	0.0
Articles en caoutchouc et en matières plastiques	2.7878	100.9	100.9	0.0	0.1	0.0
Verre, céramiques, ciment, produits en béton etc.	1.9680	100.8	100.8	-0.7	-0.5	0.0
Métaux, produits métallurgiques	8.6750	98.5	98.5	-0.9	-1.0	-0.1
Syst. Informatiques, app. électroniques, optiques, montres	14.0204	97.2	97.5	-1.1	-1.1	0.3
Appareils électro-techniques	5.6938	96.5	97.1	0.1	0.1	0.6
Machines	11.6033	98.1	98.3	-0.3	-0.5	0.2
Véhicules, composants de véhicules	1.9655	100.5	100.5	-0.8	-0.8	0.0
Meubles et autres produits	4.3207	96.8	97.2	-0.3	-0.3	0.4
Prod. et distrib. d'électricité et de gaz	3.4449	102.7	102.5	1.2	1.0	-0.1
Récupération (recyclage)	0.2280	78.6	75.2	-0.4	-3.5	-4.3
Arts et métiers, industries: marché intérieur	43.3692	98.6	98.3	-1.0	-1.2	-0.3
Arts et métiers, industries: exportations	56.6308	97.1	97.4	-0.6	-0.5	0.3
Produits agricoles et sylvicoles	2.7293	105.2	103.3	-3.2	-2.6	-1.8
Biens intermédiaires	31.4501	97.9	97.9	-0.9	-1.0	0.0
Biens d'investissement	29.2411	98.5	98.8	-0.6	-0.7	0.3
Biens de consommation durables	2.3560	98.5	98.5	-0.2	-0.2	0.0
Biens de consommation non durables	29.0005	96.3	96.2	-0.6	-0.3	0.0
Agents énergétiques	4.9950	104.5	103.4	-1.2	-1.6	-1.0
Indice des prix à l'importation: total	100.0000	95.5	95.2	-1.7	-1.5	-0.3
Produits agricoles	1.9203	97.5	97.6	6.3	8.3	0.1
Biens intermédiaires	30.5390	95.3	95.4	-0.6	-0.1	0.1
Biens d'investissement	28.1314	92.8	92.6	-0.5	-0.4	-0.3
Biens de consommation durables	4.3973	91.4	90.3	-1.5	-1.5	-1.3
Biens de consommation non durables	25.7251	95.1	95.1	-1.7	-2.1	0.0
Agents énergétiques	9.2869	106.8	104.9	-8.7	-7.9	-1.8
Indice						
Indices suisse des prix de la construction (base oct. 2010 = 100)	Avril 2013	Oct. 2013	Avril 2014	Variations en % par rapport		
Construction: total	102.6	103.1	103.0	0.2	0.5	-0.2
Bâtiment	102.0	102.5	102.5	0.4	0.6	0.5
Nouvelle construction	101.8	102.3	102.2	0.3	0.6	0.4
Construction de bâtiment à plusieurs logements	101.4	101.8	102.0	0.1	0.5	0.5
Constr. bâtiment à plusieurs logements en bois	101.6	102.0	102.0	-0.1	0.3	0.4
Construction de maison individuelle ³⁾	101.5	102.2	102.8	0.0	0.6	1.3
Construction de bâtiment administratif	103.1	103.4	102.3	1.3	1.2	-0.8
Construction de halle industrielle ³⁾	102.7	103.2	102.7	0.2	0.7	0.0
Rénovation, transformation ³⁾	102.3	102.8	102.8	0.5	0.7	0.5
Rénovation de bâtiment à plusieurs logements	101.5	101.9	102.2	0.0	0.3	0.7
Rénovation de bâtiment administratif ³⁾	103.4	104.0	103.7	1.0	1.1	0.3
Génie civil	104.8	105.8	104.8	1.1	1.3	-0.1
Construction de route	105.2	106.2	105.3	1.3	1.6	0.1
Construction de passage inférieur	103.5	104.2	102.4	-0.6	0.2	-1.1
Construction de paroi antibruit ³⁾	103.6	103.6	103.6	1.8	0.4	0.0
Indices régionaux du coût de la construction						
Ville de Zurich ⁴⁾	101.8	...	102.3	-0.6	...	0.5
Ville de Berne ⁵⁾	140.8	141.2	141.1	-0.4	0.3	-0.1
Canton de Genève ⁶⁾	101.1	102.4	101.9	-0.3	1.3	-0.5

1) Total de l'indice des prix à la production (pour 67,9693%) et à l'importation (pour 32,0307%).

2) Total de l'indice des prix à la production, marché intérieur (pour 50,0152%) et à l'importation (pour 49,9848%).

3) Types d'ouvrage introduits lors de la révision oct. 2010.

4) Avril 2010 = 100.

5) Avril 1987 = 100.

6) Oct. 2010 = 100.

Source: Indice des prix à la production et à l'importation, OFS

Indice suisse des prix de la construction, OFS

Offices statistiques des villes de Zurich, Berne

Office cantonal de la statistique de Genève

Infotéléphone: 032/713 63 07

Infotéléphone: 032/713 61 45

Internet: www.statistique.admin.ch

B 6 Finances publiques

B 6.1 Finances des administrations publiques

	En millions de francs								Variation annuelle moyen en %			
	1995	2000	2005	2010	2011	2012	Prévision 2013	Prévision 2014	1995/2000	2000/2005	2005/2010	2013/2014
Recettes¹⁾												
Total²⁾	133218	163941	174782	192625	199414	199534	205070	205488	4.2	1.3	2.7	0.2
Confédération ³⁾	36162	51994	52985	62924	64660	63829	66347	64932	7.5	0.4	4.1	-2.1
Cantons	50394	63160	70950	77488	79437	79908	81449	82343	4.6	2.4	2.3	1.1
Communes ⁴⁾	37583	42062	45833	42681	44067	44270	45009	45757	2.3	1.7	-0.8	1.7
Assurances sociales	37616	44459	47820	53557	57929	58628	59681	61098	3.4	1.5	3.9	2.4
Dépenses¹⁾												
Total²⁾	140122	152190	176587	190574	197631	199208	202120	206454	1.7	3.0	2.3	2.1
Confédération ³⁾	40856	48208	52607	60013	64075	62188	63929	65328	3.4	1.8	4.0	2.2
Cantons	52205	60315	70443	76457	81095	83232	82750	85005	2.9	3.2	2.9	2.7
Communes ⁴⁾	38423	40594	45073	43237	43981	45139	45318	46019	1.1	2.1	-0.5	1.5
Assurances sociales	37454	41077	50851	54893	55159	55750	57539	58744	-	-	-	-
Solde¹⁾												
Total²⁾	-6903	11751	-1805	2051	1783	326	2950	-966	-	-	-	-
Confédération ³⁾	-4695	3786	379	2912	585	1642	2418	-396	-	-	-	-
Cantons	-1810	2844	507	1031	-1658	-3324	-1300	-2662	-	-	-	-
Communes ⁴⁾	-840	1468	760	-556	86	-869	-309	-262	-	-	-	-
Assurances sociales	162	3382	-3031	-1335	2770	2878	2142	2354	-	-	-	-
Endettement brut												
Total	181176	220408	243594	208210	207999	216081	218941	217206	4.0	2.0	-3.1	-0.8
Confédération ³⁾	82152	108148	130377	109962	110200	112304	111792	108750	5.7	3.8	-3.3	-2.7
Cantons	51040	63141	64558	52460	51310	55166	58755	59944	4.3	0.4	-4.5	2.0
Communes	47891	49054	48237	45784	46420	47298	47838	48351	0.5	-0.3	-0.8	1.1
Assurances sociales	5892	5765	4223	7404	6069	6312	4756	3562	-	-	-	-
Dette en % du PIB												
Total⁴⁾	44.8	48.0	48.0	34.3	33.6	34.6	34.5	33.5	-	-	-	-
Confédération ³⁾	20.3	23.6	25.7	18.1	17.8	18.0	17.6	16.7	-	-	-	-
Cantons	12.6	13.8	12.7	8.7	8.3	8.8	9.2	9.2	-	-	-	-
Communes	11.9	10.7	9.5	7.6	7.5	7.6	7.5	7.4	-	-	-	-
Assurances sociales	1.5	1.3	0.8	1.2	1.0	1.0	0.7	0.5	-	-	-	-
Indicateurs en % du PIB												
Quote-part de l'État ⁵⁾	34.3	32.4	34.3	31.0	31.4	31.4	31.5	31.3	-	-	-	-
Quote-part fiscale ⁵⁾	25.5	27.6	26.5	26.5	27.0	26.9	26.9	26.8	-	-	-	-
Quote-part du déficit ⁵⁾	-1.8	2.2	-0.5	0.1	0.3	-0.1	0.0	-0.2	-	-	-	-

1) Comptes consolidés des budgets publics.

2) Total sans les doubles imputations.

3) Sous-secteur Confédération, y compris comptes spéciaux et facteurs extraordinaires.

4) Suivant la définition de Maastricht.

5) Suivant les standards internationaux en matière de statistique financière du FMI (modèle SFF).

6) Estimation partielle.

Source: AFF

Infotéléphone: 058/462 15 44

Courriel: finstat@efv.admin.ch

B 6.2 Recettes des administrations publiques (secteur de l'Etat) par nature¹⁾

	Total des administrations publiques en millions de francs ²⁾		2012 selon les sous-secteurs économiques en millions de francs				En % sur le total		Variation en %
	2011	2012	Confédération	Cantons	Communes	Assurances sociales publiques	2011	2012	2011/2012
Recettes totales³⁾	199414	199534	63829	79908	44270	58628	100.0	100.0	0.1
Recettes d'exploitation	187952	188373	61596	74477	39513	57644	94.3	94.4	0.2
Revenu fiscal	166332	167821	58809	41673	25500	41840	83.4	84.1	0.9
Patentes et concessions	3983	2694	671	1697	326	0	2.0	1.4	-32.3
Compensations	16698	16786	1596	6903	8208	79	8.4	8.4	0.5
Revenus divers	203	202	45	100	57	0	0.1	0.1	-0.5
Revenus de transfert	737	869	475	24105	5421	15726	0.4	0.4	17.9
Recettes financières	8624	8247	1272	2734	3257	984	4.3	4.1	-4.4
Recettes d'investissement	2526	2174	223	2696	1498	0	1.3	1.1	-13.9
Recettes ordinaires	199102	198794	63091	79908	44269	58628	99.8	99.6	-0.2
Recettes extraordinaires	312	740	738	0	2	0	0.2	0.4	-

1) Comptes financiers selon le modèle national SF.

2) Comptes consolidés des administrations publiques.

Source: AFF

Infotéléphone: 058/462 15 44

B 6.3 Dépenses des administrations publiques (secteur de l'Etat) par nature et par fonction¹⁾

	Total des administrations publiques en millions de francs		2012 selon les sous-secteurs économiques en millions de francs				En % sur le total		Variation en %
	2011	2012	Confédération	Cantons	Communes	Assurances sociales publiques	2011	2012	2011/2012
Dépenses totales, groupes par nature²⁾	197631	199208	62188	83232	45139	55750	100.0	100.0	0.8
Dépenses d'exploitation	160932	160932	52806	72785	36572	55345	81.4	80.8	0.0
Charges de personnel	43877	43877	7116	26277	13837	–	22.2	22.0	0.0
Charges de biens et services et autres charges d'exploitation	21879	21879	4158	8687	9646	362	11.1	11.0	0.0
Charges d'armement	1095	1095	997	–	–	–	0.6	0.5	0.0
Charges de transfert	94081	94081	40536	37821	13090	54983	47.6	47.2	0.0
Dépenses financières	5709	4662	1912	1084	1261	405	2.9	2.3	–18.3
Dépenses d'investissement	19933	19504	7469	7398	6882	–	10.1	9.8	–2.1
Dépenses ordinaires	193589	196818	62187	81267	44716	55750	98.0	98.8	1.7
Dépenses extraordinaires	4042	2390	–	1966	424	–	2.0	1.2	–
Dépenses totales, groupes par fonctions²⁾	197631	199208	62188	83232	45139	55750	100.0	100.0	0.8
Administration générale	16982	16520	5436	6413	4973	–	8.6	8.3	–2.7
Ordre et sécurité publique, défense	15117	15093	5436.58	7323	2782	–	7.6	7.6	–0.2
Formation	33850	34726	5935	23228	11369	–	17.1	17.4	2.6
Culture, sport et loisirs, église	5121	5129	439	1602	3142	–	2.6	2.6	0.2
Santé	12092	13675	366	11765	1933	–	6.1	6.9	13.1
Sécurité sociale	75528	77128	17080	16460	8249	55345	38.2	38.7	2.1
Trafic et télécommunications	17853	16793	9082	6294	4546	–	9.0	8.4	–5.9
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	6041	6136	1077	1566	4252	–	3.1	3.1	1.6
Economie publique	7538	7647	4616	4452	1709	–	3.8	3.8	1.4
Finances et impôts	7509	6362	12719	4129	2184	405	3.8	3.2	–15.3

1) Comptes financiers selon le modèle national SF.

2) Comptes consolidés des administrations publiques.

Source: AFF
Infotéléphone: 058/462 15 44**B 6.4 Dépenses ordinaires de la Confédération¹⁾**

	Compte de financement en millions de francs					En % sur le total					Variation en % par rapport à l'année précédente	
	1990	2000	2010	2013	Budget 2014	1990	2000	2010	2013	Budget 2014	Compte 2013	Budget 2014/ compte 2013
Dépenses par groupes de comptes												
Dépenses totales	31616	47131	59266	63700	66124	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	3.2	3.8
Dépenses propres	9355	8538	9487	10456	10790	29.6	18.1	16.0	16.4	16.3	5.2	3.2
Dépenses de personnel	4069	4077	4894	5459	5482	12.9	8.7	8.3	8.6	8.3	7.7	0.4
Dépenses de biens et services et charges d'exploitation	2868	2951	3592	4030	4082	9.1	6.3	6.1	6.3	6.2	4.1	1.3
Dépenses d'armement	2418	1510	1001	968	1226	7.6	3.2	1.7	1.5	1.9	–2.9	26.7
Dépenses de transfert courantes	16907	29074	39536	43720	45299	53.5	61.7	66.7	68.6	68.5	2.0	3.6
Parts de tiers aux recettes de la Confédération	2718	6136	7705	8741	9263	8.6	13.0	13.0	13.7	14.0	0.6	6.0
Indemnités à des collectivités publiques	418	411	801	1003	1106	1.3	0.9	1.4	1.6	1.7	–3.1	10.3
Contributions à des propres institutions	1881	1966	2850	2950	3005	6.0	4.2	4.8	4.6	4.5	–4.6	1.9
Contributions à des tiers	5605	10005	13616	15237	15680	17.7	21.2	23.0	23.9	23.7	4.4	2.9
Contributions aux assurances sociales	6285	10557	14564	15789	16245	19.9	22.4	24.6	24.8	24.6	2.1	2.9
Dépenses financières	1842	3704	2972	2167	2174	5.8	7.9	5.0	3.4	3.3	13.7	0.3
Dépenses d'intérêts	1832	3489	2834	2125	2149	5.8	7.4	4.8	3.3	3.2	22.5	1.1
Autres dépenses financières	10	214	139	41	25	0.0	0.5	0.2	0.1	0.0	–75.8	–38.6
Dépenses d'investissement	3512	5816	7270	7357	7860	11.1	12.3	12.3	11.5	11.9	5.0	6.8
Contributions à des investissements	2520	4843	4302	4179	4625	8.0	10.3	7.3	6.6	7.0	1.9	10.7
Autres dépenses d'investissement	992	973	2968	3178	3235	3.1	2.1	5.0	5.0	4.9	9.4	1.8
Dépenses par groupes de tâches												
Dépenses totales	31615	47130	59266	63700	66124	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	3.2	3.8
Conditions institutionnelles et financières	1142	1747	2460	2489	2682	3.6	3.7	4.2	3.9	4.1	–0.5	7.8
Ordre et sécurité publique	515	728	910	1053	1109	1.6	1.5	1.5	1.7	1.7	9.6	5.3
Relations avec l'étranger – coopération internationale	1521	2178	2607	3292	3569	4.8	4.6	4.4	5.2	5.4	10.5	8.4
Défense nationale	5872	4815	4395	4789	4856	18.6	10.2	7.4	7.5	7.3	8.2	1.4
Formation et recherche	2916	3960	6067	6894	7201	9.2	8.4	10.2	10.8	10.9	3.4	4.5
Culture et loisirs	221	573	413	502	500	0.7	1.2	0.7	0.8	0.8	11.6	–0.4
Santé	89	157	228	219	229	0.3	0.3	0.4	0.3	0.3	3.2	4.7
Prévoyance sociale	6875	14171	18454	21106	21763	21.7	30.1	31.1	33.1	32.9	2.1	3.1
Trafic	4627	6424	8225	8224	8549	14.6	13.6	13.9	12.9	12.9	1.2	4.0
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	602	800	1164	1007	1329	1.9	1.7	2.0	1.6	2.0	–9.0	32.0
Agriculture et alimentation	2513	3573	3666	3706	3719	7.9	7.6	6.2	5.8	5.6	–0.1	0.4
Economie	439	426	568	505	655	1.4	0.9	1.0	0.8	1.0	–7.1	29.6
Finances et impôts	4284	7578	10111	9916	9963	13.6	16.1	17.1	15.6	15.1	5.7	0.5

1) Finances de la Confédération, sans comptes spéciaux et sans facteurs extraordinaires.

2010: redistribution de la taxe CO₂ sur les combustibles (427 millions).Source: AFF
Infotéléphone: 031/324 89 77

B 6.5 Recettes ordinaires de la Confédération¹⁾

	Compte de financement en millions de francs					En % sur le total					Variation en % par rapport à l'année précédente	
	1990	2000	2010	2013	Budget 2014	1990	2000	2010	2013	Budget 2014	Compte 2013	Budget 2014/ compte 2013
Recettes par groupes de comptes												
Recettes totales	32673	51101	62833	65032	66245	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	3.2	1.9
Recettes fiscales	28818	46529	58157	60838	62270	88.2	91.1	92.6	93.6	94.0	3.5	2.4
Impôt fédéral direct	6710	10685	17886	18353	20113	20.5	20.9	28.5	28.2	30.4	0.1	9.6
Impôt anticipé	4044	6202	4723	5942	4837	12.4	12.1	7.5	9.1	7.3	37.1	-18.6
Droits de timbre	2091	4146	2855	2143	2300	6.4	8.1	4.5	3.3	3.5	0.3	7.3
Taxe sur la valeur ajoutée	9871	16594	20672	22561	22960	30.2	32.5	32.9	34.7	34.7	2.3	1.8
Autres impôts de consommation	4120	6734	7602	7414	7480	12.6	13.2	12.1	11.4	11.3	-1.7	0.9
Impôt sur les huiles minérales	3067	4975	5134	5005	4980	9.4	9.7	8.2	7.7	7.5	-0.5	-0.5
Impôt sur le tabac	988	1665	2356	2295	2387	3.0	3.3	3.7	3.5	3.6	-4.2	4.0
Impôt sur la bière	66	94	112	113	113	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	-0.2	-0.2
Redevances sur la circulation	328	966	2210	2242	2273	1.0	1.9	3.5	3.4	3.4	-2.3	1.4
Impôt sur les véhicules automobiles	-	323	373	369	410	-	0.6	0.6	0.6	0.6	-10.5	11.2
Redevance pour l'utilisation des routes nationales	191	291	347	356	363	0.6	0.6	0.6	0.5	0.5	1.1	2.0
Redevance sur le trafic des poids lourds	137	352	1490	1517	1500	0.4	0.7	2.4	2.3	2.3	-0.8	-1.1
Droits de douane	1201	1044	1079	1059	990	3.7	2.0	1.7	1.6	1.5	1.5	-6.5
Impôt sur les maisons de jeu	2	37	381	308	350	0.0	0.1	0.6	0.5	0.5	-6.6	13.7
Taxe d'incitation	-	68	748	816	964	-	0.1	1.2	1.3	1.5	13.9	18.0
Autres recettes fiscales	450	53	0	-	3	1.4	0.1	0.0	-	0.0	-	100.0
Patentes et concessions	175	752	1391	922	899	0.5	1.5	2.2	1.4	1.4	-1.6	-2.6
Part au bénéfice net de la Régie des alcools	173	221	243	242	244	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4	-9.4	0.9
Bénéfice versé par la BNS	-	500	833	333	333	-	1.0	1.3	0.5	0.5	0.0	0.0
Autres patentes et concessions	2	31	315	347	322	0.0	0.1	0.5	0.5	0.5	2.9	-7.4
Recettes financières	805	1458	1233	1179	1115	2.5	2.9	2.0	1.8	1.7	-11.3	-5.4
Recettes d'intérêts	652	730	360	237	251	2.0	1.4	0.6	0.4	0.4	-32.8	5.6
Recettes de participations	153	724	790	853	864	0.5	1.4	1.3	1.3	1.3	-1.7	1.3
Autres recettes financières	-	4	83	88	1	-	0.0	0.1	0.1	0.0	-17.9	-99.3
Autres recettes courantes	2784	1078	1720	1806	1772	8.5	2.1	2.7	2.8	2.7	5.0	-1.9
Compensations	905	1025	1272	1331	1326	2.8	2.0	2.0	2.0	2.0	6.4	-0.4
Recettes diverses	1880	54	447	475	446	5.8	0.1	0.7	0.7	0.7	1.3	-6.2
Recettes d'investissement	91	1283	333	286	189	0.3	2.5	0.5	0.4	0.3	28.7	-34.0

1) Finances de la Confédération, sans comptes spéciaux et sans facteurs extraordinaires. 2000: recettes de la vente des licences WLL (582 millions de francs).
2013: vente d'actions Swisscom (1247 mio) et issus de confiscations du gain, FINMA (59 mio).

Source: AFF
Infotéléphone: 031/324 89 77

B 6.6 Finances des cantons 2012²⁾

En millions de francs

Cantons	Compte de résultats			Compte des investissements			Compte de financement			Endettement au 31 déc. 2012
	Charges	Revenus	Solde	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde	
Zurich	12325	12228	-97	825	310	-515	12306	12266	-41	6512
Berne	10504	10361	-144	1230	625	-606	11111	10731	-379	6160
Lucerne	3022	2960	-62	208	67	-141	3071	3002	-69	1394
Uri	362	357	-5	58	47	-11	405	401	-3	123
Schwytz	1174	1084	-91	92	37	-55	1189	1120	-69	308
Obwald	256	253	-4	73	50	-22	316	297	-18	49
Nidwald	313	314	1	35	12	-23	328	313	-15	243
Glaris	304	304	0	25	12	-14	306	311	5	161
Zoug	1255	1248	-7	107	26	-81	1277	1271	-6	658
Fribourg	3178	3187	9	159	47	-112	3182	3183	1	951
Soleure	1941	1826	-114	162	39	-123	1989	1863	-126	832
Bâle-Ville	4139	4312	174	624	48	-577	4430	4277	-153	4871
Bâle-Campagne	2528	2551	23	189	7	-182	2599	2404	-196	2128
Schaffhouse	651	617	-34	48	13	-35	673	621	-52	211
Appenzell Rh.-Ext.	485	460	-25	137	25	-112	537	425	-112	134
Appenzell Rh.-Int.	144	142	-1	11	2	-9	141	143	2	17
Saint-Gall	4219	4200	-19	211	36	-176	4240	3927	-313	1253
Grisons	2183	2229	46	484	210	-275	2492	2401	-90	615
Argovie	4311	4556	245	331	91	-240	4577	4576	-2	2125
Thurgovie	1776	1743	-33	153	28	-125	1848	1720	-128	776
Tessin	3293	3167	-126	279	100	-179	3372	3253	-119	2278
Vaud	9015	9023	8	421	91	-330	9209	9065	-144	4533
Valais	3544	2983	-561	503	338	-165	3794	3263	-531	1832
Neuchâtel	2059	2058	-2	107	43	-64	2058	2068	10	1553
Genève	9386	8915	-470	718	42	-676	9552	8762	-790	14753
Jura	833	821	-12	167	134	-34	952	949	-3	439
Concordats	1684	1654	-30	16	0	-16	1611	1595	-16	259
Total²⁾	80530	79012	-1518	7398	2696	-4701	83232	79908	-3324	55166

1) Comptes consolidés des cantons et des concordats. Statistique financière 2012 de la Suisse, du 29 août 2014.

2) Corrigé des traitements statistiques et des transferts entre cantons.

Source: AFF
Infotéléphone: 058/462 15 44
Courriel: finstat@efv.admin.ch

B 7 Population

B 7.1 Bilan de la population résidente permanente

								Scénario A-00-2010									
	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2013	2015	2020	2025	2030	2035	2040	2045	2050	2055	2060
État de la population, en milliers de personnes, au 1^{er} janvier	5295.5	6168.7	6303.6	6673.9	7164.4	7785.8	8039.1	8102.3	8356.9	8561.4	8713.8	8820.7	8894.6	8946.8	8979.0	8991.2	8988.7
Variation																	
Enfants nés vivants	94.4	99.2	73.7	83.9	78.5	80.3	82.7	81.8	82.7	81.2	78.3	76.6	77.2	78.4	79.0	78.6	77.6
Personnes décédées	52.1	57.1	59.1	63.7	62.5	62.63	65.0	63.1	66.4	70.7	76.2	82.1	87.7	92.8	97.5	100.8	101.7
Excédent des naissances	42.3	42.1	14.6	20.2	15.9	17.7	17.8	18.7	16.3	10.5	2.1	-5.5	-10.5	-14.4	-18.5	-22.2	-24.0
Arrivées ¹⁾	154.2	110.3	161.8	193.3	127.8	124.9	121.3	120.0	120.0	120.0	120.0	120.0	120.0	120.0
Départs	...	...	...	97.6	90.1	96.8	106.2	93.7	96.1	97.3	97.5	97.5	97.5	97.5	97.5	97.5	97.5
Solde migratoire ¹⁾	22.4	-17.7	17.1	56.6	20.2	64.9	87.1	34.1	28.8	24.0	22.5	22.5	22.5	22.5	22.5	22.5	22.5
État de la population, en milliers de personnes, au 31 décembre	5360.2	6193.1	6335.2	6750.7	7204.1	7864.0⁴⁾	8139.6	8155.1	8401.9	8595.9	8738.5	8837.7	8906.5	8954.9	8983.0	8991.6	8987.2
Variation ²⁾																	
en milliers	64.7	24.4	31.7	76.8	39.6	78.2	100.6	52.8	45.1	34.5	24.6	17.0	12.0	8.1	4.0	0.3	-1.5
en %	1.2	0.4	0.5	1.2	0.6	1.0	1.3	0.7	0.5	0.4	0.3	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0

1) Jusqu'en 2010 inclus les changements de statuts et les sorties du processus de l'asile.

2) Y compris les divergences statistiques (2011: y compris le changement de type de population).

3) Ne correspond pas au chiffre officiel des décès selon la Statistique du mouvement naturel de la population (BEVNAT).

4) Ne correspond pas à l'état officiel au 31.12.2010 selon la Statistique de la population et des ménages (STATPOP).

Source: OFS, ESPOP (jusqu'en 2010), STATPOP (dès 2011)

SCENARIO (dès 2015)

Infotéléphone: 058/463 67 11

Courriel: info.dem@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 7.2 Population résidente, selon l'âge et la nationalité

	Population résidente moyenne ¹⁾								Population résidente permanente					
	1990		2000		2010		2013		2013 ²⁾		2015 ³⁾		2020 ³⁾	
	en milliers	en %	en milliers	en %	en milliers	en %	en milliers	en %	en milliers	en %	en milliers	en %	en milliers	en %
Classes d'âge														
0–19	1577.8	23.2	1665.7	23.1	1639.3	21.0	1602.4	19.8	1653.5	20.3	1638.3	20.1	1664.8	19.8
20–39	2162.3	31.8	2106.2	29.2	2115.1	27.0	2147.6	26.5	2172.5	26.7	2110.9	25.9	2105.9	25.1
40–64	2078.1	30.6	2335.6	32.4	2798.3	35.4	2878.2	35.6	2880.9	35.4	2884.4	35.4	2944.2	35.0
65+	978.1	14.4	1101.5	15.3	1324.9	16.6	1461.1	18.1	1432.7	17.6	1521.5	18.7	1687.2	20.1
Total	6796.3	100.0	7209.0	100.0	7877.6	100.0	8089.3	100.0	8139.6	100.0	8155.1	100.0	8401.9	100.0
Suisses	5615.6	82.6	5768.8	80.0	6090.7	77.6	6185.6	76.5	6202.2	76.2	6310.6	77.4	6495.9	77.3
Étrangers	1180.6	17.4	1440.3	20.0	1786.9	22.4	1903.7	23.5	1937.4	23.8	1844.6	22.6	1906.1	22.7

1) Population moyenne, y compris les saisonniers jusqu'en 2001; à partir de 2002 tous les titulaires d'un permis de séjour de courte durée, autorisant un séjour de 12 mois au maximum.

Source: OFS, ESPOP (jusqu'en 2009)

STATPOP (dès 2010)

SCENARIO (dès 2015)

Infotéléphone: 058/463 67 11

Courriel: info.dem@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

2) Dès 2010, changement des méthodes de production et de concept pour la population résidente permanente:

la population résidente permanente comprend désormais les personnes dans le processus d'asile, résident depuis 12 mois ou plus en Suisse.

3) Scénario A-00-2010.

B 7.3 Données socioéconomiques

En milliers de personnes

	1960	1970	1980	1990	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Mariages ¹⁾	41.6	46.7	35.7	46.6	39.8	40.3	41.5	41.9	43.3 ³⁾	42.1	42.7	39.8
Divorces ¹⁾	4.7	6.4	10.9	13.2	10.5	19.9	19.6	19.3	22.1 ³⁾	17.6	17.6	17.1
Ménages ²⁾	1594.0	2062.4	2459.3	2859.8	3181.6	...	...	...	3505.6	3534.5	3553.7	...

1) OFS/BEVNAT/ESPOP.

2) Chiffres du recensement de la population.

3) Dès 2010, changement des méthodes de production et de concept pour la population résidente permanente: la population résidente permanente comprend désormais les personnes dans le processus d'asile résident depuis 12 mois ou plus en Suisse.

Source: OFS

Infotéléphone: 032/713 67 11

Courriel: info.dem@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 7.4 Population résidente permanente de 15 ans et plus ventilée par langue principale, en 2012¹⁾

Groupes linguistiques	Suisses						Étrangers	
	Total	± IC en % ²⁾	Hommes	± IC en % ²⁾	Femmes	± IC en % ²⁾	Total	± IC en % ²⁾
Total en milliers	6662333	0.0	3277572	0.4	3384761	0.4	5157999	0.2
En % par la langue principale:								
Allemand	64.9	0.1	65.1	0.2	64.7	0.2	72.8	0.1
Français	22.6	0.0	22.3	0.0	22.9	0.0	23.3	0.0
Italien	8.3	0.0	8.7	0.0	8.0	0.0	6.1	0.0
Romanche	0.5	0.0	0.5	0.0	0.6	0.0	0.7	0.0
Autres	19.6	0.0	19.4	0.0	19.8	0.0	9.0	0.0

1) Les personnes interrogées pouvaient indiquer plusieurs langues principales. Jusqu'à trois langues principales par personne ont été considérées. L'univers de base du relevé structurel contient toutes les personnes de la population résidente permanente âgées de 15 ans révolus ou plus et vivant dans un ménage privé. Les diplomates, les fonctionnaires internationaux et leurs membres de famille, ainsi que les personnes qui vivent dans un ménage collectif ne sont pas pris en compte

2) L'intervalle de confiance (IC) indique la précision du résultat.

Source: OFS/RS

Infotéléphone: 032/867 25 25

Courriel: info.pop@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 7.5 Population résidente permanente

Moyenne annuelle

	1980	1990	2000	2008	2009	2010	2011	2012	2013
État de la PR de nationalité étrangère en décembre¹⁾	892807	1100262	1384382	1638949	1680197	1720393	1772279	1825060	1886630
% de la PR totale	14.1	16.4	19.3	21.4	21.7	22.0	22.4	22.8	23.3
Augmentation									
Naissances	11535	14471	17332	18552	18213	20009	19943	19645	21429
Entrées en Suisse	75262	117711	87448	157271	132444	134171	142471	143783	155401
Diminution									
Décès	3834	4158	4602	5217	5365	5188	5345	5967	6506
Départs de Suisse	63697	59587	55770	54131	55238	65523	64038	65858	70023
Changements de nationalité ²⁾	16060	8658	28700	44365	43440	39314	36757	33746	34123
Excédent des naissances	7701	10313	12730	13335	12848	14821	14598	13678	14923
Excédent migratoire	11565	58124	31678	99071	71912	64803	74138	73287	81087

1) PR = population résidente. Sans les fonctionnaires internationaux ni les membres de leur famille.
2) Total (naturalisations et adoptions).

Sources: OFM/SYMIC
Infotéléphone: 031/325 95 22

B 7.6 Population résidente permanente étrangère par nationalité

Fin décembre

	En %						Effectifs	Variation en valeur absolue				
	1990	1995	2000	2005	2010	2013		1995/90	2000/1995	2005/2000	2010/2005	2013/2012
En tout	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	1886630	230312	53808	127555	208456	61570
Pays de l'UE27 et de l'AELE	72.5	62.2	57.8	58.7	64.0	67.8	1279455	29879	-28241	87537	214573	53049
Italie	34.4	27.0	23.1	19.6	16.8	16.0	301254	-19816	-39292	-23249	-7267	6895
Serbie et Monténégro ¹⁾	12.8	22.1	13.8	13.0	6.7	4.3	81638	153478	...	5448	-81150	-15188
Portugal	7.8	10.1	9.7	11.1	12.4	13.5	253769	49178	-152	32594	44884	15337
Espagne	10.6	7.6	6.0	4.7	3.7	4.0	75387	-14726	-18007	-12029	-7213	5594
Allemagne	7.6	6.8	7.9	10.4	15.4	15.5	293156	7502	17912	48765	106647	7777
Turquie	5.8	5.9	5.7	5.0	4.1	3.7	69247	14423	861	-4028	-4806	-322
France	4.5	4.0	4.3	4.6	5.5	5.8	110190	3632	6201	9173	26100	6261
Autriche	2.6	2.1	2.1	2.2	2.2	2.1	39646	-693	803	3910	4354	665
Grande-Bretagne	1.5	1.4	1.5	1.6	2.1	2.1	40405	1719	2367	4116	11484	998
Pays-Bas	1.1	1.0	1.0	1.0	1.1	1.1	20081	1749	600	1582	3267	489
Grèce	0.8	0.5	0.4	0.4	0.4	0.5	9676	-1176	-1111	-340	1093	1103
Belgique	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6	11887	719	1115	1357	1868	422
Suède	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	7902	571	350	534	1468	218
Europe	92.9	91.8	89.7	87.4	87.0	87.0	1641560	199634	19846	79797	175461	54800
Afrique	0.7	1.0	2.3	2.9	3.3	3.5	65769	5360	18898	11535	13219	2904
Amérique du Nord (États-Unis, Canada)	1.1	1.1	1.2	1.2	1.3	1.3	24401	2428	2464	1721	4545	-142
Amérique centrale et du Sud	1.3	1.6	2.1	2.5	2.7	2.6	49679	6749	7908	9883	8188	774
Asie	2.8	3.3	4.5	5.8	5.4	5.4	101033	12055	19570	24308	6058	3109

1) Jusqu'au 31 décembre 1998, ex-Yougoslavie, cette «nationalité» n'est ensuite plus utilisée: il n'est donc plus possible de faire des comparaisons avec les données la concernant.

Sources: OFM/SYMIC
Infotéléphone: 031/325 95 22

B 7.7 Population résidente permanente moyenne de nationalité étrangère

Moyenne annuelle

	1975	1980	1990	2000	2009	2010	2011	2012	2013
Population résidente permanente moyenne de nationalité étrangère	1123357	974738	1180631	1439139	1749306	1786843	1791136	1842982	1903708
Annuels	388110	205341	269323	343635	551105	583029	616106	615016	621595
Établis	655011	680679	801869	1035108	1110765	1119361	1137836	1187603	1237599
Fonctionnaires internationaux et diplomates	19900	20687	25675	25897	29777	28178	28284	28260	28905
Titulaire d'un permis de séjour de courte durée >=12 mois	...	...	...	...	18327	18003	18337	22441	27436
Frontaliers ¹⁾	98900	97100	173269	147256	221553	232112	251768	263813	278534
Réfugiés reconnus ²⁾	...	27660	28578	25447	23640	25342	27106	28122	29825
Personnes dans le processus d'asile	...	...	67132	71854	40319	36788	40677	44863	43561

1) Jusqu'en 1994, autorisations frontalières selon le SYMIC, à partir de 1995, effectif des frontaliers actifs occupés au 4^e trimestre selon la statistique des frontaliers. Sources: OFS, ESPOP (jusqu'en 2009), STATPOP (dès 2010) Infotéléphone: 058/463 60 88
2) Inclus dans l'effectif de la population résidente de nationalité étrangère ou dans celui des établis. OFM/SYMIC Infotéléphone: 058/465 95 22
Courriel: info.dem@bfs.admin.ch
Internet: www.statistique.admin.ch

B 8 Marché du travail

B 8.1 Personnes actives occupées selon le sexe, la nationalité et le statut de séjour¹⁾

	En milliers de personnes							Variation par rapport à l'année précédente					
	2011 ²⁾	2012 ²⁾	2013 ²⁾	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014	2012	2013	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014
Personnes actives occupées, total	4705	4776	4837	4844	4899	4836	4903	1.5	1.3	0.6	1.8	1.0	1.8
Selon le sexe:													
Femmes	2110	2148	2193	2194	2224	2195	2231	1.8	2.1	1.6	2.8	1.0	2.3
Hommes	2596	2628	2644	2649	2675	2641	2672	1.3	0.6	-0.2	1.0	1.0	1.4
Selon la nationalité:													
Suisses	3390	3409	3427	3407	3460	3418	3436	0.6	0.5	-0.5	1.1	-0.1	0.5
Étrangers	1315	1367	1410	1436	1439	1419	1467	3.9	3.2	3.2	3.7	3.9	5.0
Dont: Titulaires d'une autorisation d'établissement (C)	632	650	686	694	708	705	715	3.0	5.4	5.8	6.2	6.5	5.2
Titulaires d'une autorisation de séjour (B)	368	380	370	373	371	358	389	3.2	-2.5	-3.5	-2.2	-2.6	5.3
Frontaliers (G) ³⁾	246	263	275	278	279	280	285	7.1	4.5	4.3	3.9	4.1	4.3
Titulaires d'une autorisation de courte durée (L) ⁴⁾	48	48	52	57	56	52	51	0.6	8.3	10.7	11.8	10.6	5.1
Autres étrangers ⁵⁾	22	25	27	34	26	23	27	14.4	6.2	10.2	7.9	16.0	0.7
Actifs occupés en équivalents plein temps, total													
Selon le sexe:													
Femmes	3940	4000	4044	4077	4090	4024	4065	1.5	1.1	0.4	1.7	0.9	1.0
Hommes	2482	2511	2519	2524	2545	2512	2518	1.2	0.3	-0.9	0.7	0.8	0.2

1) Selon la définition du Bureau international du travail.

2) Moyenne annuelle.

3) Selon la statistique des frontaliers (STAF).

4) Les détenteurs d'un permis de courte durée d'une validité égale ou supérieure à 12 mois sont inclus. dans la catégorie des détenteurs d'une autorisation de séjour.

5) Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades et des consulats suisses, personnel étranger de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile (à partir de juin 2004).

6) Les chiffres ont été révisés du 1^{er} trimestre 2013 au 4^e trimestre 2013 en raison d'adaptations mineures de sources statistiques.

Source: OFS

Infotéléphone: 058/463 64 00

Courriel: info.arbeit@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 8.2 Personnes actives occupées par secteur et section économique¹⁾

	En milliers de personnes						
	2011 ²⁾	2012 ²⁾	2013 ²⁾	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014
Personnes actives occupées, total	4705	4776	4837	4844	4899	4836	4903
A Secteur primaire	167	168	171	178	176	171	172
B-F Secteur secondaire	1083	1079	1079	1084	1096	1069	1083
B-C Industrie manufacturière, industries extractives	694	687	682	682	693	680	686
D Production et distribution d'électricité	28	28	29	28	30	28	29
E Production et distribution d'eau	16	16	16	16	16	16	17
F Construction	344	348	351	358	357	346	350
G-T Secteur tertiaire	3456	3529	3587	3581	3627	3597	3648
G Commerce réparation automobiles et de motocycles	661	661	666	669	670	660	664
H Transports et entreposage	222	221	229	229	228	221	226
I Hébergement et restauration	241	236	233	236	236	230	235
J Information et communication	150	153	155	155	158	163	170
K Activités financières et assurance	246	251	246	248	246	244	247
L Activités immobilières	45	48	48	50	49	46	47
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	351	365	373	376	378	382	389
N Activités de services administratifs et de soutien	181	185	192	196	195	191	189
O Administration publique	191	194	201	204	202	196	202
P Enseignement	313	331	331	327	340	342	345
Q Santé humaine et action sociale	581	602	624	620	625	621	641
R Arts, spectacles et activités récréatives	71	71	76	76	78	74	79
S Autres activités de services	149	157	159	151	164	168	156
T Activité des ménages en tant que employeurs	55	54	54	44	58	59	58

1) Selon la définition du Bureau internationale du travail.

2) Moyenne annuelle.

Source: OFS

Infotéléphone: 058/463 64 00

Courriel: info.arbeit@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 8.3 Entrées en Suisse de travailleurs étrangers

	Effectifs							Variation en % par rapport à l'année précédente				
	2012	2013	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014	3/2014	2013	4/2013	1/2014	2/2014	3/2014
Résidents de courte durée ≥12 mois	12424	13879	3701	3476	4286	3864	3435	11.7	19.3	63.3	-5.2	-7.2
Résidents au bénéfice d'une autorisation de séjour	61255	62763	15064	14202	15501	15694	17081	2.5	-3.5	-6.4	-7.3	13.4
Population établie	219	218	59	37	61	42	69	-0.5	-2.6	-12.9	-19.2	16.9
Population résidente de nationalité étrangère non permanente	89636	105021	24543	28871	21660	25927	22597	17.2	31.4	-2.8	-11.6	-7.9

Source: OFM/RCE

Infotéléphone: 058/465 95 36

B 8.4 Chômeurs inscrits

	Effectifs						Taux de chômage en % ²⁾						
	2011 ¹⁾	2012 ¹⁾	2013 ¹⁾	Août 2014	Sept. 2014	Oct. 2014	2011	2012	2013	Août 2014	Sept. 2014	Oct. 2014	CV ³⁾
Total	122892	125594	136524	128434	129965	132397	2.8	2.9	3.2	3.0	3.0	3.1	A
Dessaïsonné	...	...	...	136782	136662	136357				3.2	3.2	3.2	A
Selon la région													
Suisse alémanique	72552	74852	80965	76602	77673	79393	2.3	2.4	2.6	2.5	2.5	2.5	A
Suisse romande et Tessin	50340	50742	55559	51832	52292	53004	4.2	4.2	4.6	4.3	4.3	4.4	A
Selon le sexe													
Femmes	56910	56550	60245	59354	59970	60515	2.9	2.9	3.1	3.0	3.0	3.1	A
Hommes	65982	69044	76279	69080	69995	71882	2.8	2.9	3.2	2.9	3.0	3.1	A
Selon la nationalité													
Suisses	68313	68274	73199	71963	72009	71650	2.1	2.1	2.2	2.2	2.2	2.2	A
Étrangers	54579	57320	63325	56471	57956	60747	5.2	5.5	6.0	5.4	5.5	5.8	A
Selon l'âge													
15-24 ans	17860	18191	18906	19316	19480	18721	3.2	3.2	3.4	3.4	3.5	3.3	A
25-49 ans	75732	78131	85681	77925	79099	81626	3.0	3.1	3.4	3.1	3.1	3.2	A
50 ans et plus	29300	29272	31937	31193	31386	32050	2.4	2.4	2.6	2.6	2.6	2.7	A
Selon le statut professionnel													
Chômeurs complets	106257	109222	119121	111137	112690	115110	...	...	...	...	...	...
Chômeurs partiels	16635	16371	17403	17297	17275	17287	...	...	...	...	...	...
Selon la durée écoulée													
1-6 mois	71868	78863	83583	74528	77635	82432	...	...	...	...	...	...
7-12 mois	26284	27481	32035	31973	30649	28678	...	...	...	...	...	...
Plus d'une année	24740	19250	20907	21933	21681	21287	...	...	...	...	...	...
Selon la situation professionnelle													
Auparavant actifs	113028	116646	127260	119128	119799	122412	...	...	...	...	...	...
Première recherche d'emploi	3390	2934	2864	3264	3113	2926	...	...	...	...	...	...
Reprise d'emploi	2267	1626	1514	1399	1401	1381	...	...	...	...	...	...
Reconversion, perfectionnement	4208	4388	4886	4643	5652	5678	...	...	...	...	...	...

1) Moyenne annuelle.

2) Nombre de chômeurs inscrits le jour de référence divisé par le nombre de personnes actives selon le relevé structurel sur la vie active du recensement de la population 2010 (4 322 899 personnes au total). Entre 2000 et 2009, basé sur RP 2000: 3 946 988 personnes.

3) Coefficient de variation (CV): A=0.0-1.0%, B=1.1-2.0%, C=2.1-5.0%, D=5.1-10.0%, E=10.1-16.5%, F=16.6-25.0%, G>25%.

Source: SECO

Infotéléphone: 031/300 72 75

Courriel: franziska.winkler@seco.admin.ch

Internet: www.amstat.ch

B 8.5 Chômage des jeunes (15-24 ans)

	Effectifs				Variation par rapport à				Taux de chômage des jeunes	CV ²⁾	Variations par rapport à	
	2012 ¹⁾	2013 ¹⁾	Sept. 2014	Oct. 2014	absolue	en %	absolue	en %			Oct. 2013	Sept. 2014
Total	18191	18906	19480	18721	-490	-2.6	-759	-3.9	3.3	A	-0.1	-0.2
Selon la région												
Suisse alémanique	11578	11844	12158	11754	-201	-1.7	-404	-3.3	2.8	A	0.0	-0.1
Suisse romande et Tessin	6613	7062	7322	6967	-289	-4.0	-355	-4.8	4.9	B	-0.2	-0.3
Selon le sexe												
Femmes	8582	8567	9271	8784	-464	-5.0	-487	-5.3	3.3	A	-0.1	-0.1
Hommes	9609	10340	10209	9937	-26	-0.3	-272	-2.7	3.4	A	0.0	-0.1
Selon la nationalité												
Suisses	11648	12255	12971	12283	-258	-2.1	-688	-5.3	2.7	A	0.0	-0.1
Étrangers	6543	6651	6509	6438	-232	-3.5	-71	-1.1	6.0	B	-0.3	-0.1
Selon l'âge												
15-19 ans	4272	4427	5313	4748	-159	-3.2	-565	-10.6	2.3	A	-0.1	-0.3
20-24 ans	13919	14479	14167	13973	-331	-2.3	-194	-1.4	3.9	A	-0.1	0.0
Selon la durée écoulée												
1-6 mois	14995	15376	16760	16363	-202	-1.2	-397	-2.4	...		...	...
7-12 mois	2697	3006	2264	1937	-206	-9.6	-327	-14.4	...		...	...
Plus d'une année	498	524	456	421	-82	-16.3	-35	-7.7	...		...	...
Par fonctions choisies												
Spécialistes	9542	10044	11079	10480	58	0.6	-599	-5.4	...		...	...
Auxiliaires	4759	4702	3722	3989	-235	-5.6	267	7.2	...		...	...
Apprentis	2075	2303	2640	2396	-171	-6.7	-244	-9.2	...		...	...
Stagiaire	348	409	434	404	-29	-6.7	-30	-6.9	...		...	...
Ecoliers, étudiants	1420	1404	1564	1407	-102	-6.8	-157	-10.0	...		...	...

1) Moyenne annuelle.

2) Voir tableau B8.4, note 3.

Source: SECO

Infotéléphone: 031/300 72 75

Courriel: franziska.winkler@seco.admin.ch

Internet: www.amstat.ch

B 8.6 Chômeurs inscrits par canton

	Effectifs				Taux de chômage en % ²⁾				
	2012 ¹⁾	2013 ¹⁾	Sept. 2014	Oct. 2014	2012	2013	Sept. 2014	Oct. 2014	CV ³⁾
Total	125594	136524	129965	132397	2.9	3.2	3.0	3.1	A
Zurich	23431	25262	25093	25737	3.0	3.2	3.2	3.3	A
Berne	10941	12725	12654	12841	2.0	2.3	2.3	2.4	A
Lucerne	4078	4180	3938	4073	1.9	2.0	1.8	1.9	A
Uri	249	233	141	193	1.3	1.3	0.8	1.0	C
Schwytz	1098	1261	1249	1254	1.3	1.5	1.5	1.5	B
Obwald	183	191	170	169	0.9	0.9	0.8	0.8	C
Nidwald	210	235	218	234	0.9	1.0	0.9	1.0	C
Glaris	517	550	448	448	2.3	2.5	2.0	2.0	C
Zoug	1187	1352	1418	1368	1.8	2.1	2.2	2.1	B
Fribourg	3630	4200	4245	4239	2.4	2.7	2.8	2.8	B
Soleure	3506	3884	3292	3258	2.4	2.7	2.3	2.3	B
Bâle-Ville	3435	3504	3173	3247	3.7	3.7	3.4	3.5	B
Bâle-Campagne	3985	3958	3743	3736	2.7	2.7	2.6	2.5	B
Schaffhouse	1058	1149	1263	1271	2.5	2.8	3.0	3.0	C
Appenzell Rh.-Ext.	448	502	521	534	1.5	1.7	1.8	1.8	C
Appenzell Rh.-Int.	103	122	77	76	1.2	1.4	0.9	0.9	D
Saint-Gall	6209	6531	5920	5812	2.3	2.4	2.2	2.2	A
Grisons	1755	1870	1396	1992	1.6	1.7	1.3	1.8	B
Argovie	9374	9947	9703	9938	2.7	2.8	2.8	2.8	A
Thurgovie	3084	3508	3256	3212	2.2	2.5	2.3	2.3	B
Tessin	7018	7261	6210	6778	4.4	4.5	3.9	4.2	B
Vaud	17391	18723	17652	17664	4.7	5.0	4.7	4.7	A
Valais	5695	6553	5558	6172	3.5	4.0	3.4	3.8	B
Neuchâtel	4209	4665	4524	4445	4.7	5.2	5.1	5.0	B
Genève	11653	12804	12826	12382	5.0	5.5	5.5	5.3	A
Jura	1146	1353	1277	1324	3.2	3.8	3.6	3.7	C

1) Moyenne annuelle.

2) Voir tableau B8.4, note 2.

3) Voir tableau B8.4, note 3.

Source: SECO, Infotéléphone: 031/300 72 75
Courriel: franziska.winkler@seco.admin.ch, Internet: www.amstat.ch**B 8.7 Taux de chômage par classe d'âge**En %¹⁾

	2012 ²⁾	2013 ²⁾	Sept. 2014	Oct. 2014	CV ³⁾
Total	2.9	3.2	3.0	3.1	A
15-19 ans	2.1	2.2	2.6	2.3	A
20-24 ans	3.9	4.0	3.9	3.9	A
25-29 ans	3.7	4.0	3.7	3.8	A
30-34 ans	3.6	4.0	3.7	3.8	A
35-39 ans	3.1	3.4	3.1	3.2	A
40-44 ans	2.6	2.8	2.6	2.6	A
45-49 ans	2.6	2.8	2.6	2.7	A
50-54 ans	2.5	2.8	2.7	2.8	A
55-59 ans	2.4	2.7	2.7	2.7	A
60 ans et plus	2.3	2.4	2.4	2.4	A

1) Voir tableau B8.4, note 2.

2) Moyenne annuelle.

3) Voir tableau B8.4, note 3.

Source: SECO
Infotéléphone: 031/300 72 75
Courriel: franziska.winkler@seco.admin.ch
Internet: www.amstat.ch**B 8.9 Places vacantes annoncées, par canton**

	2012 ¹⁾	2013 ¹⁾	Sept. 2014	Oct. 2014
Total	16796	14054	11045	11076
Zurich	3828	3384	1904	1972
Berne	650	494	403	401
Lucerne	1996	579	130	162
Uri	48	44	39	22
Schwytz	294	209	144	133
Obwald ²⁾	-	-	-	-
Nidwald	56	39	59	52
Glaris	35	49	50	39
Zoug	614	557	263	195
Fribourg	276	283	301	306
Soleure	253	229	220	202
Bâle-Ville	179	165	137	133
Bâle-Campagne	247	263	245	284
Schaffhouse	143	144	124	105
Appenzell Rh.-Ext.	22	30	20	29
Appenzell Rh.-Int.	6	9	7	4
Saint-Gall	1465	1160	816	836
Grisons	471	447	445	502
Argovie	2242	2037	1397	1436
Thurgovie	456	493	500	457
Tessin	350	332	349	331
Vaud	1572	1651	1976	1918
Valais	529	469	566	561
Neuchâtel	261	267	251	256
Genève	716	636	594	645
Jura	89	84	105	95

1) Moyenne annuelle.

2) Les nouvelles places vacantes pour Obwald sont comprises sous Nidwald.

Source: SECO
Infotéléphone: 031/300 72 75
Courriel: franziska.winkler@seco.admin.ch
Internet: www.amstat.ch**B 8.8 Réductions de l'horaire de travail décomptées**

	Août 2014 ¹⁾	Variation par rapport à			
		Juillet 2014		Août 2013	
Effectifs		absolue	en % ²⁾	absolue	en %
Entreprises	127	-19	-13.0	-226	-64.0
Travailleurs touchés	927	-138	-13.0	-2480	-72.8
Heures de travail perdues	51143	-10047	-16.4	-135630	-72.6

1) Chiffres provisoires.

2) Les variations supérieures à 200% ne sont pas publiées.

Source: SECO
Infotéléphone: 031/300 72 75
Courriel: franziska.winkler@seco.admin.ch

B 8.10 Chômeurs inscrits par activité économique¹⁾

		Effectifs				Taux de chômage en % ³⁾				
		2012 ²⁾	2013 ²⁾	Sept. 2014	Oct. 2014	2012	2013	Sept. 2014	Oct. 2014	CV ⁴⁾
Total		125594	136524	129965	132397					
A	Secteur 1 (Agriculture, sylviculture et pêche)	1030	1183	1049	1217	1.5	1.7	1.5	1.7	B
B-F	Secteur 2 (Industrie)	25485	31535	27957	29114	3.4	4.2	3.7	3.9	A
G-T	Secteur 3 (Autres services)	86526	92619	91792	93243	3.6	3.8	3.8	3.8	A
A 01-03	Agriculture, sylviculture et pêche	1030	1183	1049	1217	1.5	1.7	1.5	1.7	B
B 05-09	Industries extractives	62	95	60	66	2.1	3.2	2.0	2.2	D
C 10-12	Aliments, boissons et tabac	1985	2610	2682	2714	4.0	5.3	5.5	5.5	C
C 13-14	Textiles et habillement	466	426	385	391	4.5	4.1	3.7	3.7	C
C 15	Cuir, chaussures	64	62	56	53	...	...	...	...	E
C 16	Articles en bois et en liège, vannerie et sparterie	664	826	749	764	2.2	2.7	2.4	2.5	C
C 17-18	Industrie du papier, imprimerie	1279	1312	1143	1082	4.4	4.5	3.9	3.7	C
C 19-21	Industrie chimique, raffinage de pétrole	1164	1368	1437	1411	2.8	3.3	3.4	3.4	C
C 22	Matières plastiques, caoutchouc	729	833	782	816	4.0	4.6	4.3	4.5	C
C 23	Verres, céramiques et produits en ciment	483	562	521	517	3.2	3.8	3.5	3.5	C
C 24-25	Métallurgie, produits métalliques	2679	3154	2873	2927	3.7	4.4	4.0	4.1	B
C 26-27	Electrotechnique, électronique, montres, optique	3144	3738	3583	3590	3.5	4.1	3.9	3.9	B
C 2652	Montres	978	1287	1365	1392	4.4	5.7	6.1	6.2	C
C 28	Fabrication de machines	1724	1930	1645	1646	2.6	2.9	2.5	2.5	B
C 29-30	Fabrication de véhicules	308	404	355	350	2.6	3.4	3.0	2.9	C
C 31-33	Meubles; Réparation de machines	1186	1332	1395	1383	3.1	3.5	3.6	3.6	C
D 35	Production et distribution d'énergie	234	298	352	346	1.1	1.4	1.7	1.7	C
E 36-39	Recyclage; traitement et distribution d'eau	336	396	378	415	3.0	3.6	3.4	3.7	C
F 41-43	Bâtiment et génie civil	8978	12191	9561	10643	3.8	5.1	4.0	4.5	A
G 45-47	Commerce, entretien et réparation d'automobiles	17938	19743	19786	19318	3.6	4.0	4.0	3.9	A
G 45	Commerce, réparation d'auto	1860	2169	2453	2329	2.8	3.2	3.7	3.5	B
G 46	Commerce de gros	6672	7672	7571	7410	3.8	4.4	4.3	4.2	B
G 47	Commerce de détail	9407	9902	9762	9579	3.7	3.9	3.9	3.8	A
H 49-53	Trafic et transports	4270	5003	4965	5068	2.9	3.4	3.4	3.4	B
I 55-56	Hôtellerie et restauration	13053	13944	12330	14319	8.6	9.2	8.1	9.4	B
J 58-63	Information et communication	3537	4272	4285	4237	3.3	4.0	4.0	4.0	B
J 62	Informatique	1733	2112	2147	2146	3.1	3.8	3.9	3.9	B
K 64-66	Activités financières et d'assurance	6345	6977	6719	6700	2.4	2.6	2.5	2.5	A
K 64	Banques	3817	4157	3822	3792	2.5	2.7	2.5	2.5	B
K 65	Assurances	1059	1103	1027	1025	1.4	1.5	1.4	1.4	B
L 68	Activités immobilières	1013	1146	1236	1251	2.5	2.9	3.1	3.1	C
M 69-75	Activités spécialisées, scientifiques et techn.	7096	8678	8788	8702	2.7	3.3	3.3	3.3	A
M 72	Recherche et développement	421	578	513	500	2.5	3.5	3.1	3.0	C
N 77-82	Activités de services administratifs et de soutien ⁵⁾	13485	10918	9395	9861	...	...	...	...	B
O 84	Administration publique, assurances sociales	2631	2881	3254	3127	1.6	1.8	2.0	1.9	B
P 85	Enseignement	3626	3953	4497	4294	2.1	2.3	2.6	2.5	B
Q 86-89	Santé et action sociale	8424	9398	10540	10369	2.3	2.5	2.9	2.8	A
R 90-93	Arts, spectacles et activités récréatives	1485	1644	1630	1623	4.2	4.6	4.6	4.6	C
S 94-96	Autres activités de services	2885	3137	3306	3280	3.1	3.4	3.6	3.5	B
T 97-98	Ménages privés avec du personnel domestique	738	926	1061	1094	...	...	...	...	G
U	Non spécifié	12553	11186	9167	8823	...	...	...	...	C

1) Classement des activités économiques selon NOGA 2008.

2) Moyenne annuelle.

3) Les taux de chômage par branches économiques sont calculés sur la base des chiffres de la population active occupée et non sur ceux de la population active (actifs occupés + chômeurs au sens du BIT). Le nombre de personnes actives occupées utilisé pour calculer les taux de chômage par branches économiques est de 3 250 765 au lieu des 4 322 899 personnes formant la population active. La différence de 1 072 134 personnes par rapport aux 4 322 899 personnes actives enregistrées lors du recensement populaire de 2010 se compose de 186 765 chômeurs au sens du BIT et de 885 369 personnes actives occupées n'ayant pas indiqué durant le recensement la branche économique dans laquelle elles travaillent. En raison de cette variation méthodologique, les taux de chômage par branches économiques sont d'une part légèrement surestimés et, d'autre part, ne peuvent pas être comparés directement avec les autres taux de chômage de la statistique du marché du travail du SECO.

4) Coefficient de variation (CV): A=0.0-1.0%, B=1.1-2.0%, C=2.1-5.0%, D=5.1-10.0%, E=10.1-16.5%, F=16.6-25.0%, G>25%.

5) Depuis sept. 2012, le système de placement PLASTA permet désormais de saisir également l'employeur économique pour les chômeurs dont le dernier employeur était un placeur privé (code NOGA 78 «Activités liées à l'emploi»). Ce changement entraîne une réduction d'environ 37% du nombre de chômeurs dans les «Activités de services administratifs et de soutien» par rapport à l'ancien recensement et une augmentation d'environ 13% pour le secteur de la construction notamment.

6) Il n'est pas possible de calculer le taux de ce chômage pour les activités économiques NOGA N 77 à 82 car le groupe NOGA 78 «Activités des agences privées de placement» comprend également des chômeurs appartenant à d'autres activités économiques.

Source: SECO

Infotéléphone: 031/300 72 75

Courriel: franziska.winkler@seco.admin.ch

Internet: www.amstat.ch

B 8.11 Chômeurs inscrits par groupe de professions¹⁾

		Effectifs				En %			
		2012 ²⁾	2013 ²⁾	Sept. 2014	Oct. 2014	2012	2013	Sept. 2014	Oct. 2014
Total		125594	136524	129965	132397	100.0	100.0	100.0	100.0
11	Agriculture, économie forestière, élevage animaux	2158	2299	1806	2151	1.7	1.7	1.4	1.6
21	Production denrées alimentaires, boissons et tabac	1113	1052	997	980	0.9	0.8	0.8	0.7
22	Industrie textile et industrie de cuir	508	494	429	428	0.4	0.4	0.3	0.3
23	Travail de la céramique et du verre	42	38	35	33	0.0	0.0	0.0	0.0
24	Usinage de métaux et de la construction de machines	3626	3946	3329	3373	2.9	2.9	2.6	2.5
25	Électrotechnique, électronique, ind. Horlogère, véhicule, outil	2202	2576	2711	2609	1.8	1.9	2.1	2.0
26	Industrie du bois et du papier	812	889	763	786	0.6	0.7	0.6	0.6
27	Arts graphiques	694	723	610	577	0.6	0.5	0.5	0.4
28	Industrie chimique et matières plastiques	574	619	613	589	0.5	0.5	0.5	0.4
29	Autres professions du façonnage et de la manufacture	6473	6996	6168	6282	5.2	5.1	4.7	4.7
31	Ingénieurs	1401	1752	1902	1914	1.1	1.3	1.5	1.4
32	Techniciens	739	842	901	903	0.6	0.6	0.7	0.7
33-34	Dessin technique	1545	1747	1880	1854	1.2	1.3	1.4	1.4
35	Machinistes	1565	1682	1212	1337	1.2	1.2	0.9	1.0
36	Informatique	2622	3050	3074	3043	2.1	2.2	2.4	2.3
41	Construction	10933	12429	8988	10150	8.7	9.1	6.9	7.7
42	Minière, travail pierre, matériaux de construction	108	132	88	91	0.1	0.1	0.1	0.1
51	Professions commerciales et de la vente	14299	15646	16144	15737	11.4	11.5	12.4	11.9
52	Publicité, marketing, tourisme, administration fiduc.	2525	2893	2896	2885	2.0	2.1	2.2	2.2
53	Transports et circulation	3976	4318	3912	4037	3.2	3.2	3.0	3.0
54	Professions des postes et télécommunications	1007	1002	967	971	0.8	0.7	0.7	0.7
61	Hôtellerie et restauration ³⁾ et économie domestique	16697	17343	15664	17405	13.3	12.7	12.1	13.1
62	Nettoyage, hygiène et soins corporels	6488	7157	7043	7234	5.2	5.2	5.4	5.5
71	Entrepreneurs, directeurs, fonctionnaires supérieurs	6404	7297	7349	7341	5.1	5.3	5.7	5.5
72	Professions commerciales et administratives	11277	12113	12467	12259	9.0	8.9	9.6	9.3
73	Professions de la banque, employés d'assurance	2474	2755	2622	2650	2.0	2.0	2.0	2.0
74	Professions afférentes maintien l'ordre, la sécurité	941	1040	1040	1036	0.7	0.8	0.8	0.8
75	Professions judiciaires	540	589	610	604	0.4	0.4	0.5	0.5
81	Professions des médias et apparentées	1095	1199	1099	1105	0.9	0.9	0.8	0.8
82	Professions artistiques	1426	1537	1525	1493	1.1	1.1	1.2	1.1
83-84	Assistance sociale et spirituelle et éducation	3903	4337	4905	4732	3.1	3.2	3.8	3.6
85	Sciences sociales, humaines, naturelle, physique, exacte	1387	1563	1599	1579	1.1	1.1	1.2	1.2
86	Professions de la santé	4626	5030	5403	5350	3.7	3.7	4.2	4.0
87	Professions du sport et du divertissement	228	276	268	259	0.2	0.2	0.2	0.2
91	Professions du secteur tertiaire spa	375	389	434	454	0.3	0.3	0.3	0.3
92-93	L'activité professionnelle ne peut pas être définie	8702	8717	8427	8064	6.9	6.4	6.5	6.1
	Non spécifié	109	58	85	102	0.1	0.0	0.1	0.1

1) Classement des groupes de professions selon la NSP 2000 de l'Office fédéral de la statistique.

2) Moyenne annuelle.

3) Dont économie domestique 2232 personnes (Ø 2012), 2180 personnes (Ø 2013), 2154 personnes (Octobre 2014).

Source: SECO

Infotéléphone: 031/322 28 92

Courriel: franziska.winkler@seco.admin.ch

Internet: www.amstat.ch

B 8.12 Chômage de longue durée

		Effectifs				En % sur le total des chômeurs			
		2012 ¹⁾	2013 ¹⁾	Sept. 2014	Oct. 2014	2012 ¹⁾	2013 ¹⁾	Sept. 2014	Oct. 2014
Total		19250	20907	21681	21287	15.3	15.3	16.7	16.1
Suisse alémanique		9850	10944	11621	11651	13.2	13.5	15.0	14.7
Suisse romande et Tessin		9400	9963	10060	9636	18.5	17.9	19.2	18.2
Femmes		8783	9340	9605	9432	15.5	15.5	16.0	15.6
Hommes		10467	11567	12076	11855	15.2	15.2	17.3	16.5
Suisses		10836	11457	11870	11657	15.9	15.7	16.5	16.3
Étrangers		8414	9450	9811	9630	14.7	14.9	16.9	15.9
15-24 ans		498	524	456	421	2.7	2.8	2.3	2.2
25-49 ans		10633	11865	12204	11910	13.6	13.8	15.4	14.6
50 ans et plus		8118	8518	9021	8956	27.7	26.7	28.7	27.9

1) Moyenne annuelle

Source: SECO

Infotéléphone: 031/300 72 75

Courriel: franziska.winkler@seco.admin.ch, Internet: www.amstat.ch

B 9 Durée du travail

B 9.1 Volume et durée annuels effectifs du travail selon le concept intérieur¹⁾

	Volume annuel effectif du travail en millions d'heures				Durée annuelle effective du travail en heures par emploi			
	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012	2013
Sexe								
Hommes	4694	4795	4809	4809	1781	1776	1756	1733
Femmes	2768	2816	2844	2844	1238	1234	1220	1214
Nationalité								
Suisses	5250	5284	5274	5274	1488	1485	1469	1450
Étrangers	2212	2327	2379	2379	1647	1636	1608	1596
Section économique Noga 2008								
A Agriculture, sylviculture	344	349	347	351	2051	1936	1923	1881
B-E Activité industrielle, prod. d'énergie	1255	1280	1260	1239	1697	1705	1690	1670
F Construction	582	600	606	604	1707	1707	1706	1684
G Commerce, réparation	1069	1075	1059	1054	1574	1572	1556	1536
H Transports et entreposage	358	373	366	372	1601	1619	1594	1573
I Hébergement et restauration	399	392	383	377	1543	1548	1534	1527
J Information et communication	245	256	260	264	1620	1613	1621	1630
K Activités financières et d'assurance	422	436	435	419	1720	1739	1704	1671
L/N Immobilier, activités administratives	332	339	352	353	1350	1361	1360	1324
M Act. spécialisées, scient. et techniques	561	587	612	622	1595	1590	1591	1575
O Administration publique	295	297	302	308	1475	1488	1461	1457
P Enseignement ²⁾
Q Santé humaine et action sociale	796	815	832	860	1328	1318	1298	1290
R/S/T Arts, loisirs, ménages privés, autres	361	367	374	373	1133	1107	1086	1065
Taux d'occupation								
Plein temps (90%–100%)	5931	6054	6047	6018	1933	1923	1906	1886
Temps partiel (moins de 90%)	1531	1557	1606	1647	849	849	846	848
dont temps partiel I (50%–89%)	1120	1143	1177	1212	1246	1235	1228	1223
dont temps partiel II (moins de 50%)	410	414	428	436	454	456	456	458
Total	7462	7611	7653	7665	1532	1528	1509	1493

- 1) Ensemble des activités productives effectuées à l'intérieur du territoire économique suisse.
 2) Pour l'enseignement, l'Enquête suisse sur la population active (Espa) – source principale de la Statistique sur le volume du travail (Svolta) – ne tenait pas suffisamment compte des différences qui existent, en matière de temps de travail, entre les semaines avec enseignement et celles qui n'en comportent pas.

Source: OFS
 Infotéléphone: 032/713 64 00
 Courriel: info.arbeit@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 9.2 Durée hebdomadaire normale du travail dans les entreprises

Moyenne annuelle en heures par semaine

Section Noga ¹⁾	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
A–S Total	41.7	41.7	41.7	41.6	41.6	41.6	41.7	41.7	41.7
A Secteur 1	42.9	42.9	42.8	42.7	43.0	42.3	42.9	43.0	42.8
B–F Secteur 2	41.4	41.4	41.4	41.3	41.3	41.4	41.4	41.4	41.4
B Industries extractives	42.4	42.7	42.7	42.6	42.6	42.3	42.5	42.2	42.2
C Industrie manufacturière	41.2	41.2	41.2	41.2	41.2	41.2	41.2	41.3	41.3
D Production et distribution d'énergie	41.2	41.3	41.2	41.3	41.1	41.1	41.2	41.1	41.2
E Production et distr. d'eau; gestion des déchets	42.8	43.0	42.9	42.7	43.0	43.1	43.1	43.2	43.1
F Construction	41.8	41.7	41.7	41.6	41.7	41.6	41.7	41.5	41.5
G–S Secteur 3	41.7	41.7	41.7	41.7	41.7	41.7	41.7	41.7	41.7
G Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	41.8	41.8	41.8	41.9	41.9	41.9	41.9	41.9	41.9
H Transport et entreposage	42.2	42.3	42.4	42.4	42.4	42.5	42.4	42.3	42.4
I Hébergement et restauration	42.1	42.1	42.1	42.0	42.0	42.3	42.3	42.4	42.4
J Information et communication	40.9	40.9	40.9	41.0	40.9	41.0	41.0	41.0	41.0
K Activités financières et d'assurance	41.5	41.5	41.4	41.4	41.4	41.3	41.5	41.5	41.5
L Activités immobilières	41.5	41.6	41.5	41.6	41.5	41.6	41.7	41.5	41.5
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	41.4	41.4	41.4	41.4	41.4	41.5	41.5	41.5	41.5
N Activités de services administratifs et de soutien	42.1	42.1	42.0	42.0	42.0	42.0	42.1	42.1	42.0
O Administration publique	41.4	41.3	41.3	41.3	41.4	41.4	41.3	41.4	41.4
P Enseignement	41.4	41.4	41.4	41.2	41.2	41.5	41.4	41.4	41.5
Q Santé humaine et action sociale	41.6	41.5	41.5	41.6	41.5	41.5	41.5	41.5	41.5
R Arts, spectacles et activités récréatives	41.5	41.4	41.6	41.5	41.5	41.5	41.6	41.6	41.7
S Autres activités de services	41.9	41.9	41.9	41.9	41.8	41.8	42.0	41.9	41.9

- 1) Les données antérieures à 2009 ont été converties à la nomenclature Noga 2008 au moyen de clés de conversion différentes. Il en résulte, pour certaines branches, une légère rupture de série entre 2003 et 2004. Dès 2009, la codification des branches selon la nomenclature Noga 2008 est effectuée directement dans la base de données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA).

Source: OFS
 Infotéléphone: 032/713 64 00
 (à partir des données fournies par le SSAA)
 Courriel: info.arbeit@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 10 Salaires

B 10.1 Salaire mensuel brut¹⁾ par branche économique, secteur privé, 2012Salaire mensuel brut, valeur centrale (médiane)²⁾ en francs

Divisions économiques (Noga 2008)	Ensemble			Position professionnelle ³⁾								
	Total	Femmes	Hommes	1+2			3			4		
Total	6118	5317	6553	9939	7817	10636	7989	6999	8454	6584	5995	6861
5-43 Secteur 2 production	6224	5333	6399	9615	8151	9758	7864	6999	7984	6598	5836	6716
5-9 Industries extractives	6009	5569	6043	9687	*	9759	6716	*	6665	6697	*	6741
10-33 Industrie manufacturière	6348	5280	6667	10433	[9241]	10568	8254	7349	8421	6648	5745	6831
36-39 Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	5689	5529	5712	9182	7496	9412	7666	*	7805	6772	6199	[6918]
41-43 Construction	6024	5458	6064	8270	[6400]	8457	6911	5903	7039	6471	6282	6485
45-96 Secteur 3 services	6025	5313	6749	10097	7772	11211	8077	6999	8907	6572	6031	7074
45-47 Commerce; réparation d'automobiles	5334	4656	6047	8666	6687	9496	7136	6000	7794	5867	5293	6337
49-53 Transports et entreposage	6067	5591	6193	9629	7283	10119	6983	[6259]	7167	[7671]	6594	[7932]
55-56 Hébergement et restauration	4236	4098	4444	5538	4937	5929	5016	4850	5159	4665	4483	4826
58-63 Information et communication	8374	6857	9000	11998	9151	12368	9688	8013	10000	8454	7320	8760
64-66 Activités financières et d'assurances	9270	7289	10795	15684	13515	16157	10714	9924	11026	8810	8230	9246
69-75 Activités spécialisées, scientifiques et techniques	7540	6478	8548	12000	9750	12530	8628	7667	9201	7270	6667	7809
77-82 Activités de services admin. et de soutien	5107	4427	5462	8008	6604	8611	6565	6301	6800	5679	5308	5881
86-88 Santé humaine et action sociale	6000	5776	6858	8766	7992	10112	6994	6667	7647	6492	6304	7010
90-93 Arts, spectacles et activités récréatives	5778	5299	6170	7840	6948	8421	6687	6190	7000	6034	[5766]	6067
94-96 Autres activités de services	5714	4903	6936	8590	7593	9261	7018	6234	7735	5920	5506	6696
Secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises)	7750	7244	8384	10399	9209	11225	8875	8138	9333	7730	7190	8074

1) Salaire mensuel standardisé (équivalent plein-temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail).

2) Pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que, pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

3) 1+2 = Cadre supérieur et moyen

3 = Cadre inférieur

4 = Responsable de l'exécution de travaux.

Explication des signes: * pas assez de données, [] coefficient de variation supérieur à 5% (valeur incertaine sur le plan statistique).

Composantes du salaire:

le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/12 du 13^e salaire et 1/12 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

Source: OFS

Infotéléphone: 032/713 64 29

Courriel: lohn@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 10.2 Évolution des salaires¹⁾

Variation en % par rapport à l'année précédente (Moyenne annuelle)

Branches économiques (Noga 2008), indice (base 2010=100)	2011	2012	2013
En termes nominaux, total	1.0	0.8	0.7
05-43 Secteur secondaire	1.0	0.7	0.7
10-33 Industries manufacturières	0.9	0.7	0.8
45-96 Secteur tertiaire	1.0	0.9	0.8
45-47 Commerce	1.4	0.9	0.6
49-53 Transports et courrier	0.6	0.8	0.6
55/56 Hébergement et restauration	0.0	2.4	0.3
58-63 Édition, diffusion, télécommunications, activités informatiques	1.7	0.4	1.1
64-66 Activités financières et assurance	1.4	0.9	0.8
69-75 Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0.8	1.3	2.0
84 Administration publique	0.0	0.9	1.1
85 Enseignement	1.0	0.9	0.2
86-88 Santé, hébergement médico-social et action sociale	0.6	0.3	0.5
90-96 Arts, spectacles et activités récréatives, autres activités de services	0.4	1.7	0.0
En termes réels, total	0.7	1.5	1.0

1) Composantes du salaire: Salaire brut de base, allocation de renchérissement et 13^e salaire. Les primes et les commissions, les allocations familiales et les paiements en nature sont exclus du calcul.

Source: OFS

(à partir des données fournies par le SSAA)

Infotéléphone: 032/713 6429

Courriel: lohn@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 10.3 Indice des salaires nominaux et réels, 1939 = 100

	1985	1990	1995	2000	2005	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nominal, total	1323	1595	1887	1963	2115	2219	2266	2284	2306	2326	2343
Hommes	1256	1511	1789	1856	1992	2092	2136	2150	2171	2188	2204
Femmes	1459	1775	2087	2190	2386	2499	2552	2579	2604	2630	2648
Réel, total	259	272	279	279	289	290	298	298	301	305	308
Hommes	246	257	264	264	271	273	280	280	282	286	289
Femmes	285	302	307	311	325	326	335	336	338	344	347

Source: OFS

Jusqu'en 1993: enquête sur les salaires et traitements.

Dès 1994: à partir des données fournies par le SSAA.

Infotéléphone: 032/713 64 29

Courriel: lohn@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 10.4 Indice des salaires nominaux, 2010 = 100¹⁾

				Total 2012						Total 2013	Hommes 2013	Femmes 2013
				2013						2013	2013	2013
Total				101.8	102.6	Total				102.6	102.5	102.6
Branches économiques (Noga 2008)						Branches économiques (Noga 2008)						
05–43	Secteur secondaire	101.6	102.3	B–F	Secteur secondaire	101.6	102.2	102.7				
05–09, 35–39	Industries extractives, production et distribution d'énergie et d'eau; gestion des déchets	101.5	101.5	B, D, E	Industries extractives, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	101.5	101.5	–				
10–33	Industries manufacturières	101.6	102.3	C	Industries manufacturières	102.3	102.3	102.7				
10–12	Industries alimentaires et du tabac	100.6	100.7	F	Construction	102.3	102.3	–				
16–18	Industries du bois et du papier; imprimerie	101.5	102.1	G–S	Secteur tertiaire	102.7	102.7	102.6				
19–21	Cokéfaction et raffinage, Industrie chimique et pharmaceutique	102.9	103.9	G	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	102.9	102.4	103.5				
22, 23	Industries du caoutchouc, du plastique et produits minéraux non métalliques	102.0	102.5	H	Transports et entreposage	102.1	101.9	102.7				
24, 25	Fabrication de produits métalliques	101.1	101.4	I	Hébergement et restauration	102.7	102.6	102.9				
26, 27	Fabrication de produits informatiques et électroniques, d'équipements électriques, optique, horlogerie	100.9	101.9	J	Infomation et communication	103.2	103.4	101.9				
28–30	Fabrication de machines, équipements et matériels de transport	102.0	103.6	K	Activités financières et d'assurance	103.1	102.9	103.6				
31–33	Autres industries manufacturières; réparation et installation	102.1	102.2	M	Activités spécialisées scientifiques et techniques	104.2	104.1	104.3				
41–43	Construction	101.7	102.3	N	Activités de services administratifs et de soutien	102.5	102.4	102.6				
45–96	Secteur tertiaire	101.9	102.7	O	Administration publique	102.0	102.0	102.0				
45–47	Commerce	102.2	102.9	P	Enseignement	102.1	102.3	101.9				
45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	101.0	101.9	Q	Santé, Hébergement médico-social et action sociale	101.7	102.3	101.5				
46	Commerce de gros	101.8	101.8	R, S	Arts, spectacles et activités récréatives, autres activités de services	102.0	102.2	101.9				
47	Commerce de détail	102.8	103.9	1) Composantes du salaire: salaire brut de base, allocation de renchérissement et 13 ^e salaire. Les primes et les commissions, les allocations familiales et les paiements en nature sont exclus du calcul. Source: OFS À partir des données fournies par le SSAA. Infotéléphone: 032/713 64 29 Courriel: lohn@bfs.admin.ch Internet: www.statistique.admin.ch								
49–53	Transports et courrier	101.5	102.1									
49–52	Transports et entreposage	101.4	101.9									
53	Activités de poste et de courrier	102.1	102.6									
55,56	Hébergement et restauration	102.4	102.7									
58–63	Edition, diffusion, télécommunications, activités informatiques	102.1	103.2									
58–61	Édition, audiovisuel et diffusion, télécommunications	101.4	101.7									
62–63	Activités informatiques et services d'information	102.6	104.4									
64–66	Activités financières et assurance	102.3	103.1									
64, 66	Activités des services financiers, activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	101.9	102.9									
65	Assurance	103.8	103.9									
69–75	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	102.1	104.2									
77–82	Activités de services administratifs et de soutien	101.5	102.5									
84	Administration publique	100.9	102.0									
85	Enseignement	102.0	102.1									
86–88	Santé, hébergement médico-social et action sociale	101.2	101.7									
90–96	Arts, spectacles et activités récréatives, autres activités de services	102.1	102.0									

B 11 Assurances sociales

B 11.1 Comptes d'exploitation et compte global des assurances sociales: recettes et dépenses¹⁾

	Recettes							Dépenses				
	En millions de francs			Contributions 2012 ²⁾				en millions de francs			Prestations sociales 2012 ²⁾	
				des assurés et des employeurs		des pouvoirs publics						
	2011	2012	2013	en millions de fr.	en %	en millions de fr.	en %	2011	2012	2013	en millions de fr.	en %
AVS fédérale	39041	40824	40884	28875	70.7	10177	24.9	38053	38798	39976	38612	99.5
Prestations complémentaires à l'AVS	2439	2525	2605	–	–	2525	100.0	2439	2525	2605	2525	100.0
AI fédérale ¹⁾	9454	9889	9892	4840	48.9	4780	48.3	9457	9295	9306	8341	89.7
Prestations complémentaires à l'AI	1837	1911	1923	–	–	1911	100.0	1837	1911	1923	1911	100.0
Prévoyance professionnelle PP ³⁾	61554	63427	...	48030	75.7	–	–	43350	47546	...	32657	68.7
Assurance-maladie AM	23794	24992	...	20336	81.4	3994	16.0	22705	23584	...	22299	94.6
Assurance-accidents AA (Suva incl.)	7880	7599	...	6117	80.5	–	–	6064	6199	...	5361	86.5
Allocations pour perte de gain APG	1708	1753	1779	1727	98.5	–	–	1611	1606	1638	1602	99.8
Assurance-chômage AC	7222	6958	6890	6350	91.3	599	8.6	5595	5800	6302	5117	88.2
Allocations familiales AF ³⁾	5133	5465	...	5159	94.4	188	3.4	5196	5435	...	5299	97.5
Compte global ^{1),4)}	159624	163623	...	120817	73.8	24174	14.8	135721	142081	...	123108	86.6

1) Les données harmonisées des comptes globaux CGAS se distinguent des données des comptes d'exploitation. Les variations de valeur du capital de l'AVS, de l'AI et de l'APG ne sont pas inclus dans les valeurs CGAS. AI: données 2010–2011 incluant les modifications selon la RPT correspondant aux flux financiers effectifs (pour des raisons de comparabilité). Des données incluant la comptabilisation RPT se trouvent dans SAS 2014, tab. AI 4.

2) Dernière année disposant de chiffres valables.

3) Estimation (PP), enquête (AF) de l'OFAS.

4) Compte consolidé, apuré des doubles comptages.

Source: OFAS
Infotéléphone: 031/322 90 23
Courriel: stefan.mueller@bsv.admin.ch
Internet: www.bsv.admin.ch

B 11.2 Comptes d'exploitation et compte global des assurances sociales: soldes, réserves, bénéficiaires

	Solde, en millions de francs			État du compte en capital en fin d'année ¹⁾			Bénéficiaires, en milliers ²⁾		
	2011	2012	2013	En millions de francs			2011	2012	2013
AVS fédérale	988	2026	908	40146	42173	43080	2257	2315	2372
Prestations complémentaires à l'AVS	-	-	-	-	-	-	179	185	189
AI fédérale ³⁾	-3	595	586	-9946	-9352	-8765	368	359	349
Prestations complémentaires à l'AI	-	-	-	-	-	-	109	110	111
Prévoyance professionnelle PP	18204	15880	...	620600	667300	...	1003	1027	...
Assurance-maladie AM	1089	1408	...	9649	12235	...	6573	6579	...
Assurance-accidents AA (Suva incl.)	1816	1401	...	44895	47151	...	107	106	105
Allocations pour perte de gain APG	97	148	141	509	657	798	338	332	326
Assurance-chômage AC	1627	1158	587	-4632	-3474	-2886	289	279	296
Allocations familiales AF	-63	31	...	1173	1203	...	1024	1023	...
Compte global⁴⁾	23903	21542	...	702394	757894	...	...	...	...

1) PP: somme du bilan des caisses de pension, sans les crédits et dettes hypothécaires. AA, AM: provisions, réserves;

2) AVS, AI et PC: nombre des personnes.

AMal: personnes avec au moins une facture pour des prestations ambulatoires ou pour un séjour hospitalier.

AA: bénéficiaires de rentes, AC: bénéficiaires d'indemnités de chômage.

APG: les bénéficiaires d'allocations en cas de maternité et en cas de service sont incluses.

3) Dès 2011 le capital CGAS de l'AI équivaut à la dette envers l'AVS, moins le nouveau capital de l'AI.

Les données 2010-2011 incluent les modifications selon la RPT correspondant aux flux financiers effectifs

(pour des raisons de comparabilité). Des données incluant la comptabilisation RPT se trouvent dans SAS 2014, tab. AI 4.

4) Les données harmonisées des comptes globaux des assurances sociales peuvent se distinguer des données des comptes d'exploitation des branches des assurances sociales.

Source: OFAS

Infotéléphone: 058/462 90 23

Courriel: stefan.mueller@bsv.admin.ch

Internet: www.bsv.admin.ch

B 11.3 Assurance-chômage¹⁾

	En milliers de francs					Variation en % par rapport à l'année précédente			
	2009	2010	2011	2012	2013	2010	2011	2012 ²⁾	2013
Produits total	5778942	5716100	7208000	6944200	7056400	-1.1	26.1	-3.7	1.6
dont: Cotisations des assurés et des employeurs	5252990	5195788	6144800	6354800	6457700	-1.1	18.3	3.4	1.6
Charges total	7242736	7421157	5580500	5786300	6469100	2.5	-24.8	3.7	1.1
dont: Prestations, en tout	6423648	6721443	4878600	5107800	5607300	4.6	-27.4	4.7	9.8
Indemnités de chômage	4781649	5439359	4157900	4277100	4809100	13.8	-23.6	2.9	12.4
Indemnités pour réduction de l'horaire de travail	997326	538790	96400	157500	132800	-46.0	-82.1	63.4	-15.7
Indemnités en cas d'intempéries	76459	72509	27700	97800	74300	-5.2	-61.8	...	-24.0
Indemnités en cas d'insolvabilité	28902	27152	21900	36600	33300	-6.1	-19.5	67.1	-9.0
Mesures de marché du travail	539311	643633	574700	538800	557700	19.3	-10.7	-6.2	3.5

1) L'adaptation de la structure du compte de résultats de l'AC (y c. l'actualisation des valeurs du passé) pour l'année 2009 limite la possibilité d'établir des comparaisons avec les valeurs publiées au cours des années précédentes.

2) Les variations supérieures de plus de 200% ne sont pas publiées.

Source: SECO

Infotéléphone: 031/300 71 37

B 11.4 Bénéficiaires de l'assurance-chômage

				Variation en % par rapport à l'année précédente		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Bénéficiaires Total	288518	279023	296151	-10.6	-3.3	6.1
Hommes	153081	150380	162867	-13.1	-1.8	8.3
Femmes	135437	128643	133284	-7.6	-5.0	3.6
Journées indemnisées¹⁾ Total	24884938	25274649	27687478	-24.3	1.6	9.5
Hommes	12936838	13442819	15057775	-27.7	3.9	12.0
Femmes	11948100	11831830	12629704	-20.3	-1.0	6.7
Durée moyenne des prestations, en jours Total	86	91	93	-15.4	5.0	3.2
Hommes	85	89	92	-17.1	5.8	3.4
Femmes	88	92	95	-13.5	4.3	3.0
Moyenne des indemnités par bénéficiaire, en francs²⁾ Total	12164	13091	13812	-14.9	7.6	5.5
Hommes	13650	14697	15450	-15.7	7.7	5.1
Femmes	10485	11214	11811	-12.6	6.9	5.3
Somme versée en moyenne par jour et par bénéficiaire, en francs Total	141	145	148	0.6	2.5	2.2
Hommes	162	164	167	1.3	1.8	1.6
Femmes	119	122	125	1.3	2.6	2.2

1) Y compris les jours de suspension.

2) Indemnités journalières + allocations - cotisations aux assurances sociales.

Source: SECO

Infotéléphone: 031/322 27 42

B 11.5 Indice des primes d'assurance-maladie: assurance complémentaire par canton

Canton	Indice (1999 = 100)						Variation en % par rapport à l'année précédente					
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2012	2013	
Zurich	129.3	130.9	139.9	147.5	149.0	151.3	1.7	1.3	6.9	1.0	1.6	
Berne	123.4	124.8	130.4	136.0	137.3	139.5	0.7	1.1	4.5	1.0	1.6	
Lucerne	120.8	122.1	128.0	133.6	134.9	137.0	0.7	1.1	4.9	1.0	1.6	
Uri	120.6	121.9	128.2	135.3	136.6	138.7	1.3	1.1	5.1	1.0	1.6	
Schwytz	121.9	123.2	130.1	137.1	138.4	140.5	1.0	1.1	5.6	1.0	1.6	
Obwald	122.8	124.1	130.4	137.3	138.7	140.8	0.7	1.1	5.0	1.0	1.6	
Nidwald	122.1	123.4	129.7	135.7	137.0	139.1	0.7	1.1	5.1	1.0	1.6	
Glaris	120.5	121.5	129.4	135.8	137.2	139.3	1.3	0.9	6.4	1.0	1.7	
Zoug	118.5	119.8	125.8	131.2	132.5	134.6	0.7	1.1	5.1	1.0	1.6	
Fribourg	121.1	122.3	131.0	137.9	139.3	141.5	0.7	1.0	7.1	1.0	1.6	
Soleure	122.1	125.3	133.2	139.0	140.3	142.5	1.0	2.6	6.3	1.0	1.6	
Bâle-Ville	128.3	144.2	153.5	160.1	161.7	164.2	0.9	12.3	6.5	1.0	1.6	
Bâle-Campagne	122.4	126.6	136.8	143.4	144.8	147.1	0.6	3.4	8.1	1.0	1.6	
Schaffhouse	127.0	128.0	136.9	144.1	145.5	147.8	1.4	0.9	6.9	1.0	1.6	
Appenzell Rh.-Ext.	120.5	121.8	130.1	136.0	137.3	139.4	1.4	1.1	6.9	1.0	1.6	
Appenzell Rh.-Int.	118.9	120.0	127.2	132.7	133.9	136.0	1.1	0.9	6.0	1.0	1.6	
Saint-Gall	124.7	130.0	140.2	147.3	148.7	151.0	1.6	4.3	7.8	1.0	1.6	
Grisons	118.9	120.1	127.7	133.2	134.5	136.5	0.7	1.1	6.3	1.0	1.6	
Argovie	122.9	124.4	134.0	141.1	142.5	144.6	1.0	1.3	7.7	1.0	1.6	
Thurgovie	121.4	122.7	131.7	137.8	139.1	141.3	0.7	1.1	7.4	1.0	1.6	
Tessin	121.2	122.7	129.4	134.9	136.2	138.3	1.0	1.3	5.4	1.0	1.6	
Vaud	126.3	127.9	136.9	142.7	144.1	146.4	1.2	1.3	7.0	1.0	1.6	
Valais	123.1	124.4	133.0	140.1	141.4	143.6	1.2	1.1	6.9	1.0	1.6	
Neuchâtel	122.3	123.6	131.9	137.6	138.9	141.0	0.7	1.1	6.8	1.0	1.6	
Genève	126.4	128.4	137.2	144.0	145.4	147.6	1.9	1.5	6.9	1.0	1.6	
Jura	122.7	123.7	131.9	138.7	140.0	142.2	1.0	0.8	6.7	1.0	1.6	
Suisse	124.4	126.6	134.8	141.3	142.7	144.9	1.2	1.8	6.5	1.0	1.6	

Source: OFS
 Infotéléphone: 032/713 65 04
 Courriel: stefan.roethlisberger@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 11.6 Indice des primes d'assurance-maladie: assurance complémentaire par produit

	Pondération 2013	Indice (1999 = 100)						Variation en % par rapport à l'année précédente					
		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Assurances complémentaires hospitalières	100.000	124.4	126.6	134.8	141.3	142.7	144.9	1.2	1.8	6.5	4.8	1.0	1.6
Division commune pour toute la Suisse	22.597	114.4	114.3	120.5	124.7	123.8	123.7	0.9	-0.1	5.4	3.5	-0.7	-0.1
Hommes	10.099	114.5	114.2	120.4	124.7	123.8	123.7	0.9	-0.3	5.4	3.6	-0.7	-0.1
10 ans (0-18 ans)	0.476	122.1	112.5	122.3	126.7	126.7	126.7	1.0	-7.9	8.6	3.6	...	...
20 ans (19-35 ans)	1.093	113.2	106.6	113.8	119.6	118.7	118.6	0.8	-5.8	6.8	5.0	-0.7	-0.1
42 ans (36-65 ans)	4.884	114.5	115.2	120.6	125.7	124.8	124.6	0.8	0.6	4.7	4.2	-0.7	-0.1
68 ans (66+ ans)	3.646	113.8	117.0	123.0	125.6	124.5	124.5	1.1	2.8	5.2	2.1	-0.9	...
Femmes	12.498	114.3	114.4	120.5	124.8	123.8	123.7	0.9	0.1	5.4	3.5	-0.8	-0.1
10 ans (0-18 ans)	0.470	119.6	110.2	119.7	124.0	124.0	124.0	1.0	-7.9	8.6	3.6	...	...
20 ans (19-35 ans)	1.158	113.4	106.9	114.1	119.8	119.0	118.9	0.8	-5.8	6.8	5.0	-0.7	-0.1
42 ans (36-65 ans)	5.274	114.3	115.0	120.4	125.5	124.6	124.5	0.8	0.6	4.8	4.2	-0.7	-0.1
68 ans (66+ ans)	5.596	113.8	117.0	123.0	125.6	124.5	124.5	1.1	2.8	5.2	2.1	-0.9	...
Division semi-privée pour toute la Suisse	45.508	125.1	127.8	136.4	143.3	145.6	148.7	0.3	2.2	6.8	5.1	1.6	2.2
Hommes	17.804	125.0	127.6	136.3	143.2	145.4	148.8	0.3	2.1	6.8	5.1	1.5	2.4
20 ans (0-35 ans)	0.567	122.2	124.1	131.1	140.3	144.5	145.7	0.1	1.6	5.6	7.1	2.9	0.8
42 ans (36-65 ans)	7.410	121.6	123.5	131.3	138.8	142.9	148.8	0.4	1.6	6.3	5.7	2.9	4.2
68 ans (66+ ans)	9.827	131.6	135.3	145.3	151.7	151.8	153.5	0.3	2.8	7.4	4.4	0.1	1.1
Femmes	27.704	125.2	127.9	136.5	143.4	145.7	148.7	0.2	2.2	6.8	5.0	1.6	2.2
20 ans (0-35 ans)	0.921	122.8	124.9	131.9	141.3	145.4	146.6	-0.1	1.7	5.6	7.1	2.9	0.8
42 ans (36-65 ans)	11.893	122.0	124.1	132.0	139.2	143.3	148.4	0.2	1.7	6.3	5.5	2.9	3.6
68 ans (66+ ans)	14.890	130.8	134.4	144.4	150.7	150.8	152.5	0.3	2.8	7.4	4.4	0.1	1.1
Division privée pour toute la Suisse	31.895	132.0	135.6	145.2	153.1	155.3	158.1	2.5	2.7	7.1	5.5	1.5	1.9
Hommes	14.433	132.1	135.6	145.2	153.2	155.4	158.3	2.5	2.7	7.1	5.5	1.4	2.0
20 ans (0-35 ans)	0.502	128.3	130.9	138.5	148.7	153.0	154.0	2.7	2.1	5.8	7.3	2.9	0.6
42 ans (36-65 ans)	5.319	128.3	130.9	140.6	149.0	153.4	159.4	3.0	2.0	7.4	6.0	2.9	4.0
68 ans (66+ ans)	8.612	139.5	144.3	154.1	161.8	162.0	163.3	1.9	3.4	6.8	5.0	0.1	0.8
Femmes	17.462	132.0	135.6	145.1	153.0	155.3	157.9	2.4	2.7	7.1	5.4	1.5	1.8
20 ans (0-35 ans)	0.624	130.0	132.6	140.4	149.7	154.2	155.1	2.6	2.1	5.8	6.7	2.9	0.6
42 ans (36-65 ans)	6.733	129.0	131.7	141.4	149.6	154.0	159.2	2.9	2.1	7.4	5.7	2.9	3.4
68 ans (66+ ans)	10.105	137.9	142.7	152.4	160.0	160.2	161.5	1.8	3.4	6.8	5.0	0.1	0.8

Source: OFS
 Infotéléphone: 032/713 65 04
 Courriel: stefan.roethlisberger@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 11.7 Indice des primes d'assurance-maladie: indice total suisse

	Indice (1999 = 100)						Variation en % par rapport à l'année précédente					
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Assurance de base ¹⁾	151.7	153.7	167.1	177.4	181.3	183.1	-1.0	1.3	8.7	6.2	2.2	1.0
Assurance complémentaire	124.4	126.6	134.8	141.3	142.7	144.9	1.2	1.8	6.5	4.8	1.0	1.6
Total	142.5	144.6	156.3	165.3	168.5	170.4	-0.4	1.4	8.1	5.8	1.9	1.1

1) Jusqu'en 2003: évolution de la prime moyenne (franchise minimale) de toutes les catégories d'assurés.
 Depuis 2004: estimation de l'évolution moyenne des primes de l'ensemble des assurés
 (y compris les franchises à option, les assurances avec bonus, etc.) selon l'OFSP.

Source: OFS, Infotéléphone: 032/713 65 04
 Courriel: stefan.roethlisberger@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 11.8 Comptes globaux de la protection sociale

	En millions de francs					En %			
	1990	2000	2010	2011 ²⁾		1990	2000	2010	2011 ²⁾
Aux prix courants					Prestations par fonctions				
Dépenses totales	62167	107412	154344	162873	Vieillesse	42.1	42.0	42.2	42.8
Prestations sociales	55239	96907	139904	147383	Maladie/soins de santé	29.7	26.4	27.5	28.9
Recettes	86154	130245	176356	188895	Invalité	9.7	12.0	10.5	10.0
Par rapport au PIB¹⁾				en %	Survie	7.5	6.6	6.1	5.9
Dépenses totales	18.3	24.8	27.0	27.5	Famille/enfants	7.4	6.3	5.9	5.9
Prestations sociales	16.3	22.4	24.4	24.9	Chômage	0.9	3.1	4.7	3.4
Recettes	25.4	30.1	30.8	31.9	Exclusion sociale, logement	2.7	3.6	3.1	3.1

1) Les dépenses, prestations et recettes pour la protection sociale ne sont pas incluses dans le PIB.

2) Chiffres provisoires.

Source: OFS, Infotéléphone: 058/463 64 21
 Courriel: info.sozan@bfs.admin.ch, Internet: www.statistique.admin.ch

B 12 Formation**B 12.1 Examens finaux (sélection)**

	Effectifs					Femmes				
	2000	2005	2010	2012		En %	2000	2005	2010	2012
Degré d'enseignement										
Degré secondaire II										
Maturité gymnasiale	15024	16471	18865	18085		53.9	56.8	57.6	56.9	10283
reconnu par la Confédération	13984	16149	18646	17857		52.9	56.6	57.6	56.9	10153
non reconnu par la Confédération	1040	322	219	228		67.3	68.9	61.2	57.0	130
Ecoles préparant aux professions de l'enseignement ¹⁾	1998	584	...	...		71.3	78.4	...	...	...
Formation professionnelle initiale										
Formation professionnelle initiale avec CFC ²⁾	49151	51182	59389	60616		43.1	43.3	44.1	45.6	27656
Formation professionnelle initiale avec AFP ³⁾	...	94	3690	4309		...	13.8	49.0	45.0	1941
Professions de l'agriculture ⁴⁾	1169	963	...	...		12.5	13.7	...	...	...
Professions de la Croix-Rouge suisse	4565	1090	781	...		88.6	88.9	87.6	...	...
Écoles supérieures de commerce LFP	2209	2799	2897	3225		59.9	56.9	49.9	49.3	1590
Formation élémentaire	2081	2526	1174	1066		30.2	31.9	22.7	22.8	243
Maturité professionnelle	6478	10719	12249	13536		35.9	44.0	46.0	47.7	6461
Orientation technique	2686	3678	3588	3707		9.0	12.2	11.4	12.1	449
Orientation commerciale	3315	5604	6099	6786		55.5	58.6	55.6	56.3	3822
Orientation artistique	300	623	697	804		62.0	72.4	66.4	68.9	554
Orientation artisanale	102	196	235	232		44.1	57.1	49.4	44.8	104
Orientation sciences naturelles	75	134	159	175		17.3	38.1	36.5	28.0	49
Orientation santé-social	...	484	1471	1832		...	75.4	81.5	80.9	1483
Maturité spécialisée	...	...	1404	2160		...	...	83.1	82.4	1780
Degré tertiaire										
Formation professionnelle supérieure										
Ecoles supérieures (devenues hautes écoles spécialisées)	1083	...	...	...		43.1	...	...	...	...
Ecoles supérieures	3068	4055	7337	6780		24.0	28.8	48.5	46.8	3171
Diplômes fédéraux (examens professionnels supérieurs)	3232	2556	3160	2815		16.2	17.6	20.9	22.9	644
Brevets fédéraux (examens professionnels)	8082	12251	13144	13582		32.4	32.8	38.9	39.5	5366
Formations professionnelles supérieures non réglementées au niveau fédéral	8126	10613	4621	2343		55.6	66.7	66.3	65.0	1522
Hautes écoles										
Hautes écoles spécialisées et pédagogiques										
Diplômes	1988	7889	2024	891		17.1	39.6	55.3	53.1	473
Diplômes de bachelor	...	684	10565	13452		...	87.4	53.0	54.3	7292
Diplômes de master	...	...	2081	3307		...	...	59.6	55.9	1850
Hautes écoles universitaires										
Licences/diplômes	9575	9187	3326	1007		43.8	50.9	61.0	65.0	655
Diplômes de bachelor	...	2926	11537	13309		...	40.4	51.8	52.0	6916
Diplômes de master	...	1290	7962	10857		...	29.9	49.2	51.0	5537
Doctorats	2822	3097	3587	3640		34.6	37.1	43.4	43.2	1571

1) Brevets d'enseignement primaire.

2) Certificat fédéral de capacité.

3) Attestation fédérale de formation professionnelle.

4) Dès 2007 intégré dans la formation professionnelle initiale avec CFC.

Source: OFS, Infotéléphone: 032/713 66 93
 Courriel: anton.rudin@bfs.admin.ch, Internet: www.statistique.admin.ch

B 12.2 Statut d'activité et niveau de formation selon le sexe et la nationalité, 2013

Moyenne annuelles, en milliers

Population résidente permanente de 15 ans et plus	Hommes			Femmes			Total		
	CH	Étrangers permis B/C ⁽¹⁾	Total	CH	Étrangers permis B/C ⁽¹⁾	Total	CH	Étrangers permis B/C ⁽¹⁾	Total
Statut d'activité⁽²⁾									
Indépendants	314	60	374	184	28	213	498	89	587
Collaborateurs familiaux	36	(4)	40	49	5	54	84	9	94
Salariés	1329	535	1864	1299	395	1694	2628	930	3558
Apprentis	99	27	126	80	17	96	179	44	222
Chômeurs au sens du BIT	57	51	108	51	46	97	108	97	205
Personnes en formation	116	33	149	120	36	156	236	69	305
Femmes/hommes au foyer	4	4	7	151	75	226	154	79	233
Retraités et rentiers	522	92	614	754	84	838	1276	176	1452
Autres personnes non actives	42	22	64	72	37	109	114	60	174
Total	2518	829	3347	2760	723	3482	5278	1551	6829
Niveau de formation									
École obligatoire	292	227	519	473	242	714	765	469	1234
Stage ménager, école commerciale 1-2 ans	28	15	43	123	17	139	151	32	182
Formation professionnelle élémentaire	30	11	41	64	10	74	94	21	115
Ecole degré diplôme, école de formation générale	20	9	28	53	11	64	73	20	93
Apprentissage	944	194	1138	997	131	1127	1941	325	2266
École professionnelle à plein temps	82	26	108	171	26	196	252	52	304
Maturité, école normale	161	60	221	255	68	323	416	128	544
Université, EPF, HES, HEP, form. prof. supérieure	957	282	1239	619	213	832	1576	495	2071
Sans indication/ne sait pas	4	4	9	6	6	12	10	10	20
Total	2518	829	3347	2760	723	3482	5278	1551	6829

- 1) Résidents permanents (titulaires d'une autorisation d'établissement, titulaires d'une autorisation de séjour et titulaires d'une autorisation de courte durée résidant depuis 12 mois ou plus en Suisse).
 2) Définition sociologique: les salariés dans leur propre entreprise comptent comme des indépendants.

Source: OFS, Sake 2012
 Infotéléphone: 032/713 64 00
 Courriel: info.arbeit@bfs.admin.ch
 Internet: www.espa.bfs.admin.ch

B 12.3 Elèves et étudiants⁽¹⁾

	Effectifs			En %			Étrangers		Total	
	2005	2010	2012	Femmes			2010	2012	2010	2012
				2005	2010	2012				
Degrés d'enseignement										
Préscolarité	156129	148573	153166	48.4	48.7	48.6	25.5	25.5	10.1	10.4
Ecole obligatoire	806905	757335	742346	48.7	48.5	48.6	23.3	24.1	51.3	50.3
Degré primaire	454092	431998	428603	49.2	49.0	49.0	23.2	24.0	32.7	32.3
Degré secondaire I	304064	288002	278593	49.7	49.4	49.4	21.2	21.9	21.8	21.0
Programme d'enseignement spécial	48749	37335	35150	37.7	36.6	36.3	41.2	43.4	2.8	2.6
Degré secondaire II	317417	351296	358314	47.3	47.5	47.9	16.9	17.4	23.8	24.3
Formations transitoires sec. I – sec. II	...	16508	16199	...	54.8	53.9	37.0	40.0	1.2	1.2
Ecoles préparant à la maturité	68264	73078	71363	56.3	56.0	56.3	13.4	12.9	5.5	5.4
Ecoles de culture générale	...	13919	13528	...	73.1	74.7	20.1	20.2	1.1	1.0
Maturité spécialisée	...	1461	2400	...	81.8	79.8	11.8	15.6	0.1	0.2
Autres écoles de formation générale	23629	...	...	68.6	...	...	...	...	...	...
Écoles préparant aux professions de l'enseignement	332	...	...	82.2	...	...	...	...	...	...
Formation professionnelle initiale	213130	232036	228915	42.2	42.5	42.3	16.6	17.2	17.6	17.2
Maturité professionnelle (après l'apprentissage)	5288	8148	8663	44.8	47.7	49.1	8.5	8.5	0.6	0.7
Formation élémentaire (professionnelle)	4966	2427	1614	33.2	36.8	34.5	35.4	34.3	0.2	0.1
Préapprentissage	1808	...	...	54.7	...	...	...	...	...	...
Autres formations générales	...	500	754	...	58.4	57.3	14.8	15.6	0.0	0.1
Formations générales étrangères	...	...	1548	...	...	48.7	...	73.7	...	0.1
Passerelles	...	218	935	...	55.0	49.0	5.5	5.3	0.0	0.1
Autres formations transitoires sec. II – degré tertiaire	...	627	763	...	57.9	62.6	27.0	14.4	0.0	0.1
Autres formations complémentaires	...	2374	11632	...	65.4	60.2	17.5	14.1	0.2	0.9
Degré tertiaire	206404	258626	279821	46.9	49.4	49.5	21.5	28.0	16.9	18.0
Formation professionnelle supérieure	39955	52094	57164	44.3	44.9	45.1	14.3	17.7	3.9	4.3
Écoles supérieures (devenues hautes écoles spécialisées)	795	...	...	65.9	...	...	...	...	...	...
Ecoles supérieures	9796	21231	24921	28.2	44.1	46.9	11.9	10.1	1.6	1.9
Préparation aux examens professionnels supérieurs	4278	4237	3404	35.4	32.6	25.0	8.5	10.0	0.3	0.3
Préparation aux examens professionnels	11623	16534	17836	40.0	38.8	38.3	8.9	8.5	1.3	1.3
Autres	13463	10092	11003	61.3	61.7	58.5	30.6	52.3	0.8	0.8
Hautes écoles	166515	206532	222657	47.6	47.6	49.2	23.3	23.4	14.0	14.9
Hautes écoles spécialisées	54140	75035	84035	44.4	50.8	51.6	16.6	16.8	5.1	5.6
Hautes écoles universitaires	112375	131497	138622	49.1	50.3	50.1	27.1	28.5	8.9	9.3
Sciences humaines et sociales	41651	43874	43870	64.0	66.4	67.5	21.6	22.8	3.0	2.9
Sciences économiques	14261	19041	20979	30.3	33.2	33.8	34.9	34.9	1.3	1.4
Droit	13310	14856	15340	52.3	55.9	56.6	15.9	16.3	1.0	1.0
Sciences exactes et naturelles	18755	22197	24012	35.6	38.3	38.4	37.3	38.9	1.5	1.6
Médecine et pharmacie	10707	13256	14053	60.9	61.0	60.3	16.7	18.2	0.9	0.9
Sciences techniques	10877	14185	16238	25.4	27.2	27.7	40.6	42.3	1.0	1.1
Interdisciplinaire et autre	2814	4088	4130	45.6	47.5	44.9	22.9	21.5	0.3	0.3
Enseignement non définissable selon le degré	9562	12730	17822	49.0	48.3	48.5	87.2	82.3	1.0	1.3
Total	1496417	1476466	1494305	48.1	48.5	48.6	22.3	24.1	100.0	100.0

- 1) L'année indiquée est celle du calendrier scolaire, p. ex. 2012 = année scolaire 2012/13.

Source: OFS
 Infotéléphone: 058/463 66 93
 Courriel: anton.rudin@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 12.4 Formation professionnelle initiale, par groupe de professions

					En %							
	Total				Femmes				Étrangers		Total	
Groupes de professions	2000	2005	2010	2012	2000	2005	2010	2012	2010	2012	2010	2012
Total	209157	213130	232036	228915	42.9	42.2	42.5	42.3	16.6	17.2	100.0	100.0
Production végétale et animale	8824	8959	10212	9903	32.3	31.6	30.1	29.4	3.1	4.0	4.4	4.3
Industrie et arts et métiers	78110	81316	86137	84897	10.1	11.1	11.6	11.3	16.5	17.2	37.1	37.1
Professions techniques	10318	10534	12191	12483	23.6	24.4	26.5	26.5	12.0	12.5	5.3	5.5
Commerce et administration	69288	66457	73385	67598	66.1	64.3	64.1	63.7	18.7	18.9	31.6	29.5
Transports	1395	697	663	786	26.2	15.8	11.9	14.2	9.5	9.3	0.3	0.3
Hôtellerie, économie domestique	10180	9873	11090	11455	55.9	56.9	57.1	59.3	15.7	16.7	4.8	5.0
Nettoyage, hygiène publique, soins corporels	5028	5174	5475	5473	89.5	87.6	86.5	85.0	23.0	27.9	2.4	2.4
Droit, sûreté et maintien de l'ordre	583	...	...	...	23.8	...	...	...	...	...	...	...
Soins médicaux	19040	20158	17029	18949	89.4	89.3	92.5	91.6	18.5	19.4	7.3	8.3
Professions artistiques	3687	3534	2659	2605	55.1	59.3	63.3	64.7	8.8	10.5	1.1	1.1
Ministère pastoral, assistance sociale	801	1587	6610	7624	96.4	96.8	87.1	86.8	12.2	12.3	2.8	3.3
Autres professions	1903	4841	6585	7142	11.5	19.7	13.1	11.0	22.7	23.1	2.8	3.1

Source: OFS
 Infotéléphone: 032/713 66 93
 Courriel: anton.rudin@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 12.5 Formation professionnelle du degré secondaire II: professions selon la loi sur la formation professionnelle

	Total				Femmes				Effectifs
	2000	2005	2010	2013	En %	2000	2005	2010	2013
Formation professionnelle initiale avec CFC¹⁾									
Nouveaux contrats d'apprentissage	62294	62548	69219	71349	42.1	40.8	42.4	42.5	30316
Nombre de contrats en cours	168319	174814	200161	204864	38.3	38.7	41.4	41.6	85290
Procédure de qualification	54710	57624	65582	67224	42.4	42.5	43.0	44.3	29807
Certificats de capacité délivrés	50406	51182	59389	60779	43.1	43.3	44.1	45.8	27867
Formation professionnelle initiale avec AFP²⁾									
Nouveaux contrats d'apprentissage	...	1406	4806	6909	...	64.5	43.5	44.0	3037
Nombre de contrats en cours	...	1550	8457	12082	...	60.8	45.0	45.3	5468
Procédure de qualification	...	94	3927	5375	...	13.8	48.4	44.0	2363
Attestations délivrées	...	94	3690	4978	...	13.8	49.0	44.9	2236
Formation élémentaire									
Nouveaux contrats de formation élémentaire	2437	2655	1221	376	31.9	26.9	22.4	17.3	65
Nombre de contrats de formation élémentaire	4127	4416	2016	741	31.2	30.3	22.9	14.6	108
Certificats délivrés	2081	2526	1174	750	30.2	31.9	22.7	21.2	159
Ecoles supérieures de commerce³⁾									
Candidats à l'examen	2450	3131	3394	2432	58.4	54.3	47.5	48.8	1188
Certificats de capacité délivrés	2181	2799	2897	2253	59.8	56.9	49.9	49.7	1119

1) Certificat fédéral de capacité (avec l'agriculture à partir de 2007).

2) Attestation fédérale de formation professionnelle.

3) Dès 2013 partiellement intégré dans les CFC.

Source: OFS
 Infotéléphone: 058/463 66 93
 Courriel: anton.rudin@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 12.6 Étudiants dans les hautes écoles universitaires suisses

					En %								
	Total				Femmes			Étrangers			Total		
	2000	2005	2010	2013	2005	2010	2013	2005	2010	2013	2005	2010	2013
Bâle	7606	9957	12367	13265	54.3	55.4	54.9	20.8	25.3	27.0	8.9	9.4	9.3
Berne	10193	12174	14442	16238	51.0	53.5	55.7	9.8	13.1	18.0	10.8	11.0	11.4
Fribourg	8849	9936	9651	10362	56.6	58.1	58.5	18.1	19.8	19.8	8.8	7.3	7.3
Genève	13178	14566	15666	15776	58.8	60.8	61.2	37.3	38.0	40.0	13.0	11.9	11.1
Lausanne	9894	10452	12066	13624	55.3	55.7	54.8	20.5	23.8	26.8	9.3	9.2	9.6
Lucerne	256	1771	2450	2754	55.4	58.5	56.9	9.8	14.3	14.0	1.6	1.9	1.9
Neuchâtel	3135	3594	4215	4279	55.3	59.2	59.7	24.7	23.2	24.1	3.2	3.2	3.0
Saint-Gall	4705	4689	6996	8193	27.8	30.4	31.9	35.1	36.1	36.4	4.2	5.3	5.8
Zurich	20599	23832	26134	26357	54.0	56.4	56.7	13.8	17.4	18.3	21.2	19.9	18.5
Università della Svizzera italiana	1410	2023	2848	3012	48.5	48.0	49.2	54.1	65.7	68.7	1.8	2.2	2.1
EPFL	5095	6407	8009	9634	23.8	27.0	26.8	40.8	49.2	52.9	5.7	6.1	6.8
EPFZ	11459	12552	15984	17682	29.3	31.0	30.6	22.8	34.7	35.9	11.2	12.2	12.4
Autres institutions universitaires	294	444	696	994	58.8	63.9	67.7	6.5	26.4	26.1	0.4	0.5	0.7
Suisse	96673	112397	131524	142170	49.1	50.3	50.2	22.5	27.2	29.2	100.0	100.0	100.0

Source: OFS
 Infotéléphone: 032/713 65 99
 Courriel: stephane.cappelli@bfs.admin.ch
 Internet: www.education-stat.admin.ch

B 12.7 Hautes écoles universitaires: entrants et examens

	Total					En %					
						Femmes					Étrangers
	1995	2000	2005	2010	2013	1995	2000	2005	2010	2013	2013
Entrants aux niveaux licence/diplôme et bachelor par domaine d'études, total¹⁾	13928	15393	16545	19049	19231	46.0	49.6	52.0	52.7	51.4	22.3
Sciences humaines et sociales	4358	5576	5702	5875	5630	66.4	67.2	69.3	72.0	70.7	19.5
Sciences économiques	2230	2703	2377	3150	3305	30.0	31.0	33.6	34.2	35.2	28.0
Droit	1950	1618	2160	2221	2152	48.7	56.6	57.0	62.1	62.4	15.5
Sciences exactes et naturelles	2143	2328	2541	3109	3355	30.7	35.8	36.2	41.2	39.2	24.4
Médecine et pharmacie	1499	1270	1486	1749	1798	57.5	64.5	67.1	65.5	65.2	15.1
Sciences techniques	1563	1618	1795	2375	2552	20.0	22.7	26.0	27.8	28.8	31.6
Interdisciplinaires et autres	185	280	484	570	439	36.8	41.4	50.6	45.3	40.8	9.3
Titres délivrés, selon le niveau d'examen²⁾											
Licences et diplômes	8688	9575	9187	3326	387	38.7	43.8	50.9	61.0	67.7	11.1
Bachelor	...	...	2926	11537	13713	...	...	40.4	51.8	53.1	16.8
Master	...	...	1290	7962	11865	...	...	29.9	49.2	51.4	27.0
Doctorats	2601	2822	3097	3587	3631	28.0	34.6	37.1	43.4	43.8	51.0
Diplômes postgrades (jusqu'en 2004)	1207	1288	...	...	...	43.3	45.5	...	...	...	...
Formation continue universitaire (min. 60 ECTS-Credits)	...	...	584	1536	1710	...	...	33.7	39.1	43.4	52.0
Etudes approfondies et spécialisées universitaires	...	...	1175	270	104	...	...	54.0	70.4	65.4	43.3

- 1) Par entrant on entend toute personne qui s'immatricule pour la première fois à un semestre d'hiver donné à un niveau d'études défini (bachelor, master, diplôme/licence, doctorat, formation continue universitaire, études spécialisées et approfondies) d'un type de haute école donné (haute école universitaire, haute école spécialisée). Une personne peut être comptée plusieurs fois comme entrant à des niveaux d'études et dans des types de haute école différents au cours de sa formation.
- 2) Les données en % se rapportent au total des hommes et des femmes, ou des personnes de nationalité suisse et de nationalité étrangère (compte non tenu des éléments non répartissables).

Source: OFS
 Infotéléphone: 058/463 65 99
 Courriel: stephane.cappelli@bfs.admin.ch
 Internet: www.education-stat.admin.ch

B 13 Recherche et développement (R&D)**B 13.1 Financement par les fonds privés et publics de la R&D exécutée en Suisse, 2012**

Sources de financement	En millions de francs
Total	18510
Fonds publics	4705
dont: Confédération	2835
dont: Cantons	1870
Fonds privés	11250
Autres fonds en Suisse	320
Fonds étrangers	2235

Source: OFS
 Infotéléphone: 058/463 68 65
 Courriel: pierre.sollberger@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 13.2 Dépenses de R&D selon secteur, 2012

Dépenses intra-muros de R&D en Suisse	
En millions de francs	
Total	18510
Confédération	140
Hautes écoles	5210
Entreprises privées	12820
Institutions privées sans but lucratif	340
Dépenses extra-muros de R&D à l'étranger	
Total	3010
Confédération: mandats et contributions de R&D	730
Entreprises privées: mandats et contributions de R&D	2280
Dépenses intra-muros des filiales à l'étranger	
Total	15045
Personnel de R&D en Suisse en équivalents plein-temps	
Total	75476
Confédération	781
Hautes écoles	26945
Entreprises privées	47750

Source: OFS
 Infotéléphone: 058/463 68 65
 Courriel: pierre.sollberger@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 14 Structure des établissements et des entreprises

B 14.1 Structure par secteur et par branche, selon Noga¹⁾

	Entreprises avec une activité marchande, selon la taille		Établissements	Entreprises avec une activité marchande, selon la taille, par classe de grandeur Équivalents plein temps, 2012			
	2012			micro (jusqu'à 9)	petites (10-49)	moyennes (50-249)	grandes (250 et plus)
Noga 2008 (section)	2012		2012				
Total	501097		647957	458337	34628	6876	1256
Secteur secondaire	90042		95410	74352	12620	2619	451
Industries extractives	275		379	159	98	18	0
Industrie manufacturière	41437		43630	32935	6381	1758	363
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	715		1048	474	150	66	25
Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et depollution	1140		1937	843	247	47	3
Construction	46475		48416	39941	5744	730	60
Secteur tertiaire	411055		494545	383985	22008	4257	805
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	78278		97189	71370	5796	936	176
Transports et entreposage	13275		18933	11639	1241	320	75
Hébergement et restauration	28850		32643	25524	2973	312	41
Information et communication	20323		22073	18622	1387	257	57
Activités financières et d'assurance	14945		19924	13208	1382	253	102
Activités immobilières	14225		14634	13642	504	69	10
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	87307		90301	83089	3703	451	64
Activités de services administratifs et de soutien	21485		25861	19249	1636	516	84
Administration publique	...		8435	...	...	...	...
Enseignement	17109		29530	16314	611	172	12
Santé humaine et action sociale	56496		64235	53721	1813	794	168
Arts, spectacles et activités récréatives	19774		21473	19226	461	77	10
Autres activités de services	38988		49314	38381	501	100	6

1) Chiffres provisoires. Statistique structurelle des entreprises (STATENT).

Source: OFS
 Infotéléphone: 058/463 62 66
 Courriel: statent@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 14.2 Nouvelles entreprises et emplois par branche économique

Branche économique, Noga 2008	Nouvelles entreprises				Total des emplois (emplois à plein temps et à temps partiel)			
	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012
Total	11289	12093	11531	11891	21452	22861	20484	21002
Secteur secondaire	1874	2015	1976	2172	3879	4305	4088	4606
Industrie et énergies	638	609	586	604	1216	1366	1068	1092
Construction	1236	1406	1390	1568	2663	2939	3020	3514
Secteur tertiaire	9415	10078	9555	9719	17573	18556	16396	16396
Commerce et réparations	2107	2370	2073	2164	3797	4360	3444	3571
Transports et entreposage	372	332	341	316	710	631	628	579
Hébergement et restauration	267	265	204	238	992	884	632	695
Information et communication	956	1075	954	934	1648	1768	1554	1535
Activités financières et assurances	699	724	677	608	1422	1491	1206	1126
Activités immobilières et de services	1134	1286	1244	1234	2347	2453	2390	2162
Activités spécialisées et scientifiques	2783	2857	2918	2986	4409	4589	4491	4536
Enseignement	208	201	197	199	377	365	286	262
Santé et action sociale	309	393	378	438	789	953	814	922
Arts et activités récréatives	225	225	232	232	491	436	368	436
Autres activités de services	355	350	337	370	591	626	583	572

Source: OFS
 Infotéléphone: 032/713 66 40
 Courriel: udemo@bfs.admin.ch
 Internet: www.statistique.admin.ch

B 14.3 Personnes occupées à plein temps et à temps partiel¹⁾

Noga 2008 (section)	Emplois (à plein temps et à temps partiel) Dans les établissements		Dans les entreprises marchandes		Emplois (à plein temps et à temps partiel) dans les entreprises avec une activité marchande, selon la taille, par classe de grandeur, 2012			
	2012		2012		micro (jusqu'à 9)	petites (10-49)	moyennes (50-249)	grandes (250 et plus)
Total	4905389		4090581		1154684	858353	806005	1271539
Secteur secondaire	1088747		1094931		215012	286284	277508	316127
Industries extractives	5153		4826		718	2424	1684	0
Industrie manufacturière	695699		706366		97688	151194	194144	263340
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	27902		29877		1615	4069	7109	17084
Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	17299		14515		3044	6049	3919	1503
Construction	342694		339347		111947	122548	70652	34200
Secteur tertiaire	3649760		2995650		939672	572069	528497	955412
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	639365		673208		210918	135052	105313	221925
Transports et entreposage	237571		234263		29624	32436	38432	133771
Hébergement et restauration	246901		236878		100441	70469	36789	29179
Information et communication	156646		154361		41333	34581	27327	51120
Activités financières et d'assurance	256280		252005		32617	35352	30333	153703
Activités immobilières	61793		60894		32024	13129	9719	6022
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	389259		355847		177138	83419	50385	44905
Activités de services administratifs et de soutien	285634		267515		51548	48686	72689	94592
Administration publique	189620		...		...	...	...	...
Enseignement	326024		99474		34586	27767	28756	8365
Santé humaine et action sociale	615639		503720		132126	63266	103879	204449
Arts, spectacles et activités récréatives	84139		67644		36463	14991	11680	4510
Autres activités de services	160889		89841		60854	12921	13195	2871

1) Chiffres provisoires. Statistique structurelle des entreprises (STATENT).

Source: OFS
Infotéléphone: 058/463 62 66
Courriel: statent@bfs.admin.ch
Internet: www.statistique.admin.ch

B 14.4 Entreprises: formes juridiques, poursuites, faillites

							Variation en % par rapport à l'année précédente				
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre d'entreprises selon la forme juridique^{a) 1)}											
Sociétés anonymes ²⁾	183888	186980	189515	194289	198432	202183	1.7	1.4	2.5	2.1	1.9
Raisons sociales individuelles	154626	155565	157319	157614	156644	156964	0.6	1.1	0.2	-0.6	0.2
Sociétés en nom collectif	13750	13392	13119	12825	12413	12230	-2.6	-2.0	-2.2	-3.2	-1.5
Sociétés en commandite	2441	2368	2310	2205	2081	1979	-3.0	-2.4	-4.5	-5.6	-4.9
S.à.r.l.	109713	118137	124826	133104	140895	149725	7.7	5.7	6.6	5.9	6.3
Sociétés coopératives	10977	10691	10423	9980	9688	9478	-2.6	-2.5	-4.3	-2.9	-2.2
Actes de poursuite^{b)}											
Commandements de payer	2494438	2528904	2665477	2692574	2726898	2779455	1.4	5.4	1.0	1.3	1.9
Saisies exécutées	1348021	1341575	1437258	1426110	1482897	1454706	-0.5	7.1	-0.8	4.0	-1.9
Réalisations	470526	511547	534639	529382	560995	569714	8.7	4.5	-1.0	6.0	1.6
Ouvertures de faillites	10910	10913	11218	11073	12008	12478	0.0	2.8	-1.3	8.4	3.9
Liquidations de faillites	10269	10681	11725	11924	12955	13197	4.0	9.8	1.7	8.6	1.9
Pertes (en milliers de francs)	2555108	2249284	2061711	2125529	2218461	1887793	-12.0	-8.3	3.1	4.4	-14.9

1) État en fin d'année.

2) Sociétés anonymes et sociétés en commandite.

Sources:
a) Office du registre du commerce
Infotéléphone: 031 322 41 96
Courriel: ehra@bj.admin.ch
b) OFS
Infotéléphone: 032/713 62 66
Courriel: udemo@bfs.admin.ch
Internet: www.statistique.admin.ch

B 15 Commerce de détail, consommation

B 15.1 Revenus et dépenses des ménages

	2011	CV ⁽¹⁾	2012	CV ⁽¹⁾	2011	2012
Nombre de personnes par ménage	2.23	B	2.24	B	–	–
Structure du budget⁽²⁾	Montants mensuels en francs (moyennes)				Répartition en %	
Revenus du travail⁽³⁾	7271	B	7579	C	75.7	75.3
Revenus de la fortune et de la location	351	D	497	E	3.6	4.9
Revenu primaire⁽³⁾	7621	B	8076	C	79.4	80.3
Rentes et transferts sociaux	1849	C	1855	C	19.3	18.4
Transferts monétaires reçus d'autres ménages	134	D	132	D	1.4	1.3
Revenu brut	9604	B	10063	C	100.0	100.0
Dépenses de transfert obligatoires	–2646	B	–2777	C	–27.5	–27.6
Transferts monétaires versés à d'autres ménages	–208	E	–174	D	–2.2	–1.7
Revenu disponible⁽⁴⁾	6750	B	7112	B	70.3	70.7
Autres assurances, taxes et transferts	–575	B	–616	D	–6.0	–6.1
Dépenses de consommation	–5394	B	–5511	B	–56.2	–54.8
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	–649	B	–638	B	–6.8	–6.3
Boissons alcoolisées et tabacs	–111	C	–112	E	–1.2	–1.1
Restauration et hôtellerie	–529	B	–547	C	–5.5	–5.4
Vêtements et chaussures	–235	C	–235	C	–2.5	–2.3
Logement et énergie	–1475	B	–1499	B	–15.4	–14.9
Ameublement, équipement et entretien du ménage	–262	C	–281	C	–2.7	–2.8
Services médicaux et dépenses de santé	–256	C	–272	C	–2.7	–2.7
Transports	–768	C	–808	C	–8.0	–8.0
Communications	–177	B	–177	B	–1.8	–1.8
Loisirs et culture	–616	C	–949	C	–6.4	–6.4
Autres biens et services	–316	D	–296	C	–3.3	–2.9
Revenus sporadiques ⁽⁵⁾	428	E	333	D	4.5	3.3
Épargne	1209	D	1318	E	12.6	13.1

1) Coefficient de variation (CV): A très bon: < 1%. B bon: de ≥ 1% à < 2%.

C moyen: de ≥ 2% à < 5%. D suffisant: de ≥ 5% à < 10%. E mauvais: ≥ 10%.

2) Les chiffres étant arrondis, il se peut que les montants inscrits s'écartent légèrement des totaux.

4) Cette notion de revenu disponible n'est pas compatible avec celle utilisée dans les comptes nationaux.

3) Avec les cotisations des employés aux assurances sociales, mais sans celles des employeurs.

5) Les revenus sporadiques (cadeaux reçus, ventes et remboursements) ne sont pas pris en compte dans le calcul du revenu brut.

Source: OFS

Infotéléphone: 058/4672370

Courriel: info.iid@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 15.2 Chiffres d'affaires du commerce de détail par branches économiques⁽¹⁾

	Août 2014			
	Indice ⁽²⁾		Variations en % par rapport au même mois de l'année précédente	
	Nominaux	Réels	Nominaux	Réels
Total	101.3	108.4	1.9	1.8
Total (carburants exclus)	101.0	108.1	2.2	1.9
Commerces de détail de denrées alimentaires, boissons, tabac	101.5	102.1	1.2	0.5
Commerces de détail non alimentaire (carburants exclus), dont:	100.6	112.1	2.3	3.1
Équipements de l'information et de la communication	102.1	149.3	3.6	4.0
Équipements ménagers (textiles, quincaillerie, tapis, appareils électriques et meubles)	98.2	105.6	3.3	3.5
Biens culturels et de loisirs (livres, journaux et périodiques, enregistrements musicaux et vidéos, articles de sport, jeux et jouets)	91.8	92.9	0.8	0.9
Autres commerces de détail non alimentaire	106.7	115.7	5.0	4.6
Commerce de détail sur éventailes et marchés; Vente par correspondance ou via internet	105.5	117.7	–0.8	–0.5
Commerce de détail de carburants (stations service)	106.4	100.5	–1.3	0.4

1) Résultats provisoires. Corrigé des jours ouvrables, désaisonnalisés.

2) Année de base, moyenne 2010 = 100.

Source: OFS

Infotéléphone: 058/467 23 70

Courriel: info.iid@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 15.3 Chiffres d'affaires du commerce de détail par branches économiques¹⁾

Variations en % par rapport à l'année précédente

		Moyennes trimestrielles ²⁾					Valeurs cumulées ²⁾		
	Août 2014	2/2013	3/2013	4/2013	1/2014	2/2014	Août 2013	2013 ³⁾	
Chiffres d'affaires nominaux du commerce de détail									
Total	-1.4	0.6	1.0	1.7	-0.1	0.9	0.0	2.0	0.4
Alimentation, boissons, tabac	-2.0	2.6	3.9	2.7	1.2	3.9	1.5	3.7	2.3
Vêtements, chaussures	3.8	-3.4	-2.3	1.2	1.3	0.3	1.2	4.8	-2.0
Ensemble des autres groupes	-2.1	-0.3	0.0	0.4	-0.6	0.0	-0.5	0.6	-0.3
Chiffres d'affaires réels du commerce de détail									
Total	-0.7	2.1	1.8	2.8	0.7	1.7	0.9	2.8	1.6
Alimentation, boissons, tabac	-3.3	1.9	2.1	1.3	0.1	2.9	0.5	2.1	1.1
Vêtements, chaussures	3.7	1.2	1.5	5.5	4.3	2.7	3.5	8.4	1.9
Ensemble des autres groupes	-0.2	2.2	2.0	2.5	1.0	1.7	1.2	2.6	2.0

1) Résultats provisoires, corrigés des jours ouvrables.

2) Évolution des chiffres d'affaires cumulés depuis le début de l'année civile en cours par rapport à la même période de l'année précédente.

3) Cumulé.

Source: OFS

Infotéléphone: 058/467 23 70

Courriel: info.iid@bfs.admin.ch

Internet: www.statistiques.admin.ch

B 16 Tourisme

B 16.1 Importance économique du tourisme

						Variation en % par rapport à l'année précédente				
	2009	2010	2011	2012 ¹⁾	2013 ²⁾	2009	2010	2011	2012 ¹⁾	2013 ²⁾
Balance touristique³⁾										
Dépenses des touristes étrangers en Suisse, en millions de fr.	15377	15356	15185	15097	15647	-1.4	-0.1	-1.1	-0.6	3.6
Dépenses des touristes suisses à l'étranger, en millions de fr.	11847	11644	12128	14256	14880	0.6	-1.7	4.2	17.6	4.4
Excédent, en millions de fr.	3530	3712	3058	841	768	-7.5	5.2	-17.6	-72.5	-8.7
Dépenses des touristes étrangers en Suisse										
En % des recettes provenant des exportations ⁴⁾	5.5	5.2	5.1	4.9	...	...	...	...	...	...

1) Chiffres révisés.

2) Chiffres provisoires.

3) Structure selon FMI 1993.

4) Exportations des biens et services, Sifim inclus.

Source: OFS

Infotéléphone: 032/713 66 38

Internet: www.statistique.admin.ch

B 16.2 Offre et demande touristique, selon les formes d'hébergement

				En % sur le total			Variation en % par rapport à l'année précédente		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Nuitées, total (en milliers)¹⁾									
Hôtellerie	35095	34389	35251	98.9	98.9	99.0	-2.0	-2.0	2.5
Établissements de cure	391	377	372	1.1	1.1	1.0	-0.5	-3.6	-1.3
Hôtes suisses	15752	15690	15889	44.4	45.1	44.6	-0.1	-0.4	1.3
Hôtes étrangers	19734	19076	19735	55.6	54.9	56.0	-3.5	-3.3	3.5
Taux d'occupation des lits dans l'hôtellerie (en %)									
du total des lits	35.5	35.0	36.0	-	-	-	-	-	-
des lits disponibles	41.9	40.8	41.9	-	-	-	-	-	-

1) Seulement hôtels et établissements de cure, recensement Hesta.

Source: OFS

Infotéléphone: 032 867 24 40

Courriel: info-tour@bfs.admin.ch

Internet: www.statistique.admin.ch

B 16.3 Utilisation et effets directs de l'économie touristique dans le compte satellite du tourisme de la Suisse 2011, aux prix courants¹⁾

Intitulé	Total utilisation touristique en Suisse en millions de francs	Valeur ajoutée direct. générée par le tourisme en millions de francs	Part de la val. ajouté direct. générée par le tourisme en %	Emplois liés au tourisme en équivalents plein temps	Ratio touristique de la valeur ajoutée en %
A. Produits spécifiques du tourisme	30777	15428	97.2	147279	10.9
A1. Produits caractéristiques du tourisme	25613	12162	76.6	113862	13.6
1. Services d'hébergement	7363	4332	27.3	39842	10.7
1.1 Hôtels	4604	2435	15.3	36285	100.0
1.2 Parahôtellerie	825	444	2.8	3557	100.0
1.3 Hébergement pour compte propre ou gratuit	1934	1453	9.2	0	3.8
2. Services de restauration	5199	2569	16.2	39025	35.1
3. Services de transport de voyageurs	9064	3584	22.6	16200	44.9
3.1a Transport ferroviaire	1165	573	3.6	3007	22.9
3.1b Téléphériques, funiculaires, remontées mécaniques	1017	524	3.3	3375	95.1
3.2 Transport routier	791	379	2.4	3473	17.3
3.3 Transport par voie d'eau	110	56	0.4	811	100.0
3.4 Transport par voie aérienne	5272	1801	11.3	4512	91.9
3.5 Services annexes de transport	483	151	1.0	657	38.6
3.6 Location de matériel de transport	226	99	0.6	366	29.5
4. Services d'agences de voyage, voyagistes, guides ²⁾	2192	795	5.0	12097	100.0
5. Services culturels	312	131	0.8	1910	22.2
5.1 Art dramatique	99	42	0.3	472	11.3
5.2 Musées et autres	213	89	0.6	1438	40.8
6. Services de loisirs et de divertissements	1060	499	3.1	3724	14.7
7. Services touristiques divers	423	252	1.6	1064	0.9
7.1 Services financiers et services d'assurance	340	193	1.2	690	2.6
7.2 Autres services touristiques	83	58	0.4	374	0.3
A.2 Produits connexes au tourisme	5164	3266	20.6	33417	6.3
Commerce de détail ¹⁾	2198	1502	9.5	17391	8.5
Stations-services ¹⁾	187	128	0.8	1531	23.7
Santé	2118	1306	8.2	11775	5.5
Télécommunications	545	255	1.6	1445	3.1
Autres services touristiques	118	74	0.5	1275	5.6
B. Produits non spécifiques au tourisme	10097	446	2.8	2110	0.8
Biens (inclus la marge du commerce de gros)	10097	446	2.8	2110	0.8
Total	40874	15873	100.0	149389	7.9
Quote-part touristique de la valeur ajoutée brute de l'économie nationale (en %)	...	...	...	...	2.9
Quote-part touristique de l'emploi de l'économie nationale (en %)	...	...	...	...	4.3

1) Chiffres provisoires.

2) Marges brutes.

Source: OFS
Internet: www.statistique.ch

B 17 Cantons

B 17.1 Données économiques cantonales



	Époque / période	Unité	CH	ZH	BE	LU	UR	SZ	OW	NW	GL	ZG	FR
Communes politiques	1.01.2014	Nombre	2352	170	362	83	20	30	7	11	3	11	163
Sièges du Conseil national	2013	Nombre	200	34	26	10	1	4	1	1	1	3	7
Superficie	2013	en km ²	41285	1729	5959	1493	1077	908	491	276	685	239	1671
Surface agricole	2004/2009	en %	35.9	41.7	42.6	53.5	24.2	40.6	36.9	37.0	30.0	43.4	56.3
Évolution démographique													
Enfants nés vivants	2013	en 1000	82.7	16.0	9.6	4.1	0.3	1.5	0.3	0.4	0.4	1.3	3.2
Personnes décédées	2013	en 1000	65.0	10.8	9.5	2.9	0.3	1.1	0.3	0.3	0.3	0.8	2.0
Excédent des naissances	2013	en 1000	17.8	5.2	0.1	1.2	0.0	0.4	0.1	0.1	0.1	0.5	1.2
Solde migratoire	2013	en 1000	87.1	13.6	8.6	2.8	0.3	0.9	0.3	0.3	0.4	1.2	3.5
Population résidente permanente moyenne ¹⁾	2013	en 1000	8089.3	1417.1	996.9	388.2	35.8	150.6	36.3	41.7	39.5	117.3	294.5
Étrangers	2013	en %	23.5	25.1	14.3	17.1	10.8	19.5	13.9	12.8	22.0	25.6	20.4
Densité de la population ²⁾	2013	hab./km ²	204	858	171	273	34	178	76	173	58	570	187
Logement													
Effectif des logements (approx.)	2013	Nombre	4234906	703833	539605	183642	18219	73275	20281	20720	21557	54632	137496
Permis de construire délivrés	2013	Nombre	49375	8829	4244	3067	201	1210	234	319	257	895	2551
Logements construits	2013	Nombre	46868	8762	4097	2838	239	1450	225	250	104	701	2246
Taux de logements vacants	1.06.2014	en %	1.08	0.76	1.38	0.80	0.80	0.87	0.61	1.24	1.57	0.39	0.78
Logements en chantier	2013	Nombre	71972	16365	5404	3035	234	1421	419	267	146	1506	2621
Entreprises ³⁾	2012	Nombre	572424	97934	70367	26980	2373	13059	3341	3664	2930	16097	18008
Établissements ³⁾	2012	Nombre	579413	110562	80154	30413	2744	14142	3664	3992	3302	17120	20501
Personnes occupées ⁴⁾	2012	en %	4738507	956551	586518	220686	16408	71560	19814	21317	20469	102418	133744
Industries manufacturières, électricité	2012	en %	15.7	9.8	15.7	17.0	22.5	17.1	24.5	21.0	29.5	12.8	17.8
Construction	2012	en %	7.2	5.6	6.9	8.3	12.4	11.5	11.8	9.5	10.4	6.4	9.3
Commerce, réparation, hôtellerie	2012	en %	18.7	17.9	17.5	18.9	17.8	21.9	20.6	19.8	17.3	24.9	19.7
Transports et communications	2012	en %	8.3	10.4	9.0	7.5	7.1	6.7	5.8	5.5	4.9	8.1	5.2
Activités financières, assurances	2012	en %	5.4	10.0	3.3	4.2	2.4	4.8	3.0	3.9	3.8	6.6	2.8
Immobilier, autres serv.aux entreprises	2012	en %	15.5	18.4	12.6	14.1	9.1	15.0	12.1	18.2	9.0	21.7	12.4
Administration publique	2012	en %	4.0	3.5	7.6	3.4	5.4	3.2	3.8	2.9	3.7	3.0	4.6
Enseignement	2012	en %	6.9	7.6	6.3	7.7	5.5	4.1	4.5	5.2	4.8	5.2	9.1
Santé et activités sociales	2012	en %	13.0	11.7	15.0	13.3	13.0	10.9	9.7	9.9	12.4	7.4	13.4
Autres services collectifs et personnels	2012	en %	5.2	5.1	6.1	5.7	4.6	4.9	4.1	4.2	4.2	3.9	5.6
Chômeurs (moyenne annuelle)	2013	Nombre	136524	25262	12725	4180	233	1261	191	235	550	1352	4200
Hommes	2013	Nombre	76279	14012	7165	2335	128	735	113	130	313	803	2334
Femmes	2013	Nombre	60245	11250	5561	1845	105	526	78	106	237	550	1866
Chômeurs complets	2013	Nombre	119121	22073	10390	3620	217	1062	167	195	526	1163	3562
Personnes partiellement sans emploi	2013	Nombre	17403	3189	2336	561	15	199	24	41	24	189	638
Étrangers	2013	Nombre	63325	11210	4495	1787	112	556	89	82	260	593	2022
Taux de chômage (moyenne annuelle) ⁵⁾	2013	en %, CV ⁶⁾	3.2 A	3.2 A	2.3 A	2 A	1.3 C	1.5 B	0.9 C	1 C	2.5 C	2.1 B	2.7 B
Hommes	2013	en %, CV ⁶⁾	3.2 A	3.3 A	2.4 A	2 B	1.2 C	1.5 C	1 C	1 C	2.6 C	2.3 C	2.8 B
Femmes	2013	en %, CV ⁶⁾	3.1 A	3.1 A	2.2 A	1.9 B	1.3 D	1.5 C	0.9 D	1 C	2.4 C	1.9 C	2.7 B
Tourisme													
Nuitées dans l'hôtellerie	2013	Nombre	34766273	4709319	4919632	1829244	227539	605085	604970	203047	127089	307454	473397
Part des étrangers	2013	en %	54.9	73.0	53.9	63.1	64.6	36.0	58.2	57.0	17.7	53.7	38.0
Voitures	2013	Nombre	4254725	701419	504791	200121	18756	92766	21091	25341	22225	72770	168351
Domaine médical													
Médecins dans le secteur ambulatoire	2013	Densité ⁷⁾	216	257	218	160	98	137	115	124	146	201	130
Médecin-dentistes	2013	Densité ⁷⁾	52	57	53	51	33	47	38	45	38	57	37
Pharmacies	2013	Nombre	1743	228	170	37	2	12	3	3	2	15	68
Revenu national ⁸⁾	2005	mio. fr.	405300	88928	43985	15622	1584	6849	1311	2865	2790	9971	10106
Revenu national par habitant	2005	francs	54031	68804	45644	43910	45712	50170	39646	73286	73236	93753	39559
Dépenses cantonales ⁹⁾	2012	mio. fr.	83232.4	12306.3	11110.6	3070.9	404.6	1188.5	315.5	327.9	306.2	1276.7	3181.8
Recettes cantonales ⁹⁾	2012	mio. fr.	79907.9	12265.6	10731.5	3002.1	401.5	1120.0	297.4	312.7	311.0	1270.5	3182.7
Solde recettes/dépenses	2012	mio. fr.	-3324.5	-40.7	-379.1	-68.8	-3.1	-68.5	-18.1	-15.2	4.8	-6.1	0.9
Charge fiscale¹⁰⁾													
Revenus de 30000 francs	2012	en %	1.131 ¹¹⁾	1.75	1.03	0.83	0.33	1.77	1.81	0.70	2.87	0.26	1.73
Revenus de 50000 francs	2012	en %	4.271 ¹¹⁾	4.20	5.28	5.09	5.39	3.91	5.24	3.84	6.19	1.75	5.32
Revenus de 100000 francs	2012	en %	10.231 ¹¹⁾	9.08	12.16	9.96	9.99	7.04	9.40	8.82	10.30	4.06	10.85
Revenus de 200000 francs	2012	en %	18.031 ¹¹⁾	16.68	20.53	16.65	15.15	12.89	14.42	15.05	17.10	10.04	19.51
Indice des ressources	2015	Indice	100.0	119.5	74.3	79.6	61.6	165.9	86.9	130.5	68.9	261.4	77.0

1) Dès 2011, la Population résidente permanente moyenne est calculée comme la moyenne arithmétique de la population résidente permanente au 1^{er} janvier et au 31 décembre de la même année.2) Population résidente permanente au km² (superficie totale sans les surfaces des lacs > 5 km²).

3) Chiffres provisoires. Secteur secondaire et tertiaire, statistique structurelle des entreprises (STATENT).

4) Chiffres provisoires. Emplois à plein temps et à temps partiel, secteur secondaire et tertiaire, statistique structurelle des entreprises (STATENT).

5) Nombre de chômeurs inscrits le jour de référence divisé par le nombre de personnes actives selon le relevé structurel sur la vie active du recensement de la population 2010 (4'322'899 personnes au total).

6) Coefficient de variation (CV): A=0.0-1.0%, B=1.1-2.0%, C=2.1-5.0%, D=5.1-10.0%, E=10.1-16.5%, F=16.6-25.0%, G>25%.



SO	BS	BL	SH	AR	AI	SG	GR	AG	TG	TI	VD	VS	NE	GE	JU
109	3	86	26	20	6	77	146	213	80	135	318	134	37	45	57
7	5	7	2	1	1	12	5	15	6	8	18	7	5	11	2
791	37	518	298	243	173	2026	7105	1404	991	2812	3212	5224	803	282	839
42.3	12.1	40.5	43.9	54.8	53.7	46.6	28.8	44.1	52.0	12.9	42.4	19.0	41.7	39.5	48.7
2.4	1.9	2.4	0.7	0.5	0.2	5.1	1.8	6.4	2.5	2.8	8.3	3.1	1.7	5.2	0.7
2.3	2.0	2.4	0.7	0.5	0.1	3.7	1.7	4.6	2.0	3.1	5.4	2.6	1.6	3.3	0.6
0.1	-0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	1.4	0.0	1.9	0.5	-0.2	2.9	0.5	0.1	1.8	0.1
1.9	3.2	1.7	1.0	0.3	0.1	4.1	2.5	5.0	2.5	5.4	12.2	4.7	2.8	9.7	0.7
260.4	188.4	277.6	78.4	53.6	15.7	489.4	194.4	631.9	258.2	344.1	741.9	324.4	175.5	466.3	71.3
20.2	33.9	20.4	24.4	14.8	10.3	22.7	17.5	23.1	23.1	27.0	32.5	21.9	24.5	40.1	13.3
331	5117	538	264	221	92	252	27	456	302	126	266	63	246	1910	86
128513	106233	134650	39573	27692	7352	242841	162019	296440	122819	223504	382670	235379	91250	223763	36948
1322	725	1929	407	295	104	2124	1242	4387	2180	2581	5346	2564	554	1470	338
1358	181	1036	442	333	51	3325	2067	3736	2082	2263	4515	2372	506	1281	408
2.13	0.23	0.32	1.15	1.81	1.12	1.63	1.19	1.67	1.53	0.83	0.68	1.88	1.04	0.39	2.25
1665	949	1801	439	343	76	2883	2874	5904	2404	4797	7634	4057	780	3676	272
15584	14343	16460	5687	4581	1685	32496	17466	38362	17952	29517	49135	24562	11395	32902	5544
17817	16627	18654	6488	5030	1846	37012	20340	43490	19928	33311	56190	27949	13264	37083	6334
131771	186405	138605	43021	23813	7294	273514	118710	311605	120952	209282	401005	157401	100439	327498	37707
22.6	15.1	20.0	25.6	23.7	24.9	24.1	11.3	23.1	24.6	14.9	11.2	14.0	30.2	8.6	33.7
7.5	4.2	7.9	6.7	7.6	11.7	8.0	11.2	7.9	8.6	9.6	6.9	10.5	5.2	5.4	6.6
16.5	13.8	18.2	17.5	15.3	24.5	17.6	27.8	18.6	17.4	21.0	19.1	24.9	15.2	18.7	15.3
11.1	9.9	8.0	7.8	5.7	4.3	6.9	8.4	7.7	6.0	7.6	7.5	7.0	4.5	8.6	3.9
2.5	6.4	2.5	2.7	2.6	4.3	3.8	3.0	2.6	2.4	6.2	4.4	3.4	2.1	9.4	2.5
12.7	20.2	15.0	12.9	9.9	9.0	12.8	11.2	13.9	12.3	15.5	17.5	11.8	14.3	20.3	9.5
3.0	3.1	3.4	3.9	3.7	4.1	2.7	3.6	2.9	3.6	3.8	3.8	3.4	4.6	3.9	4.2
6.0	6.6	6.4	4.9	5.1	4.3	6.9	6.1	5.9	6.3	5.5	8.9	6.9	6.4	7.1	6.4
12.9	14.8	14.2	13.4	22.0	7.8	12.4	12.2	12.5	14.0	11.2	15.4	12.9	13.4	12.5	13.2
5.1	5.8	4.2	4.6	4.4	5.1	4.7	5.1	4.9	4.6	4.7	5.4	5.1	4.1	5.5	4.6
3884	3504	3958	1149	502	122	6531	1870	9947	3508	7261	18723	6553	4665	12804	1353
2157	2035	2265	683	282	62	3542	1093	5355	1881	4227	10527	3826	2663	6870	745
1728	1468	1694	466	220	60	2989	776	4592	1628	3034	8196	2728	2002	5933	608
3144	3024	3202	1051	438	105	5886	1689	8586	2946	6370	16456	6010	4115	11934	1192
741	480	757	99	64	17	645	181	1361	562	891	2267	543	550	870	161
1627	1771	1475	544	194	46	3173	1036	4564	1653	3639	9692	3575	2204	6481	446
2.7 B	3.7 B	2.7 B	2.8 C	1.7 C	1.4 D	2.4 A	1.7 B	2.8 A	2.5 B	4.5 B	5 A	4 B	5.2 B	5.5 A	3.8 C
2.7 B	4.1 C	2.9 B	3 C	1.7 C	1.2 D	2.4 B	1.8 B	2.8 A	2.4 B	4.7 B	5.3 A	4.3 B	5.6 C	5.5 B	3.8 C
2.7 B	3.3 C	2.5 B	2.4 C	1.7 C	1.7 D	2.5 B	1.6 C	2.9 B	2.6 B	4.3 B	4.7 B	3.7 B	4.8 C	5.4 B	3.8 C
383914	1105862	284920	128849	123831	160101	1023554	5160975	698621	413369	2405434	2602503	3887712	239265	2883245	107315
49.3	70.8	50.9	53.5	27.4	15.8	44.6	43.7	49.4	38.7	40.2	58.5	48.0	47.3	80.8	18.0
148322	66805	142222	43024	29696	8808	264860	106006	364771	155407	215106	391740	201380	94890	219275	40942
166	425	232	192	160	108	185	174	162	159	209	239	155	200	374	144
46	86	49	46	183	38	50	48	45	33	66	48	40	50	55	22
27	75	48	13	5	1	55	43	118	25	191	247	114	55	167	19
11564	21946	14160	4086	2317	688	20680	9441	27913	10512	13316	35102	11114	8425	27443	2585
46844	115178	53502	55126	44215	45936	44866	49355	49209	44918	41335	52901	38385	49775	62839	38070
1989.0	4430.1	2599.3	672.9	537.5	140.8	4240.3	2491.8	4577.4	1848.4	3372.0	9208.7	3793.8	2058.5	9551.7	952.1
1863.2	4276.7	2403.7	621.0	425.1	143.0	3927.1	2401.3	4575.8	1720.3	3253.4	9065.1	3263.1	2068.2	8762.1	949.2
-125.8	-153.4	-195.6	-51.8	-112.4	2.2	-313.2	-90.5	-1.6	-128.1	-118.6	-143.6	-530.7	9.7	-789.5	-2.9
2.52	0.00	1.01	1.62	2.07	2.36	0.37	0.00	0.90	0.00	1.07	0.00	1.50	1.87	0.08	0.81
7.05	0.76	2.61	5.42	6.05	4.74	4.24	2.63	3.65	3.19	2.90	3.56	5.80	6.08	0.21	5.84
12.71	12.44	10.13	10.85	11.01	8.72	11.40	9.04	9.40	9.69	9.02	13.38	9.84	14.51	8.73	13.38
20.68	20.98	20.08	18.81	18.53	15.37	20.11	17.25	17.40	17.09	19.04	21.01	19.46	23.71	19.60	21.77
78.3	143.6	100.1	101.9	84.4	82.8	79.0	81.4	89.2	77.4	98.5	106.5	68.8	88.1	144.9	62.7

7) Pour 100000 habitants.

8) Chiffres provisoires.

9) Comptes consolidés des cantons. Y compris les concordats, sans les doubles imputations.

10) Charge due aux impôts cantonaux, communaux, paroissiaux et fédéral direct, personne mariée exerçant une activité lucrative dépendante, sans enfants.

11) Charge moyenne non pondérée en pour cent, impôt fédéral direct inclus.

Sources: OFS/SECO/AFF/AFC

Index			Étrangers exerçant une activité lucrative			Marchés monétaire et financier, marché des devises		
Actions, indice			Exportations			Banque nationale		
Assurances sociales			Faillites			Banques		
Assurance-chômage			Finances publiques			Bourse		
Assurance-maladie: Indice des primes d'...			Charge fiscale			Cours de change		
Assurance suisse contre les risques à l'expo (SERV)			Confédération: dépenses			Crédits en Suisse		
Balance commerciale, solde			Confédération: recettes			Masse monétaire		
Balance des transactions courantes			Finances fédérales, cantonales et communales			Statistique du marché des capitaux		
Balance touristique			Indice des ressources cantonales			Taux des marchés monétaire et financier		
Banque nationale suisse			Quote-part de l'Etat			Médecins		
Banques			Quote-part fiscale			Ménages		
Bourse			Formation			Revenus et dépenses		
Cantons			Apprentis			Nuitées dans l'hôtellerie		
Charge fiscale			Bacheliers			Personnes actives occupées		
Données économiques cantonales			Diplômes			Pharmacies		
Finances des cantons			Élèves et étudiants			Population		
Indice des ressources cantonales			Étudiants, par branche d'études			Population: données internationales		
Charge fiscale des cantons			Étudiants, par haute école			Population suisse		
Chiffres d'affaires du commerce de détail			Formation scolaire et professionnelle			Annuels et établis, selon la nationalité		
Commerce extérieur			Formation professionnelle supérieure			Bilan de la population résidente permanente		
Communes			Hautes écoles			Bilan de la population résidente permanente étrangère		
Nombres			Niveau de formation de la population			Données socio-économiques		
Finances			Importations			Étrangers, selon le genre de permis		
Comptabilité nationale			Indice			Population résidente, selon la langue		
Produit intérieur brut			Indicateurs composites avancés			Population résidente, selon l'âge et l'origine		
Consommation			Indice de la production			Poursuites		
Chiffres d'affaires du commerce de détail			Indice des actions suisses			Production		
Consommation privée			Indice des primes d'assurance-maladie			Production industrielle		
Indice des prix à la consommation			Indice des prix à la production et à l'importation			Produit intérieur brut		
Croissance			Indice des prix de la construction			Recherche et développement		
Dentistes			Indice des salaires nominaux et réels			Revenu national		
Durée du travail			Indice du commerce extérieur			Salaires		
Volume de travail			Indice du coût de la construction			Évolution des salaires (section Noga)		
Durée hebdomadaire normale du travail			Indice suisse des prix à la consommation			Indice des salaires nominaux et réels		
Économie extérieure			Swiss Performance Index			Salaires mensuels bruts par branche économique		
Balance commerciale, solde			Investissements			Taux de change		
Balance des paiements			Avoirs et engagements extérieurs de la Suisse			Taux de chômage		
Commerce extérieur par groupe de marchandises			Investissements dans les constructions			Taux d'intérêt		
Commerce extérieur par pays et blocs économiques			Investissements directs étrangers en Suisse			Données internationales		
Commerce extérieur selon l'utilisation des marchandises			Investissements directs suisses à l'étranger			Données suisses		
Termes de l'échange			Investissements en biens d'équipement			Tourisme		
Volume du commerce international			Marché du travail			Balance touristique		
Vue d'ensemble			Chômage partiel			Nuitées dans l'hôtellerie		
Emploi			Chômeurs, nombre			Offre et demande, selon les formes d'hébergement		
Entreprises nouvelles et emplois par branche économique			Chômeurs de longue durée			Travailleurs étrangers: Entrées en Suisse		
Épargne des ménages			Chômage des jeunes			Voitures de tourisme		
Établissements et entreprises			Emploi					
Forme juridique			Main-d'œuvre étrangère: effectif					
Structure			Offres d'emploi					
			Taux de chômage international					
			Taux de chômage suisse					

Liste des abréviations			LFP			Loi fédérale sur la formation professionnelle		
AC			LPP			Loi sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité		
AELE			NLFA			Nouvelles lignes ferroviaires alpines		
AFC			Noga			Nomenclature générale des activités économiques		
AFD			NZZ			Neue Zürcher Zeitung		
AFF			OCDE			Organisation de coopération et de développement économiques		
AI			ODT			Office fédéral du développement territorial		
AIE			OFAC			Office fédéral de l'aviation civile		
AVS			OFAE			Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays		
BAK			OFAG			Office fédéral de l'agriculture		
BCE			OFAP			Office fédéral des assurances privées		
Bevnat			OFAS			Office fédéral des assurances sociales		
BI			OFC			Office fédéral de la culture		
BNS			OFCOM			Office fédéral de la communication		
BRI			OFEN			Office fédéral de l'énergie		
CCT			OFEV			Office fédéral de l'environnement		
CE			OFFT			Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie		
CFB			OFIT			Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication		
ChF			OFJ			Office fédéral de la justice		
CNA			OFL			Office fédéral du logement		
COMCO			OFM			Office fédéral des migrations		
Créa			OFP			Office fédéral de la police		
			OFROU			Office fédéral des routes		
CTI			OFS			Office fédéral de la statistique		
DDC			OFSP			Office fédéral de la santé publique		
DDPS			OFT			Office fédéral des transports		
DEFR			OIT			Organisation internationale du Travail		
			OMC			Organisation mondiale du commerce		
DETEC			OMS			Organisation mondiale de la santé		
			OMT			Organisation mondiale du tourisme		
DFAE			ONU			Organisation des Nations Unies		
DFF			Opep			Organisation des pays exportateurs de pétrole		
DFI			ORP			Office régional de placement		
DFJP			Osec			Business Network Switzerland		
DGD			PHS			Haute école pédagogique de Saint-Gall		
EPFL			PIB			Produit intérieur brut		
EPFZ			PME			Petites et moyennes entreprises		
Esaa			RCE			Registre central des étrangers		
Espa			R-D			Recherche et développement		
Espot			RE			Recensement des entreprises		
ET			REE			Registre des Entreprises et Établissements		
ETS			RP			Recensement de la population		
FAO			SECO			Secrétariat d'Etat à l'économie		
			SERV			Assurance suisse contre les risques à l'expo		
FMI			SER			Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche		
FOSC			SSAA			Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents		
Hesta			STATENT			Statistique structurelle des entreprises		
HSG			UE			Union européenne		
IPI								
KOF								
LACI								

Le thème de janvier–février 2015:

Existe-t-il un avenir sans croissance?

La Suisse rattrape son retard et mène au score

Frank Schmidbauer, SECO

Croissance et revenus

Martin Baur, Carsten Colombier et Sandra Daguet, DFF

De la croissance à tout prix?

Christian Arnsperger, université de Lausanne

Il existe d'autres façons de concevoir la croissance

Jürg Furrer, OFS

L'indice Vivre mieux

Elena Tosetto, OCDE

Identifier les besoins pour reformer

Simon Jäggi, SECO

Débat entre

Mathias Binswanger, FHNW, et Eric Scheidegger, SECO

**Pour ne manquer aucun numéro,
abonnez-vous à *La Vie économique*.**

Commandez votre abonnement en ligne à l'adresse: www.lavieeconomique.ch,
par courriel à info@lavieeconomique.ch
ou par téléphone au 031 322 29 39.



Numéro d'essai

Nous envoyons volontiers un exemplaire gratuit sur demande.

Abonnement annuel

Dix numéros pour seulement Fr. 149.– au lieu de Fr. 159.– (étranger Fr. 169.–, étudiants Fr. 74.50)

